

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
– BMCE BANK -

BMCE BANK



البنك المغربي للتجارة الخارجية

NOTE D'INFORMATION

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE PERPETUEL

MONTANT GLOBAL DE L'EMISSION : MAD 1 000 000 000

	Tranche A (Cotée)	Tranche B (Cotée)	Tranche C (Non cotée)	Tranche D (Non cotée)
PLAFOND	MAD 1 Milliard	MAD 1 Milliard	MAD 1 Milliard	MAD 1 Milliard
NOMBRE	10 000 obligations subordonnées	10 000 obligations subordonnées	10 000 obligations subordonnées	10 000 obligations subordonnées
VALEUR NOMINALE	MAD 100 000	MAD 100 000	MAD 100 000	MAD 100 000
NEGOCIATION DES TITRES	Bourse de Casablanca		De Gré à Gré	
TAUX	Fixe, déterminé sur la base du taux des Bons du Trésor 10 ans observé sur la courbe des taux sur le marché secondaire, telle que publiée par BAM sur Reuters le 02 avril 2009, soit 4,10% (hors prime de risque)	Révisable annuellement, déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire, soit 3,51% (hors prime de risque)	Fixe, déterminé sur la base du taux des Bons du Trésor 10 ans observé sur la courbe des taux sur le marché secondaire, telle que publiée par BAM sur Reuters le 02 avril 2009, soit 4,10% (hors prime de risque)	Révisable annuellement, déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire, soit 3,51% (hors prime de risque)
PRIME DE RISQUE	120 pbs	100 pbs	120 pbs	100 pbs
AUGMENTATION DE LA PRIME DE RISQUE	100 pbs à partir de la 11 ^{ème} année de l'emprunt.			
DUREE	Indéterminée, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib			

Période de souscription : du 26 au 29 mai 2009

EMISSION STRICTEMENT RESERVEE AUX INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS
DE DROIT MAROCAIN

ORGANISME CHARGE DU PLACEMENT

BMCE CAPITAL
BOURSE

ORGANISMES CONSEILS

BMCE CAPITAL

BMCE CAPITAL
CONSEIL

ET COORDINATEUR GLOBAL

BMCE CAPITAL

Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières

Conformément aux dispositions de la circulaire du CDVM N°04/04 du 19 novembre 2004, prise en application de l'article 14 du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des valeurs mobilières -CDVM- et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, l'original de la présente note d'information a été visé par le CDVM le **18 mai 2009**, sous la référence n° **VI/EM/015/2009**.

ABREVIATIONS

AFH	African Financial Holding
AGO	Assemblée Générale Ordinaire
ALCO	Asset Liability Committee
ALM	Asset Liability Management
BAM	Bank AL Maghrib
BCP	Banque Centrale Populaire
BDM	Banque de Développement du Mali
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BMCD	Banque Malienne de Crédit et de Dépôts
BMCI	Banque Marocaine du Commerce et de l'Industrie
BNR	Bénéfice Net Réel
BVC	Bourse des Valeurs de Casablanca
CA	Chiffre d'Affaires
CACI	Comité d'Audit et de Contrôle Interne
CAM	Caja De Ahorros Del Mediterraneo
CDM	Crédit du Maroc
CDVM	Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières
CEB	Charges d'Exploitation Bancaire
CIH	Crédit Immobilier et Hôtelier
CIMR	Caisse Interprofessionnelle Marocaine de Retraite
CSIS	Center for Strategic International Studies
CTM	Compagnie de Transport Marocaine
DAB	Distributeur Automatique de Billets
DAT	Dépôts à Terme
ESFG	Espirito Santo Financial Group
EUR	Monnaie unique européenne
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FCP	Fonds Commun de Placement
FMI	Fonds Monétaire International
GAB	Guichet Automatique Bancaire
GBP	Livre sterling - Royaume Uni
GDR	Global Depositary Receipts
GNS	Global Network System
GPBM	Groupement Professionnel des Banques du Maroc

IG	Intégration Globale
IM	Investment Management
IPE	Impression Presse Edition
ITB	Institut Technique de Banque
IR	Impôt sur le revenu
IS	Impôt sur les Sociétés
K	Millier
LCN	Lettre de Change Normalisée
M	Million
MAD	Dirham Marocain
MAMDA	Mutuelle Agricole Marocaine d'Assurances
MCMA	Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances
Md	Milliard
MEE	Mise en Equivalence
MRE	Marocain Résident à l'Étranger
MSIM	Morgan Stanley Investment Management
Nb	Nombre
ND	Non disponible
OPCVM	Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières
OPV	Offre Publique de Vente
Pb	Point de base
PEB	Produits d'Exploitation Bancaire
PNB	Produit Net Bancaire
RBE	Résultat Brut d'Exploitation
RMA	Royale Marocaine d'Assurances
RMI	Radio Méditerranée Internationale
RNPG	Résultat Net Part du Groupe
RoE	Return On Equity
SCR	Société Centrale de Réassurance
SFCM	Société Financière Crédit du Maghreb
SFI	Société Financière Internationale
SICAV	Société d'Investissement à Capital Variable
STP	Straight Through Processing
TCN	Titres de Créances Négociables
TMT	Télécommunications, Média & Technologies
UBP	Union Bancaire Privée
LCB	La Congolaise de Banque
USD	Dollar américain

SOMMAIRE

ABREVIATIONS	2
SOMMAIRE	4
AVERTISSEMENT	6
PREAMBULE	7
PARTIE I : ATTESTATIONS ET COORDONNEES	9
I. LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK	10
II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES	11
III. LES ORGANISMES CONSEILS	16
IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE	17
V. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE.....	18
VI. AGENCES DE NOTATION.....	18
PARTIE II : PRESENTATION DE L'OPERATION	19
I. CADRE DE L'OPERATION.....	20
II. OBJECTIFS DE L'OPERATION	21
III. STRUCTURE DE L'OFFRE	21
IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES DE NATURE PERPETUELLE BMCE BANK	22
V. COTATION EN BOURSE DES TRANCHES A ET B.....	34
VI. ORGANISME CHARGE DU PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS	35
VII. MODALITES DE SOUSCRIPTION	36
VIII. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES	38
IX. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES.....	41
X. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION	42
XI. FISCALITE	43
PARTIE III : PRESENTATION DE BMCE BANK	44
I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL	45
II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR	47
III. MARCHE DES TITRES BMCE BANK.....	52
IV. NOTATION (EXTRAITS TRADUITS)	59
V. ORGANES D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK	62
VI. ORGANES DE DIRECTION.....	66
VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	73
PARTIE IV : ACTIVITE DE BMCE BANK	76
I. HISTORIQUE DE BMCE BANK	77
II. APPARTENANCE DE BMCE BANK AU GROUPE FINANCECOM.....	80
III. FILIALES DE BMCE BANK.....	85
IV. ACTIVITE	101
V. CAPITAL HUMAIN	115
VI. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION	118
VII. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT	124
PARTIE V : SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK - COMPTES CONSOLIDES PCEC 2006- 2008-	126
I. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	127
II. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DU GROUPE.....	130
ANALYSE DU BILAN.....	136

III. ANALYSE DU HORS BILAN	142
PARTIE VI : SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK - COMPTES CONSOLIDES IFRS 2007-2008-	143
I. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS	144
II. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS	149
III. ANALYSE DU BILAN CONSOLIDE IFRS	156
PARTIE VII : PERSPECTIVES	167
PARTIE VIII : FACTEURS DE RISQUE.....	170
I. RISQUES AFFERENTS À LA BANQUE ET À SON SECTEUR	171
II. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES.....	178
PARTIE IX : ANNEXES	179
I. PRINCIPALES REGLES D'ÉVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES - PCEC	180
II. ETATS DE SYNTHÈSE CONSOLIDÉS - PCEC.....	185
III. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IFRS	233
IV. ETATS DE SYNTHÈSE DES COMPTES CONSOLIDÉS IFRS 2008.....	256
V. BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS SUBORDONNÉES PERPETUELLES BMCE BANK	268
VI. RAPPORTS DE NOTATION DE BMCE BANK	269

AVERTISSEMENT

Le visa du CDVM n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des informations présentées. Il a été attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

L'attention des investisseurs potentiels est attirée sur le fait qu'un investissement en obligations est soumis au risque de non remboursement. Cette émission obligataire subordonnée de nature perpétuelle ne fait l'objet d'aucune garantie si ce n'est l'engagement donné par l'émetteur.

Le CDVM ne se prononce pas sur l'opportunité de l'opération d'émission d'obligations ni sur la qualité de la situation de l'émetteur. Le visa du CDVM ne constitue pas une garantie contre le risque de non remboursement des échéances de l'émission d'obligations subordonnées de nature perpétuelle, objet de la présente note.

La présente note d'information ne s'adresse pas aux personnes dont les lois du lieu de résidence n'autorisent pas la souscription ou l'acquisition des obligations, objet de ladite note d'informations.

Les personnes en la possession desquelles ladite note viendrait à se trouver, sont invitées à s'informer et à respecter la réglementation dont elles dépendent en matière de participation à ce type d'opération.

L'organisme chargé du placement ne proposera les obligations, objet de la présente note d'information, qu'en conformité avec les lois et règlements en vigueur dans tout pays où il fera une telle offre.

Ni le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM), ni BMCE Bank, ni BMCE Capital, n'encourent de responsabilité du fait du non respect de ces lois ou règlements par l'organisme chargé du placement.

PREAMBULE

En application des dispositions de l'article 14 du Dahir portant loi N° 1-93-212 du 21 septembre 1993, relatif au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, la présente note d'information porte, notamment, sur l'organisation de BMCE Bank, sa situation financière et l'évolution de son activité, ainsi que sur les caractéristiques et l'objet de l'opération envisagée.

Ladite note a été préparée par BMCE CAPITAL, agissant en qualité de conseiller et coordinateur de l'opération, conformément aux modalités fixées par la circulaire du CDVM N° 04/04 du 19/11/2004 prise en application des dispositions de l'article précité.

Le contenu de cette note a été établi sur la base d'informations recueillies, sauf mention spécifique, des sources suivantes :

- Rapports annuels et rapports de gestion relatifs aux exercices 2006 et 2007 ; et le projet de rapport de gestion pour l'exercice 2008 ;
- Rapports et statistiques du GPBM ;
- Comptes consolidés de BMCE Bank sur la période 2006 - 2008 ;
- Procès-verbaux des réunions des Assemblées Générales Ordinaires et des Conseils d'Administration depuis 2006 ;
- Rapports des commissaires aux comptes pour les exercices 2006 à 2007 en normes PCEC et en normes IFRS pour l'exercice 2008 ;
- Rapports spéciaux des commissaires aux comptes relatifs aux conventions réglementées des exercices clos au 31 décembre 2006 et 2007 ainsi que le rapport spécial de 2008 (devant être soumis à l'Assemblée Générale du 21 mai 2009) ;
- Et, différents commentaires, analyses et statistiques recueillis par nos soins auprès de la Direction de BMCE Bank.

En application des dispositions de l'article 13 du Dahir portant loi N° 1-93-212 du 21 septembre 1993 relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété, cette note d'information doit être :

- Remise ou adressée sans frais à toute personne dont la souscription est sollicitée, ou qui en fait la demande ;
- Tenue à la disposition du public aux sièges respectifs de BMCE Bank et dans les établissements chargés de recueillir les souscriptions selon les modalités suivantes :
 - Elle est disponible sur demande dans un délai maximum de 48 heures auprès des points de collecte du réseau de placement. :
 - Siège Social de la Banque : 140 avenue Hassan II - Tél. : 05 22 49 80 92
 - BMCE Capital Bourse : Tour BMCE – 140 avenue Hassan II - Tél. : 05 22 49 81 01
 - Elle est disponible sur le site du CDVM : www.cdvm.gov.ma.
- Tenue à la disposition du public au siège de la Bourse de Casablanca.

PARTIE I :
ATTESTATIONS ET COORDONNEES

I. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK

Le Président du Conseil d'Administration atteste que, à sa connaissance, les données de la présente note d'information dont il assume la responsabilité, sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs potentiels pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de BMCE Bank ainsi que les droits rattachés aux titres proposés. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée.

Par ailleurs, le Président du Conseil d'Administration s'engage à respecter les conditions de l'emprunt selon les modalités décrites dans la présente note d'information.

Othman BENJELLOUN
Président Directeur Général, BMCE Bank

II. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Identité des commissaires aux comptes

Dénomination ou raison sociale :	Ernst & Young
Représenté par :	Bachir TAZI
Fonction :	Associé
Adresse :	37, Bd Abdellatif Ben Kaddour - 20 050 Casablanca
Téléphone :	05 22 95 79 00
Télécopie :	05 22 39 02 26
E mail :	bachir.tazi@ma.ey.com
Date du premier exercice soumis au contrôle	2002
Date d'expiration du mandat	AGO appelée à statuer sur l'exercice 2010

Dénomination ou raison sociale :	Fidaroc Grant Thornton
Représenté par :	Faïçal MEKOUAR
Fonction :	Associé Gérant
Adresse :	47, rue Allal Ben Abdallah - 20 000 Casablanca
Téléphone :	05 22 54 48 00
Télécopie :	05 22 54 23 21
E mail :	f.mekouar@fidarocgt.ma
Date du premier exercice soumis au contrôle	2008
Date d'expiration du mandat	AGO appelée à statuer sur l'exercice 2010

Dénomination ou raison sociale :	KPMG
Représenté par :	Jamal Saâd EL IDRISSE
Fonction :	Associé
Adresse :	11, Avenue Bir Kacem- Souissi - Rabat
Téléphone :	05 37 63 37 02 à 06
Télécopie :	05 37 63 37 11
E mail :	jsaadelidrissi@kpmg.com
Date du premier exercice soumis au contrôle	2003
Date d'expiration du mandat	AGO appelée à statuer sur l'exercice 2007

Attestation de concordance des commissaires aux comptes sur les informations comptables et financières contenues dans la note d'information relative à l'émission d'obligations subordonnées de nature perpétuelle de BMCE Bank : comptes consolidés en normes IFRS au 31 décembre 2008

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées en normes IFRS contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences nécessaires et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés en normes IFRS.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières consolidées en normes IFRS, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés en normes IFRS de BMCE Bank au 31 décembre 2008 tels que audités par nos soins.

Casablanca, le 11 mai 2009

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faiçal MEKOUAR

Attestation de concordance des commissaires aux comptes, relative aux états de synthèse consolidés clos au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2006.

Nous avons procédé à la vérification des informations comptables et financières consolidées de BMCE Bank contenues dans la présente note d'information en effectuant les diligences de la profession et compte tenu des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Nos diligences ont consisté à nous assurer de la concordance desdites informations avec les états de synthèse consolidés en normes PCEC clos au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2007 audités.

Sur la base des diligences ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations comptables et financières, données dans la présente note d'information, avec les états de synthèse consolidés en normes PCEC, tels qu'audités par les soins des co-commissaires aux comptes Ernst & Young et KPMG pour les exercices 2006 et 2007.

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faiçal MEKOUAR

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés : exercice du 1er janvier au 31 décembre 2008

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE Bank), comprenant le bilan au 31 décembre 2008, ainsi que le compte de résultat, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états financiers

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE Bank) au 31 décembre 2008, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 20 avril 2009

Ernst & Young
Bachir TAZI

Fidaroc Grant Thornton
Faïçal MEKOUAR

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDES

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2007

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé du Groupe Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (BMCE Bank) arrêté au 31 décembre 2007, ainsi que du compte de produits et charges consolidé, du tableau de flux de trésorerie consolidé et de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à la même date, présentés ci-joint. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de BMCE Bank. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus de BMCE Bank pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 30 mai 2008

Ernst & Young
Bachir TAZI

KPMG
Jamal Saâd EL IDRISSE

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIF AUX COMPTES CONSOLIDES

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2006

Nous avons procédé à l'audit du bilan consolidé du Groupe Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (BMCE Bank) arrêté au 31 décembre 2006, ainsi que du compte de produits et charges consolidé, du tableau de flux de trésorerie consolidé et de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos à la même date, présentés ci-joint. La préparation de ces comptes consolidés relève de la responsabilité des organes de gestion de BMCE Bank. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables utilisés et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des

comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos travaux d'audit fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

A notre avis, les comptes consolidés mentionnés au premier paragraphe ci-dessus de BMCE Bank pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation, ainsi que du résultat consolidé de ses opérations et des flux de sa trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 28 mai 2007

Ernst & Young
Bachir TAZI

KPMG
Jamal Saâd EL IDRISSE

III. LES ORGANISMES CONSEILS

Identité des conseillers financiers

Dénomination ou raison sociale :	BMCE Capital
Représentant légal :	Jaloul AYED
Fonction :	Président du directoire
Adresse :	Tour BMCE – rond point Hassan II - Casablanca
Téléphone :	05 22 49 89 78
Télécopie :	05 22 26 98 60
E mail :	j.ayed@bmcek.co.ma

Dénomination ou raison sociale :	BMCE Capital Conseil
Représentant légal :	Mehdi Jalil DRAFATE
Fonction :	Président du directoire
Adresse :	30, Boulevard Moulay Youssef - 20000 Casablanca
Téléphone :	05 22 42 91 00
Télécopie :	05 22 43 00 21
E mail :	mj.drafat@bmcek.co.ma

Attestation

La présente note d'information a été préparée par nos soins et sous notre responsabilité conjointe et solidaire. Nous attestons avoir effectué les diligences nécessaires pour nous assurer de la sincérité des informations qu'elle contient.

Ces diligences ont notamment concerné l'analyse de l'environnement économique et financier de BMCE Bank à travers :

- Les requêtes d'informations et d'éléments de compréhension recueillis auprès de la Direction Générale de BMCE Bank ;
- L'analyse des comptes consolidés PCEC (2006-2008) et en normes IFRS (2007-2008), les rapports d'activité des exercices 2006 et 2007, le projet de rapport de gestion 2008 ainsi que la lecture des procès verbaux des organes de direction et des assemblées d'actionnaires de BMCE Bank ;
- Les principales caractéristiques du métier des établissements bancaires.

BMCE Capital et BMCE Capital Conseil sont des filiales détenues directement et indirectement par le Groupe BMCE Bank. Nous attestons avoir mis en œuvre toutes les mesures nécessaires pour garantir l'objectivité de notre analyse et la qualité de la mission pour laquelle nous avons été mandatés.

Mehdi Jalil DRAFATE
Président du Directoire

Jaloul AYED
Président du Directoire

IV. LE CONSEILLER JURIDIQUE

Identité du conseiller financier

Dénomination ou raison sociale :	Cabinet kettani
Représentant légal :	Maître Azzedine KETTANI
Fonction :	Avocat à la Cour
Adresse :	8, Rue Lhacen El Basri, 20 000 - Casablanca
Téléphone :	05 22 43 89 00
Télécopie :	05 22 20 59 25
E mail :	k@kettanilawfirm.com

Attestation

L'opération, objet de la présente note d'information, est conforme aux dispositions statutaires de la société BMCE Bank et à la législation marocaine en matière de droit des sociétés.

Azzedine KETTANI
Avocat à la Cour

V. LE RESPONSABLE DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

Pour toutes information et communication financière, prière de contacter :

Monsieur Brahim BENJELLOUN TOUMI

Administrateur Directeur Général

Téléphone: 05 22 49 80 11 / 12

Fax: 05 22 26 49 65

E-mail : bbenjelloun@bmcebank.co.ma

VI. AGENCES DE NOTATION

AGENCE : MOODY'S INVESTORS SERVICE

Adresse : Kanika Business Centre, 319, 28th October Avenue, PO Box 53205

CY3301, Limassol, Cyprus

Téléphone: +357 2558 6586

Fax : +357 2558 6677

E-mail : stathis.kyriakides@moodys.com

AGENCE : STANDARD & POOR'S

Adresse : 21-25, rue Balzac, 75406 Paris Cedex 08

Téléphone: +33 1 44 20 66 86

Fax : +33 1 44 20 66 97

E-mail : anouar_hassoune@standardandpoors.com

AGENCE : FITCH RATINGS

Adresse : Fitch North Africa, 18 A, rue de Médine, 1002, Tunis

Téléphone : +216 71 84 84 05

Fax : : 216 71 79 19 10

E-mail : ikbel.bedoui@maghrebrating.com.tn

AGENCE : CAPITAL INTELLIGENCE

Adresse : Oasis Complex, Block E, Gladstone Street, P.O. Box 53585,

CY 3303 Limassol, Cyprus

Téléphone : +357 25 342300

Fax : +357 25 817750

E-mail : capital@ciratings.com

PARTIE II :
PRESENTATION DE L'OPERATION

Vu la loi n°34-03 du 14 février 2006 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, la loi 1-93-212 du 21 septembre 1993 relative au CDVM et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne, la loi 1-93-211 relative à la Bourse des Valeurs, la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20 - 05, la circulaire 24/G/2006 du Gouverneur de Bank Al Maghrib relative aux fonds propres des établissements de crédit, la circulaire du CDVM n°06-06 relative au placement des titres admis à la Bourse de Casablanca.

I. CADRE DE L'OPERATION

L'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 22 juillet 2008, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration du 10 juin 2008, autorise ce dernier et toute personne dûment déléguée par lui à cet effet de procéder à une ou plusieurs émissions avec appel public à l'épargne d'obligations subordonnées non convertibles à durée indéterminée régies par les dispositions des articles 292 à 315 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes et par l'article 18 de la circulaire de Bank Al Maghrib numéro 24/G/2006, (les fonds en résultant étant éligibles au titre de fonds propres complémentaires de premier niveau au sens de cet article) dans la limite d'un plafond de MAD 2 000 000 000 (Deux milliards de dirhams).

La ou les émissions ainsi autorisées peuvent être réalisées en une ou plusieurs tranches, dans un délai maximum de 5 ans.

La même assemblée générale ordinaire a délégué au Conseil d'Administration en vertu de l'article 294 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 et à toute personne dûment habilitée par lui tous pouvoirs à l'effet : de fixer les modalités et la nature définitive de la ou les émissions obligataires autorisées ci avant, de réaliser définitivement la ou lesdites émissions, et d'une manière générale, prendre toutes mesures utiles, le tout dans les conditions légales et réglementaires en vigueur lors de ces émissions.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration du 10 juin 2008 a donné tous pouvoirs au Président du Conseil d'Administration et à toute personne désignée par lui à l'effet de : définir les modalités définitives de l'émission en une ou plusieurs tranches, établir les documents, autorisations et visas des autorités administratives compétentes, effectuer toutes les formalités auprès des autorités de tutelle, de réaliser lesdites émissions en une ou plusieurs tranches, de désigner le représentant provisoire des masses de porteurs d'obligations, de convoquer l'Assemblée Générale des Obligataires appelée à désigner le représentant de la masse des obligataires et, de procéder à toutes les formalités requises par la loi.

Le Président du Conseil d'Administration, en vertu des pouvoirs qui lui ont été accordés par le Conseil d'Administration par procès verbal du 10 juin 2008, avait décidé en date du 17 septembre 2008 d'arrêter le montant de la première opération à MAD 1 milliard. Une première émission d'un emprunt obligataire perpétuel subordonné du même montant a ainsi été effectuée en octobre 2008.

Par ailleurs, le Président du Conseil d'Administration a décidé en date du 31 mars 2009 de procéder à une deuxième émission d'un emprunt obligataire subordonné de nature perpétuelle, objet de la présente note d'information, d'un montant de MAD 1 milliard, réparti en quatre tranches (Cf. Partie III - Structure de l'offre).

II. OBJECTIFS DE L'OPERATION

Cette opération consiste en l'émission d'un nouvel emprunt subordonné à durée indéterminée, avec appel public à l'épargne et sous forme d'émission obligataire à placer sur le marché local, et dont les fonds seront de nature à se classer au titre des fonds propres complémentaires de premier niveau au sens de l'article 18 de la circulaire de Bank Al Maghrib 24G2006.

Cet emprunt est destiné à favoriser le renforcement des fonds propres de la Banque dans le cadre de la réglementation bancaire et financière ainsi que dans l'objectif de financer les opérations fondamentales à l'exercice de son activité.

En outre, les fonds propres de la Banque étant composés de Tier I à hauteur de près des 2/3, ce dernier offre ainsi un levier de renforcement des fonds propres complémentaires (Tier II) de premier niveau.

L'émission d'un emprunt subordonné perpétuel permettra ainsi d'accompagner le développement du Groupe bancaire au plan national et international, tout en se conformant à la réglementation en vigueur.

III. STRUCTURE DE L'OFFRE

La présente opération porte sur un montant global de MAD 1 000 000 000 (Un Milliard de Dirhams). Elle se décompose en quatre tranches :

- Une tranche « A » à taux fixe, cotée à la Bourse de Casablanca d'un plafond de MAD 1 Md d'une valeur nominale de MAD 100 000 ;
- Une tranche « B » à taux révisable, cotée à la Bourse de Casablanca d'un plafond de MAD 1 Md d'une valeur nominale de MAD 100 000 ;
- Une tranche « C » à taux fixe, non cotée à la Bourse de Casablanca d'un plafond de MAD 1 Md et d'une valeur nominale de MAD 100 000 , et ;
- Une tranche « D » à taux révisable, non cotée à la Bourse de Casablanca d'un plafond de MAD 1 Md et d'une valeur nominale de MAD 100 000.

Le montant total adjugé sur les quatre tranches ne devra en aucun cas dépasser MAD 1 000 000 000 (Un milliard de dirhams) dans le cadre du plafond de MAD 2 000 000 000 (deux milliards de dirhams) autorisé par l'Assemblée Générale.

La présente émission est réservée aux investisseurs institutionnels nationaux : Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières, Compagnies Financières¹, Etablissements de Crédit, Compagnies d'Assurance et de Réassurance et Caisse de Dépôts et de Gestion ainsi que les organismes de pension et de retraite.

¹ Article 14 Loi 34-03 du 14 février 2006 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés. Les dispositions des articles 47, 49, 50, 51, 53, 55 et 57 ainsi que celles du chapitre II du titre IV de la présente loi sont, dans les conditions fixées par circulaire du gouverneur de Bank Al Maghrib, après avis du Comité des établissements de crédit, applicables aux compagnies financières.

Sont considérées comme compagnies financières, au sens de la présente loi, les sociétés qui ont pour activité principale, au Maroc, de prendre et gérer des participations financières et qui, soit directement soit par l'intermédiaire de sociétés ayant le même objet, contrôlent plusieurs établissements effectuant des opérations à caractère financier dont un, au moins, est un établissement de crédit.

IV. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES DE NATURE PERPETUELLE BMCE BANK

Avertissement :

L'obligation subordonnée perpétuelle se distingue de l'obligation classique en raison, d'une part, du rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination et, d'autre part, par sa durée indéterminée. L'effet de la clause de subordination est de conditionner, en cas de liquidation de l'émetteur, le remboursement de l'emprunt (capital et intérêts) au désintéressement de toutes les autres dettes. En outre, le paiement des intérêts peut être différé lorsque la situation financière de l'emprunteur l'exige.

Caractéristiques de la tranche A (Obligations à taux fixe cotées à la Bourse de Casablanca)

➤ Nature :	Obligations subordonnées de nature perpétuelle cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
➤ Plafond de la tranche :	MAD 1 000 000 000
➤ Nombre maximum de titres à émettre :	10 000 obligations subordonnées de nature perpétuelle.
➤ Forme juridique :	Au porteur.
➤ Valeur nominale :	MAD 100 000
➤ Durée de l'emprunt :	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à partir de la 10 ^{ème} année, à l'initiative de l'emprunteur uniquement, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Période de souscription :	du 26 au 29 mai 2009 inclus
➤ Date de jouissance :	03 juin 2009
➤ Prix d'émission :	Au pair, soit MAD 100 000
➤ Taux d'intérêt facial :	<p>Pendant les 10 premières années, le taux facial des obligations subordonnées de nature perpétuelle est fixé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 10 ans publié le 02 avril 2009 (4,10% hors prime de risque) selon les modalités fixées ci-dessous et majoré d'une prime de risque de 120 points de base.</p> <p>Au-delà, et en cas de non remboursement, le taux sera majoré d'une surprime de 100 points de base. Ce taux sera communiqué à la Bourse de Casablanca en conformité avec les délais réglementaires.</p>
➤ Mode de calcul :	<p>Le taux d'intérêt facial est déterminé sur la base du taux des Bons du Trésor 10 ans constaté ou calculé sur la courbe des taux du marché secondaire, telle que publiée par Bank Al Maghrib sur Reuters le 02 avril 2009.</p> <p>La détermination du taux se fera par la méthode de l'interpolation linéaire en utilisant les deux points encadrant la maturité pleine 10 ans.</p> <p>Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque fixée à 120 points de base (4,10% hors prime de risque) pendant les dix premières années de l'emprunt. A compter de la 11ème année, une augmentation de la prime de</p>

	risque de 100 points de base s'ajoutera à la prime de risque initiale.
➔ Prime de risque :	<p>La prime de risque est fixée à 120 points de base pendant les dix premières années de l'emprunt.</p> <p>A compter de la 11^{ème} année, une augmentation de la prime de risque de 100 points de base s'ajoutera à la prime de risque initiale, soit une prime de risque globale de 220 points de base.</p>
➔ Intérêts :	<p>Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 03 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 03 juin si celui-ci n'est pas ouvrable.</p> <p>Les intérêts des obligations subordonnées perpétuelles cesseront de courir dès que le capital sera mis en remboursement par BMCE Bank.</p> <p>Le paiement des intérêts peut être différé lorsque la situation financière de BMCE Bank l'exige.</p>
➔ Remboursement du capital	In fine.
➔ Remboursement anticipé :	<p>Possible à partir de la 10^{ème} année à l'initiative de l'émetteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.</p> <p>Dès que la décision est prise, l'émetteur informera la Bourse de Casablanca.</p> <p>En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de BMCE Bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées de nature perpétuelle seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et obligations de BMCE Bank.</p> <p>Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation de BMCE Bank, subordonné à toutes les autres dettes.</p>
➔ Négociation des titres :	<p>Les obligations subordonnées de nature perpétuelle objet de la tranche A sont librement négociables à la Bourse de Casablanca.</p> <p>Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées de nature perpétuelle.</p>
➔ Assimilations antérieures :	Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées perpétuelles objet de la tranche A.
➔ Assimilations ultérieures :	Au cas où BMCE Bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.

➔ Cotation des titres :	Les obligations subordonnées perpétuelles objet de la tranche A seront cotées à la Bourse de Casablanca. Celles-ci feront l'objet d'une demande d'admission au compartiment obligataire de la Bourse de Casablanca. Leur date de cotation est prévue le 03 juin 2009 sur le compartiment obligataire sous le code 990130 et auront pour ticker OB130
➔ Procédure de 1^{ère} cotation :	La cotation de la tranche A sera effectuée par une cotation directe conformément aux articles 1.2.6 et 1.2.22 du Règlement Général de la Bourse des Valeurs.
➔ Enregistrement de l'opération à la Bourse :	L'enregistrement sera effectué par la société de bourse BMCE Capital Bourse.
➔ Rang de l'emprunt :	<p>Le capital fait l'objet d'une clause de subordination. L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts.</p> <p>En cas de liquidation de BMCE Bank, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui ont été et qui pourraient être émis ultérieurement par BMCE Bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.</p>
➔ Maintien de l'emprunt à son rang :	BMCE Bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'elle pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.
➔ Garantie :	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
➔ Notation :	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
➔ Représentation de la masse des obligataires :	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration de BMCE Bank procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse au plus tard le 03 juin 2009. La Bourse de Casablanca en sera également informée.
➔ Droit applicable :	Droit marocain
➔ Juridiction compétente :	Tribunal arbitral

Caractéristiques de la tranche B (Obligations à taux révisable cotées à la Bourse de Casablanca)

➤ Nature :	Obligations subordonnées de nature perpétuelle cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
➤ Plafond de la tranche :	MAD 1 000 000 000
➤ Nombre maximum de titres à émettre :	10 000 obligations subordonnées de nature perpétuelle.
➤ Forme juridique :	Au porteur.
➤ Valeur nominale :	MAD 100 000
➤ Durée de l'emprunt :	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à partir de la 10 ^{ème} année, à l'initiative de l'emprunteur uniquement, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Période de souscription :	du 26 au 29 mai 2009 inclus
➤ Date de jouissance :	03 juin 2009
➤ Prix d'émission :	Au pair, soit MAD 100 000
➤ Taux d'intérêt facial :	Révisable annuellement. Pour la première année, soit du 03 juin 2009 au 03 juin 2010, le taux facial des titres subordonnés de nature perpétuelle sera calculé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines constaté ou calculé par interpolation linéaire sur la courbe des taux du marché secondaire telle que publiée par Bank Al Maghrib sur Reuters le 02 avril 2009 (3,51% hors prime de risque). Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque.
➤ Date de révision du taux d'intérêt :	Le coupon sera révisé annuellement. L'application de la révision s'effectuera sur la base du taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire le 29 mai de chaque année ou le jour ouvré précédant (tel que publié par Bank Al Maghrib sur Reuters). Le nouveau taux sera communiqué à la Bourse de Casablanca en conformité avec les délais réglementaires. Le taux révisé fera l'objet d'une annonce au bulletin de la cote au moins 48 heures avant l'application de la révision.
➤ Mode de calcul :	A chaque date d'anniversaire, le taux de référence qui sera retenu sera déterminé selon les modalités suivantes : Le dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines constaté ou calculé sur la dernière courbe des taux du marché secondaire, telle que publiée par Bank Al Maghrib sur Reuters le 29 mai de chaque année, ou le jour ouvré précédant. La détermination du taux se fera par la méthode de l'interpolation linéaire en utilisant les deux points encadrant la maturité pleine 52 semaines (base monétaire). Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque et d'une augmentation de la prime de risque à partir de la 11ème année.
➤ Prime de risque :	La prime de risque est fixée à 100 points de base pendant les dix premières années de l'emprunt. A compter de la 11ème année, une augmentation de la

	<p>prime de risque de 100 points de base s'ajoutera à la prime de risque initiale, soit une prime de risque globale de 200 points de base.</p>
<p>➔ Intérêts :</p>	<p>Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 03 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 03 juin si celui-ci n'est pas ouvrable.</p> <p>Du fait de la révision annuelle du taux facial, les intérêts seront calculés sur une base monétaire, soit :</p> <p>[Nominal x taux facial x (nombre de jours exact / 360 jours)]</p> <p>Les intérêts des obligations subordonnées perpétuelles cesseront de courir dès que le capital sera mis en remboursement par BMCE Bank.</p> <p>Le paiement des intérêts peut être différé lorsque la situation financière de BMCE Bank l'exige.</p> <p>L'émetteur est ainsi tenu d'informer la Bourse de Casablanca au moins 48 heures avant la date du paiement d'intérêt.</p>
<p>➔ Remboursement du capital</p>	<p>In fine</p>
<p>➔ Remboursement anticipé :</p>	<p>Possible à partir de la 10^{ème} année à l'initiative de l'émetteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.</p> <p>Dès que la décision est prise, l'émetteur informera la Bourse de Casablanca.</p> <p>En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de BMCE Bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et obligations de BMCE Bank.</p> <p>Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation de BMCE Bank, subordonné à toutes les autres dettes.</p>
<p>➔ Négociation des titres :</p>	<p>Les obligations subordonnées perpétuelles objet de la tranche B sont librement négociables à la Bourse de Casablanca.</p> <p>Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées.</p>
<p>➔ Assimilations antérieures :</p>	<p>Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées perpétuelles objet de la tranche B.</p>
<p>➔ Assimilations ultérieures :</p>	<p>Au cas où BMCE Bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant</p>

	ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
➔ Cotation des titres :	Les obligations subordonnées de nature perpétuelle objet de la tranche B seront cotées à la Bourse de Casablanca. Celles-ci feront l'objet d'une demande d'admission au compartiment obligataire de la Bourse de Casablanca. Leur date de cotation est prévue le 03 juin 2009 sur le compartiment obligataire sous le code 990131 et auront pour ticker OB131.
➔ Procédure de 1^{ère} cotation :	La cotation de la tranche B sera effectuée par une cotation directe conformément aux articles 1.2.6 et 1.2.22 du Règlement Général de la Bourse des Valeurs.
➔ Enregistrement de l'opération à la Bourse :	L'enregistrement sera effectué par la société de bourse BMCE Capital Bourse.
➔ Rang de l'emprunt :	Le capital fait l'objet d'une clause de subordination. L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts. En cas de liquidation de BMCE Bank, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui ont été et qui pourraient être émis ultérieurement par BMCE Bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.
➔ Maintien de l'emprunt à son rang :	BMCE Bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'elle pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.
➔ Garantie :	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
➔ Notation :	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
➔ Représentation de la masse des obligataires :	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration de BMCE Bank procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse au plus tard le 03 juin 2009. La Bourse de Casablanca en sera également informée.
➔ Droit applicable :	Droit marocain
➔ Juridiction compétente :	Tribunal arbitral

Caractéristiques de la tranche C (Obligations à taux fixe non cotées à la Bourse de Casablanca)

➤ Nature :	Obligations subordonnées de nature perpétuelle non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
➤ Plafond de la tranche :	MAD 1 000 000 000
➤ Nombre maximum de titres à émettre :	10 000 obligations subordonnées de nature perpétuelle.
➤ Forme juridique :	Au porteur.
➤ Valeur nominale :	MAD 100 000
➤ Durée de l'emprunt :	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à partir de la 10 ^{ème} année, à l'initiative de l'emprunteur uniquement, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Période de souscription :	du 26 au 29 mai 2009 inclus
➤ Date de jouissance :	03 juin 2009
➤ Prix d'émission :	Au pair, soit MAD 100 000
➤ Taux d'intérêt facial :	<p>Pendant les 10 premières années, le taux facial des obligations subordonnées de nature perpétuelle est fixé sur la base du taux des Bons du Trésor 10 ans publié le 02 avril 2009 (4,10% hors prime de risque) selon les modalités fixées ci-dessous et majoré d'une prime de risque de 120 points de base.</p> <p>Au-delà, et en cas de non remboursement, le taux sera majoré d'une surprime de 100 points de base.</p>
➤ Mode de calcul :	<p>Le taux d'intérêt facial est déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 10 ans constaté ou calculé sur la courbe des taux du marché secondaire, telle que publiée par Bank Al Maghrib sur Reuters le 02 avril 2009.</p> <p>La détermination du taux se fera par la méthode de l'interpolation linéaire en utilisant les deux points encadrant la maturité pleine 10 ans.</p> <p>Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque. A compter de la 11ème année, une augmentation de la prime de risque de 100 points de base s'ajoutera à la prime de risque initiale.</p>
➤ Prime de risque :	<p>La prime de risque est fixée à 120 points de base pendant les dix premières années de l'emprunt.</p> <p>A compter de la 11ème année, une augmentation de la prime de risque de 100 points de base s'ajoutera à la prime de risque initiale, soit une prime de risque globale de 220 points de base.</p>
➤ Intérêts :	<p>Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 03 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 03 juin si celui-ci n'est pas ouvrable.</p> <p>Les intérêts des obligations subordonnées perpétuelles</p>

	<p>cesseront de courir dès que le capital sera mis en remboursement par BMCE Bank.</p> <p>Le paiement des intérêts peut être différé lorsque la situation financière de BMCE Bank l'exige.</p>
➔ Remboursement du capital	In fine
➔ Remboursement anticipé :	<p>Possible à partir de la 10^{ème} année à l'initiative de l'émetteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.</p> <p>En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de BMCE Bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées de nature perpétuelle seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et obligations de BMCE Bank.</p> <p>Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation de BMCE Bank, subordonné à toutes les autres dettes.</p>
➔ Négociation des titres :	<p>De gré à gré.</p> <p>Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées.</p>
➔ Assimilations antérieures :	Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées perpétuelles objet de la tranche C.
➔ Assimilations ultérieures :	Au cas où BMCE Bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
➔ Rang de l'emprunt :	<p>Le capital fait l'objet d'une clause de subordination.</p> <p>L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts.</p> <p>En cas de liquidation de BMCE Bank, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui ont été et qui pourraient être émis ultérieurement par BMCE Bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.</p>
➔ Maintien de l'emprunt à son rang :	BMCE Bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en

	faveur d'autres titres subordonnés qu'elle pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.
➔ Garantie :	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
➔ Notation :	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
➔ Représentation de la masse des obligataires :	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration de BMCE Bank procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse au plus tard le 03 juin 2009.
➔ Droit applicable :	Droit marocain
➔ Juridiction compétente :	Tribunal arbitral

Caractéristiques de la tranche D (Obligations à taux révisable non cotées à la Bourse de Casablanca)

➤ Nature :	Obligations subordonnées de nature perpétuelle non cotées à la Bourse de Casablanca, dématérialisées par inscription au dépositaire central (Maroclear) et inscrites en compte auprès des affiliés habilités.
➤ Plafond de la tranche :	MAD 1 000 000 000
➤ Nombre maximum de titres à émettre :	10 000 obligations subordonnées de nature perpétuelle.
➤ Forme juridique :	Au porteur.
➤ Valeur nominale :	MAD 100 000
➤ Durée de l'emprunt :	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à partir de la 10 ^{ème} année, à l'initiative de l'emprunteur uniquement, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Période de souscription :	du 26 au 29 mai 2009 inclus
➤ Date de jouissance :	03 juin 2009
➤ Date de révision du taux d'intérêt :	<p>Le coupon sera révisé annuellement. L'application de la révision s'effectuera sur la base du taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire le 29 mai de chaque année ou le jour ouvré précédant (tel que publié par Bank Al Maghrib sur Reuters).</p> <p>Le taux révisé fera l'objet d'une annonce auprès de Maroclear, avant l'application de la révision, en conformité avec les délais réglementaires.</p>
➤ Prix d'émission :	Au pair, soit MAD 100 000
➤ Taux d'intérêt facial :	<p>Révisable annuellement.</p> <p>Pour la première année, soit du 03 juin 2009 au 03 juin 2010, le taux facial des titres subordonnés de nature perpétuelle sera calculé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines constaté ou calculé par interpolation linéaire sur la courbe des taux du marché secondaire telle que publiée par Bank Al Maghrib sur Reuters le 02 avril 2009 (3,51% hors prime de risque). Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque et d'une augmentation de la prime de risque à partir de la 11^{ème} année.</p>
➤ Mode de calcul :	<p>A chaque date d'anniversaire, le taux de référence qui sera retenu sera déterminé selon les modalités suivantes :</p> <p>Le dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines constaté ou calculé sur la dernière courbe des taux du marché secondaire, telle que publiée par Bank Al Maghrib sur Reuters le 29 mai de chaque année, ou le jour ouvré précédant.</p> <p>La détermination du taux se fera par la méthode de l'interpolation linéaire en utilisant les deux points encadrant la maturité pleine 52 semaines (base monétaire).</p> <p>Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque et d'une augmentation de la prime de risque à partir de la 11^{ème} année.</p>

➔ Prime de risque :	<p>La prime de risque est fixée à 100 points de base pendant les dix premières années de l'emprunt.</p> <p>A compter de la 11^{ème} année, une augmentation de la prime de risque de 100 points de base s'ajoutera à la prime de risque initiale, soit une prime de risque globale de 200 points de base.</p>
➔ Intérêts :	<p>Les intérêts seront servis annuellement aux dates anniversaires de la date de jouissance de l'emprunt, soit le 03 juin de chaque année. Leur paiement interviendra le jour même ou le premier jour ouvrable suivant le 03 juin si celui-ci n'est pas ouvrable.</p> <p>Du fait de la révision annuelle du taux facial, les intérêts seront calculés sur une base monétaire, soit :</p> <p>[Nominal x taux facial x (nombre de jours exact / 360 jours)]</p> <p>Les intérêts des obligations subordonnées perpétuelles cesseront de courir dès que le capital sera mis en remboursement par BMCE Bank.</p> <p>Le paiement des intérêts peut être différé lorsque la situation financière de BMCE Bank l'exige.</p>
➔ Remboursement du capital	In fine
➔ Remboursement anticipé :	<p>Possible à partir de la 10^{ème} année à l'initiative de l'émetteur, sous réserve d'un préavis minimum de cinq ans et après accord de Bank Al Maghrib.</p> <p>En cas de fusion, scission ou apport partiel d'actif de BMCE Bank intervenant pendant la durée de l'emprunt et entraînant transmission universelle du patrimoine au profit d'une entité juridique distincte, les droits et obligations au titre des obligations subordonnées seront automatiquement transmis à l'entité juridique substituée dans les droits et obligations de BMCE Bank.</p> <p>Le remboursement du capital est, en cas de mise en liquidation de BMCE Bank, subordonné à toutes les autres dettes.</p>
➔ Négociation des titres :	<p>De gré à gré.</p> <p>Il n'existe aucune restriction imposée par les conditions de l'émission à la libre négociabilité des obligations subordonnées.</p>
➔ Assimilations antérieures :	Il n'existe aucune assimilation des obligations subordonnées perpétuelles objet de la tranche D.
➔ Assimilations ultérieures :	Au cas où BMCE Bank émettrait ultérieurement de nouveaux titres jouissant à tous égards de droits identiques à ceux de la présente émission, elle pourra, sans requérir le consentement des porteurs, à condition que les contrats d'émission le prévoient, procéder à l'assimilation de l'ensemble des titres des émissions successives unifiant ainsi l'ensemble des opérations relatives à leur gestion et à leur négociation.
➔ Rang de l'emprunt :	Le capital fait l'objet d'une clause de subordination.

L'application de cette clause ne porte en aucune façon atteinte aux règles de droit concernant les principes comptables d'affectation des pertes, les obligations des actionnaires et les droits du souscripteur à obtenir, selon les conditions fixées au contrat, le paiement de ses titres en capital et intérêts.

En cas de liquidation de BMCE Bank, les titres subordonnés de la présente émission seront remboursés à prix égal au pair et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires. Les présents titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui ont été et qui pourraient être émis ultérieurement par BMCE Bank tant au Maroc qu'à l'international, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

➔ Maintien de l'emprunt à son rang :	BMCE Bank s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des titres du présent emprunt à n'instituer en faveur d'autres titres subordonnés qu'elle pourrait émettre ultérieurement, aucune priorité quant à leur rang de remboursement en cas de liquidation, sans consentir les mêmes droits aux titres subordonnés du présent emprunt.
➔ Garantie :	La présente émission ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.
➔ Notation :	La présente émission n'a pas fait l'objet d'une demande de notation.
➔ Représentation de la masse des obligataires :	En attendant la tenue de l'assemblée générale des obligataires, le Conseil d'Administration de BMCE Bank procédera, dès l'ouverture de la souscription, à la désignation d'un mandataire provisoire parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions d'agent d'affaires. L'identité de ladite personne sera portée à la connaissance du public par voie de communiqué de presse au plus tard le 03 juin 2009.
➔ Droit applicable :	Droit marocain
➔ Juridiction compétente :	Tribunal arbitral

V. COTATION EN BOURSE DES TRANCHES A ET B

➤ Date d'introduction et de cotation prévue	03 juin 2009
➤ Code	Tranche A : 990130 Tranche B : 990131
➤ Ticker	Tranche A : OB130 Tranche B : OB131
➤ Procédure de première cotation	Cotation directe
➤ Etablissement centralisateur	BMCE Capital Bourse
➤ Etablissement chargé de l'enregistrement de l'opération à la Bourse de Casablanca	BMCE Capital Bourse

Calendrier de l'opération

Ordres	Etapes	Délais au plus tard
1	Réception par la Bourse de Casablanca du dossier complet de l'opération	14/05/2009
2	Emission par la Bourse de Casablanca de l'avis d'approbation	18/05/2009
3	Réception par la Bourse de Casablanca de la Note d'information visée par le CDVM	18/05/2009
4	Publication de l'avis d'introduction de l'emprunt obligataire au bulletin de la cote	19/05/2009
5	Ouverture de la période de souscription	26/05/2009
6	Clôture de la période de souscription	29/05/2009
7	Réception par la Bourse de Casablanca des résultats de l'opération	01/06/2009 Avant 12h00
8	<ul style="list-style-type: none"> • Admission des obligations • Annonce des résultats de l'opération au Bulletin de la Cote • Enregistrement de la transaction en bourse • Règlement / Livraison par LCP 	03/06/2009
9	Prélèvement de la commission d'admission	04/06/2009

VI. ORGANISME CHARGE DU PLACEMENT ET INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Type d'intermédiaires financiers	Dénomination	Adresse
Coordinateur global de l'opération	BMCE Capital	Tour BMCE – rond point Hassan II - Casablanca
Conseillers	BMCE Capital	Tour BMCE – rond point Hassan II – Casablanca
	BMCE Capital Conseil	30, Boulevard Moulay Youssef – 20000 Casablanca
Organisme Chargé du Placement	BMCE Capital Bourse	Tour BMCE – rond point Hassan II – Casablanca
Etablissement assurant le service financier de l'émetteur	BMCE BANK / BMCE Capital Titres	Tour BMCE – rond point Hassan II - Casablanca

Garantie de bonne fin

Néant.

VII. MODALITES DE SOUSCRIPTION

1. Période de souscription

La période de souscription à la présente émission débutera le 26 mai 2009 et sera clôturée le 29 mai 2009 inclus.

2. Souscripteurs

La souscription primaire des obligations subordonnées perpétuelles, objet de la présente note d'information, est réservée aux investisseurs institutionnels nationaux tels que définis ci-après :

- Les Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) régis par le Dahir portant loi n°1-93-213 du 4 rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- Les compagnies financières visées à l'article 14 du Dahir n°1-05-178 du 14 février 2006 portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- Les établissements de crédit visés à l'article premier du Dahir n°1-05-178 précité sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- Les entreprises d'assurance et de réassurance agréées telles que visées à la loi 17-99 portant code des assurances sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent ;
- La Caisse de Dépôt et de Gestion sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui la régissent ;
- Les organismes de retraite et de pension sous réserve du respect des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires et des règles prudentielles qui les régissent.

Les souscriptions sont toutes en numéraire, quelle que soit la catégorie de souscripteurs. La limitation de la souscription aux investisseurs institutionnels de droit marocain a pour objectif de faciliter la gestion des souscriptions sur le marché primaire. Il reste entendu que tout investisseur désirant acquérir les obligations pourra s'en procurer sur le marché secondaire.

3. Identification des souscripteurs

L'organisme chargé du placement devra s'assurer de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories prédéfinies. A ce titre, il devra obtenir une copie du document qui atteste de l'appartenance du souscripteur à l'une des catégories, et la joindre au bulletin de souscription.

Catégorie de souscripteur	Document à joindre
OPCVM de droit marocain	<ul style="list-style-type: none">✦ Photocopie de la décision d'agrément :<ul style="list-style-type: none">✦ Pour les fonds communs de placement (FCP), le certificat de dépôt au greffe du tribunal ;✦ Pour les SICAV, le modèle des inscriptions au registre de commerce.
Investisseurs institutionnels de droit marocain (hors OPCVM)	Modèle des inscriptions au registre de commerce comprenant l'objet social faisant ressortir leur appartenance à cette catégorie.

4. Modalités de souscription

Les souscripteurs peuvent formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le nombre de titres demandé et la nature de la tranche souhaitée.

A moins d'être frappées de nullité, les souscriptions sont cumulatives quotidiennement, par montant de souscription; et les souscripteurs pourront être servis à hauteur de leur demande et dans la limite des titres disponibles.

Il n'est pas institué de plancher ou de plafond de souscription au titre de l'Emission d'Obligations subordonnées de nature perpétuelle, objet de la présente note d'information.

Chaque souscripteur a la possibilité de soumissionner pour l'emprunt coté et/ou non coté, à taux fixe et/ou révisable.

L'organisme chargé du placement est tenu de recueillir les ordres de souscription auprès des investisseurs à l'aide de bulletins de souscription, fermes et irrévocables, dûment remplis et signés par les souscripteurs, selon le modèle joint en Annexe.

Par ailleurs, l'organisme chargé du placement s'engage à ne pas accepter de souscription collectée par une autre entité.

Les ordres de souscriptions seront collectés par le biais de l'organisme chargé du placement.

Au cours, de la période de souscription, les souscripteurs doivent s'adresser à l'organisme chargé du placement afin de formuler une ou plusieurs demandes de souscription en spécifiant le nombre de titres demandé et la nature de la tranche souscrite souhaitée.

Tout bulletin de souscription doit être signé du souscripteur ou son mandataire et transmis à l'organisme chargé du placement. Toutes les souscriptions se feront en numéraire et doivent être exprimées en nombre de titres.

Les ordres de souscription sont irrévocables au terme de la clôture de la période de souscription.

VIII. MODALITES DE TRAITEMENT DES ORDRES

1. Modalités de centralisation des ordres

L'organisme chargé du placement BMCE Capital Bourse est tenu de recueillir les ordres de souscription auprès de sa clientèle, à l'aide d'un bulletin de souscription ferme et irrévocable (modèle joint en Annexe).

Chaque souscripteur devra :

- Remettre, préalablement à la clôture de la période de souscription, un bulletin de souscription dûment signé, ferme et irrévocable, sous pli fermé auprès de l'organisme chargé du placement ;
- Formuler son (ses) ordre (s) de souscription en spécifiant le nombre de titres demandé, le montant de sa souscription, ainsi que la tranche souhaitée.

Au cours de la période de souscription, l'organisme chargé du placement doit établir un état récapitulatif.

En cas de non - souscription pendant la journée, l'état des souscriptions devra être établi avec la mention « Néant ».

Il sera alors procédé à 16h10, à la fin de la période de souscription, à :

- L'annulation des demandes qui ne respectent pas les conditions et modalités de souscription susmentionnées ;
- La consolidation de l'ensemble des demandes de souscription recevables, c'est-à-dire, toutes les demandes de souscription autres que celles frappées de nullité ;
- L'allocation des obligations.

A l'issue de la période de souscription, l'organisme chargé du placement BMCE Capital Bourse devra procéder à la consolidation de tous les bulletins de souscription et établir un état récapitulatif des souscriptions.

Il sera alors procédé, le 29 mai 2009 à 17 heures, au siège de BMCE Capital, à :

- L'ouverture des plis;
- La consolidation de l'ensemble des souscriptions ;
- L'allocation selon la méthode définie ci-dessous.

2. Modalités d'allocation

L'allocation des obligations sera effectuée à la clôture de la période de souscription qui s'étale du 26 mai 2009 au 29 mai 2009 inclus.

Même si le plafond autorisé pour chaque tranche est de 1 milliard (Un milliard de Dirhams), le montant adjugé pour les quatre tranches confondues ne pourra, en aucun cas, dépasser MAD 1 000 000 000 (Un milliard de Dirhams) pour l'ensemble de l'émission.

A la clôture de la période de souscription, les ordres de souscription seront consolidés. Dans le cas où le montant de l'opération n'est pas entièrement souscrit, les souscriptions seront réputées non venues et ce, conformément aux dispositions de l'article 298 de la loi N°17-95 sur les sociétés anonymes, telle que complétée par la Loi n° 20-05.

Dans le cas d'une sursouscription, l'allocation se fera au prorata, sur la base d'un taux d'allocation. Ce taux sera déterminé par le rapport : « **Quantité offerte / Quantité demandée** ».

Si le nombre de titres à répartir, en fonction de la règle du prorata déterminée, n'est pas un nombre entier, le nombre de titres sera arrondi à l'unité inférieure. Les rompus seront alloués par palier d'une obligation par souscripteur avec priorité aux demandes les plus fortes.

A l'issue de l'allocation, l'organisme chargé du placement établira un état récapitulatif de l'ensemble des souscriptions, ainsi que le résultat de l'allocation.

3. Modalités d'annulation des souscriptions

En cas d'échec de l'opération financière, les souscriptions doivent être remboursées dans un délai de 10 jours ouvrés, à compter de la date de publication des résultats.

Toute souscription qui ne respecte pas les conditions contenues dans la présente note d'information ou le contrat de placement est susceptible d'annulation par l'organisme chargé du placement.

IX. MODALITES DE REGLEMENT ET DE LIVRAISON DES TITRES

1. Modalités de versement des souscriptions

Le règlement des souscriptions se fera par transmission d'ordres de Livraison Contre Paiement (LCP) par le dépositaire des souscripteurs (BMCE Bank) auprès de Maroclear, à la date de jouissance prévue le 03 juin 2009. Les titres sont payables au comptant, en un seul versement et inscrits au nom des souscripteurs le 03 juin 2009.

2. Domiciliaire de l'émission

BMCE Bank est désigné en tant que domiciliataire de l'opération, chargé d'exécuter toutes opérations inhérentes aux titres émis dans le cadre de l'émission objet de la présente note d'information.

3. Procédures d'enregistrement

A l'issue de l'allocation, les titres attribués à chaque souscripteur sont enregistrés dans son compte titres le jour du Règlement/Livraison.

4. Modalités de publication des résultats de l'opération

Les résultats de l'opération seront publiés par la Bourse de Casablanca au Bulletin de la Cote le 03 juin 2009 pour les tranches A et B cotées et par BMCE Capital Bourse dans le quotidien «L'Economiste» du même jour pour les quatre tranches.

5. Négociabilité des titres

A compter de leur date de jouissance, les Obligations Subordonnées Perpétuelles des Tranches A et B émises par BMCE Bank dans le cadre de cette Opération seront admises aux négociations auprès de la Bourse de Casablanca et seront librement négociables auprès de celle-ci.

Il n'existe aucune restriction à la libre négociabilité des Obligations Subordonnées Perpétuelles.

Les obligations des tranches C et D seront négociées de gré à gré.

X. CHARGES RELATIVES A L'OPERATION

Les frais de l'opération à la charge de l'émetteur sont estimés à environ 0,56% du montant de l'opération. Ils comprennent notamment les charges suivantes :

- Les frais légaux ;
- Le conseil juridique ;
- Le conseil financier ;
- Les frais de placement et de courtage ;
- La communication ;
- La commission d'admission à la Bourse de Casablanca ;
- La commission relative au visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

XI. FISCALITE

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le régime fiscal marocain est présenté ci-dessous à titre indicatif et ne constitue pas l'exhaustivité des situations fiscales applicables à chaque investisseur.

Ainsi, les personnes physiques ou morales désireuses de participer à la présente opération sont invitées à s'assurer auprès de leur conseiller fiscal de la fiscalité qui s'applique à leur cas particulier. Sous réserve de modifications légales ou réglementaires, le régime actuellement en vigueur est le suivant :

1. Revenus

Les revenus de placement à revenu fixe sont soumis à l'Impôt sur les Sociétés (IS) ou à l'Impôt sur le Revenu (IR).

Les produits de placement à revenu fixe sont soumis à une retenue à la source de 20%, imputable sur le montant des acomptes provisionnels et éventuellement sur le reliquat de l'IS de l'exercice au cours duquel la retenue a été opérée. Dans ce cas, les bénéficiaires doivent décliner, lors de l'encaissement desdits produits :

- La raison sociale et l'adresse du siège social ou du principal établissement ;
- Le numéro du registre du commerce et celui de l'article d'imposition à l'impôt sur les sociétés.

2. Plus values

Conformément aux dispositions du CGI, les profits de cession des obligations et autres titres de créance sont soumis, selon le cas, soit à l'IR soit à l'IS.

PARTIE III :
PRESENTATION DE BMCE BANK

I. RENSEIGNEMENTS A CARACTERE GENERAL

▪ Dénomination sociale :	Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank.
▪ Siège social :	140, avenue Hassan II, Casablanca.
▪ Téléphone :	022 49 80 04/15
▪ Télécopie :	022 26 49 65
▪ Site Web :	www.bmcebank.co.ma
▪ Forme juridique :	Société Anonyme à Conseil d'Administration.
▪ Date de constitution :	31 août 1959.
▪ Durée de vie :	99 ans.
▪ Numéro d'Inscription au Registre de Commerce :	27 129 Casablanca
▪ Exercice social :	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre
▪ Objet social : (Article 3 des statuts)	<p>BMCE Bank a pour objet, dans le cadre du Dahir portant loi du 14 février 2006, relative aux établissements de crédit et assimilés :</p> <ul style="list-style-type: none">➤ d'effectuer toutes opérations de banque, de change, de trésorerie, d'aval, d'acceptation, d'escompte, de réescompte, de découvert en compte courant et toute forme de crédit à court, moyen et long termes ; contracter tous emprunts, tous engagements en toutes monnaies ; acheter, vendre ou céder tous biens mobiliers ou immobiliers ; pratiquer toutes opérations de transit ou de commissions, de commerce de métaux précieux ;➤ d'effectuer tous placements, souscriptions, achats et ventes en bourse ou autrement, au comptant ou à terme de titres et d'effets de toutes natures ;➤ de prendre, de détenir et de gérer des participations dans toutes entreprises bancaires financières, immobilières, industrielles et commerciales pour elle-même ou pour le compte de tiers ;➤ et plus généralement, d'effectuer toutes opérations bancaires, financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social.
▪ Capital social : (31 décembre 2008)	MAD 1 587 513 900 composé de 158 751 390 actions d'une valeur nominale de MAD 10.
▪ Documents juridiques :	Les documents juridiques de la société et notamment les statuts, les procès-verbaux des assemblées générales et les rapports des commissaires aux comptes peuvent être consultés au siège social de BMCE Bank.
▪ Liste des textes législatifs applicables :	De par sa forme juridique, BMCE Bank est régie par le droit marocain et la loi N° 17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes telle

que modifiée et complétée par la loi 20-05 ;

De par son activité, BMCE Bank est régie par le Dahir N° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi N° 34-03 relatif à l'exercice de l'activité des établissements de crédit et organismes assimilés (loi bancaire) ;

De par la cotation de ses actions sur la Bourse de Casablanca, BMCE Bank est soumise à toutes les dispositions légales et réglementaires relatives au marché financier et notamment :

- Dahir portant loi n°1-93-211 du 21 septembre 1993 relatif à la Bourse des Valeurs modifié et complété par les lois 34-96, 29-00, 52-01 et 45-06 ;
- Règlement Général de la Bourse des Valeurs approuvé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°499-98 du 27 juillet 1998 et amendé par l'Arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1960-01 du 30 octobre 2001. Celui-ci a été modifié par l'amendement de juin 2004 entré en vigueur en novembre 2004 ;
- Dahir portant loi n°1-93-212 du 4 rabii II 1414 (21 septembre 1993) relatif au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières et aux informations exigées des personnes morales faisant appel public à l'épargne tel que modifié et complété par les lois n°23-01, 36-05 et 44-06 ;
- Règlement Général du CDVM tel qu'approuvé par l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n°822 08 du 14 avril 2008 ;
- Dahir n°1-95-3 du 24 chaâbane 1415 (26 janvier 1995) portant promulgation de la loi n°35-94 et de l'arrêté du ministère des finances et des investissements extérieurs n°2560-95 du 09 octobre 1995 relatif aux titres de créances négociables ;
- Dahir portant loi n°35-96 relative à la création du dépositaire central et à l'institution d'un régime général de l'inscription en compte de certaines valeurs, modifié et complété par la loi N° 43-02 ;
- Règlement général du dépositaire central approuvé par l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°932-98 du 16 avril 1998 et amendé par l'arrêté du Ministre de l'Economie, des Finances, de la Privatisation et du Tourisme n°1961-01 du 30 octobre 2001 ;
- Dahir N° 1-04-21 du 21 avril 2004 portant promulgation de la Loi N° 26-03 relative aux offres publiques sur le marché boursier et modifié par la loi n° 46-06.

▪ Régime fiscal :	BMCE Bank est soumise, en tant qu'établissement de crédit, à l'impôt sur les sociétés (37%) et à la TVA (10%).
▪ Tribunal compétent en cas de litige :	Tribunal de Commerce de Casablanca.

II. RENSEIGNEMENTS SUR LE CAPITAL DE L'EMETTEUR

1. Renseignements à caractère général

A la veille de la présente opération, BMCE Bank est doté d'un capital social de MAD 1 587 513 900, composé de 158 751 390 titres d'une valeur nominale de MAD 10, entièrement libéré.

Il convient de rappeler, qu'en date du 22 septembre 2008, BMCE Bank avait procédé au split de son action, ramenant sa valeur nominale à MAD 10 contre MAD 100 précédemment et ce, conformément aux dispositions de la loi 20-05 modifiant et complétant la loi n°17-95 du 30 août 1996 relative aux sociétés anonymes.

2. Historique du capital

Date	Nature de l'opération	Capital avant opération (en MAD)	Nombre d'actions émises ²	Montant de l'augmentation (en MAD)	Capital après opération (en MAD)
1990	Souscription en numéraire	380 000 000	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	Attribution d'actions gratuites	500 000 000	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	Souscription en numéraire	575 000 000	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	Attribution d'actions gratuites	750 000 000	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	Souscription en numéraire	825 000 000	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	Attribution d'actions gratuites	1 000 000 000	2 857 142	285 714 200	1 285 714 200
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 285 714 200	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 422 653 600	205 409	20 540 900	1 443 194 500
2000	Attribution d'actions gratuites	1 443 194 500	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900
2008	Split de l'action	1 587 513 900	158 751 390 ³	-	1 587 513 900

Source : BMCE Bank

L'attribution d'actions gratuites par incorporation de réserves, ayant porté le capital social à MAD 1 587 513 900, a été décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 13 juin 2000.

BMCE Bank a établi depuis novembre 2002 un programme de rachat par la Banque de ses propres actions, en vue de régulariser le marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 281 de la loi N° 17-95 relative aux sociétés anonymes.

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank a reconduit ce programme quatre fois ; le dernier en date a été proposé et approuvé par l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 20 novembre 2008.

² À une valeur nominale de MAD 100

³ Création de 158 751 390 actions au nominal de MAD 10, en remplacement des 15 875 139 actions anciennes de MAD 100 chacune de valeur nominale

Ce programme de rachat d'actions porte sur un volume de 15 000 000 actions, soit 9,45% du capital social de BMCE Bank, à un prix maximum d'achat et de vente de MAD 350 et un prix minimum d'achat et de vente de MAD 220 par action. La durée du programme est fixée à 18 mois, du 1^{er} décembre 2008 au 31 mai 2010.

3. Pactes d'actionnaires

Néant.

4. Evolution de la structure d'actionariat

Dans le cadre de la consolidation de son actionariat et de sa stratégie de s'ériger en Banque des Réseaux d'alliances internationales, BMCE Bank a conclu, en 2004, un accord de partenariat avec le Crédit Industriel et Commercial - CIC, filiale du Groupe Crédit Mutuel – France avec une prise de participation de 10% du capital de BMCE Bank.

S'appuyant sur une convergence des orientations stratégiques des deux banques, le partenariat conclu sert les ambitions de développement régional de BMCE Bank et du CIC. Il devrait également dynamiser leur positionnement sur le continent africain, en particulier au Maghreb, en leur permettant de saisir les opportunités offertes par l'ouverture croissante des marchés algérien, tunisien, libyen et mauritanien sur de nouvelles zones de libre-échange.

Par ailleurs, *Morgan Stanley Investment Management* - MSIM -, a acquis sur le marché boursier 3%⁴ du Capital de BMCE Bank en septembre 2004. *Morgan Stanley Investment Management* est la division de gestion d'actifs de Morgan Stanley & Co, firme multinationale au service d'une clientèle mondiale institutionnelle tels que les gouvernements et sociétés, les caisses de retraite et fonds de pension, les fondations ainsi que la clientèle patrimoniale.

En 2005, et au vu du succès de l'Offre Publique de Vente -OPV- réalisée en février 2003, et dans le cadre de sa politique d'encouragement de l'actionariat des salariés et de renforcement de l'appartenance des membres du personnel au Groupe BMCE, BMCE Bank, a mis en place un nouveau Programme de Participation de Capital⁵. Ce dernier portait sur 628 841 actions BMCE, représentant 3,96% du capital. Au 28 mai 2007, les salariés de la Banque ont eu la possibilité de céder un tiers de leurs participations au cours de MAD 2 750 (avant split de l'action).

En date du 19 avril 2007, la *Caja De Ahorros Del Mediterráneo* -CAM- rejoint le tour de table de BMCE Bank à hauteur de 5%. Cette nouvelle alliance constitue un véritable partenariat industriel (i) dans le domaine de l'immobilier au Maroc, (ii) en faveur des Marocains Résidant en Espagne (iii) dans les métiers de Banque d'Affaires et de l'International, (iv) dans le domaine de la coopération technique et (v) en matière sociétale.

Le 26 mars 2008, BMCE Bank a cédé 5% de parts supplémentaires de son capital au profit du Groupe français Crédit Mutuel au prix unitaire de MAD 3 000 (avant split de l'action). Cette nouvelle acquisition porte ainsi la participation du CIC dans le capital BMCE Bank à la limite de 15%.

⁴ Cette participation a entièrement été cédée en mai 2007

⁵ Visé par le CDVM le 10 mai 2005 sous la référence VI/EM/007/2005

Par ailleurs, dans le cadre d'un reclassement de ses actifs et participations, CIC a opéré en date du 30 décembre 2008 un transfert de l'intégralité de sa participation dans BMCE Bank au profit de son actionnaire majoritaire, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel -BFCM-.

Le 5 février 2009, le Groupe CIC a procédé à l'acquisition à travers la BFCM de 4,9% de parts supplémentaires de capital de BMCE Bank, soit au total plus de 7,7 millions d'actions au prix unitaire de MAD 290 dirhams (après split de l'action). Ainsi, sa participation dans le capital de BMCE est passée de 15,05% à 19,9%. Par ailleurs, cette opération représente un investissement global de MAD 2,26 milliards.

5. Structure de l'actionariat

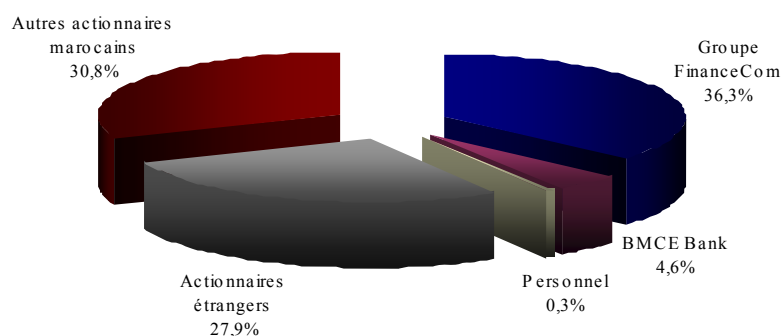
Le capital de BMCE Bank demeure inchangé depuis 2000 et s'établit à MAD 1 587 513 900 composé de 15 875 139 actions d'une valeur nominale de MAD 100. En septembre 2008, la Banque a procédé à la réduction de la valeur nominale de ses actions en conformité avec la loi n°20-05 modifiant et complétant la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes.

A fin février 2009, l'actionariat de BMCE Bank se présente comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	% du capital	% des droits de vote
Bloc de contrôle	57 681 700	36,33%	36,33%
<i>RMA Watanya</i>	48 765 720	30,72%	30,72%
<i>FinanceCom</i>	8 008 790	5,04%	5,04%
<i>SFCM</i>	907 190	0,57%	0,57%
Participations stables	62 186 614	39,17%	39,17%
<i>Banque Fédérative du Crédit Mutuel</i>	31 653 802	19,94%	19,94%
<i>MAMDA/MCMA</i>	10 451 162	6,58%	6,58%
<i>CIMR</i>	7 414 490	4,67%	4,67%
<i>Banco Espirito Santo / Fundo Pensoes BESCL</i>	4 004 020	2,52%	2,52%
<i>Banco Espirito Santo</i>	397 220	0,25%	0,25%
<i>Caja de Ahorros Del Mediterráneo</i>	7 937 570	5,00%	5,00%
<i>Union Bancaire Privée</i>	328 350	0,21%	0,21%
Autres	38 883 076	24,49%	24,49%
<i>Personnel BMCE</i>	467 337	0,29%	0,29%
<i>Société Centrale de Réassurances</i>	748 000	0,47%	0,47%
<i>BMCE Bank</i>	7 346 814	4,63%	4,63%
<i>Flottant</i>	30 320 925	19,10%	19,10%
TOTAL	158 751 390	100%	100%

Source : BMCE Bank

Structure de l'actionnariat à fin février 2009



Source : BMCE Bank

6. Renseignements relatifs aux principaux actionnaires

FinanceCom

Activité	Holding de participations
Chiffre d'affaires au 31/12/2008 – M MAD	75,4
Résultat net au 31/12/2008 – M MAD	451,8
Total Bilan au 31/12/2008 – M MAD	8 180,2

Source : BMCE Bank

RMA Watanya

Activité	Assurances
Actionnariat à fin 2008	FinanceCom : 65,5% Groupe Assurances du Crédit Mutuel : 20,0% Divers : 14,5%
Chiffre d'affaires au 31/12/2008 – M MAD	4 002
Résultat net au 31/12/2008 – M MAD	1 064
Total Bilan au 31/12/2008 – M MAD	26 891

Source : RMA WATANYA

BFCM

Activité	Banque
Principaux actionnaires au 31/12/2008	Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Centre Est Europe : 94,56% Divers : 5,44%%
PNB au 31/12/2008 – M EUR	3 930
RNPG au 31/12/2008 – M EUR	29
Total Bilan au 31/12/2008 – M EUR	425 223

Source : BFCM

Caja de Ahorros del Mediterraneo

Activité	Banque
Actionnariat ⁶	-
Produit Net Bancaire au 31/12/2008 – M EUR	2 079.6
RNPG au 31/12/2008 – M EUR	421.9
Total Bilan au 31/12/2008 – M EUR	75 505

Source : CAM

MAMDA/MCMA

Activité	Assurance
Actionnariat	ND
Primes brutes au 30/06/2008 – M MAD	566,9

Source : MAMDA/MCMA

⁶ La CAM est une entité à caractère bienfaisante sociale, créée sur la base d'un long processus de fusions d'institutions du même caractère.

La dernière des fusions indiquées fut décidée par l'ancienne de Caja de Ahorros del Mediterraneo et par la Caja de Ahorros Provincial d'Alicante et de Valence, par la dissolution sans liquidation de ces deux entités pour la création d'une nouvelle entité, qui fut autorisée par Ordre du Ministère de l'Economie et des Finances de la Generalitat Valenciana (Gouvernement autonome de Valence), en date du 30 septembre 1991.

III. MARCHE DES TITRES BMCE BANK

1. Caractéristiques des actions BMCE Bank

La valeur BMCE Bank est cotée à la Bourse de Casablanca sous le code de cotation 11 835. A fin février 2009, le flottant du titre BMCE Bank est de 19,39% du capital, représentant 30 788 262 actions. La performance boursière réalisée par l'action BMCE Bank à partir du 2 janvier 2008 jusqu'au 31 mars 2009 ressort à -22,4%.

Au titre de l'exercice 2008, BMCE Bank a procédé à la distribution d'un dividende unitaire de MAD 3, fixant le rendement de dividende à 1,2% sur la base du cours de MAD 248,9 en date du 27 février 2009.

2. Caractéristiques des GDRs émis en 1996

Au cours de l'exercice 1996, BMCE Bank avait procédé à une augmentation de capital à travers l'émission de USD 60 millions d'actions GDRs⁷ (*Global Depositary Receipts*) cotées à la Bourse de Londres. L'objectif de cette opération visait en premier lieu une internationalisation plus grande du capital de BMCE Bank, lui conférant une assise plus importante comparativement à d'autres banques des marchés émergents.

Type de GDR	REG S (*)
Ticker	BMED
Nombre de titres à fin février 2009	1 410 360 ⁸
Encours à fin février 2009	\$ 17 643 606,6

Type de GDR	144 A (**)
Ticker	BQMCY
Nombre de titres à fin février 2009	180 ⁹
Encours à fin février 2009	\$ 2 251,8

Source : BMCE Bank

(*) Reg S : GDRs qui peuvent être détenus par des porteurs (personnes physiques ou morales) à l'extérieur des Etats-Unis.

(**) 144 A : GDRs qui sont uniquement réservés aux investisseurs qualifiés aux Etats-Unis, connus sous « QIBs » - Qualified Institutional Buyers. Les QIBs sont des institutions qui détiennent pour leur propre compte au moins USD 100 millions de titres. Les QIBs ne peuvent pas être des personnes physiques.

⁷ Certificats nominatifs, libellés dans une devise internationale, généralement le dollar, émis par une banque dépositaire (le plus souvent par une banque britannique ou luxembourgeoise) en contrepartie de titres étrangers déposés auprès d'une banque gardienne locale dans le pays de la société émettrice.

⁸ Le nombre de titres est passé de 141 036 à 1 410 360 suite au split de l'action BMCE Bank

⁹ Le nombre de titres est passé de 18 à 180 suite au split de l'action BMCE Bank

3. Programme d'émission de certificats de dépôt émis à partir du 16 avril 2001

En 2001, BMCE Bank a lancé un programme d'émission de certificats de dépôts dont le plafond s'élève à MAD 5 000 000 000. Les émissions opérées en mai 2001 ont été entièrement remboursées. La Banque a, par ailleurs, initié quatre nouvelles émissions entre mars et mai 2008 pour un montant global de MAD 3 254,8 millions.

En Août 2008, BMCE Bank a procédé à l'extension de son plafond d'émission, après validation du CDVM en date du 1^{er} août 2008, le portant à MAD 10 000 000 000 (Dix Milliards de Dirhams).

Caractéristiques du programme :

➔ Nature	Certificats de dépôt
➔ Montant de l'ancien Programme	MAD 5 000 000 000
➔ Montant du nouveau Programme	MAD 10 000 000 000
➔ Montant de l'encours à fin février 2009	MAD 2 721 800 000
➔ Valeur nominale des titres ⁽¹⁰⁾	MAD 100 000
➔ Nombre de titres restant à fin février 2009	72 782 bons

Caractéristiques des certificats de dépôt émis en mai 2001

Nombre de titre émis ¹¹	Jouissance	Maturité	Taux
200 certificats de dépôt	02/05/2001 au 02/05/2002	1 an	5,25%
200 certificats de dépôt	10/05/2001 au 08/11/2001	6 mois	5,00%
200 certificats de dépôt	10/05/2001 au 09/05/2002	1 an	5,25%

Source : BMCE Bank

Caractéristiques des certificats de dépôt émis depuis 2008

Nombre de titre émis ¹²	Jouissance	Maturité	Nature du Taux	Taux
12 400 certificats de dépôt	19/03/2008 au 19/03/2010	2 ans	Fixe	4,20%
2 258 certificats de dépôt	25/04/2008 au 25/04/2010	2 ans	Fixe	4,20%
4 000 certificats de dépôt	23/05/2008 au 23/05/2010	2 ans	Fixe	4,20%
2 000 certificats de dépôt	10/09//2008 au 09/09/2009	52 sem.	Fixe	4,10%
750 certificats de dépôt	29/09/2008 au 29/09/2010	2 ans	Fixe	4,20%
4 060 certificats de dépôt	12/11/2008 au 11/11/2009	52 sem.	Fixe	4,40%
1 750 certificats de dépôt	03/02/2009 au 03/02/2011	2 ans	Fixe	4,50%

Source : BMCE Bank

¹⁰ Modificatif de la circulaire n°2/G/96 du 30 janvier 1996

¹¹ D'une valeur nominale de MAD 250 000

¹² D'une valeur nominale de MAD 100 000

4. Emission d'une dette subordonnée en décembre 2003

En décembre 2003, BMCE Bank a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné pour un montant global de MAD 500 millions. Cette émission avait pour objectif principal de conforter la structure financière de la Banque dans la gestion de ses ratios prudentiels et plus précisément le Coefficient Minimum de Solvabilité des Établissements de Crédit.

Caractéristiques de la dette subordonnée (ligne échue)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de Titres	5 000
➤ Taux d'intérêt du 31/12/2003 au 31/12/2004	4,50%
➤ Date de la première révision	31/12/2004
➤ Taux d'intérêt du 31/12/2006 au 31/12/2007	3,49%
➤ Taux d'intérêt du 31/12/2007 au 31/12/2008	4,51%
➤ Coupon 2008	MAD 22 916 175,00
➤ Remboursement	In fine, soit le 31 décembre 2008
➤ Encours au 31 décembre 2008	MAD 0

Source : BMCE Capital

5. Emission de deux emprunts obligataires subordonnés en novembre 2005

En novembre 2005, BMCE Bank a procédé à l'émission de deux emprunts obligataires subordonnés (Emprunt A coté et Emprunt B non coté) pour un montant global plafonné à MAD 500 millions. Cette émission avait pour objectif principal d'augmenter les fonds propres de BMCE Bank en vue d'accompagner le développement de son réseau à l'international et d'accroître sa capacité à distribuer des crédits à la clientèle. Les fonds correspondant à ladite émission de titres subordonnés en capital ont été classés parmi les fonds propres complémentaires de l'établissement.

Caractéristiques de l'Emprunt A (coté)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de Titres	2 750
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2005 au 05/12/2006	3,76%
➤ Date de la première révision	05/12/2006
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2006 au 05/12/2007	3,42%
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2007 au 05/12/2008	4,18%
➤ Taux d'intérêt du 05/12/2008 au 05/12/2009	4,55%
➤ Maturité	5 ans
➤ Date de remboursement	5 décembre 2010
➤ Encours	MAD 275 000 000
➤ Coupon 2008	MAD 11 686 583

Source : BMCE Capital

Caractéristiques de l'Emprunt B (non coté)

➔ Valeur nominale	MAD 100 000
➔ Nombre de Titres	2 250
➔ Taux d'intérêt du 05/12/2005 au 05/12/2006	3,76%
➔ Date de la première révision	05/12/2006
➔ Taux d'intérêt du 05/12/2006 au 05/12/2007	3,42%
➔ Taux d'intérêt du 05/12/2007 au 05/12/2008	4,18%
➔ Taux d'intérêt du 05/12/2008 au 05/12/2009	4,55%
➔ Maturité	5 ans
➔ Date de remboursement	5 décembre 2010
➔ Encours	MAD 225 000 000
➔ Coupon 2008	MAD 9 561 750

Source : BMCE Capital

6. Emission d'un emprunt obligataire subordonné en février 2008

En Février 2008, BMCE Bank a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire subordonné (Tranche A cotée et Tranche B non cotée) pour un montant global plafonné à MAD 1 milliard. Au même titre que l'émission de novembre 2005, cette opération a pour objectif principal de renforcer les fonds propres de BMCE Bank en vue d'accompagner le développement de son réseau à l'international et d'accroître sa capacité à distribuer des crédits à la clientèle. Les fonds correspondant à ladite émission de titres subordonnés en capital ont été classés parmi les fonds propres complémentaires de l'établissement.

Caractéristiques de la tranche A (cotée)

➔ Valeur nominale	MAD 100 000
➔ Nombre de Titres	4 000
➔ Taux d'intérêt du 26/02/2008 au 26/02/2009	4,33%
➔ Taux d'intérêt du 26/02/2009 au 26/02/2010	4,50%
➔ Remboursement	In fine, avec possibilité de remboursement
➔ Date de la première révision	26 février 2009
➔ Maturité	10 ans
➔ Date de remboursement	26 février 2018
➔ Encours	MAD 285 000 000
➔ Coupon 2008	MAD 17 608 667

Source : BMCE Capital

Caractéristiques de tranche B (non cotée)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de Titres	6 000
➤ Taux d'intérêt du 26/02/2008 au 26/02/2009	4,33%
➤ Taux d'intérêt du 26/02/2009 au 26/02/2010	4,50%
➤ Remboursement	In fine, avec possibilité de remboursement anticipé à partir de la cinquième année après accord de Bank Al Maghrib
➤ Date de la première révision	26 février 2009
➤ Maturité	10 ans
➤ Date de remboursement	26 février 2018
➤ Encours	MAD 715 000 000
➤ Coupon 2008	MAD 26 413 000

Source : BMCE Capital

7. Emission d'un emprunt obligataire subordonné perpétuel octobre 2008

En octobre 2008, BMCE Bank a procédé à l'émission d'un emprunt obligataire perpétuel subordonné pour un montant global de MAD 1 milliard. Cet emprunt est destiné à favoriser le renforcement des fonds propres de la Banque dans le cadre de la réglementation bancaire et financière ainsi que dans l'objectif de financer les opérations fondamentales à l'exercice de son activité.

Caractéristiques de la Tranche A (Obligations à taux fixe, cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	1 000 obligations subordonnées
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2018	5,95%
➤ Taux d'intérêt au-delà du 15/10/2018	6,95%
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Encours	MAD 100 000 000
➤ Coupon 2008	MAD 5 950 000

Source : BMCE Capital

Tranche B (Obligations à taux révisable, cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	1 000 obligations subordonnées
➤ Taux	Révisable annuellement, déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire, tel que publié par Bank Al Maghrib le 13 octobre de chaque année, ou le jour ouvré précédent

➤ Prime de risque	100 pbs
➤ Augmentation de la prime de risque	100 pbs à partir de 11 ^{ème} année de l'emprunt
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2009	4,96%
➤ Date de la première révision	15 octobre 2009
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al
➤ Encours	MAD 100 000 000
➤ Coupon 2008	MAD 5 028 889

Source : BMCE Capital

Tranche C (Obligations à taux fixe, non cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	500 obligations subordonnées
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2018	5,95%
➤ Taux d'intérêt au-delà du 15/10/2018	6,95%
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al Maghrib.
➤ Encours	MAD 50 000 000
➤ Coupon 2008	MAD 5 950 000

Source : BMCE Capital

Tranche D (Obligations à taux révisable, non cotées)

➤ Valeur nominale	MAD 100 000
➤ Nombre de titres	7 500 obligations subordonnées
➤ Taux	Révisable annuellement, déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire, tel que publié par Bank Al Maghrib le 13 octobre de chaque année, ou le jour ouvré précédent
➤ Prime de risque	100 pbs
➤ Augmentation de la prime de risque	100 pbs, à partir de la 11 ^{ème} année de l'emprunt
➤ Taux d'intérêt du 15/10/2008 au 15/10/2009	4,96%
➤ Date de la première révision	15 octobre 2009
➤ Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de BMCE Bank, à partir de la 10 ^{ème} année, après accord de Bank Al
➤ Encours	MAD 750 000 000
➤ Coupon 2008	MAD 37 716 667

Source : BMCE Capital

8. Emission d'un emprunt subordonné perpétuel consenti par la SFI¹³ en avril 2008

➤ Montant	EUR 70 000 000
➤ Taux	<ul style="list-style-type: none">➤ Jusqu'à l'année 5 : application du taux EURIBOR 6 mois + [1,50 %] par an ;➤ Entre l'année 5 et l'année 10 : la marge d'intérêt à distribuer sera la plus élevée (i) de la marge précédemment distribuée et (ii) de la moyenne pondérée des marges d'intérêt sur le LIBOR, EURIBOR ou des taux du Trésor Marocain au titre de l'ensemble du capital complémentaires de premier niveau non remboursé par l'Emprunteur ;➤ A compter de l'année 11 : augmentation de la marge distribuée à hauteur de 50 % de la marge distribuée entre l'année 5 et 10 ;➤ Taux fixe ou variable applicable pendant les cinq premières années; au delà, application du taux variable;➤ Taux d'intérêt : 5,86% y compris prime de risque.
➤ Durée	Perpétuelle
➤ Coupon 2008	MAD 30 504 360,8

Source : BMCE Capital

9. Emission d'un emprunt subordonné consenti par PROPARCO¹⁴ en mai 2008

➤ Montant	EUR 50 000 000
➤ Taux	5,90% y compris prime de risque
➤ Durée	10 ans
➤ Coupon 2008	MAD 14 084 562

Source : BMCE Capital

¹³ La Société Financière Internationale est l'institution du Groupe de la Banque Mondiale chargée des opérations avec le secteur privé.

¹⁴ PROPARCO est une institution financière de développement, conjointement détenue par l'Agence Française de Développement (AFD) et par des actionnaires privés du Nord et du Sud. Sa mission est de favoriser les investissements privés dans les pays émergents.

IV. NOTATION (EXTRAITS TRADUITS)

Les rapports de notation sont annexés à la présente note d'information.

1. Capital Intelligence

En Mars 2009, Capital Intelligence a émis un rapport de notation « BBB- et A3 » portant sur les devises étrangères à long terme et à court terme avec des perspectives stables, dont les éléments suivants sont extraits :

« La situation financière de BMCE BANK demeure saine. En effet, la banque jouit d'une grande notoriété sur le secteur bancaire marocain, contrôlant près de 15% du total des actifs du secteur se positionnant à la troisième place. Ainsi, les dépôts et l'encours de crédit de la banque affichent une nette progression durant les deux dernières années, soutenus notamment par l'expansion du réseau de distribution. Par ailleurs, les créances en souffrance demeurent à un niveau maîtrisé comparativement aux autres banques de la place, et correctement couvertes par des provisions. Toutefois, face à un éventuel retournement de l'économie marocaine en 2009, la banque serait confrontée à un défi qu'est le maintien de la distribution des crédits sans dégradation de la qualité du portefeuille. S'appuyant sur une bonne progression des dépôts au fil des années, BMCE dispose d'un niveau de liquidité lui permettant de financer amplement le renforcement de son portefeuille de crédit. Le ratio de solvabilité s'est amélioré à fin juin 2008, compte tenu des différentes dettes subordonnées émises, cependant le Tier 1 demeure faible comparativement au Tier 2. La rentabilité de la banque demeure, quant à elle assez confinée. De même, le revenu des opérations de marché, volatile par nature, reste important, en dépit de la diminution de sa part. Au niveau du groupe, la priorité stratégique de la banque qui vise l'élargissement de ses activités au niveau régional en Afrique apporte à la fois des opportunités intéressantes mais qui sont toutefois accompagnées de risques. A ce titre, la notation est maintenue au même niveau. »

2. Moody's

Communiqué de presse publié par BMCE BANK

« Confirmant son rôle d'institution pionnière dans le secteur bancaire et financier ainsi que son leadership en matière d'opérations financières innovantes au Maroc, BMCE Bank s'est vue attribuer par l'agence internationale Moody's une note **Investment grade sur ses dépôts bancaires en Dirhams (long and short-term local currency deposit ratings)**.

En effet, aux termes d'une due diligence approfondie, Moody's a attribué à BMCE Bank la **note A3/P-2 correspondant à cette catégorie de dépôts**. BMCE Bank représente ainsi la première et unique banque au Maroc à obtenir ce niveau de rating.

Cette notation, qui traduit une bonne qualité de crédit à long terme de même que la seconde meilleure note à court terme reflète la forte assise commerciale de la Banque, la qualité saine de ses actifs et une meilleure couverture par les provisions, d'un niveau confortable par rapport aux banques marocaines comparables. Elle reflète, également, le niveau adéquat de la capitalisation et de la liquidité de la Banque et ce, malgré un environnement économique national considéré par Moody's comme volatil.

En définitive, cette notation permet à BMCE Bank, confortée dans sa solidité financière, de poursuivre sa politique soutenue d'expansion au Maroc et à l'international, de se conformer, lorsqu'elles entreront en vigueur, aux exigences de Bâle 2 ainsi que d'accéder aux marchés financiers internationaux dans de meilleures conditions. »

En mai 2007, BMCE Bank est notée BAA1/P-2 (Investment Grade) sur les dépôts bancaires en Dirhams, BA2/NP sur les dépôts bancaires en Devises et D+ en terme de solidité financière. Ces notes ont été confirmées en Août 2008.

3. Fitch Ratings

Fitch Ratings a émis en Juillet 2008 un rapport qui confirme la notation de soutien extérieur '3' dont les éléments suivants sont extraits :

« Cette note reflète le soutien que, selon Fitch, la BMCE serait susceptible de recevoir de la part de l'Etat marocain compte tenu de l'importance de son fonds de commerce au Maroc. Il existe toutefois des incertitudes quant à la capacité de l'Etat à apporter un tel soutien.

La BMCE est la troisième banque du Maroc avec environ 14% des dépôts et 13,5% des prêts à fin 2007. Elle est détenue à 38% par Finance.com, une société holding contrôlée par une famille locale en vue. Parmi les autres actionnaires de la BMCE figure le Crédit Industriel et Commercial (noté 'AA-' (AA moins) / 'F1+' / perspective stable; 15% du capital), le solde étant éclaté entre de nombreux actionnaires.

Tout en consolidant sa présence sur le marché des entreprises, la banque vise à présent une clientèle de détail et de professions libérales. Elle compte également établir une présence en Afrique, notamment en portant à 51% d'ici 2009 sa participation de 35% au capital de African Financial Holding/Bank of Africa. MediCapital Bank, sa filiale de banque de financement et d'investissement au Royaume-Uni, lui permettra également de conquérir de nouveaux clients.

Grâce à d'importants gains générés par les opérations de marché, gonflés par MAD 696 millions de gain net sur la vente de 5% de ses actions propres à Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM; notée 'A+' / 'F1' / Stable) au 1S07, et par des plus-values de cession de participations non stratégiques (MAD 624 millions), la BMCE a pu afficher des résultats excellents, mais potentiellement volatils. Malgré des charges d'exploitation en hausse, le coefficient d'exploitation a reculé à 57%. La charge nette du risque s'élevait à 0,7% des encours moyens de crédits, un niveau relativement faible mais qui peut s'avérer difficile à maintenir à mesure que les prêts s'amortissent.

Les dépôts de la clientèle sont la principale ressource de la BMCE (76,5%). La banque est un important teneur de marché pour les titres d'Etat marocains et détient un portefeuille de trading pour compte propre et pour sa gestion actif/passif de MAD 4,5 milliards. L'excédent de liquidité est essentiellement placé auprès des banques locales ou investi en titres de l'Etat marocain et en fonds monétaires ou obligataires.

Le ratio de solvabilité consolidé Bâle I de la BMCE se situait à un niveau très faible de 5,3% à fin 2007. Début 2008, la banque a émis deux emprunts subordonnés. Par ailleurs, ses fonds propres

Tier 1 ont été confortés par l'introduction en bourse de 20% du capital de sa filiale de crédit à la consommation, Salafin, au 1^{er} trimestre 2008. D'autres émissions de dette subordonnée sont prévues en 2008 et la banque envisage également de titriser une partie de son portefeuille de prêts immobiliers. »

4. Standard & Poor's

En février 2008, Standard & Poor's a émis un rapport de notation « BBpi » dont les éléments suivants sont extraits :

« La notation de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE) reflète la forte position commerciale de l'établissement de crédit qui s'appuie notamment sur des actifs de qualité, une bonne liquidité et une rentabilité en pleine croissance.

Ces éléments demeurent toutefois atténués par le faible niveau de capitalisation de la banque, étant donné son profil de risque, la taille de son portefeuille de participation ainsi que son engagement croissant dans un secteur immobilier de plus en plus risqué.

Avec des actifs consolidés totalisant MAD 97,9 Md au 30 juin 2007, BMCE est la troisième banque au Maroc. Ainsi, la banque accapare près de 14% des dépôts bancaires. BMCE BANK tend à élargir son réseau d'agences et renforcer sa bonne position dans le Corporate Banking. Côté actionnariat, la famille Benjelloun demeure l'actionnaire majoritaire, tandis que le Crédit Industriel et Commercial – CIC- (AA-/stable/A-1+) détient 10% du capital. Au cours du premier semestre 2007, CAJA DE AHORROS DEL MEDITERRANEO (CAM ; A+/stable/A-1) a acquis 5% du capital de BMCE BANK.

Avec un taux de contentieux de près de 5,3% au 30 juin 2007, la qualité des actifs de la banque est au dessus de la moyenne du marché. Toutefois, la croissance rapide de l'encours de crédit, dopée notamment par le crédit à la consommation et le crédit immobilier, pourrait éventuellement détériorer la qualité de son portefeuille, dans le cas d'une correction dans le secteur immobilier ; le cas échéant n'étant pas pris comme scénario dans notre analyse.

Côté rentabilité, la banque a affiché un résultat en nette évolution durant ces trois dernières années. Cette progression demeure corrélée au volume d'affaires générées, étant donné que les marges se sont contractées lors de la même période. Au volet perspectives, la rentabilité future de BMCE BANK devrait subir la pression de sa politique d'élargissement du réseau de distribution et de ses besoins de provisionnement. Néanmoins, les revenus de la banque devraient revenir à leur niveau normal et continuer à subir la pression de l'expansion de son activité.

Capitalisant sur un important portefeuille d'actifs disponibles et de bons de Trésor, la liquidité de la banque représente 25% du total des actifs au 30 juin 2007. En effet, l'accès aux dépôts de la clientèle représente une source de financement considérable. Pour sa part, la capitalisation de la banque est considérée comme faible compte tenu de son profil de risque et de l'importance de son portefeuille de participations (33,3% des fonds propres au 30 juin 2007). Dans une note positive, la banque est en phase d'allègement de son portefeuille de participation, libérant ses capitaux. Toutefois, une partie de ces derniers est réinvesti dans des participations risquées.

V. ORGANES D'ADMINISTRATION DE BMCE BANK

1. Conseil d'administration

BMCE Bank est administré par un Conseil d'Administration composé de treize membres et présidé par Monsieur Othman BENJELLOUN, président Directeur Général.

Administrateurs	Date de nomination	Expiration du mandat	Lien de parenté
M. Othman BENJELLOUN <i>Président Directeur Général</i>	1995	31 décembre 2012	Aucun lien de parenté avec les autres membres
CIC <i>représentée par M. Michel LUCAS</i> <i>Président du Directoire</i>	2005	31 décembre 2013	Idem
BANCO ESPIRITO SANTO <i>représentée par M. Mario MOSQUEIRA DO AMARAL – Administrateur Directeur Général</i>	2000	31 décembre 2011	Idem
CAM¹⁵ <i>Représentée par M. Roberto LÓPEZ ABAD</i>	2009	31 décembre 2014	Idem
M. David SURATGAR <i>Intuitu personae</i>	1995	31 décembre 2012	Idem
FINANCECOM¹⁶ <i>représentée par M. Zouheir BENSAID</i>	2001	31 décembre 2014	Idem
RMA Watanya <i>Représentée par M. Azzeddine GUESSOUS</i>	1995	31 décembre 2012	Idem
M. Adil DOURI <i>Intuitu personae</i>	2008	31 décembre 2009	Idem
M. Amine BOUABID <i>Intuitu personae</i>	2007	31 décembre 2012	Idem
M. Jaloul AYED <i>Administrateur Directeur Général BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2009	Idem
M. Mamoun BELGHITI <i>Administrateur Directeur Général BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2009	Idem
M. Brahim BENJELLOUN TOUMI <i>Administrateur Directeur Général BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2009	Idem
M. Mohamed BENNANI <i>Administrateur Directeur Général BMCE Bank</i>	2004	31 décembre 2009	Idem

Source : BMCE Bank à fin mars 2009

¹⁵ Sous réserve de ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en mai 2009

¹⁶ Sous réserve de ratification de l'Assemblée Générale Ordinaire devant se tenir en mai 2009

2. Comités issus du Conseil d'Administration

Il s'agit du Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe, du Comité d'Audit et de Contrôle Interne et du Comité de Gouvernance.

➤ Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe –CACI Groupe-

Se réunissant au moins trois fois par an, le Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe est composé de trois Administrateurs non dirigeants. Egalement, des membres de la Direction Générale de la Banque peuvent être associés aux travaux du Comité d'Audit.

Les principales missions du CACI Groupe ont trait à :

- ☞ Vérification des opérations et des procédures internes ;
- ☞ Mesure, maîtrise et surveillance des risques ;
- ☞ Vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement approprié et de la conservation des données comptables ;
- ☞ Circulation efficace de la documentation et de l'information tant au plan interne qu'externe ;
- ☞ Evaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ;
- ☞ Evaluation de la pertinence des mesures correctrices proposées ou mises en œuvre ;
- ☞ S'assurer de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ;
- ☞ Examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission pour approbation au Conseil d'Administration ;
- ☞ Examen de la pertinence des activités d'audit interne dans les entités du Groupe ;
- ☞ Examen de la situation de conformité -Compliance- dans le Groupe et de l'état d'avancement des actions dans ce domaine pour chacune des entités composant le Groupe ;
- ☞ Présentation au mois deux fois par an au Conseil d'Administration de la situation des encours des créances en souffrance, des résultats des démarches amiables et du recouvrement contentieux des créances, des encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ;
- ☞ Veiller à la qualité et à la véracité de l'information délivrée aux actionnaires.

Le dispositif de vérification des opérations et des procédures internes doit, en outre, permettre de s'assurer :

- ☞ De la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'aux normes et usages professionnels et déontologiques en vigueur ;

- ☞ Du respect des normes de gestion et des procédures internes fixées par les organes compétents.

➔ **Comité d'Audit et de Contrôle Interne -CACI-**

Se réunissant au moins deux fois par an, le Comité d'Audit et de Contrôle Interne est composé de quatre Administrateurs non dirigeants. Egalement, des membres de la Direction Générale de la Banque peuvent être associés aux travaux du Comité d'Audit.

Les principales missions du CACI ont trait à :

- ☞ La vérification des opérations et des procédures internes ;
- ☞ La mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ;
- ☞ La vérification de la fiabilité de la collecte, du traitement, de la diffusion et de la conservation des données comptables ;
- ☞ La circulation efficace de la documentation et de l'information tant sur le plan interne qu'externe ;
- ☞ L'évaluation de la cohérence et de l'adéquation des dispositifs de contrôle mis en place ;
- ☞ La qualité de l'information délivrée aux actionnaires ;
- ☞ La vérification de la conformité de la comptabilité et de la cohérence des systèmes de contrôle interne au niveau de chaque entité ayant une vocation financière appartenant au Groupe ;
- ☞ L'examen des comptes sociaux et consolidés avant leur soumission au Conseil d'Administration ;
- ☞ L'élaboration du rapport annuel de l'activité et des résultats du contrôle interne qui sont soumis à l'examen du Conseil d'Administration ;
- ☞ L'information, au moins deux fois l'an, du Conseil d'Administration relativement aux encours des créances en souffrance, aux résultats des démarches amiables ou judiciaires entreprises, de même qu'aux encours des créances restructurées et de l'évolution de leur remboursement ;
- ☞ L'évaluation de la pertinence des mesures correctives proposées ou mises en œuvre.

➔ **Comité de Gouvernance**

Instance émanant du Conseil d'Administration, le Comité de Gouvernance émet son avis et recommandations au Conseil et à ce titre, il est chargé de :

- ☞ Veiller au respect des principes de bonne gouvernance et des dispositions légales et réglementaires en vigueur et à les communiquer aux actionnaires ;
- ☞ Examiner et faire des recommandations par rapport, à la composition, les missions et travaux du Conseil d'Administration et de ses Comités Spécialisés ;

- ☛ Prévenir et veiller à la résolution d'éventuels conflits d'intérêt pouvant surgir entre les membres du Conseil d'Administration, liés à des opérations ou transactions, associant les dirigeants ou les actionnaires ;
- ☛ Proposer des procédures de cooptation des Administrateurs et des membres de la Direction Générale ainsi que formuler des recommandations au Conseil pour la désignation d'un nouveau membre ;
- ☛ Proposer une politique de rémunération des Administrateurs et des membres de la Direction Générale conformément aux critères fixés au préalable par le Conseil d'Administration.

Composé de trois Administrateurs non exécutifs, le Comité se réunira trimestriellement ou chaque fois que nécessaire à la discrétion des membres du Comité.

3. Autres mandats d'administrateur du Président Othman BENJELLOUN

Monsieur Othman BENJELLOUN, Président Directeur Général de BMCE Bank assure également d'autres fonctions au sein des participations de la Banque :

Participations à fin février 2009	Capital en Millions	Quote-part détenue	Mandat du Président de BMCE Bank
BMCE Capital	MAD 100	100%	Président du Conseil de Surveillance
Salafin	MAD 237,3	75%	Président du Conseil de Surveillance
BMCE Assurbank	MAD 0,15	95%	Administrateur (représentant de BMCE Bank)
BMCE International	EUR 18,03	100%	Président du Conseil d'Administration
Maghrebail	MAD 102,532	36%	Administrateur (intuitu personae)
ESFG S.A.	EUR 758,549	1,2%	Administrateur (intuitu personae)
Centre Monétique Interbancaire	MAD 98,2	11,2%	Président du Conseil d'Administration
Maroclear	MAD 20	4,01%	Vice-président du Conseil d'Administration (représentant de BMCE Bank)
GNS	MAD 3,5	100%	Gérant (démission en cours de dépôt au tribunal)
Fond d'Investissement de l'Oriental	MAD 300	12,5%	Membre du Conseil de Surveillance (représentant de BMCE Bank)
MARTCO	USD 0,6	20%	Administrateur (représentant de BMCE Bank)
MediCapital Bank (Holding)	GBP 64	100%	Administrateur (intuitu personae)
Mutandis SCA	MAD 777	6,4%	Membre du Conseil de Surveillance (intuitu personae)

Source : BMCE Bank (fin février 2009)

VI. ORGANES DE DIRECTION

1. Organisation

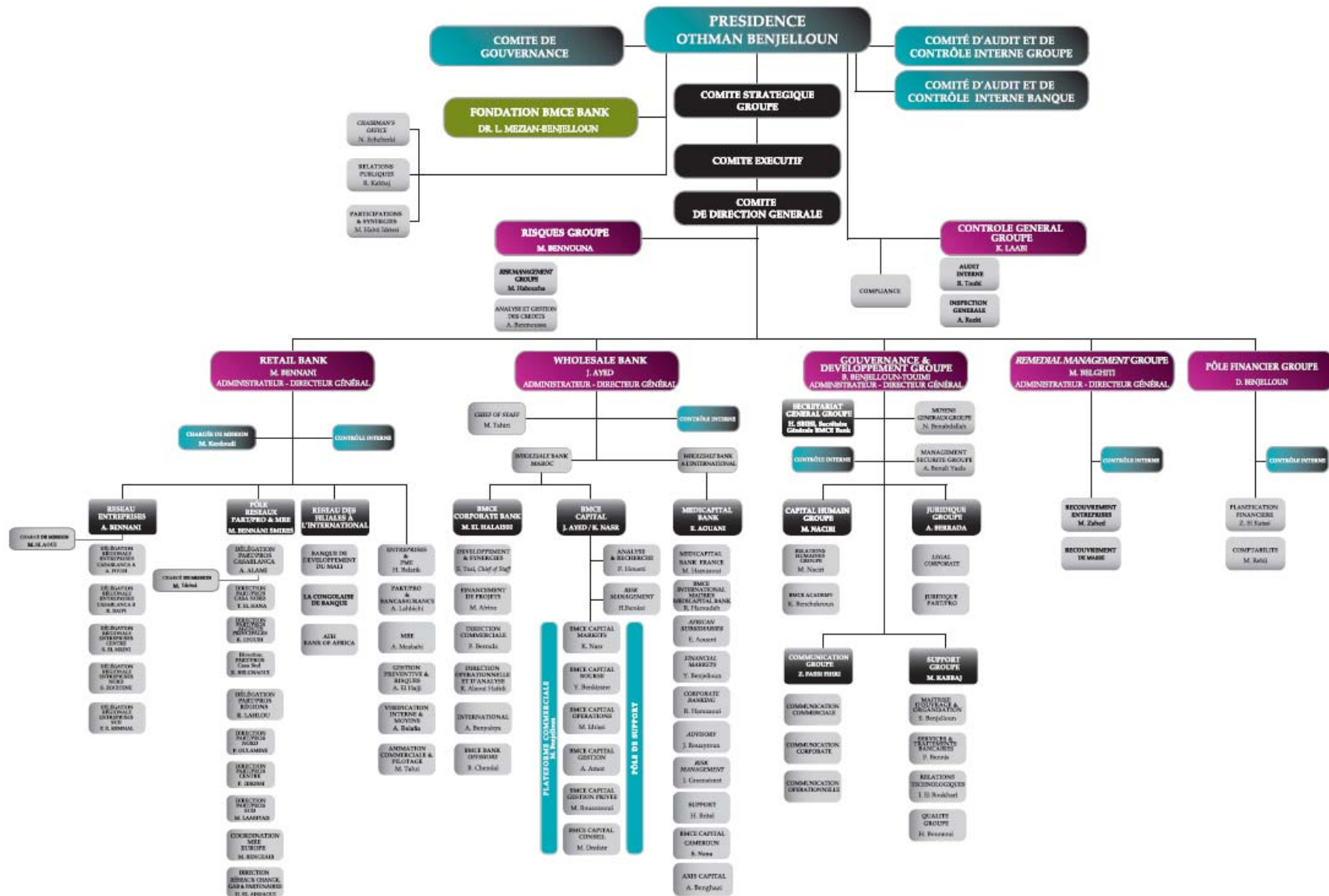
Au fondement de l'organisation de BMCE Bank, se trouve le Client, la Banque s'érigeant en banque de proximité physique et virtuelle. Aussi, l'organigramme de BMCE Bank se décline-t-il comme suit :

- La *Retail Bank* qui commercialise l'ensemble des produits et services développés au sein du Groupe, afin qu'elle soit une banque de proximité, au service des Particuliers et des Entreprises. La *Retail Bank* est placée sous la responsabilité de M. Mohamed BENNANI, Administrateur Directeur Général ;
- La Wholesale Bank qui s'adresse aux entreprises structurées d'une certaine taille et offre des activités de financement et d'investissement. Dirigée par M. Jaloul AYED, Administrateur Directeur Général, la Wholesale Bank regroupe les entités suivantes :
 - ☛ MediCapital Bank, banque de droit anglais agréée par le Financial Services Authority depuis mai 2007 fédère aujourd'hui l'ensemble des activités de BMCE Bank – sa maison-mère – en Europe. De par la stratégie qui lui a été définie, MediCapital Bank assure une activité centrée autour des métiers de banque Corporate et d'Investissement. Elle intervient comme interface entre les marchés financiers internationaux et la clientèle africaine du Groupe BMCE, majoritairement composée de sociétés privées, d'entreprises publiques et d'États ;
 - ☛ BMCE Corporate Bank qui assure notamment le financement de projets pour le compte d'entreprises et de grands groupes économiques ;
 - ☛ BMCE Capital, la Banque d'Affaires de BMCE Bank qui intervient sur les marchés de capitaux notamment à travers ses filiales Markets, Bourse et Gestion ;
- Le Pôle d'administration des ressources non financières de la Banque, dénommé Gouvernance & Développement Groupe. Érigé autour de l'entité en charge du capital humain Groupe, de la gouvernance et des activités de support du Groupe, il fédère la communication Groupe, le secrétariat Général, le juridique Groupe et les moyens généraux Groupe, le management de la sécurité Groupe ainsi que les directions fonctionnelles de support, les relations technologiques, l'organisation et la maîtrise d'ouvrage, la qualité Groupe et les services et traitements bancaires ;

Le Pôle Gouvernance & Développement Groupe relève de la responsabilité de M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur Directeur Général, qui exerce la fonction de Secrétaire du Conseil d'Administration de la Banque ; la fonction de Secrétaire Général de la Banque est assurée par Mme HOUDA SBIHI ;

- Le Pôle *Remedial Management Groupe*, en charge de la récupération des créances en souffrance, placé sous la responsabilité de M. Mamoun BELGHITI, Administrateur Directeur Général, dont les autres prérogatives sont celles de représentation de l'Institution et de son Président ;
- Le Pôle Financier Groupe qui s'assure du respect des procédures budgétaires, de l'élaboration et de la fiabilité des outils de pilotage, en assurant la planification financière ainsi que la gestion ALM et la tenue de la comptabilité de la Banque. Il est placé sous la responsabilité de M. Driss BENJELLOUN, Directeur Général Adjoint ;
- Le Pôle Risques Groupe qui veille à la mise en œuvre de la politique de gestion des engagements et des risques. Rattaché au Comité de Direction Générale, il est placé sous la responsabilité de M. Mohamed BENNOUNA, Directeur Général Adjoint ;
- Le Contrôle Général Groupe, rattaché au Président et placé sous la responsabilité de M. Khalid LAABI ;
- Les Relations Publiques, assurées par M. Raouf KABBAJ ;
- La gestion des participations et synergies assurée par M. Mokhlis Habti Idrissi ;
- La Fondation BMCE présidée par Dr Leila Mezian Benjelloun.

2. Organigramme de BMCE Bank (Avril 2009)



3. Curriculum Vitae des principaux dirigeants

M. Othman BENJELLOUN

Reconnu, au plan national et International, particulièrement dans le domaine de la finance, Othman BENJELLOUN est Président Directeur Général de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur, BMCE Bank -depuis sa privatisation en 1995- et Président du Holding FinanceCom, holding opérant dans 4 secteurs: -bancaire: BMCE Bank, Assurance: la compagnie RMA Watanya, les télécoms: MEDITELECOM, Médias et Technologies: ATCOM et l'industrie-.

M. BENJELLOUN siège au sein de plusieurs Conseils d'Administration.

M. BENJELLOUN préside le Groupement Professionnel des Banques du Maroc depuis 1995 et l'Union des Banques Maghrébines depuis 2007. Il est également Conseiller au Center for Strategic International Studies de Washington D.C. -centre de géopolitique internationale- depuis 1982.

M. BENJELLOUN a été nommé Chancelier de l'Université Al Akhawayn d'Ifrane par feu Sa Majesté le Roi Hassan II et ce, de 1998 à janvier 2004. Le Conseil d'Administration qu'il présidait, s'étant fixé comme ambition de hisser l'Université au niveau de l'élite des académies internationales, prônant des valeurs d'excellence et de mérite.

Il fut récemment honoré de devenir «Honorary Fellow » de King's College of LONDON et nommé le « Banquier de l'Année 2007 » par l'Union des Banques Arabes.

Dans le domaine de la Responsabilité Sociale d'Entreprise, M. BENJELLOUN est le fondateur de la Fondation BMCE Bank, à laquelle il a assigné deux priorités essentielles :

- L'Education, particulièrement la lutte contre l'analphabétisme, avec le Programme Medersat.com de construction et de gestion d'écoles communautaires rurales à travers le Royaume et
- La Protection de l'Environnement.

M. BENJELLOUN a été honoré de prestigieuses décorations :

- Officier de l'Ordre du Trône du Royaume du Maroc par Feu Sa Majesté le Roi Hassan II ;
- Commandeur de l'Etoile Polaire du Royaume de Suède par Sa Majesté le Roi Carl Gustav Sveriges Konung ;
- Commandeur dans l'Ordre National du Lion de la République du Sénégal par le Président Abdoulaye Wade ;
- « Ecomienda de Numero de la Orden de Isabel la Catolica » par Sa Majesté le Roi Juan Carlos du Royaume d'Espagne.

Né en 1932 à Casablanca, M. BENJELLOUN, père de deux enfants, est marié au Dr Leïla MEZIAN BENJELLOUN, médecin ophtalmologiste.

M. Jaloul AYED

M. Jaloul AYED est Administrateur Directeur Général, en charge de la *Wholesale Bank* et Président du Directoire de BMCE Capital.

Avant d'intégrer le Groupe BMCE en 1998, M. Jaloul AYED a passé 18 ans de sa carrière au sein de Citibank. De 1990 à 1995, il a été Administrateur Délégué de Citibank Maghreb à Casablanca, et Citicorp / Citibank Country Corporate Officer pour le Maroc.

En 1996, il a rejoint les bureaux de Citicorp International Ltd. à Londres, au sein des Marchés de Capitaux, où il avait des responsabilités en tant que Senior Banker dans la division des financements pour l'Europe, l'Afrique, et le Moyen-Orient. Depuis son intégration au Groupe BMCE, M. AYED a érigé le pôle banque d'affaires du Groupe : BMCE Capital, dont il assure la Présidence du Directoire.

Il a lancé en 2003 les premières opérations de BMCE Capital en Afrique de l'Ouest et du Centre en créant une première filiale à Dakar, et récemment au Cameroun. En 2006, BMCE Capital a inauguré AXIS Capital en Tunisie.

M. AYED a conduit le chantier de création d'une filiale bancaire de BMCE Bank à Londres, MediCapital Bank, qui a obtenu l'autorisation du Financial Services Authority en mai 2007 ; M. AYED assure la vice-présidence de cette filiale.

M. Jaloul AYED est également Président du Comité de Direction Générale de BMCE Bank depuis 2002, et Directeur Général en charge de la Banque Corporate et d'Investissement ainsi que des activités internationales de BMCE Bank. Il a été nommé Administrateur – Directeur Général de la Banque en mars 2004.

Lauréat de l'université du Maryland, USA, où il a obtenu son Master en Economie en 1979, M. AYED est marié et père de trois enfants.

M. Mamoun BELGHITI

M. Mamoun BELGHITI est Administrateur Directeur Général en charge du Pôle *Remedial Management Groupe* et Membre du Comité de Direction Générale.

Monsieur Mamoun BELGHITI a débuté sa carrière en 1972 au sein des Services Généraux puis à la Direction de l'Inspection. Il s'est vu confier, en 1981, la responsabilité de la Direction Crédit et Trésorerie et, en 1991, celle de la Direction de l'Investissement et du Crédit. A ce titre, M. BELGHITI a négocié au nom de la Banque plusieurs lignes de crédit notamment avec la Banque Mondiale, la SFI, le FMI, la BAD et la BEI.

Dès 1996, il prendra en charge la Direction des Affaires Financières, où il participera activement à la mise en place du plan stratégique de développement et à la réorganisation de la Banque. Durant la même année, il participera, aux côtés du Président et d'autres cadres supérieurs, à l'opération GDR qui a permis à BMCE Bank d'augmenter son capital à travers les marchés internationaux de capitaux.

Durant ce même exercice, M. BELGHITI est promu au poste de Directeur Général Adjoint.

En février 1998, il est nommé au poste de Directeur Général en charge aussi bien de la Direction des Affaires Financières que de la Banque du Réseau Maroc. En avril 2002, il accède au titre de Conseiller Principal du Président en charge notamment de la représentation de la Banque auprès des Institutions Nationales et Internationales ainsi que des relations avec les autorités monétaires. Il siège par ailleurs, dans les instances où la Banque est actionnaire.

En mars 2004, M. BELGHITI est coopté Administrateur Directeur Général.

Depuis cette date, il a la responsabilité du Pôle *Remedial Management*. Il compte également, à son actif, de nombreux séminaires dont il a assuré l'animation aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Né en 1948, M. BELGHITI est marié et père de deux enfants.

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Administrateur – Directeur Général de BMCE Bank en charge du Pôle Gouvernance et Développement Groupe, qui regroupe l'ensemble des Ressources Humaines et matérielles de la Banque. Il est également le Secrétaire du Conseil d'Administration et Secrétaire Général du Groupe BMCE Bank.

Ayant rejoint BMCE Bank en 1990, son parcours a notamment été marqué par la mise en place, à travers les filiales dédiées, des activités d'intermédiation boursière et de gestion d'actifs, ainsi que par la création des premiers OPCVM de la Bourse de Casablanca.

Au titre de ses fonctions au sein de la Banque, il est Administrateur de Bank of Africa Kenya, de même qu'il est Président du Conseil de Surveillance d'Eurafric Information - une joint-venture spécialisée dans le domaine technologique, créé par BMCE Bank, RMA Watanya, et le Groupe Crédit Mutuel-CIC -, Membre du Conseil d'Administration d'Euro Information en France et Président de la société de services EMAT, spécialisée dans les Nouvelles Technologies. Administrateur de la Fondation BMCE Bank, M. BENJELLOUN-TOUIMI est également Président de PlaNet Finance Maroc, Organisation de Solidarité internationale dédiée au développement de la Micro Finance ainsi que Président du Conseil d'Administration de l'Association Nationale des sociétés Marocaines par Actions (ANMA).

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Docteur en Monnaie, Finance et Banque de l'Université Paris I Sorbonne depuis 1985. Au cours de son cycle de Doctorat, il avait été sélectionné par le FMI pour conduire des recherches sur le système financier d'un de ses pays membres. Il a débuté sa carrière sur les marchés financiers en France et a assumé la responsabilité de la recherche au sein de la Salle des Marchés d'une grande banque d'affaires française.

M. Mohamed BENNANI

M. Mohamed BENNANI est Administrateur Directeur Général en charge de la Retail Bank et Membre du Comité de Direction Générale. Il fut nommé Administrateur de BMCE Bank lors de la séance du Conseil d'Administration du 24 mars 2004.

En 1997, il a pris en charge la Banque de l'International. De 1993 à 1997, M. BENNANI assura la Direction Générale de BMCE International Madrid, banque de droit espagnol, créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux.

En 1989, il a été détaché auprès de la Banque de Développement du Mali pour en assurer le redressement avec l'appui des Institutions Financières Internationales et des Institutions régionales.

De 1976 à 1988, M. BENNANI a été en charge des activités internationales et du financement des exportations dans la région du Moyen-Orient et en France, au sein du Département International de la BMCE.

De 1974 à 1976, il a assumé la responsabilité du Bureau de Représentation de la Banque à Beyrouth pour le Moyen-Orient et les pays du Golfe.

Il est titulaire d'une Licence en sciences économiques de la Faculté Mohammed V de Casablanca.

Il a été décoré du titre de Chevalier de l'Ordre National du Mali.

Né en 1949, M. BENNANI est marié et père de deux enfants.

VII. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

1. Comité Exécutif

Présidé par M. Othman BENJELLOUN, le Comité Exécutif agit en tant qu'autorité supérieure qui garantit la cohérence de la stratégie de la Banque et qui statue sur toute question d'ordre stratégique, d'organisation ou de ressources.

Le Comité exécutif de BMCE Bank se compose comme suit :

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
Président		
Othman BENJELLOUN	Président Directeur Général	2002
Membres		
Jaloul AYED	Administrateur Directeur Général	2002
Mamoun BELGHITI	Administrateur Directeur Général	2002
Brahim BENJELLOUN TOUIMI	Administrateur Directeur Général	2002
Mohamed BENNANI	Administrateur Directeur Général	2002

Source : BMCE Bank

2. Comité de Direction Générale

Le Comité de Direction Générale de BMCE Bank est présidé par M. Jaloul AYED. Il assure la gestion courante de la Banque et la mise en œuvre des orientations stratégiques et opérationnelles de BMCE Bank et des entités affiliées en cohérence avec les décisions du Comité Exécutif.

La composition du Comité de Direction Générale se présente comme suit :

Membres	Fonction	Date d'entrée en fonction
Président		
Jaloul AYED	Administrateur Directeur Général	2002
Membres		
Mamoun BELGHITI	Administrateur Directeur Général	2002
Brahim BENJELLOUN TOUIMI	Administrateur Directeur Général	2002
Mohamed BENNANI	Administrateur Directeur Général	2002
Driss BENJELLOUN	Directeur Général Adjoint	2002
Mohamed BENNOUNA	Directeur Général Adjoint	2002
Secrétaire du Comité		
Brahim BENJELLOUN TOUIMI		

Source : BMCE Bank

3. Rémunération octroyée aux membres des organes d'administration et de direction

La rémunération du Conseil d'Administration de BMCE Bank s'établit à l'issue de l'exercice 2008 à MAD 1 998 413¹⁷ en net annuel, au titre des jetons de présence.

Pour sa part, la rémunération brute annuelle des membres de direction au titre de la même année s'élève à MAD 28,5 millions, comparé à MAD 17 millions à fin 2007. Par ailleurs, les prêts accordés aux membres de direction totalisent MAD 22,8 millions, dont plus de MAD 16 millions de crédits immobiliers.

4. Conventions réglementées

Cf. « Relations entre BMCE Bank et le Groupe FinanceCom », partie IV.

5. Comité ALCO

Composé des membres du Comité de Direction Générale (voire infra) et de huit responsables de la Banque, le Comité ALCO se réunit trimestriellement.

Le Comité ALCO a pour missions de :

- ☞ Formuler de la politique Actif-Passif ;
- ☞ Organiser et d'animer les sous-comités Actif-Passif ;
- ☞ Avoir une connaissance approfondie des types de risques inhérents aux activités de la Banque et de rester informé de l'évolution de ces risques en fonction de la tendance des marchés financiers, des pratiques de gestion des risques, et de l'activité de la Banque ;
- ☞ Revoir et approuver les procédures destinées à limiter les risques inhérents aux activités de la Banque en matière d'octroi de crédit, d'investissements, de trading, et autres activités et produits significatifs ;
- ☞ Maîtriser les systèmes de reporting qui mesurent et contrôlent quotidiennement les principales sources de risque ;
- ☞ Revoir et approuver périodiquement les limites de risque en fonction des changements éventuels dans la stratégie de l'Institution, d'approuver les nouveaux produits et de réagir à des changements importants des conditions de marché ;
- ☞ Et, s'assurer que les différentes lignes de business sont convenablement gérées, par des RH ayant un niveau de connaissance, d'expérience et d'expertise homogène avec la nature des activités supervisées.

¹⁷ Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire

6. Intéressement et participation du personnel

Hormis le plan d'actionnariat réalisé en 2003 et renouvelé en 2005 dans le cadre des deux offres publiques de vente réservées aux salariés du Groupe BMCE Bank il n'existe aucun plan d'intéressement particulier pour le personnel de BMCE Bank.

L'offre publique de vente -OPV-, lancée en 2003, portait sur 750 000 actions, soit 4,72% du capital. Le prix unitaire d'acquisition de cette opération a été fixé à MAD 400 par action. L'acquisition des titres, réservée exclusivement aux membres titulaires du personnel du Groupe BMCE Bank, a été financée facultativement par un prêt dont le taux d'intérêt est de 3,375% et la durée s'étale du 19 février 2003 au 31 mai 2006 inclus.

Aux termes de la Note d'Information élaborée à cet égard en 2003, à partir du 19 février 2005 une partie du portefeuille investi en actions a été cédée, permettant aux salariés de réaliser une plus-value de plus de MAD 100 par action.

En 2005, une nouvelle OPV a été initiée au profit exclusif des membres du personnel. Cette Offre a porté sur 628 841 actions BMCE Bank, soit 3,96% du capital au prix unitaire de MAD 525. Elle a été assortie d'une garantie du cours d'achat et de la possibilité de financement des titres acquis par crédit bancaire au taux préférentiel de 2,91%.

A partir du 28 mai 2007, les salariés ont eu la possibilité de céder le premier tiers des titres détenus en portefeuille à un prix par action de MAD 2 750. A la même date de l'année 2008, les membres du personnel ayant souscrit à l'opération ont pu de nouveau céder le second tiers à un prix par action oscillant entre MAD 3 163 et MAD 3 250.

La cession du reliquat des actions acquises s'est opérée entre le 1^{er} décembre 2008 et le 26 décembre 2008 inclus, le cours moyen de vente est de MAD 2 662. Par ailleurs, le taux de cession de l'OPV se fixe à 94% à fin décembre 2008.

PARTIE IV :
ACTIVITE DE BMCE BANK

I. HISTORIQUE DE BMCE BANK

1^{er} septembre 1959	➤ Création de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur par les Pouvoirs Publics ;
1962	➤ Absorption des agences marocaines de la Banca Commerciale Italiana ;
1965	➤ Ouverture de l'Agence Tanger Zone Franche ;
1971	➤ Absorption de la Société de Banque du Maghreb (ex-Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie) ;
1973	➤ Ouverture de la première représentation à l'étranger destinée aux marocains en France ;
1975	➤ Absorption de Banco Espanol en Marruecos et des agences marocaines de Bank of America ;
1988	➤ Création de MAROC FACTORING, société d'affacturage ;
1989	➤ Ouverture de BMCE International à Madrid ;
1992	➤ Le capital de BMCE Bank atteint le seuil du milliard de dirhams ;
1993	➤ Institution d'une filiale de droit espagnol ;
1995	➤ Privatisation de la Banque (appel d'offre remporté par un consortium d'investisseurs nationaux et internationaux dont le chef de file est la Royal Marocaine d'Assurances) ; ➤ Création des premières entités des marchés de capitaux : BMCE Capital Bourse (ex. MIT) et BMCE Capital Gestion (ex Marfin) ;
1996	➤ Première opération sur le marché international avec l'émission de M USD 60 d'actions GDRs cotées à la Bourse de Londres ; ➤ Distinction « Best Bank in Morocco » décernée à la Banque par le magazine EUROMONEY ;
1997	➤ Création de SALAFIN, société de crédit à la consommation ; ➤ Ouverture d'un bureau de représentation en Allemagne ;
1998	➤ Création de BMCE Capital, la banque d'affaires du Groupe BMCE ; ➤ BMCE Bank est élue pour la deuxième fois « Best Bank in Morocco » par le magazine EUROMONEY ;
1999	➤ Prise de participation aux côtés de RMA, de Commerzbank et de l'UBP, dans le capital d'Al Watanya et d'Alliance Africaine à hauteur de 67% et 85% respectivement. Pôle leader dans la bancassurance érigé avec 25% de parts de marché ; ➤ Lancement d'un emprunt de M EUR 160 destiné à financer la prise de participation dans les assurances et souscrit par 25 banques internationales ; ➤ Entrée à hauteur de 20% dans le capital de Méditelécom, en partenariat avec Telefonica et Portugal Telecom ;

2000	<ul style="list-style-type: none">➤ Création du Holding FinanceCom ;➤ Inauguration des bureaux de représentation de Londres et de Pékin ;➤ Partenariat scellé avec le Groupe Espirito Santo, l'un des premiers groupes privés portugais ;➤ Prise de participation à hauteur de 1,56% dans la PROPARCO, filiale de l'Agence Française de Développement ;➤ Acquisition avec la Banque de Développement du Mali de 51% de la BMCD ;➤ Distinction « Bank of the Year Award » décerné par la revue spécialisée The Banker ;➤ Inauguration des premières écoles Medersat.Com de la Fondation BMCE ;
2001	<ul style="list-style-type: none">➤ Ouverture du bureau de représentation de Barcelone ;➤ Titre « Bank of the Year Award » décerné pour la seconde fois par la revue spécialisée The Banker ;
2002	<ul style="list-style-type: none">➤ Lancement du 1^{er} programme de rachat portant sur 9,45% du capital social, en vue de régulariser le cours de l'action BMCE Bank sur le marché boursier ;➤ Entrée en vigueur d'une nouvelle organisation centrée sur le client (projet d'entreprise Cap Client) ;➤ Changement du statut de l'agence de Tanger Zone Franche qui devient une Banque Off Shore ;
2003	<ul style="list-style-type: none">➤ Lancement d'un emprunt obligataire subordonné ;➤ Lancement de la 1^{ère} Offre Publique de Vente réservée aux salariés de BMCE Bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 4,72 % du capital ;
2004	<ul style="list-style-type: none">➤ Première entreprise non européenne ayant fait l'objet d'un rating Social au Maroc ;➤ Entrée de Morgan Stanley Investment Management dans le capital de la Banque ;➤ Entrée du CIC au capital de BMCE Bank à hauteur de 10%, devenant le 1^{er} actionnaire étranger de la Banque ;➤ Entrée dans le tour de table de la Congolaise de Banque ;
2005	<ul style="list-style-type: none">➤ Lancement du projet d'extension du réseau via l'ouverture de 50 agences par an sur 3 ans ;➤ Lancement de la 2^{ème} Offre Publique de Vente réservée aux salariés de BMCE Bank. Les salariés se sont portés acquéreurs de 3,96 % du capital ;
2006	<ul style="list-style-type: none">➤ Lancement de la nouvelle identité visuelle ;
2007	<ul style="list-style-type: none">➤ Signature d'une convention de partenariat visant l'entrée dans le capital du Groupe Bank Of Africa à hauteur de 35%.➤ Obtention de l'agrément bancaire pour la création d'une filiale au Royaume-Uni, MediCapital Londres;

Mars 2008	<ul style="list-style-type: none">➔ Concrétisation de l'acquisition des 35% du capital du Groupe Bank of Africa ;➔ Création de EurAfric Information, joint venture technologique commun entre BMCE Bank, RMA Watanya et le groupe français Crédit mutuel (CIC Assurances) visant la réalisation d'un schéma directeur informatique consolidé de la banque et de l'assurance et un projet de plate-forme technologique de rayonnement au Maroc et à l'étranger ;➔ Renforcement de la participation du CIC dans le capital de la Banque, la portant de 10% à 15% pour une mise de EUR 209 millions ;
Avril 2008	<ul style="list-style-type: none">➔ Autorisation par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la conclusion de l'emprunt subordonné de nature perpétuelle d'un montant de EUR 70 millions consenti par la SFI ;
Mai 2008	<ul style="list-style-type: none">➔ Emission d'un emprunt subordonné consenti par PROPARCO pour un montant de EUR 50 millions ;
Août 2008	<ul style="list-style-type: none">➔ Extension du plafond des Certificats de Dépôt émis le portant à MAD 10 milliards ;
Septembre 2008	<ul style="list-style-type: none">➔ Réduction de la valeur nominale de MAD 100 à MAD 10, portant le nombre d'actions à 158 751 390 ;
Octobre 2008	<ul style="list-style-type: none">➔ Prise de participation par BMCE Bank de 7,5% supplémentaires dans BOA portant la part dans le capital de cette dernière à 42,5% ;➔ Emission d'un emprunt obligataire perpétuel subordonné pour un montant global de MAD 1 milliard ;
Décembre 2008	<ul style="list-style-type: none">➔ Distinction de la Banque par <i>The Bankers Magazine</i> du Groupe <i>Financial Times</i>. BMCE BANK est ainsi élue « Banque de l'année 2008 au Maroc » et ce, pour la sixième fois depuis 2000 ;➔ Transfert de l'intégralité de la participation du CIC dans BMCE Bank au profit de son actionnaire majoritaire, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel -BFCM-
Février 2009	<ul style="list-style-type: none">➔ Acquisition par le CIC, à travers la BFCM, de 4,9% de parts supplémentaires de capital de BMCE Bank, portant ainsi sa participation à 19,9%.

Source : BMCE Bank

II. APPARTENANCE DE BMCE BANK AU GROUPE FINANCECOM

Au 31 mars 2009, BMCE Bank est détenue à hauteur de 36,33% par le Groupe FinanceCom, directement et indirectement – participations détenues par RMA Watanya, FinanceCom S.A., et SFCM.

Liste des filiales du Groupe FinanceCom¹⁸ au 31 décembre 2008 par pôle d'activité

CORE BUSINESS	<ul style="list-style-type: none"> ➤ BMCE BANK (5,6%) ➤ RMA WATANYA (50,9%)
RELAIS DE CROISSANCE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MEDITELECOM (10%) ➤ CAP RETAIL (65%) ➤ ATCOM (95%) ➤ MAGSHORE (50%) ➤ RANCH ADAROUCHE (100%)
PRIVATE EQUITY	<ul style="list-style-type: none"> ➤ ARGAN CAPITAL (100%) ➤ FINATECH (68%) ➤ Autres investissements
PATRIMOINE	<ul style="list-style-type: none"> ➤ CAP ESTATE (70%) ➤ REVLY's (50%)
INTERNATIONAL	<ul style="list-style-type: none"> ➤ FINANCECOM INTERNATIONAL (100%)

Source : BMCE Bank

¹⁸ La présentation des filiales du Groupe FinanceCom dans la précédente note d'information relative à l'émission de la dette subordonnée perpétuelle en octobre 2008 était organisée par secteur d'activité.

1. Présentation du Groupe FinanceCom et de ses principales filiales

FinanceCom est un groupe marocain privé avec des ambitions régionales et internationales, s'articulant autour de cinq pôles :

- **Core Business**, représenté par (i) le Groupe BMCE Bank, deuxième groupe bancaire privé marocain¹⁹ et (ii) le Groupe RMA Watanya, nouvel ensemble issu de la fusion de la RMA et Al Wataniya, accaparant une part de marché de 21,1% en termes de primes émises au 31 décembre 2008 avec plus de MAD 4 milliards²⁰ ;
- **Relais de croissance**, représenté notamment par Meditelecom, deuxième opérateur de téléphonie mobile au Maroc détenant une part de marché de 34,73% à fin 2008 avec un parc d'abonnés de 7 925 000 clients²¹ ;
- **Private Equity**, incluant notamment les filiales (i) Argan Capital, pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom et, (ii) Finatech, holding de sociétés leader dans les nouvelles technologies de l'information ;
- **Patrimoine**, regroupant les filiales CAPESTATE, filiale immobilière du Groupe au capital de MAD 500 millions et REVLV'S, société de financement touristique ;
- **International**, abritant notamment la filiale FinanceCom Europe, entité de support et de coordination stratégique des principales *Business units* pour le développement international en Afrique, Moyen Orient et Europe.

2. Présentation des principales filiales du Groupe

2.1. Core Business

RMA Watanya

Née de la fusion entre la Royale Marocaine d'Assurances et Al Wataniya effective depuis janvier 2005, RMA WATANYA est la deuxième compagnie du secteur marocain des assurances en termes de primes émises. En effet, au 31 décembre 2008, le montant de ces primes s'élève à MAD 4,0 milliards en augmentation de 12,6% par rapport à une année auparavant. Ainsi, RMA WATANYA capte une part de marché globale de 21,1%. La compagnie d'assurance affiche par ailleurs un résultat net de MAD 1 064,2 millions au titre du même exercice.

2.2. Relais de croissance

Meditelcom

Créée en 1999, Meditelecom opère sur le marché marocain des télécommunications. Meditelecom développe et commercialise ses produits et services sous la marque *Méditel*. Ses offres s'adressent aussi bien au marché des Particuliers qu'à celui des PME et des Grandes Entreprises.

¹⁹ En terme de total bilan selon les statistiques du GPBM au 31/12/2008

²⁰ Source : Fédération Marocaine des Sociétés d'Assurances et de Réassurance

²¹ Source : Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications -ANRT-

En juillet 2005, la société a été adjudicataire d'une licence de téléphonie Fixe, lui permettant de devenir le second opérateur Fixe après Maroc Telecom. Par ailleurs, en juillet 2006, une licence 3G lui a été attribuée pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications au Maroc.

A fin 2008, le parc d'abonnés du deuxième opérateur télécoms fait ressortir 7 820 000 clients, en progression de 16,7% comparativement à 2007. Le chiffre d'affaires au titre de l'exercice 2008 s'élève à MAD 5,2 milliards, signant une appréciation de 4,6% par rapport à une année auparavant.

Cap Retail

Cap Retail est un opérateur spécialisé dans la distribution moderne dans les segments de l'équipement de la personne, de l'équipement de la maison et du luxe.

ATCOM

AFRICA TELDIS et COMMUNICATION a été créée en janvier 2008 en tant qu'opérateur de référence dans les secteurs des médias et de la communication au Maroc et en Afrique.

MAGSHORE

Créée en 2006, Magshore est une filiale du Groupe FinanceCom spécialisée dans l'Offshoring, notamment la fourniture aux marchés européens et africains des services de business outsourcing (banque, assurance et télécommunications...).

RANCH ADAROUCHE

Ranch Adarauch est le plus grand élevage d'Afrique de bovins de type Santa Gertudis avec plus de 5000 têtes évoluant en mode de ranching sur un domaine de plus de 10 000 hectares.

2.3.Private Equity

ARGAN Capital

Argan Capital est le pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom structuré autour de 4 filiales spécialisées notamment (i) Capital Invest –pour la gestion des fonds de *private equity* (Capital développement et LBO)-, (ii) Actif Invest pour la gestion des fonds immobiliers et touristiques, (iii) Infra Invest pour la gestion de fonds d'infrastructures et (iv) Retail Invest pour le pilotage des activités de distribution.

FINATECH

Créé en juin 2007, FINATECH est un groupe d'entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies de l'information et dont les métiers sont complémentaires.

FINATECH est organisé en quatre pôles d'activité bien distinctes couvrant toute les offres des NTI : (i) Infrastructures & Réseaux, (ii) Payment Systems & Security, (iii) Offshoring & IT services, et (iv) Innovation Technologies.

2.4. Patrimoine

CAP ESTATE

Cap Estate est la filiale immobilière du Groupe FinanceCom, dotée d'un capital de MAD 500 millions.

REVLY'S

REVLY'S est une société de financement touristique détenue à part égale entre le Groupe FinanceCom et AMAN RESORT.

2.5. International

FinanceCom International

FinanceCom International comprend :

- FinanceCom Europe : entité de support et de coordination stratégique des principales Business Units pour le développement international en Afrique, Moyen Orient et Europe du Groupe FinanceCom ;
- FCOMI GLOBAL CAPITAL : fonds européen de gestion multi-stratégies ;
- Et, FinanceCom Asset Management : Société de gestion de portefeuilles couvrant les marchés des deux rives de la Méditerranée.

Outre les filiales présentées ci-dessus, le Groupe FinanceCom détient également des participations dans d'autres sociétés notamment EMAT, Médi 1, Régional Airlines, Hanouty Shop etc.

3. **Relations entre BMCE Bank et le Groupe FinanceCom**

Les entités contrôlées par le Groupe FinanceCom entretiennent des relations bancaires durables avec la Banque. En effet, dans le cadre de ses activités courantes, BMCE Bank octroie des crédits et offre des services à ces entités à des conditions normales applicables à la clientèle.

Au titre de l'exercice 2008, le montant des engagements de la Banque envers les entités contrôlées par le Groupe FinanceCom, s'élève à MAD 2 134 millions.

4. **Les conventions liant le Groupe BMCE Bank et FinanceCom**

4.1. Conventions conclues au cours de l'exercice 2008

Néant

4.2. Conventions conclues au cours des exercices antérieurs et dont l'application s'est poursuivie en 2008

Convention de bail commercial entre BMCE BANK et EMAT :

Cette convention a pour objet de donner à bail un local, faisant office de bureau, situé à Casablanca – Boulevard Lalla Yacout.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er mars 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 187.

Convention de prestation de service entre BMCE BANK et EMAT :

Aux termes d'une convention cadre de prestation de services signée le 29 Aout 2007 et dont la durée est d'une année renouvelable, BMCE BANK a désigné EMAT en qualité de prestataire de services bancaires et financiers en charge de la mise en place, du développement et du fonctionnement d'une plate forme télématique BMCE Net au profit de sa clientèle

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 une charge globale de KMAD 7.100.

Convention de distribution de services conclue entre BMCE BANK et EMAT :

Cette convention a pour objet d'établir les termes et les conditions dans lesquelles BMCE BANK désigne EMAT en qualité de distributeur des Services via son portail télématique LIBRITY.

Les droits d'accès à LIBRITY seront facturés par la société EMAT à BMCE BANK comme suit :

- ➔ - KMAD 3.000 hors taxes, payable à la signature de la convention.
- ➔ - Versements annuels sur une période de 5 ans d'un montant de KMAD 1.800 hors taxes au début de chaque année.

Cette convention est conclue pour une période de 5 ans à compter de la date du premier branchement.

Aucune charge n'a été comptabilisée au titre de l'exercice 2008.

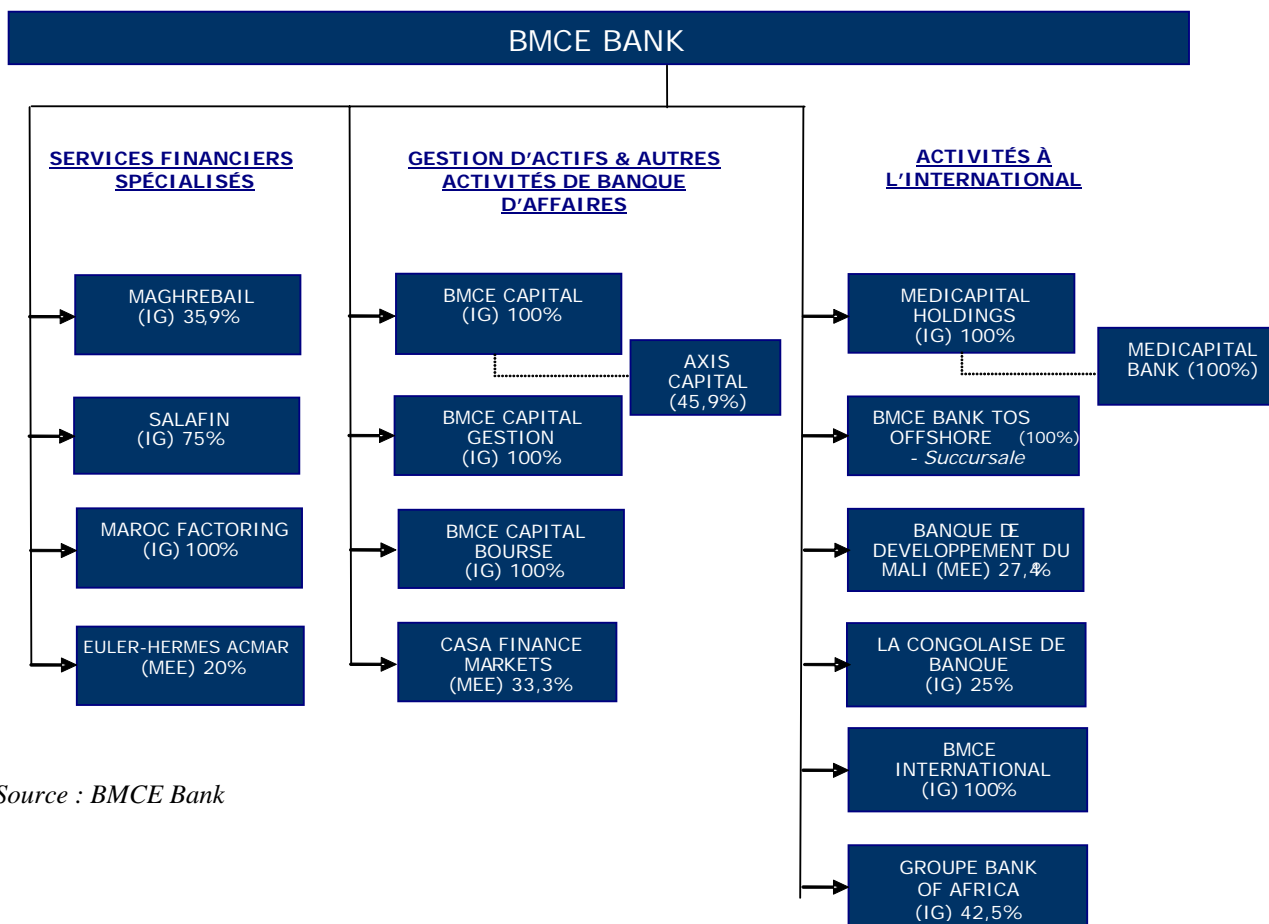
Convention de bail pour station de télécommunication avec MEDITELECOM :

Cette convention a pour objet la prise à bail par MEDITELECOM d'une partie de la terrasse de l'immeuble sis Essaouira - n° 8, rue El Hajjali, propriété de BMCE BANK. La terrasse, objet du bail, est destinée à l'usage exclusif d'une station de télécommunication mobile.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 77.

III. FILIALES DE BMCE BANK

1. Organigramme au 31 décembre 2008



Source : BMCE Bank

2. Présentation des filiales

BMCE Capital

La Banque d'Affaires du Groupe a structuré ses activités par lignes de métiers spécialisées :

- Pôle Marchés, en charge des activités relatives à :
 - ☞ Gestion d'actifs, au sein de la filiale existante du Groupe, BMCE Capital Gestion mais également BMCE Capital Gestion Privée ;
 - ☞ Intermédiation boursière au sein de la filiale société de bourse, BMCE Capital Bourse ;
 - ☞ Marchés des capitaux à travers BMCE Capital Markets ;
 - ☞ Custody au sein de BMCE Capital Opérations ;
 - ☞ Distribution multi-produits par la Plate-forme Commerciale ;
 - ☞ Conseil à travers BMCE Capital Conseil.

En 2006, BMCE Capital a inauguré sa filiale tunisienne Axis Capital, spécialisée dans le conseil financier, l'intermédiation boursière et la gestion d'actifs.

En 2008, la Banque d'Affaires du Groupe BMCE s'est vue décernée par Bureau Veritas Certification la certification de sa Salle des Marchés à la norme ISO 9001 version 2000, avec un score de zéro écart. BMCE Capital dispose désormais de la première Salle des Marchés certifiée ISO au Maghreb.

Au terme de cette même année, et compte tenu du contexte difficile de marché, le chiffre d'affaires de BMCE Capital totalise MAD 164,3 millions et le résultat net ressort déficitaire à MAD -21 millions.

Données au 31 décembre 2008

➤ Dénomination	BMCE Capital
➤ Siège social	Tour BMCE Bank - Rond Point Hassan II - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 100 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	1 000 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	K MAD 164 314
➤ Résultat net	K MAD -21 004
➤ Contribution au résultat net consolidé du Groupe BMCE Bank	K MAD -31 729
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 0

Source: BMCE Bank

BMCE Capital Bourse

Créée en 1995, et filiale à 100% de BMCE Bank, BMCE Capital Bourse a réussi à s'imposer en tant qu'acteur dynamique du marché marocain de l'Equity.

Ainsi, sur le marché central actions, BMCE Capital Bourse s'adjuge au 31 décembre 2008 une part de marché de 22%²², accédant ainsi au deuxième rang des sociétés de bourse de la Place.

Dans le cadre du développement des synergies entre BMCE Bank et ses filiales, BMCE Capital Bourse a participé à plusieurs opérations d'envergure initiées par le Groupe BMCE, notamment la cession par les salariés du Groupe BMCE de 2% du capital de la Banque.

A fin décembre 2008, BMCE Capital Bourse draine un chiffre d'affaires de MAD 87,4 millions (vs MAD 103,3 millions au 31 décembre 2007) et un résultat net de MAD 43,1 millions (vs MAD 52,8 millions une année auparavant).

²² Source : Statistiques Bourse de Casablanca au 31 décembre 2008

Données au 31 décembre 2008

➤ Dénomination	BMCE Capital Bourse
➤ Siège social	Tour BMCE Bank - Rond Point Hassan II - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 10 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	100 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	K MAD 87 401
➤ Résultat net	K MAD 43 074
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 42 420
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 30 923

Source : BMCE Bank

BMCE Capital Gestion

Durant l'année 2008, BMCE Capital Gestion a poursuivi ses actions d'amélioration, tant quantitative que qualitative, de son organisation ainsi que de son offre de produits à travers notamment le lancement d'une nouvelle catégorie de fonds dits contractuels : FCP Capital Sûr.

La filiale *Asset Management* a ainsi vu l'encours de ses actifs sous gestion s'améliorer de 8,8% comparativement à 2007, atteignant près de MAD 17 milliards, correspondant à une part de marché de 11%. Sur le plan financier, le résultat net de BMCE Capital Gestion s'établit à MAD 26,7 millions au terme de l'exercice 2008 (vs MAD 32,4 millions au 31/12/2007) pour un chiffre d'affaires de MAD 74,6 millions (vs MAD 89,1 millions une année auparavant).

Données au 31 décembre 2008

➤ Dénomination	BMCE Capital Gestion
➤ Siège social	Tour BMCE Bank - Rond Point Hassan II - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 5 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	50 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	M MAD 74,6
➤ Résultat net	M MAD 26,7
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	M MAD 26,4
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	M MAD 29,4

Source : BMCE Bank

Maroc Factoring

Créée en 1988 à l'initiative de BMCE Bank qui détient aujourd'hui 100% de son capital, la société Maroc Factoring est pionnière de l'activité de factoring au Maroc. La société offre aux entreprises un certain nombre de produits s'articulant autour de son activité principale :

- Le financement immédiat de leurs factures, en totalité ou en partie ;
- La gestion et le recouvrement des factures en lieu et place du client ;
- La garantie à 100% contre les risques d'impayés sur les acheteurs privés.

Dans un contexte de recrudescence des risques notamment pour les sociétés exportatrices confrontées à une concurrence agressive de certains pays tels que la Chine et l'Inde, une politique de sélection rigoureuse des engagements a été adoptée. Celle-ci devrait être renforcée dans les conditions actuelles de la crise internationale.

La filiale affacturage a drainé un résultat net de MAD 10,4 millions au terme de l'exercice 2008 (vs MAD 10,8 millions à fin 2007) pour des revenus de MAD 31,7 millions (vs MAD 42,8 millions une année auparavant).

Données au 31 décembre 2008

➤ Dénomination	Maroc Factoring
➤ Siège social	243, Bd Mohamed V - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 45 000 000 ²³
➤ Nombre d'actions détenues	450 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenus	100%
➤ Chiffre d'affaires	K MAD 31 728
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 10 246
➤ Résultat net	K MAD 10 416
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 1 055

Source : BMCE Bank

Salafin

La société de crédit à la consommation SALAFIN a été créée en 1997. Elle est dotée aujourd'hui d'un capital de MAD 237,3 millions. A l'issue de son introduction en bourse, réalisée en décembre 2007, la part de BMCE Bank a été ramenée de 92,8% à 75%.

L'activité de SALAFIN englobe aussi bien les opérations de crédit classique que les opérations de location avec option d'achat, leasing aux particuliers. La gamme de produits commercialisés par la société se subdivise ainsi en trois familles : le financement automobile, le revolving avec la carte Oxygen et le crédit personnel avec SalafWadif et SalafDirect.

Par ailleurs, la société a lancé en 2008 plusieurs produits, notamment le produit Easy-Latitudes en partenariat avec DarTawfir et la carte de crédit FLEXY, en partenariat avec BMCE Bank. En outre,

²³ Une augmentation de capital de l'ordre de MAD 30 millions a été opérée en juillet 2008

une plateforme de gestion de recouvrement SALAFIN –BMCE Bank pour la clientèle des particuliers a été mise en place.

A l'issue de l'exercice 2008, l'encours net de crédits se monte à MAD 3,1 milliards drainant un PNB de MAD 260,7 millions (vs MAD 233,4 millions une année auparavant). Le résultat net ressort à MAD 101,5 millions, contre MAD 84,4 millions à fin 2007.

Données au 31 décembre 2008

➔ Dénomination	Salafin
➔ Siège social	Zenith Millenium - Immeuble 8 - Sidi Maârouf - Casablanca
➔ Montant du capital détenu	MAD 237 253 700
➔ Nombre d'actions détenues	1 779 403
➔ % du capital détenu	75%
➔ % des droits de vote détenus	75%
➔ Identité des autres actionnaires	Personnel Salafin : 4% Divers actionnaires : 21%
➔ Produit Net Bancaire	K MAD 260 684
➔ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 84 024
➔ Résultat net	K MAD 101 477
➔ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 31 837

Source : BMCE Bank

Maghrebail

En activité depuis 1972, MAGHREBAIL agit aussi bien sur le crédit-bail mobilier que sur le crédit-bail immobilier et propose à ses clients une gamme diversifiée de produits dans le cadre du crédit-bail opérationnel, tels que les packages incluant la prise en charge des services d'entretien et d'assurance des biens d'équipements donnés en crédit-bail.

A fin 2008, MAGHREBAIL dégage une capacité bénéficiaire de MAD 71,6 millions, en progression de 21,0% comparativement à 2007, pour un PNB de MAD 173,4 millions (vs MAD 151,3 millions une année auparavant).

Données au 31 décembre 2008

➔ Dénomination	Maghrebail
➔ Siège social	45, Bd Moulay Youssef - Casablanca
➔ Montant du capital détenu	MAD 36 831 800
➔ Nombre d'actions détenues	368 318
➔ % du capital détenu	35,92%
➔ % des droits de vote détenus	35,92%
➔ Identité des autres actionnaires	RMA WATANYA : 37,8% MAMDA & MCMA : 8% Divers actionnaires : 18,2%
➔ PNB	K MAD 173 404

➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 42 257
➤ Résultat net	K MAD 71 571
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 14 732

Source : BMCE Bank

Casa Finance Markets

Adossée à Casablanca Finance Group, Banque d'affaires indépendante, Casablanca Finance Markets intervient sur le marché des titres négociables de la dette.

Données au 31 décembre 2008	
➤ Dénomination	Casa Finance Market
➤ Siège social	5, 7 Rue Ibn Toufail - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 38 287 600
➤ Nombre d'actions détenues	382 876
➤ % du capital détenu	33,33%
➤ % des droits de vote détenu	33,33%
➤ Identité des autres actionnaires	CFG GROUP : 31,37% RMA WATANYA : 11,76% AXA ASSURANCE MAROC : 11,76% CIMR : 11,76%
➤ Chiffre d'affaires	K MAD 5 360
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 636
➤ Résultat net	K MAD 1 909
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 5 345

Source : BMCE Bank

MediCapital Bank

La création de MediCapital Bank, la filiale du Groupe BMCE basée à Londres, marque une avancée significative nouvelle de BMCE Bank dans le cadre de son développement à l'international. Elle fédérera l'ensemble des activités de BMCE Bank en Europe et spécialisée dans le *Corporate Banking*, la Banque d'Investissement et de Marchés. Elle offrira ses produits et services à la clientèle du Groupe BMCE Bank basée en Afrique, au Moyen-Orient et dans d'autres contrées asiatiques, dont elle ambitionne d'être le point d'accès privilégié aux marchés financiers internationaux.

De portée stratégique, cette implantation devrait être porteur de valeur ajoutée économique significative, à la fois pour le Groupe et pour le Maroc, qui se veut un acteur dynamique dans la promotion économique et politique de la région Méditerranéenne et du continent africain dans son ensemble.

Les autorités monétaires britanniques ont accordé, le 16 mai 2007, l'agrément de banque universelle à MediCapital Bank, après que le Comité des Etablissements de Crédit, présidé par Bank-Al-Maghrib, avait préalablement donné son accord en date du 14 mars 2007. Cette filiale a effectivement démarré ses activités au courant du deuxième semestre 2007.

Données au 31 décembre 2008	
➔ Dénomination	MediCapital Bank
➔ Siège social	Juxon House - 2 nd Floor - 100 St Paul's Churchyard London - EC4M 8BU
➔ Montant du capital détenu	GBP 64 173 000 ²⁴
➔ Nombre d'actions détenues	64 173 000
➔ % du capital détenu	100%
➔ % des droits de vote détenu	100%
➔ Chiffre d'affaires	K MAD 199 484
➔ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD -112 826
➔ Résultat net	K MAD -112 826
➔ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 0

Source : BMCE Bank

Banque de Développement du Mali -BDM S.A-

Dans le cadre de la politique de privatisation des banques étatiques par l'Etat Malien, BMCE Bank a acquis au cours de l'exercice 2000, en consortium avec la Banque de Développement du Mali, 51% du capital dans la Banque Malienne de Crédit et de Dépôts -BMCD-²⁵.

Au cours de l'exercice 2001, une opération de fusion des deux banques BMCD et BDM S.A. a été menée et ce, afin de notamment (i) renforcer l'assise domestique de la BDM-SA sur le marché intérieur, (ii) atteindre la taille critique et une dimension sous-régionale permettant de répondre aux besoins de financement des différents secteurs d'activité et (iii) développer et diversifier les activités de la banque fusionnée et accroître sa rentabilité.

Au 31 décembre 2008, la BDM dégage un PNB de MAD 230,1 millions et un résultat net de MAD 68,3 millions (vs MAD 49,0 millions une année auparavant).

²⁴ Une augmentation de capital de l'ordre de MAD 516 millions a été opérée en février 2008

²⁵ Pour rappel, la participation de BMCE Bank dans le capital de la BDM était de 25 000 titres en 1996, soit 51% du capital. En 2003, la BDM a fusionné avec la BMCD, le nombre de titres détenus par BMCE Bank dans la nouvelle entité est de 77 926 titres, soit 20,73% du capital. En 2006, BMCE Bank a acquis la part de la BCP pour aboutir à 27,38% du capital de la BDM

Données au 31 décembre 2008

➔ Dénomination	Banque de Développement du Mali
➔ Siège social	Bamako - Mali
➔ Montant du capital détenu	FCFA 1 029 367 528
➔ Nombre d'actions détenues	102 937
➔ % du capital détenu	27,38%
➔ % des droits de vote détenu	27,38%
➔ Identité des autres actionnaires	Etat du Mali : 19,58% BCEAO : 15,96% BOAD : 15,96% CCIM : 12,87% Privés maliens : 8,26%
➔ Produit Net Bancaire	K MAD 230 162
➔ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 18 044
➔ Résultat net	K MAD 68 341
➔ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 1 224

Source : BMCE Bank

La Congolaise de Banque

Acquise en 2004 et entrée dans le périmètre de consolidation en 2005²⁶, la Congolaise de Banque affiche des indicateurs d'activité et financiers satisfaisants. A fin 2008, sa capacité bénéficiaire ressort en progression de 17,1% à MAD 54,6 millions pour un PNB de MAD 185,7 millions (vs MAD 149,4 millions une année auparavant).

Données au 31 décembre 2008

➔ Dénomination	La Congolaise de Banque
➔ Siège social	Brazzaville - Congo
➔ Montant du capital détenu	FCFA 1 000 000 000
➔ Nombre d'actions détenues	100 000
➔ % du capital détenu	25%
➔ % des droits de vote détenu	25%
➔ Identité des autres actionnaires	Etat : 10% Privés locaux : 64% Personnel : 1%
➔ Produit Net Bancaire	K MAD 185 712
➔ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 13 644

²⁶ Son exclusion du périmètre de consolidation en 2004 a été motivée par l'indisponibilité d'informations financières au titre de cet exercice

➔ Résultat net	K MAD 54 575
➔ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 5 191

Source : BMCE Bank

Groupe Bank Of Africa

Dans le cadre de sa politique de déploiement à l'international, BMCE Bank a conclu en mars 2007 un partenariat capitalistique pour la prise de participation de 35% dans le capital du Groupe bancaire Bank Of Africa. En octobre 2008, BMCE Bank a augmenté de 7,5% sa participation dans la BOA pour la porter à 42,5%. Présent dans une dizaine de pays africains, le Groupe BOA affiche un produit net bancaire de MAD 1 845,9 millions à fin 2008 permettant de drainer un résultat net de MAD 598,4 millions.

Données au 31 décembre 2008

➔ Dénomination	Groupe Bank Of Africa
➔ Objet social	Réseau de banques commerciales et de sociétés financières, toutes entièrement dédiées au continent africain
➔ Siège social	Bamako - Mali
➔ Montant du capital détenu	FCFA 40 348 050
➔ Nombre d'actions détenues	110 714
➔ % du capital détenu	42,5%
➔ % des droits de vote détenu	42,5%
➔ Identité des autres actionnaires	Akoua'Ba : 23,0% FMO : 5,0% Proparco : 3,3% BIO : 1,6% Divers personnes physiques : 24,6%
➔ Produit Net Bancaire	K MAD 1 845 891
➔ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 106 966
➔ Résultat net	K MAD 598 410
➔ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 0

Source : BMCE Bank

EULER HERMES ACMAR

Détenue à hauteur de 20% par le Groupe BMCE Bank, EULER HERMES ACMAR est spécialisée dans l'assurance crédit en accompagnant les entreprises dans leur développement (au Maroc ou à l'étranger) via la protection de leur poste clients. A fin 2008, la société génère un résultat net de MAD 8,4 millions pour un chiffre d'affaires de MAD 59,8 millions.

Données au 31 décembre 2008

➤ Dénomination	EULER HERMES ACMAR
➤ Objet social	Assurance Crédit Commercial
➤ Siège social	37, Bd Abdellatif Ben Kaddour - Casablanca
➤ Montant du capital détenu	MAD 10 000 000
➤ Nombre d'actions détenues	100 000
➤ % du capital détenu	20%
➤ % des droits de vote détenu	20%
➤ Identité des autres actionnaires	EULER HERMES SFAC / Groupe Banque Populaire / SGMB / SMAEX
➤ Chiffre d'affaires	K MAD 59 774
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 1 734
➤ Résultat net	K MAD 8 427
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 0

Source : BMCE Bank

BMCE INTERNATIONAL

Détenue à 100% par le Groupe BMCE Bank, BMCE International est une Banque de droit espagnol créée en 1993 par BMCE Bank et des partenaires nationaux.

Cette filiale a pour vocation la promotion et le développement du commerce extérieur entre l'Europe et le monde arabe, entre l'Espagne et le Maroc, en particulier.

Il est à noter que BMCE International est en cours d'intégration dans le réseau de MediCapital Bank.

A l'issue de l'exercice 2008, le produit net bancaire de BMCE International s'élève à MAD 64,5 millions tandis que sa capacité bénéficiaire se fixe à MAD 28,8 millions.

Données au 31 décembre 2008

➤ Dénomination	BMCE INTERNATIONAL
➤ Objet social	Secteur bancaire
➤ Siège social	Serrano, 59, 28006 Madrid
➤ Montant du capital détenu	MAD 18 033 363
➤ Nombre d'actions détenues	300 000
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenu	100%
➤ Produit Net Bancaire	K MAD 64 472

➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 28 345
➤ Résultat net	K MAD 28 786
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 0

Source : BMCE Bank

BMCE BANK OFFSHORE

BMCE Bank dispose depuis 1965, d'une agence située au cœur de la zone franche d'exportation, dans le port de Tanger.

Une seconde agence Offshore a été créée afin de répondre aux besoins accrus des opérateurs implantés dans cette zone. Les investisseurs peuvent ainsi bénéficier d'une structure de proximité offrant des services spécifiques et une gamme adaptée de produits en devises : ouverture et gestion des comptes, dépôts à terme, change et arbitrage entre différentes devises, financement à moyen et court terme, financement de projets industriels...

BMCE Bank Offshore affiche des revenus de MAD 39,9 millions au terme de l'exercice 2008 et un résultat net de MAD 33,3 millions.

Données au 31 décembre 2008

	BMCE BANK OFFSHORE
➤ Dénomination	Banque
➤ Objet social	Banque
➤ Siège social	BMCE Bank Offshore, BP 513 Zone Franche, Port
➤ Montant du capital détenu - Dotation	USD 500 000
➤ Nombre d'actions détenues	100%
➤ % du capital détenu	100%
➤ % des droits de vote détenu	100%
➤ Produit Net Bancaire	K MAD 39 857
➤ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD 33 295
➤ Résultat net	K MAD 33 295
➤ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 0

Source : BMCE Bank

BMCE Paris

Au 31 décembre 2008, le résultat net de BMCE Paris est déficitaire de MAD -38,5 millions. A signaler que cette filiale est en cours de liquidation judiciaire ; ses activités étant transférées à MediCapital Bank.

Données au 31 décembre 2008

↘ Dénomination	BMCE PARIS (*)
↘ Objet social	Banque
↘ Siège social	3 Rue Boudreau 75009 Paris 09
↘ Montant du capital détenu - Dotation	K EUR 72 104
↘ Nombre d'actions détenues	100%
↘ % du capital détenu	100%
↘ % des droits de vote détenu	100%
↘ Produit Net Bancaire	K MAD -23
↘ Contribution au résultat net part du Groupe BMCE Bank	K MAD -28 131
↘ Résultat net	K MAD -38 503
↘ Montant des dividendes à percevoir par BMCE Bank au titre de l'exercice 2008	K MAD 0

(*) *Activité transféré à MediCapital Bank, liquidation judiciaire en cours*

Source : BMCE Bank

3. Relations entre BMCE Bank et ses filiales

Les principales conventions régissant les relations entre BMCE Bank et ses filiales se présentent comme suit :

3.1 CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2008

3.1.1 Convention de prestation de due diligence entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Convention conclue entre BMCE Bank et BMCE Capital relative à une mission de due diligence effectuée au Cameroun par cette dernière ; la prestation fournie a consisté en une mission globale et exhaustive ayant porté sur le secteur financier et bancaire camerounais et sur une présentation de l'activité des entités cibles.

Ont été exposées, notamment, les modalités de leur recapitalisation, aux fins éventuelles d'une reprise par BMCE Bank, ainsi qu'une revue détaillée des facteurs de risques actuels et potentiels.

Rémunération forfaitaire s'élève à KDH 500 avec refacturation des frais et débours engagés.

3.1.2. Convention de mise en place d'une plate forme de recouvrement entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue le 15 septembre 2008, cette convention, a pour objectif de déterminer les modalités de la mise en place et de gestion d'une plate forme de recouvrement par SALAFIN dans le but de traiter les créances en anomalie de 1^{er} niveau des clients SALAFIN et de la clientèle de masse de BMCE Bank.

La rémunération de SALAFIN est fixée par le biais d'une grille tarifaire.

Au titre de cette convention, aucune facturation n'a été effectuée courant l'exercice 2008.

3.2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURES ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2008

3.2.1. Convention portant mandat de gestion par BMCE CAPITAL Bourse du programme de rachat de BMCE BANK de ses propres actions en bourse

Par cette convention, conclue le 9 novembre 2005, BMCE BANK confie à BMCE CAPITAL Bourse l'exécution du programme de rachat par BMCE BANK de ses propres actions en Bourse dans les conditions déterminées par la loi.

En contrepartie, BMCE BANK règle au mandataire BMCE CAPITAL Bourse la somme forfaitaire de KMAD 750 au titre des frais de gestion et de réalisation de l'ensemble du programme.

Le montant ci-dessus est payable en deux tranches :

- ➔ 50% le 1er janvier 2006,
- ➔ 50% au 1er janvier 2007.

Le renouvellement de la convention de gestion du programme de rachat est fait par tacite reconduction du fait que le programme de rachat des actions reste toujours en vigueur. Aussi le renouvellement dudit Programme a fait l'objet d'autorisation par l'AGO.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008, une charge globale KMAD 375.

3.2.2. Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention, conclue le 13 décembre 2005, a pour objet de mettre à disposition par BMCE BANK d'une avance en compte courant rémunéré au bénéfice de BMCE CAPITAL à hauteur d'un montant maximum en principal de MAD 5,8 millions. Cette convention vise à permettre le financement des opérations d'augmentation de capital des filiales Med Capital Communication et Capital Conseil. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2008, le solde de l'avance s'est élevé à MAD 5,8 millions et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 161.

3.2.3 Convention de rétrocession de commission entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Une convention de rétrocession de commission de succès et de refacturation des frais et débours a été conclue entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL. Aux termes de cette convention, une opération de due diligence menée par BMCE CAPITAL (Direction Analyse et Recherche) au profit de BMCE BANK, dans le cadre du Protocole d'Investissement conclu le 16 mars 2007 entre BMCE BANK et AFH, est refacturée par BMCE CAPITAL à BMCE Bank.

Le prix prévu par cette convention est scindé entre la rétrocession d'une commission de succès s'élevant à 0,5 %HT du montant total de la transaction de prise de participation de AFH et en la refacturation de frais et débours à l'identique mais assortie d'un plafond de KMAD 1.300.

Cette convention conclue d'une durée d'une année ferme a pris effet à compter du 15 janvier 2007.

Au titre de cette convention, BMCE BANK n'a enregistré au cours de l'exercice 2008 aucune charge relative à la rétrocession de la commission de succès.

3.2.4. Convention de gestion des activités de trésorerie entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

La convention, établie le 19 octobre 1999, a pour objet de confier à BMCE CAPITAL, la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, Tanger Off Shore « TOS ».

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable pour des périodes successives.

Les conditions de rémunération des prestations fournies par BMCE CAPITAL, fixées par avenant en date du 22 novembre 2001, sont les suivantes :

- BMCE CAPITAL perçoit une rémunération annuelle représentant 15% de l'excédent, par rapport à 100 millions de dirhams du résultat brut d'exploitation généré par les activités de marché de la Banque ;
- La rémunération de BMCE CAPITAL ne peut être inférieure à 10 millions de dirhams, ni supérieure à 20 millions de dirhams pour chaque période de gestion de 12 mois.

Cette convention prévoit aussi la refacturation des charges engagées par BMCE Capital pour le compte de BMCE Bank suivant un budget annuel arrêté par les deux parties.

Au titre de l'exercice 2008, la rémunération de BMCE CAPITAL s'établit à 10,2 millions de dirhams.

Le montant de la refacturation des charges constaté au titre de l'exercice 2008 s'élève à 61 millions de dirhams.

3.2.5. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL des espaces de bureaux situés aux Agences BMCE BANK Rabat-Ibnou Sina et Agadir-Ville.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er juillet 2002.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 92.

3.2.6. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 8ème étage de la Tour BMCE-Bank sis au rond point Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er janvier 2003.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 1.669.

3.2.7. Convention de bail commercial entre BMCE BANK et BMCE CAPITAL

Cette convention a pour objet de donner à bail à BMCE CAPITAL un local faisant office de bureau au 7^{ème} étage de la Tour BMCE-Bank sis au 142, Avenue Hassan II.

Date d'effet de cette convention : depuis le 1er janvier 2003.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008 un produit global de KMAD 245.

3.2.8. Convention de prestations technique et informatique entre BMCE BANK et SALAFIN

Cette convention a pour objet des prestations d'aide à la vente, de prévention du risque et de mise en place des crédits à la consommation pour une rémunération de DH 20.000.000 HT.

Au titre de l'exercice 2008, aucune facturation n'a été effectuée.

3.2.9. Convention de distribution entre BMCE BANK et SALAFIN

Conclue en 2006, cette convention a pour objet de régir les principaux droits et obligations qui incombent à chacune des parties, dans le cadre des prêts à la consommation commercialisés exclusivement par BMCE BANK et gérés par SALAFIN.

La rémunération est décomposée de la manière suivante :

- Rémunération sous forme de rétrocession de marge calculée trimestriellement sur la base des encours moyens sains réalisés grâce au réseau bancaire de BMCE BANK.
- Rémunération basée sur le volume de production nouvelle.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2008, un produit de KMAD 15.700.

3.2.10. Convention d'avance en compte courant entre BMCE BANK et MABANI.COM

Cette convention prévoit que BMCE BANK accorde une avance en compte courant au bénéfice de MABANI.COM pour un montant maximum en principal de KMAD 22.429. Cette avance est rémunérée au taux de 2,78% hors TVA.

Au 31 décembre 2008, le solde de l'avance s'est élevé à KMAD 2 729 et le produit constaté dans les comptes de BMCE BANK est de KMAD 76.

4. Prêts octroyés aux filiales de BMCE Bank

Les prêts accordés aux filiales sont consentis à des conditions variables selon le type de prêts. Le total des engagements de BMCE Bank envers les différentes filiales se présente comme suit à fin 2008 :

Filiales	Encours ²⁷ à fin 2008 - K MAD
BMCE Capital Bourse	1 2567
BMCE Capital Gestion	200
BMCE Capital	155 ²⁸
MEDICAPITAL BANK PLC	1 158 895
Docuprint	2 500
Maghrebail	992 756
Maroc Factoring	150 750
Salafin	275 101
Total Engagements sur les filiales	2 592 924
En % des engagements de BMCE Bank²⁹	3,81%

Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2008, l'encours des engagements de BMCE Bank envers ses filiales se fixe à MAD 2 592,9 millions, correspondant à 3,81% du total des crédits débloqués par la Banque au titre de la même année.

²⁷ Décaissement et signature, hors titres de placements

²⁸ Engagement par signature

²⁹ Total des engagements sur les filiales / Créances sur la clientèle+créances sur les sociétés de financement (activité Maroc)

IV. ACTIVITE

1. Aperçu du secteur bancaire

1.1. Cadre réglementaire

Les établissements bancaires sont placés sous la supervision de Bank Al-Maghrib et du Ministère des Finances, lesquels agissent sous la recommandation du Conseil National de la Monnaie et de l'Épargne et du Conseil des Etablissements de Crédit.

Le secteur bancaire marocain a entamé sa réforme dès 1993 avec la refonte de la loi bancaire visant la libéralisation et la modernisation³⁰ de celui-ci. En effet, la loi bancaire 1967 révisée en 1993 a été remplacée par une nouvelle loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés et qui a été promulguée par le Dahir 1-05-178 du 15 Moharrem 1427 (14 février 2006).

Cette nouvelle loi confère plus d'autonomie à Bank Al Maghrib en matière de politiques monétaire et de change, renforçant ainsi son rôle de supervision et de contrôle. De ce fait, selon ce texte, le Gouverneur de BAM fixe les proportions à respecter au niveau des ratios prudentiels.

Par ailleurs, la nouvelle loi bancaire a instauré de nouveaux principes largement inspirés des recommandations de Bâle II auxquels ont dû se conformer les banques privées dès fin 2007. Outre ce chantier, le secteur a été marqué par l'engagement de travaux pour préparer la migration des banques vers les nouvelles normes comptables internationales IAS/IFRS, obligatoires à partir de 2008.

Critères	Définition	Taux
Ratio de solvabilité	Rapport entre les fonds propres d'une banque et ses engagements pondérés en fonction des risques de signature.	≥ 10%
Coefficient minimum de liquidité	Rapport entre, d'une part, les éléments d'actifs disponibles réalisables à CT et les engagements par signature reçus et, d'autre part, les exigibilités à vue et à CT et les engagements par signature donnés.	≥ 100%
Ratio de divisions des risques	Rapport entre, d'une part, le total des risques encourus sur un même bénéficiaire affecté d'un taux de pondération en fonction de leur degré de risque et, d'autre part, les fonds propres nets de la banque.	≤ 20%
Réserve monétaire	Fonds dont la banque dispose auprès de BAM, sous forme de comptes gelés et équivalents en moyenne mensuelle à 15% de ses dépôts à vue.	= 12%
Classification des créances en souffrance et leur couverture par des provisions	Les créances en souffrance sont réparties en 3 catégories, selon leur degré de risque : <ul style="list-style-type: none"> - créances pré-douteuses ; - créances douteuses ; - créances compromises. <p>Les provisions doivent être constituées selon la classe de risque et déduction faite des garanties détenues et des agios réservés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ≥ 20% ≥ 50% ≥ 100%

³⁰ Libéralisation des taux, déréglementation de l'activité bancaire, etc.

1.2. Activité du secteur bancaire entre 2006 et 2008

Le secteur bancaire joue un rôle clef dans l'économie marocaine. A travers ses deux principales activités, collecte de l'épargne et allocation des crédits. Il est le moteur du financement du développement de l'économie.

Suite à un mouvement de fusion acquisition initié en 1998, le secteur ne compte plus que 16³¹ établissements bancaires en 2007, répartis en quatre catégories :

- Les **banques de dépôts classiques**, à savoir Attijariwafa Bank, BMCE Bank, BMCI, SGMB et Crédit du Maroc ;
- Le **Crédit Populaire Marocain**, constitué de la BCP et de onze Banques Populaires Régionales ;
- Les **ex-Organismes Financiers Spécialisés**, à savoir le CAM et le CIH ;
- Et, les **autres banques**, telles que Citibank, Bank Al Amal, le Fonds d'Equipeement Communal, MédiaFinance & Casablanca Finance Markets...

Par ailleurs, les banques étrangères sont largement présentes dans le tour de table des banques privées. En tête, BNP Paribas, Société Générale France et Crédit Agricole SA détiennent au 31 décembre 2008 respectivement la majorité du capital de la BMCI, de la SGMB et de CDM avec des parts de 64,67%, de 51,6% et de 76,6%. Par ailleurs, Grupo Santander est actionnaire dans Attijariwafa Bank à hauteur de 14,55% à travers Santusa Holding ; tandis que le Groupe CM-CIC détient, à travers sa holding la Banque Fédérative du Crédit Mutuel -BFCM-, 19,94% du capital de BMCE Bank.

Les principaux faits ayant marqué le secteur bancaire depuis 2006 se profilent comme suit :

- La prise de participation, le 6 juillet 2006, par le Groupe des Caisses d'Epargne de 35% du holding Massira Capital Management, actionnaire majoritaire (67%) du CIH ;
- L'acquisition par Attijariwafa Bank de 66,67% du capital de la Banque SenegaloTunisienne -BST- en novembre 2006 et rachat de 79,15% de la Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest -CBAO- en avril 2008 ;
- La signature d'un protocole d'entente en mars 2007 pour la prise de participation par le Groupe BMCE de 35% du Groupe AFH/BOA présent dans une dizaine de pays africains ;
- La cession en avril 2007 de 5% du capital de BMCE Bank détenu en propre au profit de la Caja de Ahorros del Mediterraneo -CAM- ;
- L'obtention en mai 2007 d'un agrément bancaire par la filiale londonienne de BMCE Bank, MediCapital Bank ;
- L'obtention par la BCP, en 2007, d'un agrément bancaire en Mauritanie pour y mettre en place en 2009 une structure dotée d'un capital de M MAD 200 ;

³¹ Source : Rapport annuel 2007 de Bank Al Maghrib sur le contrôle des établissements de crédits

- Le renforcement, en mars 2008, de la participation du CIC dans le capital de BMCE Bank à 15% ;
- Le rachat de 51% du capital de la Banque Internationale pour le Mali -BIM- par le consortium Attijariwafa Bank, SNI et ONA en juillet 2008 ;
- La prise de participation en juillet 2008 par BMCE Bank de 7,5% supplémentaires dans BOA portant la part dans le capital de cette dernière à 42,5% ;
- L'acquisition en novembre 2008 par Attijariwafa Bank de 5 banques africaines auprès du Crédit Agricole France pour un montant global de MAD 2,8 milliards. Parallèlement, Attijariwafa Bank a procédé à la cession pour le compte du groupe français Crédit Agricole de 24% du capital du Crédit Du Maroc détenus par Wafa Assurance et de 15% du capital de Wafasalaf ;
- Le transfert par le CIC de sa participation dans BMCE Bank au profit de son actionnaire majoritaire, la BFCM le 30 décembre 2008 ;
- Et, le renforcement de la participation de la BFCM dans BMCE Bank à 19,94%.

Banques commerciales (M MAD)	2006	2007 ³²	Var.	2008	Var.
Crédits de trésorerie	93 646,8	118 217,5	26,2%	135 041,7	14,2%
Crédits à l'équipement	55 284,5	72 075,7	30,4%	87 642,2	21,6%
Crédits à la consommation	13 240,5	18 712,1	41,3%	23 781,7	27,1%
Crédits immobiliers	57 823,5	84 266,8	45,7%	119 903,6	42,3%
Autres crédits	4 745,9	4 999,2	5,3%	15 231,3	204,7%
Créances en souffrance brutes (hors agios réservés)	21 509,5	19 777,8	-8,1%	18 548,7	-6,2%
Total	246 250,7	318 049,0	29,2%	400 149,2	25,8%

Evolution des créances sur la clientèle – Banques commerciales

Source : GPBM

Banques commerciales (M MAD)	2006	2007	Var.	2008	Var.
Comptes chèques	157 555,1	191 151,6	21,3%	203 427,8	6,4%
Comptes courants	55 759,4	73 103,0	31,1%	77 196,9	5,6%
Comptes d'épargne	47 931,5	52 863,8	10,3%	58 540,9	10,7%
Dépôts à terme	105 855,3	111 921,6	5,7%	134 081,0	19,8%
Autres dépôts	10 933,4	14 181,7	29,7%	31 225,1	120,2%
Total	378 034,7	443 221,7	17,2%	504 471,7	13,8%

Evolution des dépôts de la clientèle – Banques commerciales

Source : GPBM

³² Les chiffres 2007 extraits de l'état actualisé du GPBM sont des chiffres définitifs. Les chiffres présentés dans la note d'information relative à l'emprunt obligataire subordonné perpétuel d'octobre 2008 étaient encore provisoires.

A fin 2007, les crédits distribués se montent à plus MAD 318 milliards, en progression de 29,2% par rapport au 31 décembre 2006. Cette évolution est principalement redevable au renforcement des crédits de trésorerie (M MAD +24 570,7) et des crédits immobiliers (M MAD +26 443,3).

De leur côté, les ressources clientèle marquent un accroissement de 17,2% comparativement à l'exercice 2006 se fixant à MAD 443,2 milliards grâce essentiellement aux bonnes performances des comptes chèques et des comptes courants (+21,3% et +31,1% respectivement).

En 2008, les crédits octroyés aux clients des banques commerciales s'élèvent à MAD 400,1 milliards représentant plus de 58,8% du PIB³³. La répartition par objet montre que les crédits de trésorerie et les prêts à l'équipement représentent respectivement 33,7% et 21,9% du total des crédits distribués par les banques commerciales. Pour leur part, tirant profit d'une dynamique de la demande, les prêts immobiliers canalisent 30% des concours des banques commerciales.

Durant la même année, les dépôts collectés par les banques commerciales auprès de la clientèle atteignent MAD 504,5 milliards, soit plus de 94% de l'ensemble des ressources des banques commerciales. Les comptes chèques et les comptes courants, qui représentent un encours de MAD 280,6 milliards en 2008, affichent la plus forte contribution avec 55,6% des ressources collectées.

Dépôts

Au 31 décembre 2008, six banques concentrent plus de 98,2% des ressources collectées par les banques commerciales. Les parts de marché de ces établissements se profilent comme suit :

Parts de marché au 31 décembre 2008	ATW	BCP	BMCE	SGMB	BMCI	CDM
Dettes envers les établissements de crédit	36,4%	49,8%	9,6%	0,3%	2,7%	0,3%
Dépôt de la clientèle	29,9%	29,9%	16,4%	8,8%	7,8%	5,7%
Emprunts financiers extérieurs	4,6%	2,0%	8,2%	17,7%	0,0%	0,9%
Titres de créances émis	12,2%	0,0%	9,4%	26,9%	29,8%	16,7%
Total Ressources	29,0%	28,4%	16,0%	9,7%	8,9%	6,2%

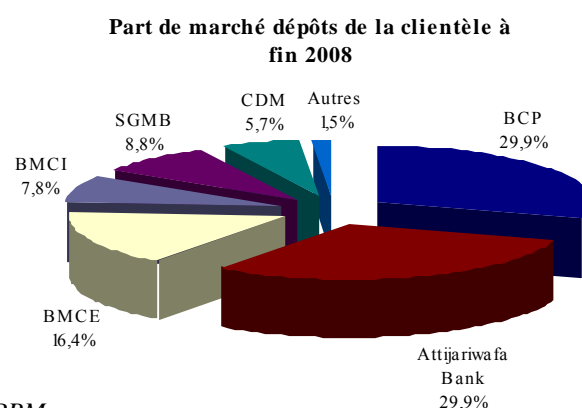
Part de marché dépôts – Banques commerciales

Source : GPBM

En termes de dépôts collectés auprès de la clientèle, BCP et Attijariwafa Bank accaparent chacune une part de marché de 29,9%, suivies par BMCE Bank qui en capte 16,4%.

Décembre-08	Dépôts de la clientèle	Part en %
BCP	151 033	29,9%
Attijariwafa Bank	150 985	29,9%
BMCE	82 485	16,4%
BMCI	39 392	7,8%
SGMB	44 296	8,8%
CDM	28 927	5,7%
Autres	7 355	1,5%
Banques Commerciales	504 472	100,0%

Source : GPBM



³³ Il s'agit d'un PIB 2008^E à prix courant, contenu dans la Loi de Finances 2008 et qui s'élève à MAD 680,2 Md

Crédits

Du côté des emplois, les six premiers établissements bancaires accaparent 96,4% des crédits octroyés par les banques commerciales. Les parts de marché en termes d'engagement des six principaux acteurs du marché bancaire marocain se résument dans le tableau suivant :

Parts de marché au 31 décembre 2008	ATW	BCP	BMCE	BMCI	SGMB	CDM
Créances sur les sociétés de financement	36,9%	22,5%	15,2%	8,1%	15,0%	2,1%
Créances sur la clientèle	28,0%	26,0%	15,0%	10,3%	9,8%	7,3%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	9,3%	26,7%	10,7%	7,7%	26,3%	5,5%
Total Crédits	29,0%	25,6%	15,0%	10,1%	10,4%	6,7%

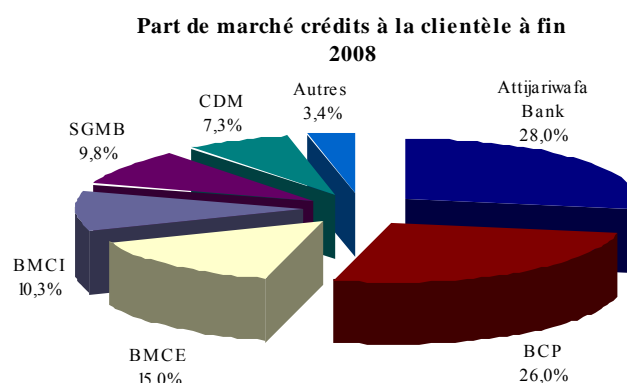
Part de marché Crédits – Banques commerciales

Source : GPBM

A fin 2008, Attijariwafa Bank occupe la première position en matière de distribution des crédits à la clientèle avec une part de marché de 28,0%, suivie de la BCP qui en polarise 26,0%. BMCE Bank accapare, quant à elle, 15,0% des crédits distribués à la clientèle.

En revanche, BCP et SGMB accusent les plus fortes proportions de créances en souffrance, avec respectivement 26,7% et 26,3%.

Décembre-08	Créances sur la clientèle	Part en %
Attijariwafa Bank	112 109	28,0%
BCP	104 185	26,0%
BMCE	60 032	15,0%
BMCI	41 329	10,3%
SGMB	39 294	9,8%
CDM	29 410	7,3%
Autres	13 790	3,4%
Banques Commerciales	400 149	100,0%



Source : GPBM

Engagements hors bilan

Au 31 Décembre 2008, les six principaux acteurs du marché bancaire marocain canalisent près de 95,5% des engagements hors bilan des banques commerciales.

Par opérateur, Attijariwafa Bank polarise 30,5% des engagements donnés du secteur, suivie par BCP et BMCE qui en accaparent respectivement 26,5% et 14,2%.

Décembre-08	ATW	BCP	BMCE	BMCI	SGMB	CDM	Autres	Banques Commerciales
Engagements donnés (M MAD)	46 655,64	40 620,82	21 689,86	16 850,85	12 356,00	8 095,80	6 897,95	153 166,92
Part de marché	30,5%	26,5%	14,2%	11,0%	8,1%	5,3%	4,5%	100,0%

Source : GPBM

1.3. Evolution des ressources

L'évolution des dépôts de la clientèle des banques commerciales se présente comme suit :

En M MAD	2006	2007 ³⁴	Var.	2008	Var.
Dettes envers les établissements de crédit	661,4	1 696,1	156,4%	2 236,9	31,9%
Dépôts de la clientèle	378 034,7	443 221,7	17,2%	504 471,7	13,8%
<i>Comptes chèques</i>	157 555,1	191 151,6	21,3%	203 427,8	6,4%
<i>Comptes courants</i>	55 759,4	73 103,0	31,1%	77 196,9	5,6%
<i>Comptes d'épargne</i>	47 931,5	52 863,8	10,3%	58 540,9	10,7%
<i>Dépôts à terme</i>	105 855,3	111 921,6	5,7%	134 081,0	19,8%
<i>Autres dépôts et comptes créditeurs</i>	10 933,4	14 181,7	29,7%	31 225,1	120,2%
Emprunts Financiers Extérieurs	1 753,4	1 870,7	6,7%	1 523,1	-18,6%
Titres de créances émis	5 216,8	12 848,8	146,3%	26 996,3	110,1%
Total Ressources Banques Commerciales	385 666,3	459 637,2	19,2%	535 228,0	16,4%

Source : GPBM

L'ensemble des ressources drainées par les banques commerciales marocaines s'établit à fin 2007 à MAD 459,6 milliards, en accroissement de 19,2% comparativement à une année auparavant.

Au 31 décembre 2008, ces ressources totalisent MAD 535,2 milliards, soit une hausse de 16,4% par rapport à fin 2007.

La structure des ressources des banques commerciales laisse apparaître une prépondérance des dépôts de la clientèle qui en polarisent 98% en 2006, 96,4% en 2007 et 94,3% à l'issue de l'exercice 2008. De leur côté, les titres de créances émis ont vu leur poids progresser de 1,4% en 2006 à 5,0% au 31 décembre 2008.

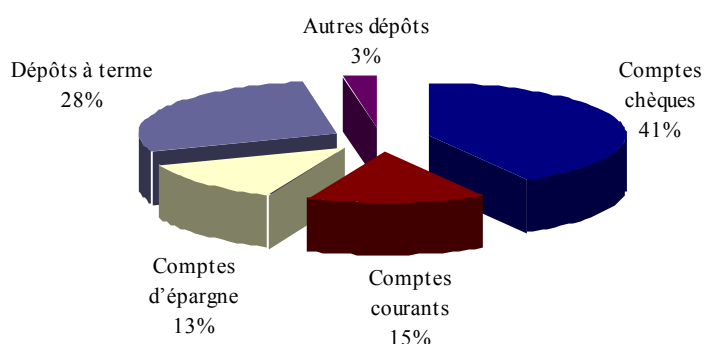
En outre, la ventilation des dépôts de la clientèle fait ressortir une augmentation de la contribution des ressources non rémunérées³⁵, laquelle passe de 59,3% en 2006 à 61,8% en 2008. Cette évolution s'explique notamment par la bonne performance des comptes chèques et des comptes courants qui enregistrent respectivement des hausses annuelles moyennes de 13,6% et de 17,7% entre 2006 et 2008.

Notons, toutefois, que la part des ressources non rémunérées s'est repliée d'un point entre 2007 et 2008 au profit des dépôts rémunérés qui représentent désormais 38,2% du total dépôts de la clientèle contre 37,2% une année auparavant.

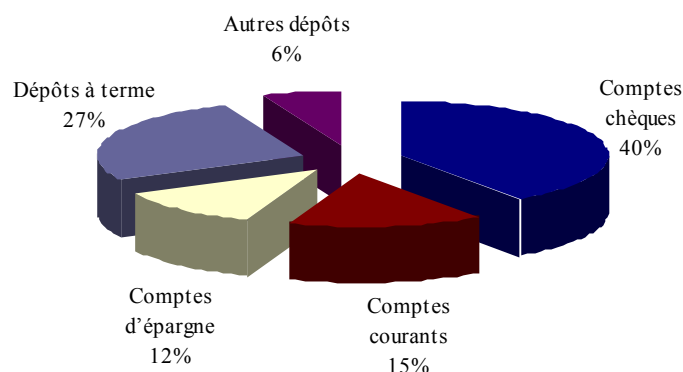
³⁴ Les chiffres 2007 extraits de l'état actualisé du GPBM sont des chiffres définitifs. Les chiffres présentés dans la note d'information relative à l'emprunt obligataire subordonné perpétuel d'octobre 2008 étaient encore provisoires.

³⁵ Celles-ci regroupent les comptes courants, les comptes chèques et les autres dépôts

Structure des dépôts de la clientèle en 2006



Structure des dépôts de la clientèle en 2008



Source : GPBM

1.4. Evolution des emplois

L'évolution des crédits à l'économie octroyés par les banques commerciales depuis 2006 est retracée à travers le tableau suivant :

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Créances sur les sociétés de financement	27 639,9	42 560,4	54,0%	51 824,2	21,8%
Comptes ordinaires des sociétés de financement	2 562,5	3 254,9	27,0%	5 181,5	59,2%
Comptes et prêts de trésorerie à terme	10 823,5	12 222,0	12,9%	13 190,3	7,9%
Prêts financiers	14 244,1	27 080,0	90,1%	33 452,3	23,5%
Créances en souffrance sur les EC nettes de provisions	6,2	-	-	-	-
Provisions et agios réservés	3,6	3,4	-4,7%	0,2	-95,6%
Créances sur la clientèle	246 250,7	318 049,0	29,2%	400 149,2	25,8%
Crédits de trésorerie	93 646,8	118 217,5	26,2%	135 041,7	14,2%
Crédits à l'équipement	55 284,5	72 075,7	30,4%	87 642,2	21,6%
Crédits à la consommation	13 240,5	18 712,1	41,3%	23 781,7	27,1%
Crédits immobiliers	57 823,5	84 266,8	45,7%	119 903,6	42,3%
Autres crédits	4 745,9	4 999,2	5,3%	15 231,3	204,7%
Créances en souffrance brutes	21 509,5	19 777,8	-8,1%	18 548,7	-6,2%
Créances en souffrance sur la clientèle nettes de provisions	5 229,2	3 493,3	-33,2%	3 955,6	13,2%
Provisions et agios réservés	16 280,3	16 284,5	0,0%	14 593,1	-10,4%
Total crédits Banques commerciales	273 890,5	360 609,4	31,7%	451 973,4	25,3%

Source : GPBM

A la clôture de l'exercice 2007, les crédits à l'économie débloqués par les banques commerciales totalisent MAD 360,6 milliards, en renforcement de 31,7% comparativement à une année auparavant. Cette évolution intègre une croissance de 54% à MAD 42,6 milliards des créances sur les sociétés de financements compte tenu des améliorations de 90,1% à MAD 27,1 milliards des prêts financiers, de 12,9% à MAD 12,2 milliards des comptes et prêts de trésorerie à terme et de 27% à MAD 3,3 milliards des comptes ordinaires des sociétés de financement.

L'appréciation des crédits à l'économie découle également de l'élargissement de 29,2% des créances sur la clientèle, lui-même redevable notamment aux accroissements :

- De MAD 24,6 milliards des crédits de trésorerie à MAD 118,2 milliards ;
- Et, de MAD 26,4 milliards des crédits immobiliers à plus de MAD 84 milliards. Ce type de concours bancaires représente désormais 26,5% des créances sur la clientèle comparé à 23,5% en 2006.

Par ailleurs, compte tenu de la politique de plus en plus sélective adoptée par les différentes banques commerciales en matière d'octroi de crédit, celles-ci ont vu le niveau de leurs créances en souffrance diminué de 8,1% à MAD 19,8 milliards, réduisant de facto le taux de contentieux de 2,5 points à 6,2%.

Au 31 décembre 2008, le total des crédits octroyés par les banques commerciales progresse de 25,3% pour s'établir à MAD 452,0 milliards, intégrant une appréciation de 21,8% à MAD 51,8 milliards des créances sur les sociétés de financement et une hausse de 25,8% à MAD 400,1 milliards des créances destinées à la clientèle lesquelles profitent :

- D'une croissance de 14,2% des crédits de trésorerie à MAD 135,0 milliards, représentant 33,7% des créances sur la clientèle ;
- D'un renforcement de 42,3% des crédits immobiliers à MAD 119,9 milliards, portant leur contribution dans les créances sur la clientèle à 30,0% ;
- Et, de l'évolution de 204,7% des autres crédits à MAD 15,2 milliards.

1.5. Evolution des opérations de hors bilan

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Engagements de financement donnés	28 891,9	54 288,9	87,9%	71 582,4	31,9%
<i>Part en %</i>	<i>35,3%</i>	<i>45,2%</i>		<i>46,7%</i>	
Engagements de garantie	52 411,9	65 297,8	24,6%	81 147,2	24,3%
<i>Part en %</i>	<i>64,1%</i>	<i>54,4%</i>		<i>53,0%</i>	
Provisions sur engagements par signature	431,8	421,2	-2,5%	437,4	3,8%
<i>Part en %</i>	<i>0,5%</i>	<i>0,4%</i>		<i>0,3%</i>	
Total engagements Banques Commerciales	81 735,6	120 007,9	46,8%	153 166,9	27,6%

Source : GPBM

A l'issue de l'exercice 2007, les engagements hors bilan dépassent les MAD 120 milliards, en hausse de 46,8% par rapport à 2006. Cette performance est principalement redevable à la hausse de 87,9% à près de MAD 54,3 milliards des engagements de financement donnés et de 24,6% à MAD 65,3 milliards des engagements de garantie.

A fin 2008, les engagements hors bilan affichent une amélioration de 27,6% à MAD 153,2 milliards. Cette évolution s'explique notamment par l'accroissement de 31,9% à MAD 71,6 milliards des engagements de financement donnés et de 24,3% à MAD 81,1 milliards des engagements de garantie.

1.6. Evolution des principaux indicateurs d'exploitation

Avertissement :

Etant donné l'indisponibilité des indicateurs d'exploitation sectoriels à fin 2008, l'analyse ci-dessous s'arrête au 30 juin 2008

En M MAD	2006	2007	Var.	juin-07	juin-08	Var.
Produits d'exploitation bancaires	26 636,0	32 720,0	22,8%	16 250,4	18 446,4	13,5%
Charges d'exploitation bancaires	7 422,3	9 985,4	34,5%	4 654,6	6 041,2	29,8%
PNB	19 213,8	22 734,6	18,3%	11 595,8	12 405,2	7,0%
Charges générales d'exploitation	9 266,8	10 484,1	13,1%	4 881,8	5 239,4	7,3%
Coefficient d'exploitation	48,2%	46,1%	-2,1 pts	42,1%	42,2%	0,1 pt
Dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance	990,7	1 036,1	4,6%	528,9	377,1	-28,7%
Résultat net	6 088,2	7 284,0	19,6%	4 036,4	4 451,8	10,3%

Source : GPBM

Produit Net Bancaire

A l'issue de l'exercice 2007, le produit net bancaire de l'ensemble des banques commerciales marque une progression de 18,3% à MAD 22,7 milliards. Cette évolution recouvre une hausse de 22,8% à MAD 32,7 milliards des produits d'exploitation bancaires accompagnée par une augmentation de 34,5% à MAD 10,0 milliards des charges d'exploitation bancaires.

A fin juin 2008, compte tenu d'une évolution de 13,5% des produits d'exploitation bancaires à MAD 18,4 milliards conjuguée à un accroissement de 29,8% des charges de même nature à MAD 6,0 milliards, le produit net bancaire des banques commerciales totalise MAD 12,4 milliards, en amélioration de 7,0% comparativement à la même période une année auparavant.

Charges générales d'exploitation -CGE-

La progression des charges générales d'exploitation se fixe à 13,1% en 2007 s'établissant à MAD 10,5 milliards. Consécutivement à un rythme de progression du PNB plus soutenu que celui des CGE, le coefficient d'exploitation du secteur s'améliore de 2,1% s'établissant à 46,1%.

Au terme du premier semestre 2008, les charges générales d'exploitation augmentent de 7,3% par rapport au 30 juin 2007 pour s'établir à MAD 5,2 milliards. Du fait d'une évolution quasi-identique à celle du PNB, le coefficient d'exploitation du secteur ressort stabilisé à 42,2%

Provisions

Les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance marquent une légère augmentation de 4,6% entre 2006 et 2007, se fixant à MAD 1 036,1 millions. A fin juin 2008, et sur une année glissante, ces dotations se replient de 28,7% à MAD 377,1 millions.

Résultat net

Au 31 décembre 2007, la capacité bénéficiaire dégagée par les banques commerciales se monte à MAD 7,3 milliards, en appréciation de 19,6% comparativement à 2006. Cet affermissement résulte de l'accroissement soutenu du PNB combiné à la quasi-stabilisation du coût du risque. La rentabilité des fonds propres³⁶ se fixe ainsi à 13,0% en 2007.

Au 30 juin 2008, le résultat net des banques commerciales totalise MAD 4,5 milliards, en appréciation de 10,3% comparativement au premier semestre 2007.

³⁶ Résultat net / Fonds propres

2. Activité de BMCE Bank

2.1. Evolution des crédits

Au cours de la période sous revue, l'évolution des crédits par type de clientèle se présente comme suit :

M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 324,0	19 720,2	37,7%	21 586,2	9,5%
Créances sur la clientèle³⁷	40 154,0	52 706,0	31,3%	78 713,5	49,3%
Crédits de trésorerie	15 238,0	21 088,0	38,4%	18 281,3	-13,3%
Crédits à la consommation	3 653,0	4 836,0	32,4%	20 111,5	315,9%
Crédits à l'équipement	7 907,0	10 789,0	36,4%	13 697,3	27,0%
Crédits immobiliers	7 740,0	11 412,0	47,4%	19 457,3	70,5%
Autres crédits	4 331,0	3 131,0	-27,7%	4 727,5	51,0%
créances acquises par affacturage	743,0	878,0	18,2%	1 211,5	38,0%
Intérêts courus à recevoir	1,0	154,0	NS	515,8	234,9%
Créances en souffrance	541,0	418,0	-22,7%	711,9	70,3%
Total crédits	54 478,0	72 426,2	32,9%	100 299,8	38,5%

Evolution de la ventilation des crédits

Source : BMCE Bank – Activité consolidée

Au terme de l'exercice 2007, l'encours des crédits s'apprécie de nouveau de 33% atteignant MAD 72 425 millions. Cette performance est essentiellement redevable au développement : des crédits de trésorerie, des concours immobiliers et des crédits à l'équipement, lesquels représentent conjointement près de 60% des prêts distribués par la Banque.

A fin 2008, compte tenu de l'effort commercial déployé par le Groupe combiné à l'intégration du Groupe BOA dans ses comptes, l'encours de crédits se renforce de près de 38,5% pour atteindre MAD 100 300 millions. Par type de créance, les crédits à la consommation se hissent de 315,9% à MAD 20 111,5 millions, suite notamment à l'intégration des crédits du Groupe BOA. De leur côté, profitant de l'élargissement du réseau de distribution de BMCE BANK, les crédits immobiliers se bonifient de 70,5% à MAD 19 457,3 millions. Enfin, les crédits à l'équipement, s'affermissent de 27,0% à MAD 13 697,3 millions, dont MAD 1 192,2 millions a été réalisée par MEDICAPITAL BANK.

Pour sa part, et compte tenu de l'intégration du Groupe BOA dans le périmètre de consolidation en 2008, le stock des créances en souffrance s'élargit de 70,3% pour s'établir à MAD 711,9 millions.

Par segment de clientèle, la structure des crédits du Groupe BMCE Bank se profile comme suit :

³⁷ Les créances sur la clientèle analysées dans la présente partie tiennent compte des créances acquises par affacturage, contrairement aux données présentées au bilan

M MAD	2006	Part %	2007	Part %	Var.	2008	Part %	Var.
Secteur public	2 969,0	7,4%	3 329,0	6,3%	12,1%	6 083,0	7,8%	82,7%
Secteur privé	37 185,4	92,6%	49 376,0	93,7%	32,8%	72 630,9	92,3%	47,1%
Entreprises financières	2 541,3	6,3%	2 934,0	5,6%	15,5%	2 281,5	2,9%	-22,2%
Entreprises non financières	21 058,4	52,4%	28 450,0	54,0%	35,1%	33 239,2	42,2%	16,8%
Autre clientèle ³⁸	13 585,7	33,8%	17 992,0	34,1%	32,4%	37 110,3	47,1%	106,3%
Créances sur la clientèle³⁹	40 154,4	100,0%	52 705,0	100,0%	31,3%	78 713,9	100,0%	49,3%

Evolution de la structure des crédits

Source : BMCE Bank – Activité consolidée

BMCE Bank est principalement présente sur le segment des entreprises non financières qui accapare en moyenne près de 49,6% des crédits octroyés à la clientèle sur l'horizon étudié.

Par ailleurs, la ventilation des crédits par secteur d'activité laisse apparaître un engagement plus important de la Banque vis-à-vis du secteur privé : 92,9% en moyenne sur la période 2006-2008 contre 7,1% pour le secteur public.

2.2. Evolution des dépôts

L'évolution des dépôts par type de produits sur la période étudiée se présente comme suit :

M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Comptes à vue créditeurs	34 393,0	41 277,8	20,0%	49 482,4	19,9%
Comptes d'épargne	10 985,0	12 420,2	13,1%	13 648,8	9,9%
Dépôts à terme	17 551,0	17 525,3	-0,1%	24 164,4	37,9%
Autres comptes créditeurs	4 445,0	10 520,0	136,7%	25 805,3	145,3%
Intérêts courus à payer	244,0	225,8	-7,5%	351,4	55,6%
Total dépôts	67 618,0	81 969,1	21,2%	113 452,3	38,4%

Evolution de la ventilation des crédits

Source : BMCE Bank – Activité consolidée

A la clôture de l'exercice 2007, les dépôts totalisent MAD 81 969,1 millions, en appréciation de 21,2% comparativement à fin 2006. Les comptes à vue créditeurs et les dépôts à terme représentent l'essentiel des ressources de la Banque, soit près de 71,7%.

L'encours des dépôts clientèle se renforce de 38,4% en 2008 s'élevant à MAD 113 452,3 millions. Notons pour cet exercice, la dilution de la part des comptes à vue créditeurs et des comptes d'épargne de 6,7 points à 43,6% et de 3,1 points à 12,0% respectivement. Ce constat s'explique essentiellement par l'accroissement des autres comptes créditeurs, issus de l'activité du Groupe BOA à hauteur de 74,4%. Pour sa part, la contribution des dépôts à terme demeure stable à 21,3% en 2008.

³⁸ Y compris créances acquises par affacturage. Cette rubrique comporte notamment les particuliers, les entreprises individuelles et les autres sociétés qui ne correspondent pas aux critères d'inclusion dans les catégories précédentes

³⁹ Y compris créances acquises par affacturage

M MAD	2006	Part %	2007	Part %	Var.	2008	Part %	Var.
Secteur public	6 784,1	10,0%	7 272,0	8,9%	7,2%	11 680,0	10,3%	60,6%
Secteur privé	60 834,1	90,0%	74 697,0	91,1%	22,8%	101 772,4	89,7%	36,2%
Entreprises financières	4 806,6	7,1%	8 397,0	10,2%	74,7%	10 006,1	8,8%	19,2%
Entreprises non financières	12 844,8	19,0%	13 088,0	16,0%	1,9%	11 974,9	10,6%	-8,5%
Autre clientèle	43 182,8	63,9%	53 212,0	64,9%	23,2%	79 791,4	70,3%	50,0%
Dépôts de la clientèle	67 618,1	100,0%	81 969,0	100,0%	21,2%	113 452,4	100,0%	38,4%

Evolution de la ventilation des dépôts

Source : BMCE Bank – Activité consolidée

La structure des dépôts laisse apparaître pour sa part une prépondérance du segment « Autre clientèle », qui draine à lui seul 66,4% des ressources clientèle en moyenne sur la période 2006-2008.

2.3. Evolution des engagements donnés par signature

L'évolution de l'encours des engagements par signature se profile comme suit :

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	10 230,8	29 437,1	187,7%	26 519,4	-9,9%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	2 113,6	2 627,3	24,3%	3 423,3	30,3%
Autres titres à livrer	-	-	-	41,8	-
Total engagements donnés par signature	12 344,4	32 064,4	159,7%	29 984,4	-6,5%

Evolution des engagements par signature

Source : BMCE Bank – Activité consolidée

Essentiellement constitués des engagements en faveur de la clientèle, les crédits par signature évoluent principalement en fonction de l'importance des crédits documentaires import en faveur de la clientèle et des cautions et garanties en faveur de l'administration publique.

2.4. Evolution des engagements reçus par signature

L'évolution de l'encours des engagements reçus par signature se présente comme suit :

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Engagements par signature reçus d'établissements de crédit	2 130,5	4 568,7	114,4%	19 244,6	321,2%
Engagements par signature reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	31,8	597,0	NS	841,9	41,0%
Autres titres à livrer	-	-	-	41,8	-
Total engagements reçus par signature	2 162,4	5 165,7	138,9%	20 128,3	289,7%

Evolution des engagements par signature

Source : BMCE Bank – Activité consolidée

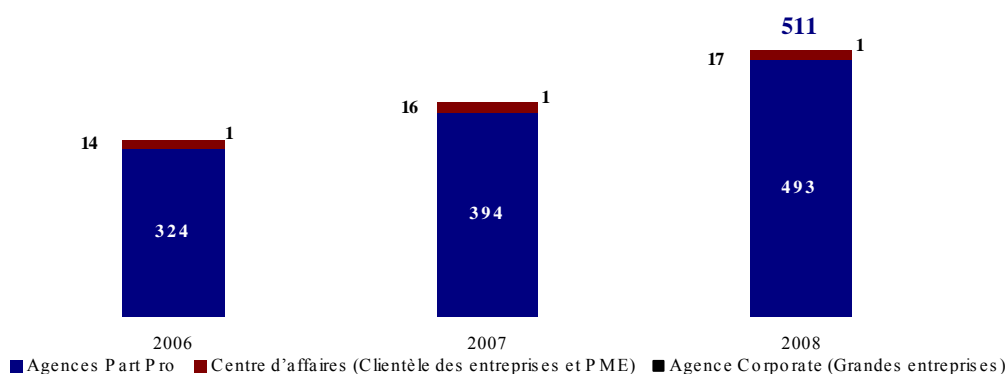
En 2008, les engagements reçus par signature évoluent de 321,2% à MAD 19,2 millions compte tenu de la comptabilisation dans cette rubrique des garanties reçues par la clientèle et ce, à partir de septembre 2008.

2.5. Réseau de distribution

Conformément à son objectif d'être une banque des réseaux clientèles, BMCE Bank a poursuivi sa politique de proximité via l'extension de son maillage territorial.

Ainsi, en 2007, la Banque a aménagé 70 agences supplémentaires destinées aux particuliers et professionnels pour porter leur nombre à 394 ainsi que 2 centres d'affaires. En 2008, BMCE Bank a inauguré 100 nouvelles agences, dont 1 centre d'affaires, comptant désormais 511 représentations bancaires.

Evolution du réseau de BMCE Bank depuis 2006



Source : BMCE Bank

Parallèlement au réseau d'agences, BMCE Bank a mis en place 164 DAB et GAB additionnels sur la période sous revue. Ci-dessous l'évolution du réseau de distribution de BMCE Bank depuis 2006 :

	2006	2007	2008
Guichets permanents	339	411	511
DAB et GAB	367	456	531
Succursales et agences à l'étranger	3	3	3
Bureaux de représentation à l'étranger	24	24	25
Réseau de distribution	733	894	1 070

Source : BMCE Bank

V. CAPITAL HUMAIN

1. Effectif

La politique de recrutement adoptée par BMCE Bank s'inscrit dans la continuité de la stratégie de développement des Ressources Humaines de la Banque. Les priorités portent sur l'anticipation des besoins et l'accompagnement du réseau en termes de Ressources Humaines dans le cadre de la politique de croissance interne menée.

1.1. Evolution récente des effectifs de la banque

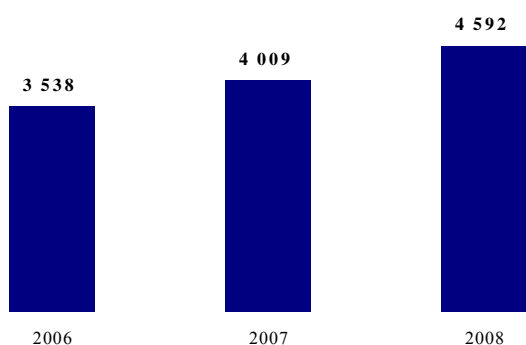
Etant donné le développement continu que connaît l'activité de BMCE Bank au cours des trois derniers exercices, le personnel de la Banque s'est vu renforcer de près de 30% passant de 3 538 collaborateurs en 2006 à 4 592 salariés au terme de l'année 2008 dont 72,1% au niveau des agences.

	2006	2007	2008
Hors Cadres	103	101	127
Cadres	1 249	1 537	1 919
Gradés	1 972	2 188	2 364
Employés	214	183	182
Total	3 538	4 009	4 592

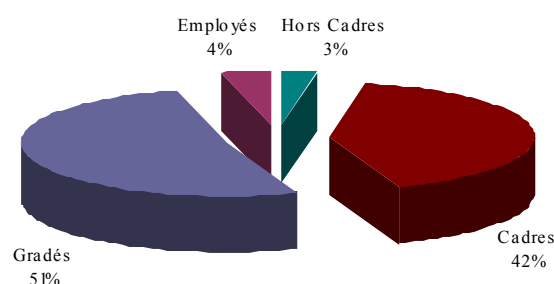
Source : BMCE Bank

Le personnel gradé représente plus de la moitié de l'effectif global à fin 2008 avec 2 364 salariés. Pour leur part, les cadres sont au nombre de 1 919, établissant le taux d'encadrement⁴⁰ de la Banque à 41,8% comparé à 35,3% en 2006.

Evolution de l'effectif permanent de BMCE Bank



Structure hiérarchique de l'effectif à fin 2008



Source : BMCE Bank

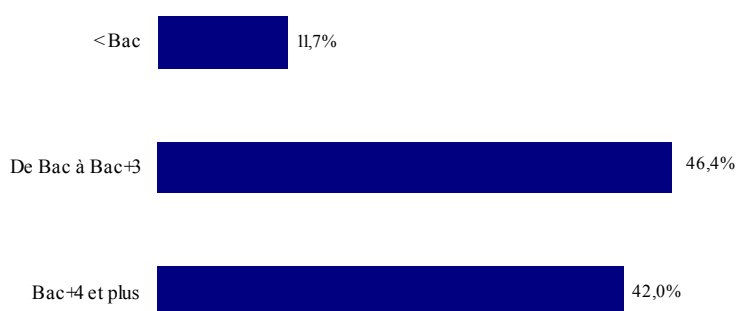
Par ailleurs, la Banque fait, de plus en plus, recours à des prestataires de services externes. Dans ce cadre, le nombre d'opérateurs de saisie et du personnel de maintenance s'élève, à fin 2008, à 214 opérateurs contre 112 personnes une année auparavant.

⁴⁰ Nombre de cadres / Effectif moyen

1.2. Structure de l'effectif

L'effectif féminin représente près du tiers du personnel de la Banque sur la période étudiée (32,9% en 2008). En terme de qualification, la proportion des collaborateurs dont le niveau de formation est supérieur ou égal à Bac+4 s'est continuellement appréciée. Elle s'établit à fin 2008 à 42% de l'effectif permanent comparé à 39,1% en 2007 et 35,3% en 2006.

Répartition de l'effectif par niveau de qualification
à fin 2008

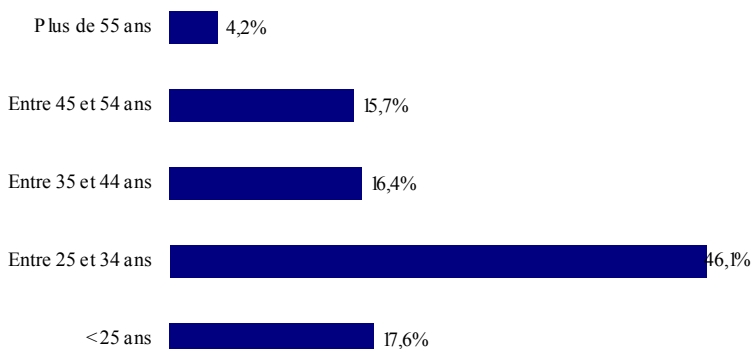


Source : BMCE Bank

Le nombre de départs enregistrés au cours de l'année 2008 s'élève pour sa part à 262 personnes, représentant un taux de 5,85%.

Par ailleurs, le personnel de la Banque connaît un rajeunissement de plus en plus marqué sur la période avec une proportion de 63,7% du personnel âgé de moins de 35 ans à fin 2008 contre 58,0% en 2007 et 57,6% en 2006.

Répartition de l'effectif par tranche d'âge à fin 2008



Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2008, l'effectif de BMCE Bank représente 79,34% de celui du Groupe⁴¹ comparé à 77,5% à fin 2007.

⁴¹ Le périmètre groupe utilisé comprend BMCE Capital, Maghrebail, Maroc Factoring et Salafin

2. Politique sociale

La politique sociale de BMCE Bank est mise en œuvre par le Pôle Capital Humain Groupe. Celle-ci poursuit activement sa stratégie d'amélioration et d'adaptation des compétences, de reconfiguration et de spécialisation du réseau bancaire en termes de recrutements, de formations et de mobilités internes.

La politique sociale de la Banque a trait également :

- Aux actions de formation internes et bancaires ;
- A la distribution de crédits en faveur du personnel à taux préférentiel tout en maintenant le niveau d'endettement global dans des proportions soutenables ;
- A l'octroi de primes à l'occasion d'évènements spéciaux ;
- Aux œuvres sociales telle la restauration, les centres de vacances, etc. ;
- Et, à la médecine préventive et la couverture médicale.

Notons qu'au terme de l'année 2008, 232 personnes ont bénéficié de crédits immobiliers, correspondant à une enveloppe globale de près de MAD 222,7 millions. Les prêts à court terme représentent, quant à eux, un montant de MAD 62,4 millions au cours de la même période.

3. Actionnariat salarié

BMCE Bank a ouvert son capital à ses salariés depuis février 2003 à travers une première OPV dédiée suivie d'une seconde ayant eu lieu en mai 2005. Ces opérations ont porté respectivement sur 750 000 actions (4,12% du capital) et 628 841 titres (3,96% du capital) pour des montants globaux respectifs de MAD 300 millions et de MAD 330,1 millions.

Via ces offres, la Banque a permis à ses collaborateurs de développer une épargne salariale supplémentaire.

Au fin février 2009, le personnel détient une part de 0,29% dans le capital de BMCE Bank.

VI. MOYENS INFORMATIQUES ET ORGANISATION

Les nombreux projets menés par la Banque peuvent être classés en six catégories :

- Les projets métiers ;
- Les projets organisationnels et informatiques ;
- Les projets réglementaires ;
- Les produits et services ;
- Les projets techniques ;
- Et, les projets Qualité.

1. Projets métiers

Plusieurs projets métiers ont été menés au cours de l'exercice 2008.

Ainsi, le projet global de Gestion de la Relation Client a été lancé afin d'accompagner un fort développement de la Banque sur l'ensemble de ses marchés. Ce projet s'articule autour, d'une part, de la mise en place d'outils permettant d'accroître l'efficacité commerciale de la force de vente et, d'autre part, autour d'une meilleure connaissance du client et maîtrise des risques (*scoring*), outre l'assainissement et la fiabilisation des données clientèle.

Par ailleurs, l'exercice 2008 a également vu l'élargissement aux marchés Entreprises, Professionnels, et MRE, de l'outil de *reporting* et d'aide à la décision qui permet le suivi quotidien des performances commerciales du Réseau.

Aussi, la mise à niveau du modèle organisationnel de l'activité de recouvrement commercial a été menée en 2008, avec la mise en place de la gestion par portefeuille, permettant ainsi de mieux responsabiliser les gestionnaires, de mesurer la performance et de mettre en place un système de rémunération variable.

Lancé en 2008, le projet MBanking porte sur, d'une part, la recharge de cartes prépayées via le canal mobile USSD et Serveur vocal et, d'autre part, les services transactionnels (virements, recharge téléphone, paiements de factures). La recharge des cartes prépayées est actuellement en phase de test⁴².

⁴² Il s'agit de cartes prépayées en faveur d'une population à faible revenu, et ce dans le cadre de la politique de bancarisation menée par BMCE Bank. Cette opération est en phase de test.

2. Principaux projets organisationnels et informatiques

L'objectif du projet *scoring* est de mesurer le risque sur la clientèle des professionnels et de permettre de prendre les décisions d'octroi de crédit sur la base d'indicateurs fiables. Ce domaine couvre la modélisation des facteurs, des grilles de score et des grilles de correspondance score/note. Il concerne également le *scoring* des clients et prospects. Actuellement, l'outil de *scoring* est en pré-production.

Par ailleurs, d'autres projets ont notamment été mis en oeuvre à savoir, (i) le Projet Workflow⁴³, (ii) l'application de mise en portefeuille au niveau des marchés Part/Pro et Entreprises, (iii) la mise en place d'une nouvelle solution pour l'arrêté des comptes, (iv) l'amélioration du processus Garanties des crédits Entreprises et (v) la mise en place du ciblage pour la clientèle Part/Pros.

3. Principaux projets réglementaires

Ci-dessous les principaux projets réglementaires de BMCE Bank :

3.1. Plan de continuité d'activités

Le Plan de Continuité d'Activité de BMCE Bank a pour mission d'anticiper toute perturbation ou interruption majeure de l'activité, de mettre à niveau l'organisation et les systèmes d'information pour répondre à ces sinistres potentiels, et d'assurer la continuité des activités critiques de la Banque. La mise en place de ce dispositif de continuité des activités et la coordination de sa mise en place au niveau des filiales marocaines s'est poursuivie en 2008. La conception du PCA est aujourd'hui finalisée.

3.2. Notation interne

Dans le cadre du Projet Bâle II "Méthode Standard", le Groupe BMCE Bank s'est doté d'un Système d'Information Risques moderne et intégré, permettant de calculer et de piloter les risques. La poursuite de la dynamique de sophistication de la gestion des risques au sein du Groupe passe par la mise en oeuvre de notations internes pour toutes les contreparties bâloises hors "Retail". Aussi, la Banque a-t-elle lancé ce chantier. Les principes organisationnels sous-jacents à la mise en place du dispositif de notation interne, et leurs déclinaisons en macro processus cibles ont été validés. Actuellement, le projet est en phase de conception des modèles de notation et de mise à niveau du SI.

3.3. Dématérialisation des prélèvements confrères SIMT et des lettres de change normalisées

Conformément aux exigences réglementaires de BAM et afin d'améliorer la qualité de service rendue à la clientèle, plusieurs projets ont été conduits, notamment la dématérialisation des prélèvements émis et reçus des confrères, dont la phase de recette et de paramétrage est finalisée et la dématérialisation des LCN, aujourd'hui déployée sur l'ensemble du réseau de la Banque.

⁴³ Le projet *Workflow* vise à réduire le délai de réponse aux demandes de crédit. Il a permis d'automatiser le processus de décision de crédit, en éliminant le temps de transmission de courrier et le temps d'attente.

3.4. Projet IFRS

Dans le cadre de la mise en conformité aux normes IFRS, BMCE Bank a lancé le chantier de mise à niveau des systèmes opérants, permettant les retraitements IFRS. A cet égard, un outil de consolidation, de gestion des crédits et de calcul de taux d'intérêt effectif a été implémenté de même que des séances de formation ont été dispensées aux filiales européennes et africaines pour l'adoption de ces nouvelles normes.

3.5. Lutte contre le blanchiment (AML)

Afin de se conformer au cadre réglementaire relatif au devoir de vigilance, BMCE Bank a mis en place une solution logicielle combinant le filtrage des opérations bancaires - détection automatique d'une éventuelle opération suspecte – et l'analyse comportementale clientèle - détection automatique des comportements à risque (blanchiment ou fraude).

3.6. Migration vers la norme EMV

Avec l'accompagnement d'experts internationaux en monétique, le projet de migration vers la carte à puce s'est poursuivi avec la finalisation du recettage pour l'acquisition et le déploiement de la mise à niveau des GAB.

3.7. Change manuel

Suite à la libéralisation des processus de change manuel, BMCE Bank a lancé l'amélioration des applications Change Manuel en agences, notamment à travers (i) la mise à jour des aspects réglementaires de lutte contre le blanchiment, déployé sur l'ensemble du Réseau, (ii) la négociation de cours de change avec la clientèle et le pilotage opérationnel de l'activité, en cours de généralisation et (iii) la mise en oeuvre de conditions préférentielles et d'un outil d'aide à la négociation et pilotage, cahier des charges en cours de développement.

4. Principaux produits et services

4.1. Cartes prépayées

Dans le cadre du développement du marché des Part/Pro, une gamme de cartes prépayées a été élaborée, ciblant les clients BMCE Bank et les non clients. Elle comprend les produits DIALY, EASY et HADIA commercialisés en agence via une interface MAGIX dédiée.

4.2. Crédits amortissables

Plusieurs formules de crédits amortissables ont été élaborées ou mis à jour au cours de l'exercice 2008 dont :

- ➔ Crédit VEFA permettant à la clientèle d'acquérir un logement sur plan. Le client devient propriétaire graduellement. Le lancement de ce produit est tributaire de la finalisation de la documentation juridique.

- Crédit Finition destiné à la clientèle désirant financer la finition d'un bien acquis en semi fini. Le produit est en cours de réalisation.
- Mise à jour du Crédit Riad destiné aux personnes de nationalité étrangère non-résidente pour financer l'acquisition d'un logement au Maroc.

4.3. Packages

L'application Packages a été enrichie par de nouvelles fonctionnalités permettant de répondre aux besoins de la clientèle MRE. Par ailleurs, l'interfaçage de l'application Package avec BMCENET est développée et en phase de mise en production. L'interface Package avec Convergence a été réalisée, testée et mise en production.

4.4. Services E-BANKING

BMCE Bank a lancé le service Confirming permettant à la clientèle souhaitant se décharger de la gestion de son portefeuille fournisseurs, d'externaliser le règlement de ses factures auprès de la Banque. Actuellement, une première version semi-automatique du produit a été réalisée.

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de service, BMCE Bank a élaboré pour la clientèle entreprises PME/PMI et Corporate un produit permettant l'envoi aux clients, par Mail et/ou Fax, des principaux Swifts liés à leurs opérations de commerce extérieur.

5. Principaux projets techniques

Dans le cadre de la modernisation continue de l'infrastructure de la Banque plusieurs projets ont été menés en 2008.

5.1. Finalisation du plan de continuité informatique

Le Plan de Continuité Informatique, composant du PCA, vise à prévoir les actions et procédures techniques à mettre en œuvre lors de pannes informatiques, liées aux principales activités de la Banque, à savoir : Agence, Etranger (incluant SWIFT), Traitement de valeurs, Crédits, Titres, Monétique et Comptabilité.

Le PCI a été finalisé et testé pour l'activité Etranger y compris Swift. Les tests des autres activités concernées sont planifiés pour les prochains mois. En vitesse de croisière, un test est à prévoir par mois pour une activité soit un test minimal une fois par an par activité.

5.2. Migrations techniques

La Stratégie SI adoptée par la Banque prévoit l'acquisition et la mise en oeuvre de nouveaux mainframes plus performants ainsi que l'abandon des Hosts pour une architecture ouverte basée sur des mainframes Unix. La mise en place des nouveaux serveurs p590 est finalisée, la migration du patrimoine applicatif est en cours.

5.3. Autres projets

D'autres projets techniques ont été menés notamment, la consolidation des serveurs Windows, la gestion du parc notamment sièges et agences, l'automatisation de la production informatique, l'implémentation de la gestion des habilitations centralisée, l'augmentation des débits des lignes télécoms WAN, la mise en production des solutions progiciels, la refonte des extractions BMCENet, l'amélioration des environnements monétiques....

6. Projets qualité

6.1. Certification des activités de la banque

La certification des activités phares du Groupe BMCE Bank s'est poursuivie en 2008.

Ainsi, la Salle des Marchés de BMCE Capital s'est distinguée par la certification avec un score zéro écart par le Bureau Veritas Certification. De même, BMCE Bank s'est, encore une fois, imposée en pionnière avec l'obtention, pour la première fois au Maroc, de la certification ISO 9001 (version 2000) de l'activité de la Bancassurance, gérée conjointement avec RMA Watanya, avec un score de zéro écart.

Parallèlement, les actions de maintien et de renforcement du Système de Management de la Qualité mis en place au sein du Pôle Remedial Management Groupe ont été poursuivies, ayant abouti à la reconduction du certificat de conformité. De même, les activités de l'étranger, monétique, titres, crédits aux particuliers et financement de projets ont fait l'objet d'un audit de suivi, reconduisant ainsi leur certification.

6.2. Pilotage des processus crédit

Dans un souci d'amélioration du suivi des performances commerciales, des indicateurs de pilotage des crédits aux Entreprises, plus particulièrement les crédits d'investissements/fonctionnement et d'autre part, des crédits aux professionnels ont été conçus. Un processus de production desdits indicateurs a été mis en place.

6.3. Amélioration de l'accueil

Le projet d'amélioration de l'accueil au sein de BMCE Bank a été lancé. La démarche adoptée a été centrée sur quatre principaux axes à savoir (i) le diagnostic et la définition de l'objectif, (ii) l'analyse du problème et l'identification des causes à travers un sondage du Réseau et du Siège, (iii) la recherche de solutions, (iv) la mise en oeuvre d'un accueil structuré. Parmi les réalisations constatées figurent la préparation de la charte d'accueil, la lettre d'accompagnement présidentielle, le Kit et le guide d'accueil.

6.4. Système de gestion sociale et environnementale

Dans le cadre de la mise en place du système de gestion sociale et environnementale, de nombreuses actions ont été menées à savoir, (i) la définition du champ, du périmètre et des activités concernés, (ii) la mise en place des outils de pilotage et la documentation interne, (iii) le recensement et

l'identification des procédures impactées par le SEMS et, (iv) la préparation de la lettre d'engagement et du Manuel du SEMS.

VII. STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Total Investissements	296,3	486,1	64,1%	634,9	30,6%
<i>Dont</i>					
Moyens Généraux	174,9	294,1	68,2%	456,0	55,0%
Sécurité	3,3	4,4	29,4%	2,5	-43,2%
Marketing	7,0	-	-	-	-
Informatique	53,5	179,6	235,7%	137,8	-23,3%

Source : BMCE Bank

Au cours de l'exercice 2007, les investissements totalisent plus de MAD 486 millions, en hausse de 64,1% comparativement aux débours effectués en 2006.

Une enveloppe de MAD 294,1 millions a été allouée aux moyens généraux et concerne l'acquisition de biens immobiliers ; BMCE Bank ayant inauguré 70 nouvelles agences en 2007. Les dépenses informatiques s'élèvent, pour leur part, à près de MAD 180 millions et comprennent notamment l'acquisition de matériels informatiques, de progiciels de gestion et de GAB.

Au terme de l'année 2008, les investissements réalisés par BMCE Bank progressent de 30,6% et s'élèvent à MAD 634,9 millions. Ceux-ci sont principalement constitués de dépenses afférentes (i) aux moyens généraux (MAD 456,0 millions) consécutivement à l'ouverture de nouvelles agences et (ii) à l'informatique (MAD 137,8 millions).

En termes d'investissements financiers, BMCE Bank a concrétisé en 2007 ce qui suit :

- La création de Medicapital Bank pour un montant de MAD 413 millions ;
- Le parachèvement du rachat des minoritaires de BMCE International en deux temps pour un montant de MAD 35,5 millions ;
- La reprise du contrôle d'EMAT pour un montant de MAD 31,6 millions ;
- La prise de contrôle à 99% de GNS pour 18,8 millions ;
- L'acquisition de 5% du capital de Maroc Factoring pour MAD 5,6 millions ;
- L'acquisition de 50% du capital de Magshore pour MAD 12,5 millions ;
- La souscription pour MAD 10 millions au capital du Fonds de Garantie pour la Commande Publique ;
- La montée à 100% dans CID : MAD 3,2 millions.

Parallèlement, la Banque a procédé à des opérations d'allers-retours sur les titres Salafin et Risma dégageant une plus-value de MAD 267 millions.

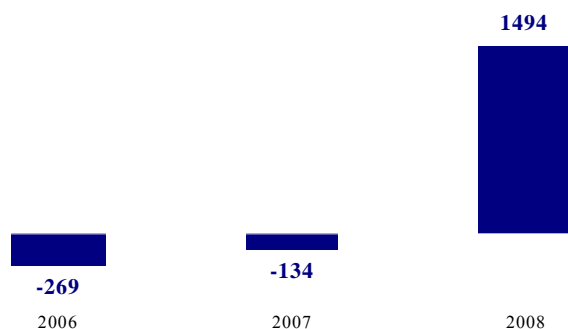
Au niveau des cessions opérées, il a été enregistré au cours de l'exercice (i) la vente de 10% du capital de RMA Watanya pour MAD 700 millions, (ii) la dissolution du Fonds Finafund USA pour MAD 215 millions, (iii) le remboursement de la 3^{ème} tranche du fonds Capital Morocco (MAD 8,7 millions), (iv) l'introduction en bourse de Salafin pour MAD 11,6 millions et, (v) la liquidation de Consultitres et de la société civile Fin Fund⁴⁴ (pour respectivement K MAD 500 et K MAD 50).

En 2008, BMCE Bank a réalisé les opérations suivantes :

- L'entrée au capital de BOA, en deux temps à hauteur 42,5% et l'acquisition de 10 750 titres Salafin (0,45%) en décembre 2008 ;
- La participation aux augmentations de capital de Medicapital Bank (MAD 516 millions), de Proparco (MAD 86,4 millions), de Maroc Factoring (MAD 30 millions), de ESGF (MAD 24 millions) et de GNS (MAD 17 millions)
- Les souscriptions au Fonds Mutandis (MAD 37,5 millions), au capital de EURAFRIC Information (MAD 4,1 millions) et au capital de EXPERIAN Services Maroc (MAD 0,6 millions)
- Et, le troisième remboursement de capital du Fonds Marco Polo (MAD -1 million).

Par ailleurs, l'opération d'aller-retour de fin d'année sur SALAFIN a impacté à la hausse la taille du portefeuille de MAD 301 millions.

Evolution des acquisitions nettes des cessions M MAD
(exprimées en valeur brute comptable y inclus Compte Courant Associés)



Source : BMCE Bank

Au terme de l'année 2006, les acquisitions nettes se fixent à MAD -269 millions, suite à la cession de RMA Watanya, Comanav et Soriad, avant de s'établir à MAD -134 millions à l'issue de l'exercice 2007, consécutivement à la cession de 10% du capital de RMA Watanya. A fin 2008, les acquisitions nettes des cessions se montent à MAD 1 494 millions.

⁴⁴ Société créée en 1998 avec un capital de K MAD 100 détenu paritairement par BMCE Bank et RMA Watanya mais qui n'a pas connu d'activité

Avertissement

Les comptes consolidés PCEC de l'année 2008 sont présentés à titre comparatif. En effet, ils n'ont pas fait, et ne feront pas l'objet d'une certification par les Commissaires aux comptes.

PARTIE V : SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK - COMPTES CONSOLIDES PCEC 2006-2008-

I. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés à fin 2008 regroupent les comptes individuels de BMCE Bank et de ses filiales les plus significatives, à savoir les douze filiales suivantes que la Banque contrôle de manière exclusive :

- BMCE Capital ;
- BMCE Capital Bourse ;
- BMCE Capital Gestion ;
- BMCE International ;
- BMCE Paris
- BMCE Bank Offshore
- Maghrebail ;
- Maroc Factoring ;
- Salafin ;
- La Congolaise de Banque ;
- Bank Of Africa ;
- Medicapital bank.

Ainsi que les trois filiales sur lesquelles BMCE Bank exerce une influence notable :

- Casa Finance Markets ;
- Euler Hermes Acmar ;
- La Banque de Développement du Mali.

Ce périmètre de consolidation qui inclut toutes les sociétés répondant aux critères énoncés⁴⁵ (sociétés contrôlées de manière exclusive où sur lesquelles BMCE BANK exerce une influence notable), exclut les sociétés civiles immobilières dans la mesure où le financement qui leur est consenti et qui figure à l'actif du bilan du groupe est de nature à bien traduire la réalité des risques encourus et est plus représentatif de l'activité financière du groupe.

Les variations du périmètre de consolidation enregistrées entre 2006 et 2008 concernent :

- Le renforcement de la participation dans Maroc Factoring de 5% en avril 2007. Désormais, l'entité est exclusivement détenue par le Groupe ;
- L'obtention de l'agrément bancaire par Medicapital Bank en mai 2007, filiale à 100% du Groupe ;

⁴⁵ Cf. Annexes : Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés - PCEC

- L'augmentation en mai 2007 de la participation dans BMCE Madrid, pour la contrôler exclusivement à partir de 2007 ;
- L'allègement de la participation dans le capital de Salafin, qui a été ramenée de 97,09% à 92,76% en juin 2007. Notons que cette participation a été ramenée à 74,6% à l'issue de son introduction en Bourse effectuée en décembre 2007 ;
- La prise de participation en mars 2008 de 35% du capital de Bank Of Africa, portée à 42,5% en juillet de la même année ;
- L'augmentation de la participation dans Salafin à 75% en date du 17, 18 et 19 Décembre 2008⁴⁶.

Sont exclues du périmètre de consolidation les filiales suivantes :

- **DOCUPRINT** : filiale détenue à hauteur de 100%. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- **EUROCHEQUE MAROC** : filiale détenue à hauteur de 28,72%. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable. La filiale est en cours de liquidation.
- **STE CONSULTITRES** : filiale en liquidation ;
- **MARTCO** : filiale détenue à hauteur 20%. La valeur nette comptable de cette filiale est nulle.

⁴⁶ Opérations d'aller-retour

K MAD	Capital social (en K MAD)			% Contrôle			Contribution au RNPG (K MAD)			Méthode de consolidation	Contribution au PNB Consolidé (K MAD)	
	31/12/08	31/12/07	31/12/06	31/12/08	31/12/07	31/12/06	31/12/08	31/12/07	31/12/06		31/12/08	31/12/07
Maroc Factoring	45 000	15 000	15 000	100%	100%	95%	10 246	10 617	10 099	Intégration globale	38 173	34 091
Salafin	237 254	237 254	103 000	75%	74,55%	97,09%	84 024	68 890	66 863	«	281 943	248 224
Maghrebail	102 532	102 532	102 532	35,9%	35,9%	35,9%	42 257	33 142	19 479	«	205 186	173 945
BMCE International	EUR 18 030 000	EUR 18 030 000	EUR 18 030 000	100%	100%	87,50%	28 345	17 763	7 949	«	51 500	41 976
BMCE Capital	100 000	100 000	100 000	100%	100%	100%	-31 729	11 529	1 332	«	69 351	87 972
BMCE Capital Bourse	10 000	10 000	10 000	100%	100%	100%	42 420	51 867	21 164	«	85 936	106 667
BMCE Capital Gestion	5 000	5 000	5 000	100%	100%	100%	26 439	32 232	26 438	«	81 207	98 192
LCB	FCFA 4 000 000 000	FCFA 4 000 000 000	FCFA 4 000 000 000	25%	25%	25%	13 644	11 780	7 419	«	182 800	147 394
BOA	FCFA 40 348 000	-	-	42,5%	-	-	106 966	-	-	«	1 845 891	-
Medicapital Bank	GBP 64 173 000	GBP 5 000 000	GBP 5 000 000	100%	100%	100%	-112 826	-160 577	-47 797	«	202 287	25 557
CFM	114 862,5	114 862,5	114 862,5	33,33%	33,33%	33,33%	636	1 405	6 384	Mise en équivalence	-	-
ACMAR	50 000	50 000	50 000	20%	20%	20%	1 734	1 552	1 275	«	-	-
BDM	F.CFA 3 759 560 000	F.CFA 3 759 560 000	F.CFA 3 759 560 000	27,38%	27,38%	27,38%	18 044	12 743	13 873	«	-	-

Source : BMCE Bank

Activité consolidée PCEC

II. ÉVOLUTION DE LA PROFITABILITE ET DE LA RENTABILITE DU GROUPE

1. Chiffre d'affaires

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Chiffre d'affaires	7 035,0	8 812,2	25,3%	11 875,5	34,8%

Chiffre d'affaires – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2007, les produits d'exploitation bancaire du Groupe totalisent MAD 8 812,2 millions, en hausse de 25,3% comparativement à 2006. Cette croissance est redevable, d'une part, à la plus value de MAD 696 millions réalisée sur actions propres et, d'autre part, à l'impact du reclassement comptable des opérations de crédit-bail.

À fin 2008, le chiffre d'affaires consolidé s'apprécie de 34,8% à MAD 11 875,5 millions. Cette situation découle principalement (i) de l'accroissement des intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle de 82% à MAD 5 056,9 millions (suite à l'intégration de BOA dans le périmètre de consolidation), et, (ii) de l'amélioration de 42,8% des commissions sur prestations de service à MAD 1 179,1 millions.

2. Produit Net Bancaire

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Produits d'exploitation bancaire	7 035,0	8 812,2	25,3%	11 875,5	34,8%
Charges d'exploitation bancaire	3 428,5	4 339,5	26,6%	6 136,9	41,4%
PNB	3 606,5	4 472,7	24,0%	5 738,5	28,3%

Produit Net Bancaire – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2007, le PNB consolidé se renforce de 24,0% comparativement à 2006 pour s'élever à MAD 4 472,7, capitalisant sur une appréciation du même niveau des produits d'exploitation bancaire (+25,3%) et ce, en dépit d'un alourdissement de près de 26,6% des charges de même nature. Notons que cette augmentation découle aussi bien des performances réalisées par les différentes filières que des plus-values réalisées sur actions propres au niveau du PNB de l'activité Maroc.

Pour sa part, l'année 2008 a été marquée par l'entrée de BOA Group dans le périmètre de consolidation du Groupe BMCE Bank. Dans ce contexte, le Produit Net Bancaire consolidé du Groupe enregistre une progression de 28,3% à MAD 5 738,5 millions. Cette performance intègre une plus-value de cession de 5% du capital au CIC, s'élevant à M MAD 85,5. Signalons, par ailleurs, que près de la moitié de ce revenu intermédiaire provient du PNB de BMCE Bank Maroc ; le reste étant principalement la contribution du Groupe BOA avec une part de 32,2%.

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Intérêts et produits assimilés	2 791,2	3 629,4	30,0%	6 035,0	66,3%
Intérêts et charges assimilés	1 217,0	1 730,5	42,2%	2 943,5	70,1%
Marge d'intérêt	1 574,2	1 898,9	20,6%	3 091,5	62,8%
Résultat des opérations de crédit bail et location⁴⁷	478,6	470,0	-1,8%	509,7	8,4%
Commissions perçues	736,4	924,8	25,6%	1 279,5	38,4%
Commissions servies	66,9	106,7	59,5%	129,2	21,1%
Marge sur commissions	669,5	818,1	22,2%	1 150,3	40,6%
Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-	-	209,3	NS
Résultat des opérations sur titres de placement	687,9	1 081,0	57,1%	230,9	-78,6%
Résultat des opérations de change	110,9	111,0	0,0%	385,0	247,0%
Résultat des opérations sur produits dérivés	-8,2	-3,4	-58,6%	-42,4	1151,9%
Résultat des opérations de marché	790,6	1 188,6	50,3%	782,9	-34,1%
Divers autres produits bancaires	168,7	191,0	13,3%	343,8	80,0%
Diverses autres charges bancaires	75,1	93,9	25,1%	139,7	48,8%
PNB	3 606,5	4 472,7	24,0%	5 738,5	28,3%
Marge d'intérêt / PNB	43,6%	42,5%	-1,2 pts	53,9%	11,4 pts
Résultats des opérations de crédit-bail et de location / PNB	13,3%	10,5%	-2,8 pts	8,9%	-1,6 pts
Marge sur commissions / PNB	18,6%	18,3%	-0,3 pts	20,0%	+1,8 pts
Résultat des opérations de marché / PNB	21,9%	26,6%	+4,7 pts	13,6%	-12,9 pts

Structure du PNB - Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2007, la marge d'intérêt consolidée s'améliore de 20,6% à MAD 1 898,9 millions en raison de la forte hausse de l'activité Maroc. Cette dernière a en effet marqué une augmentation de 19,7% passant de 1 567,4 millions à fin 2006 à MAD 1 876,5 millions au 31/12/2007. Notons que cette performance est redevable à la croissance des intérêts issus des crédits immobiliers (+43,2%), des crédits de trésorerie (+30,3%) et des crédits à l'équipement (+10%).

La marge sur commissions marque un accroissement de 22,2% à MAD 818,1 millions, portée notamment par le renforcement des commissions perçues sur les activités de titres et de monétique.

Le résultat des opérations de marché inscrit, pour sa part, une hausse de 50,3% dépassant le milliard à fin 2007, à MAD 1 188,6 millions en raison des plus-values enregistrées sur actions propres, suite à la cession de 5% du capital de la Banque à la Caja de Ahorros del Mediterraneo.

Au 31 décembre 2008, la marge d'intérêt consolidée marque un bond de 62,8% à MAD 3 091,5 millions, profitant amplement de la bonne tenue de l'activité en Afrique. En effet, l'exercice 2008 a été marqué par l'intégration globale du Groupe Bank Of Africa -BOA-. Ce dernier participe à hauteur de M MAD 965 dans la composition de ladite marge.

⁴⁷ Les produits relatifs aux opérations de crédit bail sont comptabilisés dans le poste « produits sur immobilisations en crédit bail et en location » et les charges correspondantes dans le poste « charges sur immobilisations en crédit bail et en location »

Pour sa part, le résultat des opérations de marché perd 34,1% à M MAD 782,9, du fait de (i) la volatilité des marchés financiers en 2008 mais également de (ii) l'intégration en 2007 de la plus-value sur la cession d'actions propres au CIC.

La marge sur commission s'apprécie, quant à elle, de 40,6% à M MAD 1 150,3 profitant notamment de l'effet de l'intégration de commissions du Groupe BOA qui représente 26,3% de cette marge.

Compte tenu de ces évolutions, la part de la marge d'intérêt dans le PNB consolidé se hisse de 11,4 points à 53,9% et ce, aux dépens de la contribution du résultat des opérations de marché, laquelle s'effrite à 13,6% comparée à 26,6% une année auparavant.

La contribution de la marge sur commissions s'affermi, quant à elle, à 20%, contre 18,3% une année auparavant.

Ainsi, sur la période étudiée, la structure du PNB consolidé laisse apparaître un renforcement de la part de la marge d'intérêt aux dépens de celle du résultat des opérations de marché. Sa ventilation reste par conséquent cohérente avec l'activité d'établissement de crédit des principales filiales consolidées par intégration globale : BMCE Bank, BMCE International, Maghrebail, Salafin, Maroc Factoring et BOA Group.

3. Coefficient d'Exploitation Bancaire

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Produit net bancaire	3 606,5	4 472,7	24,0%	5 738,5	28,3%
Charges générales d'exploitation	2 125,7	2 538,0	19,4%	3 901,7	53,7%
<i>Dont charges de personnel</i>	<i>1 055,0</i>	<i>1 302,0</i>	<i>23,4%</i>	<i>1 828,4</i>	<i>40,4%</i>
<i>Dont charges externes</i>	<i>801,0</i>	<i>975,4</i>	<i>21,8%</i>	<i>1 136,1</i>	<i>16,5%</i>
Coefficient d'Exploitation	58,9%	56,7%	-2,2 pts	68,0%	11,2 pts

Coefficient d'Exploitation – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

A l'issue de l'exercice 2007, les charges générales d'exploitation poursuivent leur évolution, affichant une progression de 19,4% à MAD 2 538 millions. Le financement de l'inauguration des 70 nouvelles représentations de la banque, la poursuite des projets Bâle II et normes IFRS, le renforcement du capital humain et l'extension du système de rémunération variable à un plus grand nombre d'entités de la Banque sont autant d'éléments explicatifs de cette évolution.

Toutefois, du fait de l'appréciation soutenue du PNB consolidé en raison de la plus-value réalisée sur actions propres, le coefficient d'exploitation du Groupe ressort allégé de 2,2 points pour s'établir à 56,7% en fin de période.

Au terme de l'année 2008, compte tenu de la poursuite du programme d'ouverture d'agences (100 agences ouvertes en 2008), du renforcement des effectifs et de l'intégration des charges du Groupe BOA (MAD 993,1 millions), les charges générales d'exploitation s'affichent en accroissement de 53,7% à MAD 3 901,7 millions. Au vu de ce qui précède, le coefficient d'exploitation consolidé augmente à 68% à la clôture de 2008.

4. Résultat Courant

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Produit Net Bancaire	3 606,5	4 472,7	24,0%	5 738,5	28,3%
Résultat Brut d'Exploitation	1 631,2	2 488,8	52,6%	1 801,1	-27,6%
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	322,0	308,5	-4,2%	118,4	-61,6%
(+/-) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	68,3	31,2	-54,4%	-99,4	-419,2%
(+/-) Dotations nettes des reprises aux amortissements des écarts d'acquisition	9,0	6,5	-28,0%	25,6	295,3%
Résultat Courant	1 368,5	2 142,6	56,6%	1 756,5	-18,0%

Résultat courant - Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

A fin 2007, la rentabilité opérationnelle brute signe un bond de plus de 52% atteignant MAD 2 488,8 millions, capitalisant principalement sur l'appréciation du PNB consolidé du Groupe et, accessoirement, sur l'amplification du résultat des opérations sur immobilisations financières à près de MAD 442 millions redevable essentiellement à la cession des actions RMA Watanya.

En revanche, au terme de l'exercice 2008, le RBE accuse une baisse de 27,6% à MAD 1 801,1 millions, plombé notamment par l'alourdissement des charges générales d'exploitation.

Au terme de l'exercice 2007, les dotations nettes des reprises diminuent de 61,6% à MAD 308,5 millions. A fin 2008, et compte tenu d'une meilleure sélectivité en termes d'octroi de crédits, les dotations nettes de reprise s'améliorent de 61,6% à MAD 118,4 millions.

Au final, les évolutions constatées au niveau des dotations nettes de provisions aux créances en souffrance et du RBE consolidé se sont traduites par une appréciation de 56,6% du résultat courant consolidé à MAD 2 142,6 millions avant de se contracter de 18% en 2008 à MAD 1 756,5 millions.

5. Résultat Net

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Résultat courant	1 368,5	2 142,6	56,6%	1 756,5	-18,0%
Résultat non courant	-29,0	4,6	115,9%	48,8	955,8%
Impôt sur les résultats	456,3	762,5	67,1%	575,1	-24,6%
Résultat Mise en équivalence	22,2	16,4	-26,3%	32,8	100,2%
Résultat Net du Groupe	905,4	1 401,1	54,8%	1 262,9	-9,9%
Dont Part du Groupe	834,1	1 273,9	52,7%	643,7	-49,5%
Intérêts minoritaires	71,3	127,2	78,5%	619,2	386,7%

Résultat net - Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2007, la capacité bénéficiaire part du Groupe s'élève à MAD 1 273,9 millions. Son évolution de 52,7% d'une année à l'autre découle principalement de l'appréciation de 56,6% du résultat courant lequel atteint MAD 2 142,6 millions. Le résultat non courant de MAD 4,6 millions enregistré en 2007 correspond essentiellement à la reprise de taxes prescrites déjà provisionnées dans les comptes de Maghrebail ainsi qu'un gain d'impôt relatif au retraitement d'imposition différée suite à la baisse du taux d'IS des établissements financiers de 39,6% à 37%.

La performance du résultat 2007 est imputable principalement aux réalisations de la Banque au Maroc, suite aux plus-values réalisées sur actions propres, et dont le poids dans le total Groupe représente désormais près de 85% et, accessoirement, aux résultats des activités Services financiers spécialisés et Gestion d'actifs avec des contributions respectives de 8,3% et de 7,1%.

En revanche, les investissements consentis dans le cadre de la création de Medicapital Bank ont défavorablement impacté la filière des « Activités à l'international » dont la contribution au résultat net part du Groupe a reculé de MAD 56 millions en 2006 à MAD -98,7 millions en fin de période.

En 2008, le bénéfice net part du groupe s'affaisse de 49,5% à MAD 643,7 millions consécutivement à :

- La constatation d'une perte nette de MAD 31,7 millions pour BMCE CAPITAL, contre une contribution positive au résultat de MAD 11,5 millions une année auparavant et ce, du fait de la conjoncture défavorable des marchés financiers ;
- La contraction de 18,2% et de 18,0% des parts respectives de BMCE CAPITAL BOURSE et de BMCE CAPITAL GESTION dans le résultat net du Groupe à M MAD 42,4 et à M MAD 26,4 ;
- La constatation en 2007 d'une plus-value de MAD 696 millions relative à la cession de 5% du capital à la *Caja de Ahorros del Mediterraneo* expliquant le retrait de 65% à MAD 413,5 millions de la part de BMCE BANK dans le bénéfice net du Groupe en 2008. Cette baisse intègre également une contribution négative de MAD 28,1 millions de BMCE Paris ainsi qu'un résultat net de MAD 33,3 millions réalisé par BMCE TOS ;
- Et, un résultat net déficitaire de MAD -112,8 millions réalisé par Medicapital Bank. Cette baisse s'explique essentiellement par (i) le transfert des activités de BMCE Paris, (ii) la dépréciation de la livre sterling et (iii) la constatation d'une dépréciation du portefeuille de transaction.

A contrario, les filiales spécialisées du Groupe notamment Salafin et Maghrebail ont maintenu leur croissance, améliorant, *de facto*, leur contribution dans la capacité bénéficiaire du groupe à 13,1% et à 6,6% respectivement. De même, la nouvelle filiale internationale du Groupe BMCE BANK, à savoir le Groupe BOA, contribue à hauteur de M MAD 107,0 dans le RNPG.

Il convient de signaler que le résultat 2008 intègre un produit non courant de MAD 42 millions, consécutivement au changement de méthode de comptabilisation de l'impôt différé actif au niveau de Medicapital Bank. En effet, la contrepartie de l'impôt différé actif est désormais comptabilisée en produit non courant et non pas en diminution de la charge d'impôt.

6. Rentabilité des Fonds propres et de l'actif

En M MAD	2006	2007	2008
RNPG	834,1	1 273,9	643,7
Fonds propres part du Groupe	8 067,4	8 952,8	12 446,9
Total Actif	85 073,9	107 149,8	152 412,7
ROE ⁴⁸	10,34%	14,23%	5,17%
ROA ⁴⁹	1,04%	1,33%	0,50%

Consécutivement au repli du résultat net, combiné à un accroissement des fonds propres le ROE du Groupe BMCE BANK perd, entre 2006 et 2008, 5,17 points pour s'établir à 5,17% en fin de période. De même le ROA se contracte de 0,54 point, durant la période d'étude, à 0,5%.

⁴⁸ RNPG/Fonds propres part du Groupe

⁴⁹ RNPG / Actif moyen sur 2 ans

ANALYSE DU BILAN

1. Evolution de l'Actif

1.1. Portefeuille Crédits Clientèle

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Crédits de trésorerie et à la consommation	19 248,7	25 994,1	35,0%	38 822,3	49,4%
Crédits à l'équipement	8 003,0	10 788,7	34,8%	13 697,3	27,0%
Crédits immobiliers	7 747,6	11 411,7	47,3%	19 457,3	70,5%
Autres crédits	4 411,8	3 632,5	-17,7%	5 525,7	52,1%
Total Crédits Clientèle	39 411,1	51 827,1	31,5%	77 502,6	49,5%

Encours des crédits nets sur la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2007, l'encours des crédits consolidés s'élève à MAD 51 827,1 millions, en accroissement de plus de 31% comparativement à fin 2006. Les efforts commerciaux entrepris par le Groupe se sont traduits notamment par une hausse de 35% des crédits de trésorerie et à la consommation à MAD 25 994,1 millions, une augmentation de 47,3% de la production des crédits immobiliers à MAD 11 411,7 millions et un renforcement de 34,8% des crédits à l'équipement à MAD 10 788,8 millions.

A fin 2008, l'encours global de crédits du Groupe marque une hausse de 49,5% atteignant MAD 77 502,6 millions. Les performances réalisées aussi bien par la banque commerciale que par ses filiales spécialisées tant nationales qu'internationales se trouvent en effet retranscrites au niveau de l'ensemble des segments de crédits : crédits à la consommation et de trésorerie (+49,4%), crédits à l'équipement (+27%), encours immobiliers (+70,5%)⁵⁰ et autres crédits (+52,1%).

1.2. Structure des Crédits Clientèle

En %	2006	2007	2008
Crédits de trésorerie et à la consommation	48,8%	50,2%	50,1%
Crédits à l'équipement	20,3%	20,8%	17,7%
Crédits immobiliers	19,7%	22,0%	25,1%
Autres crédits	11,2%	7,0%	7,1%
Total Crédits Clientèle	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des crédits – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

À l'instar de la banque commerciale, la structure des crédits clientèle du Groupe BMCE est marquée par la prédominance des crédits de trésorerie et à la consommation qui représentent, à fin 2008, plus de la moitié des concours.

⁵⁰ L'évolution des crédits immobiliers a été impactée du reclassement en 2008 des comptes courants débiteurs des promoteurs immobiliers.

Notons toutefois que le poids des crédits de trésorerie et à la consommation diminue sur la période sous revue au profit des crédits immobiliers, dont la part dans le total emplois du Groupe passe en effet de 19,7% à fin 2006 à quelques 25,1% au terme de l'exercice 2008.

1.3. Qualité du Portefeuille Crédits

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Encours brut de créances en souffrance ⁵¹	2 785,4	2 830,3	1,6%	4 069,5	43,8%
Crédits bruts clientèle ⁵²	41 655,2	54 239,6	30,2%	80 860,2	49,1%
Taux de contentieux (%)⁵³	6,69%	5,22%	-	5,03%	-

Qualité du Portefeuille – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

A fin décembre 2007, l'encours déclassé enregistre une légère hausse de 1,6% pour s'établir à MAD 2 830,3 millions. En raison de la forte progression des crédits bruts clientèle le taux de contentieux consolidé s'améliore passant à 5,22% à la clôture en 2007.

A fin 2008, l'encours des créances en souffrance du Groupe BMCE s'alourdit de 43,8% à MAD 4 069,5 millions, suite à l'intégration de BOA dans le périmètre de consolidation. Toutefois, et en raison d'un accroissement concomitant de l'encours brut, le taux de contentieux demeure limité à 5,03%, comparé à 5,22% à fin 2007.

En M MAD	2006	2007	2008
Charge de risque nette ⁵⁴ (%)	0,8%	0,6%	0,1%
Encours provisions pour créances en souffrance (y compris agios réservés)	2 244,0	2 412,5	3 357,6
Taux de provisionnement des créances en souffrance (%)	80,6%	85,2%	82,5%
Encours provisions pour créances en souffrance / Encours crédits bruts (%)	5,4%	4,4%	4,2%

Charge de Risque – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Parallèlement, compte tenu d'un niveau de provisionnement soutenu, le taux de couverture des créances en souffrance de la Banque s'apprécie de 80,6% en 2006 à 82,5% en fin de période.

Notons par ailleurs la baisse de la charge nette du risque qui passe de 0,8% en 2006 à 0,1% à fin 2008, consécutivement à l'évolution simultanée des dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et de l'encours brut des crédits.

⁵¹ Créances en souffrance sur crédits à la clientèle+ provisions sur créances en souffrance sur crédits à la clientèle+ agios réservés

⁵² Créances sur la clientèle (hors créances acquises par affacturage) + provisions sur créances en souffrance sur crédits à la clientèle+ agios réservés

⁵³ Correspondant au rapport entre l'encours brut de créances en souffrance et les crédits bruts sur la clientèle

⁵⁴ Définie comme étant le rapport entre les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance et l'encours brut de crédits

2. Evolution du Passif

2.1. Evolution des Dépôts Clientèle de la Banque

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Comptes à vue créditeurs	34 392,9	41 277,8	20,0%	49 482,4	19,9%
Comptes d'épargne	10 985,1	12 420,2	13,1%	13 648,8	9,9%
Dépôts à terme	17 794,6	23 817,6	33,8%	28 776,4	20,8%
Autres dépôts et comptes créditeurs	4 445,5	4 453,5	0,2%	21 544,7	383,8%
TOTAL	67 618,1	81 969,1	21,2%	113 452,3	38,4%

Encours de dépôts de la clientèle – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au terme de l'année 2007, l'évolution favorable de l'ensemble des ressources clientèle s'est traduite par une appréciation de 21,2% du total des dépôts, lesquels totalisent MAD 81 969,1 millions. Les plus importantes augmentations concernent les comptes à vue créditeurs (+MAD 6 884,9 millions) et les dépôts à terme (+MAD 6 023,0 millions).

En 2008, les dépôts consolidés collectés par le Groupe se renforcent de 38,4% à MAD 113 452,3 millions, soutenus par la progression des comptes à vue créditeurs (+19,9%), des comptes d'épargne (+9,9%), des dépôts à terme (+20,8%) et des autres dépôts et comptes créditeurs (+383,8%). Ces derniers ont été dopés suite à l'intégration des autres dépôts et comptes créditeurs du Groupe BOA, lesquels s'élèvent à MAD 16 031 milliards.

2.2. Structure des Dépôts Clientèle

Structure des Dépôts Clientèle (en %)	2006	2007	2008
Comptes à vue créditeurs	50,9%	50,4%	43,6%
Comptes d'épargne	16,2%	15,2%	12,0%
Dépôts à terme	26,3%	29,1%	25,4%
Autres dépôts et comptes créditeurs	6,6%	5,4%	19,0%
Total Dépôts Clientèle	100,0%	100,0%	100,0%

Structure des dépôts – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Les comptes à vue créditeurs constituent l'essentiel des dépôts du Groupe sur la période 2006-2008. Toutefois, leur part s'est érodée en 2008 de 6,7 points à 43,6% consécutivement à l'accroissement des autres dépôts et comptes créditeurs, lesquels hissent leur contribution à 19% comparée à 6,6% deux années auparavant. La proportion des comptes d'épargne et dépôts à terme diminue pour se fixer respectivement à 12,0% et à 25,4% au 31 décembre 2008.

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Dépôts non rémunérés	38 838,4	45 731,3	17,7%	71 027,1	55,3%
En %	57,4%	55,8%		62,6%	
Dépôts rémunérés	28 779,7	36 237,8	25,9%	42 425,2	17,1%
En %	42,6%	44,2%		37,4%	
Total dépôts	67 618,1	81 969,1	21,2%	113 452,3	38,4%

Structure des dépôts de BMCE Bank – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

La ventilation des ressources par nature laisse apparaître une prépondérance des dépôts non rémunérés qui représentent en moyenne 58,6% des dépôts sur la période considérée.

3. Evolution des Capitaux Propres

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Part du Groupe	8 067,4	8 952,8	11,0%	12 446,9	39,0%
Capital	1 587,5	1 587,5	-	1 587,5	0,0%
Dette subordonnée	1 020,4	1 002,6	-1,7%	4 079,2	306,9%
Primes liées au Capital	4 281,6	4 632,6	8,2%	5 380,7	16,1%
Réserves consolidées, écart de réévaluation, écarts de conversion et différences sur MEE	343,9	456,3	32,7%	755,7	65,6%
Résultat Net de l'exercice	834,1	1 273,9	52,7%	643,7	-49,5%
Intérêts Minoritaires	410,4	568,2	38,5%	2 653,8	367,0%
Capitaux Propres	8 477,8	9 521,1	12,3%	15 100,7	58,6%

Capitaux Propres – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

En 2007, les capitaux propres consolidés du Groupe s'élèvent à MAD 9 521,1 millions, en accroissement de 12,3% par rapport à fin 2006. Cette situation découle de :

- L'appréciation de 11,0% des capitaux part du Groupe à MAD 8 952,8 millions du fait essentiellement du renforcement de 52,7% du résultat net part du Groupe à MAD 1 273,9 millions et de la hausse de 8,2% des primes liées au capital à MAD 4 632,6 millions ;
- Et, l'accroissement de 38,5% des intérêts minoritaires à MAD 568,2 millions.

A fin 2008, et en dépit d'un recul de 49,5% à MAD 643,7 du résultat net part du Groupe, les fonds propres du Groupe poursuivent leur ascension, signant une augmentation de 58,6% à MAD 15 100,7 millions. Cette évolution est redevable à :

- L'extension de la dette subordonnée qui passe de MAD 1 002,6 millions à MAD 4 079,2 millions, suite notamment au lancement (i) d'un emprunt obligataire subordonné d'un montant de MAD 1 milliard, (ii) d'un deuxième emprunt obligataire subordonné perpétuel de MAD 1 milliard et, (iii) un emprunt subordonné perpétuel auprès de la SFI pour M EUR 70 et (iv) une dette subordonnée de M EUR 50 auprès de PROPARGO ;
- La hausse de 65,6% des réserves consolidées à MAD 755,7 millions suite à l'intégration du Groupe BOA dans le périmètre de consolidation ;
- L'amélioration de 16,1% des primes liées au capital à MAD 5 380,7 millions ;
- Et, l'expansion de 367% à M MAD 2 653,8 des intérêts minoritaires consécutivement à la prise en compte des parts minoritaires de BOA.

4. Ratio de Transformation

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Encours crédits bruts ⁵⁵	41 655,2	54 239,6	30,2%	80 860,2	49,1%
Encours dépôts	67 618,1	81 969,1	21,2%	113 452,3	38,4%
Encours Crédits (bruts) / Encours Dépôts	61,6%	66,2%	4,6 pts	71,3%	5,1 pts

Ratio de transformation – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

En 2007, le ratio de transformation s'améliore de 4,6 points, passant de 61,6% à 66,2%, capitalisant sur un développement soutenu des crédits face aux dépôts. De même, à la clôture de l'exercice 2008, le ratio gagne 5,1 points à 71,3% sous l'effet d'une hausse importante des crédits octroyés.

5. Structure des Ressources du Groupe

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Fonds propres & assimilés, dont :	8 547,6	9 699,1	13,5%	15 247,9	57,2%
Provisions pour risques et charges	69,8	178,1	155,0%	147,2	-17,3%
Dettes subordonnées	1 020,4	1 002,6	-1,7%	4 079,2	306,9%
Intérêts minoritaires	410,4	568,2	38,5%	2 653,8	367,0%
Capital	1 587,5	1 587,5	-	1 587,5	0,0%
Primes liées au capital	4 281,6	4 632,6	8,2%	5 380,7	16,1%
Réserves consolidées, écart de réévaluation, écarts de conversion et différences sur MEE	343,9	456,3	32,7%	755,7	65,6%
Résultat net consolidé	834,1	1 273,9	52,7%	643,7	-49,5%
Ressources	69 736,5	88 217,7	26,5%	123 203,7	39,7%
Établissements de crédit	5 013,3	9 143,6	82,4%	12 647,1	38,3%
Comptes à vue	690,7	2 580,8	273,6%	2 487,7	-3,6%
Emprunts trésorerie à terme	4 322,6	6 562,8	51,8%	10 159,4	54,8%
Clientèle ⁵⁶	64 723,1	79 074,1	22,2%	110 556,6	39,8%
Trésorerie nette ⁵⁷	4 080,9	4 263,2	4,5%	9 901,1	132,2%

Structure des ressources – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au vu de la nature de l'activité des principales filiales consolidées par intégration globale, les ressources du groupe BMCE sont principalement constituées des dépôts de la clientèle qui en représentent plus de 90,7% en moyenne sur la période 2006-2008.

⁵⁵ Encours crédits bruts = Créances sur la clientèle (hors créances acquises par affacturage) + provisions sur créances sur la clientèle + agios réservés.

⁵⁶ Dépôts de la clientèle nets de la « PL 480 » qui correspond à une dette envers le Trésor américain dans le cadre d'une opération de financement de l'importation de blé américain. Cette ressource est en effet fictive, et trouve sa compensation dans une écriture à l'actif du bilan de BMCE Bank

⁵⁷ Trésorerie nette = Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, service des chèques postaux + Créances sur les établissements de crédits et assimilés à vue – la réserve monétaire (qui correspond à 15% de la moyenne hebdomadaire des dépôts à vue) – Dettes envers les établissements de crédit et assimilés à vue

Les fonds propres et assimilés consolidés enregistrent une progression de 13,5% pour s'établir à MAD 9 699,1 millions en 2007. A fin 2008, ils s'élèvent à MAD 15 247,9 millions marquant une hausse de 57,2%. Ces évolutions sont soutenues par les hausses enregistrées au niveau de la dette subordonnée et des primes liées au capital au cours de la période sous revue (voir supra), des intérêts minoritaires et dans une moindre mesure, par le renforcement de 65,6% à MAD 755,7 millions des réserves consolidées.

Les ressources émanant des établissements de crédits évoluent considérablement sur cette même période : +82,4% en 2007 et +39,7% à fin 2008. Les fortes augmentations enregistrées en 2007 et en 2008 s'expliquent par la croissance importante de l'activité de crédit entraînant le recours de la banque au marché interbancaire pour accompagner ce développement.

La trésorerie nette marque pour sa part des évolutions respectives de 4,5% en 2007 à MAD 4 263,2 millions puis de 132,2% à l'issue de l'exercice 2008 à MAD 9 901,1 millions.

6. Ratio de solvabilité

En M MAD	2006 ⁵⁸	2007 ⁵⁹	2008 ⁴⁶
Fonds propres ⁶⁰	6 059	6 407	12 725
Total Actifs Pondérés	45 241	73 830	105 568
Ratio de solvabilité	13,39%	8,68%	12,05%

Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Le ratio de solvabilité de la Banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, demeure supérieur à la norme réglementaire fixée à 8%.

Il passe en effet de 13,39% en 2006 à 8,68% en 2007. Ce ratio s'améliore à 12,05% au terme du dernier exercice étudié traduisant la hausse des fonds propres consécutive aux différentes levées de fonds opérées par la Banque.

⁵⁸ Ratio Cooke

⁵⁹ Calculé sur base ratio Mc Donough (Bale II) : chiffres déclarées à la Banque Centrale

⁶⁰ Les fonds propres réglementaires retenus pour le calcul du ratio de solvabilité sont déduits à partie des capitaux propres. Les principaux retraitements portent essentiellement sur des déductions notamment des participations dans les établissements de crédits, les actions propres et les frais d'établissement

III. ANALYSE DU HORS BILAN

4.1 Engagements donnés par le Groupe

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Engagements par signature en faveur de la clientèle	10 230,8	29 437,1	187,7%	26 519,4	-9,9%
Engagements par signature en faveur d'intermédiaires financiers	2 113,6	2 627,3	24,3%	3 423,3	30,3%
Autres titres à livrer	-	-	-	41,8	-
Total	12 344,4	32 064,4	159,7%	29 984,4	-6,5%

Engagements donnés par signature – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

A la clôture de l'exercice 2007, le Groupe voit ses engagements par signature s'apprécier de 2,6x par rapport à fin 2006 pour s'élever à MAD 32 064,4 millions, et ce suite à un changement de mode de comptabilisation des engagements hors bilan. Il s'agit essentiellement de la constatation exhaustive des engagements de financement donnés en faveur de clientèle afin de se conformer aux exigences des nouvelles règles de Bâle II. En effet, les reliquats des engagements donnés aux clients sont également comptabilisé en hors bilan contrairement auparavant où seulement les avances étaient comptabilisées.

Au 31 décembre 2008, les engagements par signature s'établissent à MAD 29 984,4 millions, en retrait de 6,5% comparé à une année auparavant. Cette situation découle principalement de la diminution de 9,9% des engagements du Groupe en faveur de la clientèle à MAD 26 519,4 millions. Cette baisse est essentiellement due à l'assainissement opéré sur les autorisations au titre de l'exercice 2008 en concertation avec Bank Al Maghrib.

4.2 Engagements reçus par le Groupe

En M MAD	2006	2007	Var.	2008	Var.
Engagements par signature reçus d'établissements de crédit	2 130,5	4 568,7	114,4%	19 244,6	321,2%
Engagements par signature reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	31,8	597,0	NS	841,9	41,0%
Autres titres à livrer	-	-	-	41,8	-
Total engagements reçus par signature	2 162,4	5 165,7	138,9%	20 128,3	289,7%

Engagements reçus par signature – Activité Consolidée

Source : BMCE Bank

Au terme de l'exercice 2007, les engagements reçus par signature se hissent de 138,9% à MAD 5 165,7 millions, dont 88,4% d'engagements reçus d'établissements de crédit.

A fin 2008, ces engagements s'améliorent de 289,7% à MAD 20,1 Md, suite notamment à la comptabilisation au niveau de cette rubrique de l'ensemble des garanties reçues par la clientèle et ce, à partir de septembre 2008.

Avertissement

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2007, retraités selon les normes IFRS, n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Les comptes consolidés IFRS de l'exercice 2008 ont été certifiés par les Commissaires aux comptes.

PARTIE VI : **SITUATION FINANCIERE DE BMCE BANK** **- COMPTES CONSOLIDES IFRS 2007-2008-**

I. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES IFRS

Au 31 décembre 2008, le périmètre de consolidation du groupe⁶¹ BMCE Bank se présente comme suit :

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque	100,00%	100,00%	Mère
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la	75,00%	75,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	35,90%	35,90%	I.G.
BMCE INTERNATIONAL	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL	Banque d'affaire	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DE BANQUE	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
MEDI CAPITAL PLC	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	42,50%	42,50%	I.G.
CASABLANCA FINANCE MARKETS	Banque	33,33%	33,33%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E

Source : BMCE Bank

1. Mouvements relatifs aux exercices 2007 et 2008 :

Entre 2007 et 2008, les seules variations du périmètre de consolidation du groupe BMCE Bank concernent :

- L'intégration du Groupe BoA ;
- Et, le renforcement de 0,45% à 75% du pourcentage détenue dans le capital de Salafin.

⁶¹ Cf. notes annexes sur les états financiers consolidés IFRS

2. Mouvements relatifs au passage aux normes IFRS :

FTA	RETRAITEMENTS													Normes IFRS 01/01/2007	
	31/12/2006 Normes locales	Autres reclassements	Total Reclassements	Immeubles d'exploitation et de placement IAS 16, 40	Contrats de location IAS 17	Engagements sociaux IAS 19	FRBG IAS 37	Autres normes	Dépréciation du risque de crédit	Valorisation des instruments financiers en valeur de marché par résultat	Plus-values nettes latentes sur portefeuille de titres	Autres éléments	Total Retraitements		
Actif															
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 883 528		0											0	7 883 528
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0		10 502 058							100 621		-800 309	-699 688	9 802 370	
Instruments dérivés de couverture	0		0										0	0	
Actifs financiers disponibles à la vente	13 357 355		-11 721 386								426 430		426 430	2 062 399	
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 324 319		0										0	14 324 319	
Prêts et créances sur la clientèle	45 785 167		0					-120 175	145 065				24 890	45 810 057	
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	0		0										0	0	
Placements détenus jusqu'à leur échéance	0		1 219 328										0	1 219 328	
Actifs d'impôt exigible	293 715		0										0	293 715	
Actifs d'impôt différé	83 031		0						156 288				156 288	239 319	
Comptes de régularisation et autres actifs	1 159 562		0						-24 683				-24 683	1 134 879	
Actifs non courants destinés à être cédés	0		0										0	0	
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 634		0										0	184 634	
Immeubles de placement	0	216 506	216 506	246 988									246 988	463 494	
Immobilisations corporelles	1 840 684	-216 506	-216 506	596 001	-3 138								592 863	2 217 041	
Immobilisations incorporelles	140 640		0										0	140 640	
Ecarts d'acquisition	21 297		0										0	21 297	
Total actif	85 073 932	0	0	842 989	-3 138	0	0	11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088	85 797 020	
Passif															
Banques centrales, Trésor public, CCP	0		0										0	0	
Passifs financiers à la JV par résultat	0		0										0	0	
Instruments dérivés de couverture	0		0										0	0	
Dettes envers les EC et assimilés	5 013 327		0										0	5 013 327	
Dettes envers la clientèle	67 618 132		0										0	67 618 132	
Dettes représentées par un titre	0		0										0	0	
Titres de créance émis	1 076 635		0										0	1 076 635	
Ecart de réévaluation passif des PTF couverts en taux	0		0										0	0	
Passifs d'impôt exigible	422 221		0										0	422 221	
Passifs d'impôt différé	172 294		0						478 983				478 983	651 277	
Comptes de régularisation et autres passifs	2 223 696		0						-111 574				-111 574	2 112 122	
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0		0										0	0	
Provisions techniques des contrats d'assurance	0		0										0	0	
Provisions	69 823		0			202 553	-44 666						157 887	227 710	
Subventions et fonds assimilés	0		0										0	0	
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	1 020 368		0										0	1 020 368	
Capitaux propres	0		0										0	0	
Capitaux propres part du groupe	0		0										0	0	
o Capital et réserves liées	5 869 125		0									-800 309	-800 309	5 068 816	
o Réserves consolidées	343 870		0	842 989	-1 127	-202 553	35 054	-353 161	145 065	100 621	426 031		992 919	1 336 789	
o Gains ou pertes latents ou différés	0		0										0	0	
o Résultat de l'exercice	834 069		0										0	834 069	
Intérêts minoritaires	410 372		0		-2 011		9 612	-2 818			399		5 182	415 554	
Total passif	85 073 932	0	0	842 989	-3 138	0	0	11 430	145 065	100 621	426 430	-800 309	723 088	85 797 020	

Source : BMCE Bank

Activité consolidé IFRS

3. Passage du bilan des normes PCEC aux normes IAS/IFRS :

ACTIF DEC 2007	MONTANT PCEC	Retraitements	Reclassements	MONTANT IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 084 789			8 084 789
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		- 2 213 698	11 877 016	9 663 318
Instruments dérivés de couverture				-
Actifs financiers disponibles à la vente	14 652 432	172 960	- 13 810 281	1 015 111
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	19 720 186			19 720 186
Prêts et créances sur la clientèle	58 962 534	22 674		58 985 208
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux				-
Placements détenus jusqu'à leur échéance			1 933 265	1 933 265
Actifs d'impôt exigible	357 743			357 743
Actifs d'impôt différé	83 031	133 526		216 557
Comptes de régularisation et autres actifs	2 844 728	- 5 686		2 839 042
Actifs non courants destinés à être cédés				-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 577			184 577
Immeubles de placement		246 786	229 096	475 882
Immobilisations corporelles	1 972 055	602 769	- 229 096	2 345 728
Immobilisations incorporelles	268 155			268 155
Ecarts d'acquisition	19 607	6 479		26 086
TOTAL ACTIF	107 149 837	- 1 034 190	-	106 115 647

PASSIF DEC 2007	MONTANT PCEC	Retraitements	Reclassements	MONTANT IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-			-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		747		747
Instruments dérivés de couverture				-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	9 143 599			9 143 599
Dettes envers la clientèle	81 969 131			81 969 131
Titres de créance émis	816 407			816 407
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux				-
Passifs d'impôt courant	554 457			554 457
Passifs d'impôt différé	203 475	328 112		531 587
Comptes de régularisation et autres passifs	4 794 835	- 130 189		4 664 646
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés				-
Provisions techniques des contrats d'assurance				-
Provisions pour risques et charges	178 057	94 696		272 753
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie				-
Dettes subordonnées	1 002 576			1 002 576
Capital et réserves liées	6 220 109	- 2 210 289		4 009 820
Réserves consolidées				-
- Part du groupe	425 099	1 413 336		1 838 435
- Part des minoritaires	441 012	5 182		446 194
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe		- 122 075		122 075
Résultat net de l'exercice				-
- Part du groupe	1 273 858	- 420 825		853 033
- Part des minoritaires	127 222	7 115		134 337
TOTAL PASSIF	107 149 837	- 1 034 190	-	106 115 647

Source : BMCE Bank

Activité consolidé IFRS

4. Contribution des filiales au PNB et RNPG au 31 décembre 2008 (en milliers de dirhams) :

	Capital social (en K MAD)		% Contrôle		Contribution au RNPG IFRS (K MAD)		Méthode de consolidation	Contribution au PNB Consolidé IFRS (K MAD)		
	K MAD	31/12/08	31/12/07	31/12/08	31/12/07	31/12/08		31/12/07	31/12/08	31/12/07
Maroc Factoring		45 000	15 000	100%	100%	10 246	10 617	Intégration globale	39 014	34 128
Salafin		237 254	237 254	75%	74,55%	84 024	68 890	«	282 514	263 264
Maghrebail		102 532	102 532	35,9%	35,9%	41 810	34 588	«	198 918	171 398
BMCE International	EUR	18 030 000	18 030 000	100%	100%	28 345	17 763	«	78 717	55 317
BMCE Capital		100 000	100 000	100%	100%	-31 729	11 529	«	60 405	95 641
BMCE Capital Bourse		10 000	10 000	100%	100%	42 420	51 867	«	89 251	106 667
BMCE Capital Gestion		5 000	5 000	100%	100%	26 542	32 232	«	81 413	98 141
LCB	FCFA	4 000 000 000	4 000 000 000	25%	25%	13 869	13 962	«	179 749	145 174
BOA	FCFA	40 348 000	-	42,5%	-	105 721	0	«	1 848 150	0
Medicapital Bank	GBP	64 173 000	5 000 000	100%	100%	-112 826	-160 577	«	204 134	25 557
CFM		114 862,5	114 862,5	33,33%	33,33%	636	1 405	Mise en équivalence	-	-
ACMAR		50 000	50 000	20%	20%	1 734	1 552	«	-	-
BDM	F.CFA	3 759 560 000	3 759 560 000	27,38%	27,38%	18 044	12 743	«	-	-

Source : BMCE Bank

Activité consolidé IFRS

5. Passage du compte de résultat des normes PCEC aux normes IAS/IFRS :

CPC DEC 2007	MONTANT PCEC	Retraitements	Reclassements	MONTANT IFRS
MARGE D'INTERETS	2 479 867	39 345		2 519 212
MARGE SUR COMISSIONS	818 107	0		818 107
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	1 593 914	-800 936		792 978
PRODUIT NET BANCAIRE	5 026 768	-761 591		4 265 177
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 488 767	-751 888		1 736 879
RESULTAT AVANT IMPÔT	2 163 580	-723 780		1 439 800
RESULTAT NET	1 401 080	-413 710		987 370
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 273 857	-420 824		853 033

Source : BMCE Bank

Activité consolidé IFRS

II. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS

1. Comptes de résultats consolidés IFRS 2008

K MAD	2007	2008	Var.
<i>Intérêts et produits assimilés</i>	6 345 364	9 206 758	45,1%
<i>Intérêts et charges assimilés</i>	-3 826 152	-5 081 832	32,8%
MARGE D'INTERET	2 519 212	4 124 926	63,7%
<i>Commissions perçues</i>	924 846	1 279 540	38,4%
<i>commissions servies</i>	-106 739	-129 230	21,1%
MARGE SUR COMMISSIONS	818 107	1 150 310	40,6%
<i>Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	276 659	477 446	72,6%
<i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	516 319	25 335	-95,1%
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	792 978	502 781	-36,6%
<i>Produits des autres activités</i>	275 391	419 443	52,3%
<i>Charges des autres activités</i>	-140 511	-179 000	27,4%
PRODUIT NET BANCAIRE	4 265 177	6 018 460	41,1%
<i>Charges générales d'exploitation</i>	-2 334 999	-3 569 552	52,9%
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et</i>	-193 299	-331 554	71,5%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 736 879	2 117 354	21,9%
<i>Coût du risque</i>	-318 066	-88 996	-72,0%
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 418 813	2 028 358	43,0%
<i>Quote-part dans les résultats des entreprises</i>	16 367	32 771	100,2%
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	4 620	48 777	955,8%
<i>Variations de valeurs des écarts d'acquisition</i>	0	0	NS
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 439 800	2 109 906	46,5%
<i>Impôt sur les bénéfices</i>	-452 430	-672 897	48,7%
RESULTAT NET	987 370	1 437 009	45,5%
<i>Résultat hors groupe</i>	-134 337	-606 567	351,5%
RESULTAT NET PART DU GROUPE	853 033	830 442	-2,6%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

2. Produit Net Bancaire

K MAD	2007	2008	Var.
<i>Intérêts et produits assimilés</i>	6 345 364	9 206 758	45,1%
<i>Intérêts et charges assimilés</i>	3 826 152	5 081 832	32,8%
Marge d'intérêt	2 519 212	4 124 926	63,7%
<i>Commissions perçues</i>	924 846	1 279 540	38,4%
<i>commissions servies</i>	106 739	129 230	21,1%
Marge sur commissions	818 107	1 150 310	40,6%
<i>Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i>	276 659	477 446	72,6%
<i>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i>	516 319	25 335	-95,1%
Résultat des activités de marche	792 978	502 781	-36,6%
<i>Produits des autres activités</i>	275 391	419 443	52,3%
<i>Charges des autres activités</i>	140 511	179 000	27,4%
Produit Net Bancaire	4 265 177	6 018 460	41,1%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Au 31 décembre 2008, le Produit Net Bancaire consolidé se renforce de 41,1% à MAD 6 018,5 millions recouvrant :

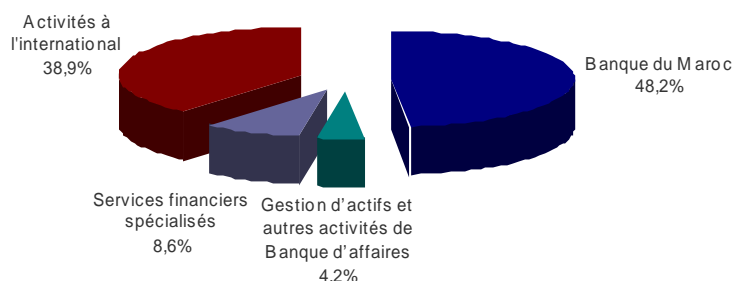
- La progression de 63,7% à MAD 4 124,9 millions de la marge d'intérêts dont la contribution dans le PNB s'élargit de 9,5 points à 68,5%. Cette évolution s'explique, d'une part, par l'amélioration de l'activité et, d'autre part, par l'intégration du Groupe BOA dans le périmètre de consolidation en 2008 ;
- L'accroissement de 40,6% à MAD 1 150,3 millions de la marge sur commissions portée notamment par le renforcement des commissions perçues sur les activités de titres et de monétique.
- Et, le repli de 36,6% à MAD 502,8 millions du résultat des opérations de marché suite à la contre-performance du marché boursier.

M MAD	Banque du Maroc	Gestion d'actifs et autres activités de Banque d'affaires	Services financiers spécialisés	Activités à l'international
Produit net bancaire	2 901,8	252,7	520,4	2 343,5

Activité consolidée IFRS au 31 décembre 2008

Source : BMCE Bank

Contributions de pôles d'activités au PNB au 31 décembre 2008



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

Par pôle d'activité, la Banque au Maroc contribue à hauteur de 48,2% au PNB consolidé du Groupe, tandis que les filiales à l'international assurent 38,9% des revenus opérationnels soit MAD 2 343,5 millions, contre 8,6% pour les services financiers spécialisés (MAD 520,4 millions). Le reste émanant de la gestion d'actifs et des autres activités de banque d'affaires.

3. Résultat Brut d'Exploitation

M MAD	2007	2008	Var.
Produit Net Bancaire	4 265,2	6 018,5	41,1%
<i>Charges générales d'exploitation</i>	<i>2 335,0</i>	<i>3 569,6</i>	<i>52,9%</i>
<i>Coefficient d'exploitation</i>	<i>54,7%</i>	<i>59,3%</i>	<i>4,6 pts</i>
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</i>	<i>193,3</i>	<i>331,6</i>	<i>71,5%</i>
Résultat brut d'exploitation	1 736,9	2 117,4	21,9%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Les charges générales d'exploitation s'alourdissent de 52,9% à MAD 3 569,6 millions à fin décembre 2008. Cette évolution s'explique par :

- La conduite d'un programme d'investissement portant sur l'extension du réseau au Maroc suite à l'ouverture de 100 agences supplémentaires et le recrutement de près de 800 personnes en 2008 ;
- Et, le développement de l'activité à l'international via l'acquisition de Bank of Africa et le développement de la présence européenne du Groupe à travers Medicapital Bank.

Compte tenu de l'importance des investissements consentis, le coefficient d'exploitation augmente de 4,6 points à 59,3% au 31 décembre 2008, contre 54,7% une année auparavant.

Par ailleurs, intégrant la hausse de 71,5% à MAD 331,6 millions des dotations aux amortissements due essentiellement à une dotation de MAD 103,8 millions relative au Groupe BOA et à une dotation de MAD 18,9 millions provenant de Medicapital bank, le résultat brut d'exploitation ressort à MAD 2 117,4 millions, en appréciation de 21,9% comparativement à l'exercice 2007.

Coût du risque

Pour le traitement du coût du risque selon IAS 32 / 39, deux catégories de provisions sont distinguées :

- Provisions Individuelles : Les créances présentant des indices objectifs de dépréciation font l'objet de provisionnement individuel.
- Provisions Collectives : Le provisionnement sur base collective s'applique pour les créances présentant des caractéristiques de risques de crédit similaires.

Les options retenues pour fixer la base de dépréciation individuelle des prêts et créances ainsi que la base de dépréciation collective se présentent comme suit :

- Provisions Individuelles : Compte tenu de la forte convergence observée dans les différentes définitions (BAM et IFRS), il a été retenu comme hypothèse de travail une égalité de périmètre :

$$\text{Créances en souffrance BAM} = \text{Douteux IFRS}$$

La Banque applique le principe de contagion, obligatoire selon la réglementation marocaine. En effet, l'existence de « difficultés financières significatives de l'emprunteur » constitue une indication objective de dépréciation ; le classement en douteux d'un engagement conduit à considérer que la situation financière de l'emprunteur est dégradée et qu'en conséquence, les éventuels autres engagements sur cet emprunteur doivent également être considérés comme « *impaired* ».

- Provisions Collectives : Les créances non dépréciées individuellement sont regroupées dans des portefeuilles homogènes pour déterminer l'existence éventuelle de risques avérés de non recouvrement.

Compte tenu des éléments disponibles, les dossiers déclassés en « *watch list* » peuvent être considérés comme un groupe homogène au regard du risque de crédit (leur classement dans cette catégorie étant justifié par la survenance d'un événement nécessitant un suivi particulier).

Donc, les encours sains déclassés en « *watch list* » constituent la base de dépréciation collective.

Les bases de calcul des provisions individuelles et des provisions collectives :

- Provisions Individuelles :

Le montant de la provision est calculé par différence entre :

- La valeur comptable de l'actif concerné ;

- Et, la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, tenant compte des garanties reçues nettes du coût de leur mise en œuvre, et ceci que leur mise en œuvre soit probable ou non.

- Provisions Collectives :

- La démarche consiste à estimer, à l'aide de modèles de statistique, le risque de non recouvrement des créances déclassées en « watch list ».

En appliquant cette nouvelle approche économique du coût du risque, les principaux indicateurs de risque s'améliorent en 2008, partant d'un niveau qui était déjà favorable en 2007.

M MAD	2007	2008	Var.
Résultat brut d'exploitation	1 736,9	2 117,4	21,9%
<i>Coût du risque</i>	<i>318,1</i>	<i>89,0</i>	<i>-72,0%</i>
Résultat d'exploitation	1 418,8	2 028,4	43,0%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

A fin décembre 2008, du fait des efforts de récupération réalisés par le Groupe, le coût du risque s'allège de 72% à M MAD 89.

Ainsi, le résultat d'exploitation s'apprécie de 43% à MAD 2 028,4 millions, contre MAD 1 418,8 millions une année auparavant.

Pour leur part, les indicateurs de risque ont évolué de la manière suivante entre 2007 et 2008 :

	2007	2008	Var.
Taux de contentieux ⁶²	5,0%	4,9%	-0,1 pt
Taux de couverture ⁶³	67,3%	76,5%	9,1 pts
Coût du risque⁶⁴	0,50%	0,10%	-0,4 pts

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

- Le taux de contentieux s'améliore de 0,1 point passant de 5,0% à 4,9% en 2008 ;
- Le taux de couverture se renforce, quant à lui, à 76,5% contre 67,3% une année auparavant ;
- Et, le coût du risque s'allège sensiblement à 0,10%, contre 0,50% en 2007 profitant notamment des efforts de recouvrement.

⁶² Créances en souffrance brutes / Créances sur la clientèle brutes

⁶³ Provisions sur créances en souffrance / créances en souffrance

⁶⁴ Coût du risque / Créances sur la clientèle nettes

4. Résultat net part du groupe

M MAD	2007	2008	Var.
Résultat d'exploitation	1 418,8	2 028,4	43,0%
<i>Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence</i>	16,4	32,8	100,2%
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i>	4,6	48,8	955,8%
<i>Variations de valeurs des écarts d'acquisition</i>	-	-	-
Résultat avant impôts	1 439,8	2 109,9	46,5%
<i>Impôt sur les bénéfices</i>	452,4	672,9	48,7%
Résultat net	987,4	1 437,0	45,5%
<i>Résultat hors groupe</i>	134,3	606,6	351,5%
Résultat net part du groupe	853,0	830,4	-2,6%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

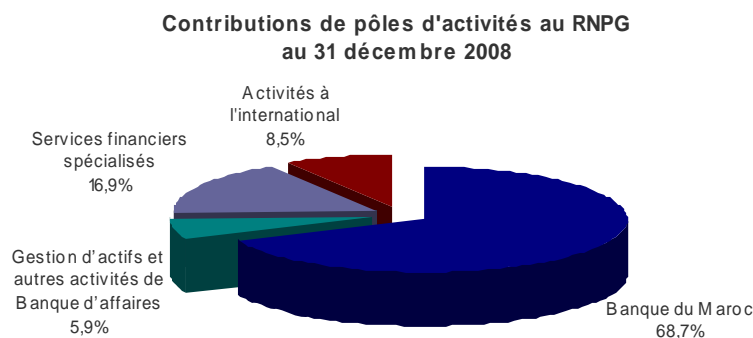
En 2008, la quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence augmente de 100,2% à MAD 32,8 millions intégrant essentiellement la quote-part des entreprises mises en équivalence des filiales du Groupe BOA et ce, pour un montant de MAD 11,7 millions.

Les gains ou pertes nets sur autres actifs enregistrent, quant à eux, une hausse de 955,8% à MAD 48,8 millions suite au reclassement de la charge d'impôt différé de Medicapital Bank au niveau du résultat non courant.

Le résultat net part du Groupe de BMCE Bank au titre de l'exercice 2008 s'établit à MAD 830,4 millions, en légère baisse de 2,6% par rapport à 2007.

Le résultat hors groupe augmente, de son côté, de près de 4,5 fois d'un exercice à l'autre s'élevant à MAD 606,6 millions. Cette hausse est due essentiellement à l'élargissement du périmètre de consolidation à BANK OF AFRICA à fin décembre 2008 ainsi qu'au retraitement des plus-values générées de la cession de 5% du capital à la CAJA MEDITERRANEO à fin juin 2007.

La ventilation du RNPG par secteur d'activité affiche une contribution de 68,7% de la Banque au Maroc, de 16,9% des services financiers spécialisés et de 8,5% des filiales à l'international. Le reste émanant de la gestion d'actifs et des autres activités de Banque d'Affaires.



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

5. Rentabilité des fonds propres et rentabilité des actifs

La rentabilité financière du Groupe BMCE a évolué comme suit :

	Au 31/12/07	Au 31/12/08	Var.
Total bilan	106 115 647	150 460 846	41,8%
Total bilan moyen	95 956 334	128 288 247	33,7%
Résultat net	987 370	1 437 009	45,5%
RoA⁶⁵	1,03%	1,12%	0,09 Pts

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

	Au 31/12/07	Au 31/12/08	Var.
Capitaux propres part du Groupe	6 579 214	5 556 933	-15,54%
Résultat net part du groupe	853 033	830 442	-2,65%
RoE⁶⁶	12,97%	14,94%	1,98 pts

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Au 31 décembre 2008, la rentabilité des actifs de BMCE Bank s'apprécie de 0,09 point à 1,12%, tandis que la rentabilité des fonds propres se fixe à 14,94%, contre 12,97% une année auparavant.

⁶⁵ Résultat net / total bilan moyen

⁶⁶ Résultat net part du groupe / Capitaux propres part du Groupe

III. ANALYSE DU BILAN CONSOLIDÉ IFRS

1. Principes de retraitements

L'application des normes IAS/IFRS nécessite :

- Lors de la première application « First Time Adoption (FTA) », le retraitement rétrospectif des différentes rubriques du bilan d'ouverture en impactant les capitaux propres au niveau des réserves consolidées ;
- Lors des clôtures semestrielles et annuelles ultérieures, l'enregistrement de la contrepartie des corrections observées sur les différentes rubriques en impactant, en fonction des options retenues, les réserves consolidées ou le résultat du groupe.

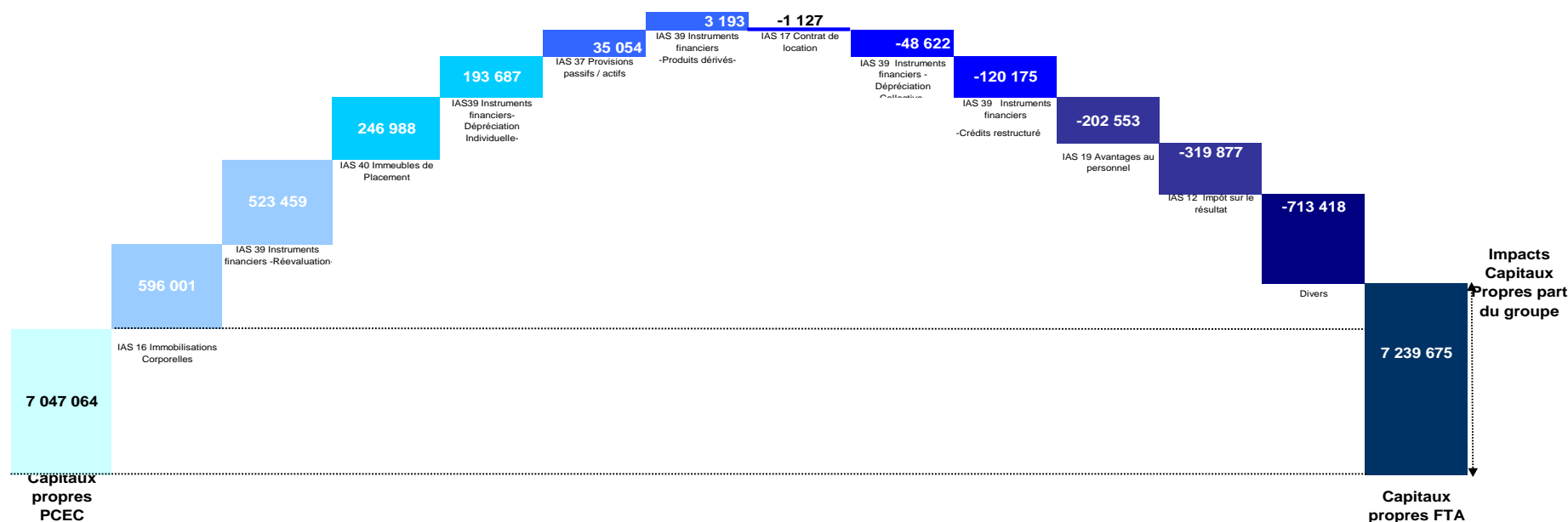
2. Synthèse des impacts FTA au 31.12.2006

L'application des normes IAS/IFRS a induit une augmentation du total du bilan de MAD 723,1 millions, soit 0,8%.

Par ailleurs, les normes IAS/IFRS ont induit une hausse de 2,7% des les capitaux propres consolidés part du groupe qui s'établissent a MAD 7,2 milliards (par rapport a MAD 7,0 milliards suivant les normes PCEC).

Le graphique ci-dessous reprend les principaux impacts capitaux propres part du groupe par norme :

Synthèse des impacts FTA à la date ouverture



Passif IFRS	Montant au 01/01/2006	Divers	IAS 16	IAS 40	IAS 12	IAS39	IAS39	IAS39	IAS 39	IAS 39	IAS 17	IAS37	IAS19	Montant au 01/01/2007
			Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Impôt sur le résultat	Instruments financiers -Réévaluation	Instruments financiers -Dépréciation Individuelle	Instruments financiers -Dépréciation Collective	Instruments financiers -Crédits restructurés	Instruments financiers -Produits dérivés	Contrats de location	Provisions passifs / actifs éventuels	Avantages au personnel	
Capitaux Propres Part du groupe	7 047 064	-713 418	596 001	246 988	-319 877	523 459	193 687	-48 622	-120 175	3 193	-1 127	35 054	-202 553	7 239 675
Capitaux Propres Minoritaires	410 372				-2 818	399					-2 011	9 612		415 554
Total	7 457 436	-713 418	596 001	246 988	-322 695	523 858	193 687	-48 622	-120 175	3 193	-3 138	44 666	-202 553	7 655 228

PASSIF IFRS	Solde proforma au 31/12/08	Divers	IAS 16	IAS 40	IAS 12	IAS39	IAS39	IAS39	IAS 39	IAS 39	IAS 17	IAS37	IAS19	Solde IFRS au 31/12/08	BOA		Solde IFRS au 31/12/08
			Immobilisations corporelles	Immeubles de placement	Impôt sur le résultat	Instruments financiers -Réévaluation	Instruments financiers -Dépréciation Individuelle	Instruments financiers -Dépréciation Collective	Instruments financiers -Crédits restructurés	Instruments financiers -Produits dérivés	Contrats de location	Provisions passifs / actifs éventuels	Avantages au personnel		IFRS 3	Impact IFRS 2008	
Capitaux propres part du groupe	8 367 647	-3 376 210	600 868	251 759	-423 401	151 868	353 470	-97 746	-73 531	-280	-3 067	13 379	-206 691	5 558 064	0	-1 131	5 556 933

Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

3. Tableau de passage des capitaux propres

Le tableau de passage des capitaux propres du 31 décembre 2006 au 31 décembre 2008 se présente comme suit :

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2006	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859		7 239 675	415 554	7 655 229
Impact des changements de méthodes comptables								
Capitaux propres d'ouverture corrigés au 01.01.2007	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859	0	7 239 675	415 554	7 655 229
Opérations sur capital		350 984		-353 364		-2 380	30 640	28 260
Palements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 409 980			-1 409 980		-1 409 980
Dividendes				-399 477		-399 477		-399 477
Résultat de l'exercice				853 033		853 033	134 337	987 370
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0	0	0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				420 417	-159 686	260 731	0	260 731
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (C)					37 611	37 611	0	37 611
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				420 417	-122 075	298 342	0	298 342
Variation de périmètre								
Capitaux propres clôture 31.12.2007	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2007 corrigés	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Opérations sur capital		748 150		-537 617		210 533	-65 201	145 332
Palements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 457 569			-1 457 569		-1 457 569
Dividendes				-485 222		-485 222		-485 222
Résultat de l'exercice				830 442		830 442	606 567	1 437 009
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)				-223 412	83 423	-139 989		-139 989
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)					-60 047	-60 047		-60 047
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-223 412	23 376	-200 036	0	-200 036
Variation de périmètre				79 573		79 573	1 586 017	1 665 590
Capitaux propres clôture 31.12.2008	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

4. Bilan consolidé IFRS

ACTIF - K MAD	2007	2008	Var.
Valeurs en caisse, Banque Centrale, Trésor Public, Service des chèques postaux	8 084 789	8 761 642	8,4%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	9 663 318	16 830 734	74,2%
Instruments dérivés de couverture	-	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	1 015 111	1 396 746	37,6%
Prêts et créances sur les établissements de crédits et assimilés	19 720 186	21 586 233	9,5%
Prêts et créances sur la clientèle	58 985 208	85 709 392	45,3%
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	1 933 265	5 928 425	206,7%
Actifs d'impôt exigible	357 743	602 944	68,5%
Actifs d'impôt différé	216 557	369 578	70,7%
Comptes de régularisation et autres actifs	2 839 042	4 210 653	48,3%
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	184 577	191 437	3,7%
Immeubles de placement	475 882	505 076	6,1%
Immobilisations corporelles	2 345 728	3 570 068	52,2%
Immobilisations incorporelles	268 155	547 948	104,3%
Ecarts d'acquisition	26 086	249 969	858,2%
Total Actif	106 115 647	150 460 845	41,8%

PASSIF - K MAD	2007	2008	Var.
Banques Centrales, Trésor Public, Service des chèques postaux	0	0	NS
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	747	280	-62,5%
Instruments dérivés de couverture	0	0	NS
Dettes envers les établissements de crédits et assimilés	9 143 599	12 647 116	38,3%
Dettes envers la clientèle	81 969 131	113 449 746	38,4%
Titres de créances émis	816 407	4 587 442	461,9%
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	0	0	NS
Passifs d'impôt courant	554 457	375 331	-32,3%
Passifs d'impôt différé	531 587	935 380	76,0%
Comptes de régularisation et autres passifs	4 664 646	5 719 501	22,6%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	NS
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	NS
Provisions pour risques et charges	272 753	325 453	19,3%
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	0	0	NS
Dettes subordonnées	1 002 576	4 155 748	314,5%
Capital et réserves liées	4 009 820	3 300 401	-17,7%
Réserves consolidées			
-Part du groupe	1 838 435	1 524 790	-17,1%
- Part des minoritaires	446 194	2 101 347	370,9%
Gains et pertes latents ou différés, Part du Groupe	-122 075	-98 699	-19,1%
Résultat net de l'exercice			
-Part du groupe	853 033	830 442	-2,6%
- Part des minoritaires	134 337	606 567	351,5%
TOTAL Passif	106 115 647	150 460 845	41,8%

Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

En décembre 2008, le total bilan consolidé s'élève à MAD 150 460,8 millions en hausse de 41,8% comparativement à l'exercice 2007. Cette évolution traduit le développement de l'activité grâce notamment à :

- La progression des prêts et créances sur la clientèle qui s'élargissent de 45,3% à MAD 85 709,4 millions ;
- L'augmentation de 74,2% à MAD 16 830,7 millions de l'actif financier à la juste valeur sous l'effet du renforcement de 71,7% à MAD 5 379,6 millions des Bons du Trésor combiné à l'expansion de 2,4x des actions en portefeuille à MAD 10 317,5 millions ;
- L'appréciation de 206,7% à MAD 5 928,4 millions des placements détenus jusqu'à leur échéance intégrant essentiellement un accroissement de 2,5 fois à MAD 4 748,1 millions des Bons du Trésor ;
- Et, la bonification de 52,2% à MAD 3 570,1 millions des immobilisations corporelles eu égard aux augmentations de 46% à MAD 2 374,2 millions des terrains et constructions et de 99,3% à MAD 789,2 millions du poste « équipements, mobiliers et installations ».

Parallèlement, les principaux postes du passif enregistrent les évolutions suivantes :

- Les dettes envers la clientèle se hissent de 38,4% à MAD 113 449,7 millions, contre MAD 81 969,1 millions au 31 décembre 2007 ;
- Les dettes envers les établissements de crédits progressent, pour leur part, de 38,3% à MAD 12 647,1 millions ;
- Les capitaux propres consolidés du groupe se renforcent de 15,4% à MAD 8,3 milliards sous l'effet de l'augmentation des intérêts minoritaires consécutivement à l'intégration de BOA dans le périmètre de consolidation en 2008.

3.1. Evolution des crédits

Le tableau ci-dessous affiche l'évolution des crédits par type de produits sur la période considérée :

K MAD	2007	2008	Var.
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (C1)	19 720 186	21 586 233	9,5%
Comptes à vue	6 101 252	7 096 508	16,3%
Prêts	13 118 934	14 037 045	7,0%
Opérations de pension	500 000	452 680	-9,5%
Créances sur la clientèle (C2)	58 985 208	85 709 392	45,3%
Comptes ordinaires débiteurs	12 538 455	13 437 216	7,2%
Prêts consentis à la clientèle	40 623 394	67 220 881	65,5%
Opérations de pension	1 631 036	1 445 847	-11,4%
Opérations de location-financement	6 257 984	6 938 013	10,9%
Provisions	2 065 661	3 332 565	61,3%
Total crédits (C1+C2)	78 705 394	107 295 625	36,3%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

L'encours de l'ensemble des crédits octroyés par le Groupe BMCE Bank progresse de 36,3% comparativement au 31/12/2007 pour s'élever à MAD 107,3 milliards. Cette évolution inclut :

- Une croissance de 9,5% à MAD 21,6 milliards des créances sur les établissements de crédit intégrant une progression de 16,3% à MAD 7,1 milliards des comptes à vue et de 7% à MAD 14 milliards des prêts interbancaires ;
- Une hausse des prêts consentis à la clientèle de 65,5% à MAD 67,2 milliards ;
- Et, une augmentation de 7,2% à MAD 13,4 milliards des comptes ordinaires débiteurs.

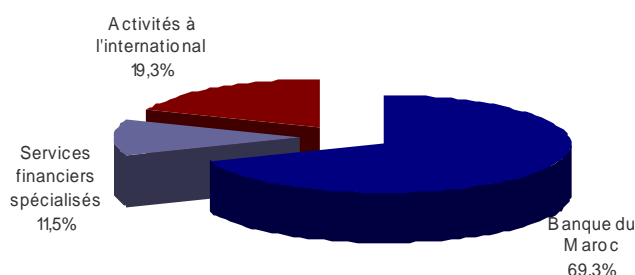
La ventilation des prêts et créances sur la clientèle par pôle d'activité se présente comme suit :

K MAD	2007	2008	Var.
Banque du Maroc	49 031 480	59 363 292	21,1%
Services financiers spécialisés	8 923 166	9 836 348	10,2%
Activités à l'international	1 030 562	16 509 752	NS
Total crédits	58 985 208	85 709 392	45,3%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Ventilation des crédits par pôle d'activité en
décembre 2008



Source : BMCE Bank – Activité consolidée IFRS

Par pôle d'activité, la Banque au Maroc accapare, à elle seule, 69,3% des crédits à la clientèle distribués à fin décembre 2008, contre 19,3% pour les activités à l'international qui profitent de l'élargissement du périmètre de consolidation au réseau BOA en 2008. Les services financiers spécialisés concentrent, quant à eux, 11,5% du total des crédits.

3.1. Evolution des dépôts

L'encours consolidé des dettes envers les établissements de crédit et envers la clientèle par type de produits évolue comme suit sur la période sous revue :

K MAD	2007	2008	Var.
Dettes envers les établissements de crédit (D1)	9 143 599	12 647 116	38,3%
Comptes à vue	2 581 050	2 069 331	-19,8%
Emprunts	6 562 549	8 310 722	26,6%
Opérations de pension	-	2 267 063	NS
Dettes envers la clientèle (D2)	81 969 131	113 449 746	38,4%
Comptes ordinaires créditeurs	41 277 769	49 269 587	19,4%
Comptes à terme	23 817 614	44 323 025	86,1%
Comptes d'épargne à taux administré	12 420 227	11 640 128	-6,3%
Bons de caisse	4 453 521	3 946 971	-11,4%
Opérations de pension	-	4 270 035	-
Total dépôts (D1+D2)	91 112 730	126 096 862	38,4%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

A fin 2008, l'encours des dépôts se renforce de 38,4% à MAD 126,1 milliards, contre MAD 91,1 milliards au 31/12/2007. Cette progression est principalement redevable à la hausse de 86,1% à MAD 44,3 milliards des comptes à terme et de 19,4% à MAD 49,3 milliards des comptes ordinaires créditeurs. De même, les dettes envers les établissements de crédits s'élargissent de 38,3% à MAD 12,6 milliards grâce notamment à l'accroissement de 26,6% à MAD 8,3 milliards des emprunts et de la réalisation de plusieurs opérations de pension pour un montant de MAD 2,3 milliards.

En revanche, les comptes d'épargne à taux administré reculent de 6,3% à MAD 11,6 milliards à fin décembre 2008.

La ventilation des dépôts de la clientèle par zone géographique se présente comme suit :

	2007	2008
Maroc	96,0%	79,2%
Afrique	2,4%	19,6%
Europe	1,6%	1,2%
Total crédits	100,0%	100,0%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Les dettes envers la clientèle proviennent essentiellement du marché marocain représentant plus de 79% du total en décembre 2008. Pour sa part, la contribution du réseau africain passe de 2,4% en 2007 à 19,6% en 2008 traduisant l'impact de la consolidation du groupe BOA dans les comptes du Groupe BMCE en 2008.

5. Structure des ressources consolidées de BMCE Bank

Les ressources de BMCE Bank se composent essentiellement des fonds propres, des dettes envers les établissements de crédit et des dépôts de la clientèle.

K MAD	2007	2008	Var.
Fonds propres et assimilés dont :	8 162 320	12 420 595	52,2%
<i>Dette subordonnée</i>	<i>1 002 576</i>	<i>4 155 748</i>	<i>314,5%</i>
<i>Capital</i>	<i>1 587 514</i>	<i>1 587 514</i>	<i>0,0%</i>
<i>Réserves liées au capital</i>	<i>4 009 820</i>	<i>3 300 401</i>	<i>-17,7%</i>
<i>Actions propres</i>	<i>-2 210 289</i>	<i>-3 667 858</i>	<i>65,9%</i>
<i>Réserves et résultats consolidés</i>	<i>2 691 468</i>	<i>2 355 231</i>	<i>-12,5%</i>
<i>Gains ou pertes latents différés</i>	<i>-122 075</i>	<i>-98 699</i>	<i>-19,1%</i>
Capitaux propres consolidés du groupe :	7 159 744	8 264 847	15,4%
<i>Capitaux propres part du groupe</i>	<i>6 579 214</i>	<i>5 556 933</i>	<i>-15,5%</i>
<i>Intérêts minoritaires</i>	<i>580 530</i>	<i>2 707 914</i>	<i>366,5%</i>
Ressources	91 929 137	130 684 304	42,2%
<i>Etablissements de crédit</i>	<i>9 143 599</i>	<i>12 647 116</i>	<i>38,3%</i>
<i>Clientèle</i>	<i>81 969 131</i>	<i>113 449 746</i>	<i>38,4%</i>
<i>Titres de créances émis</i>	<i>816 407</i>	<i>4 587 442</i>	<i>461,9%</i>

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Les ressources de BMCE Bank sont essentiellement composées des dépôts de la clientèle qui, pour un montant de MAD 113,4 milliards, y contribuent à hauteur de 86,8% à fin décembre 2008.

Pour leur part, les fonds propres et assimilés de BMCE Bank s'élèvent à MAD 12,4 milliards, en appréciation de 52,2% comparativement au 31 décembre 2007. Cette évolution découle :

- Des levées de fonds par la Banque à travers notamment une émission obligataire subordonnée pour MAD 1 milliard en février 2008 ainsi qu'un deuxième emprunt obligataire subordonné perpétuel pour le même montant en octobre 2008 ;

- Et, du renforcement de 15,4% à MAD 8,3 Md des capitaux propres consolidés du groupe sous l'effet de l'augmentation des intérêts minoritaires consécutivement à l'intégration de BOA dans le périmètre de consolidation en 2008.

6. Tableau des flux de trésorerie de BMCE Bank

M MAD	2007	2008	Var.
Résultat avant impôts	1 439 800	2 109 906	46,5%
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	193 299	331 554	71,5%
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	318 066	-49 227	-115,5%
+/- Dotations nettes aux provisions		-16 190	NS
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	16 367	32 771	100,2%
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-77 501	-104 526	34,9%
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-285 576	-183 129	-35,9%
+/- Autres mouvements	-	-	-
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	164 655	11 253	-93,2%
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-526 544	1 637 471	NS
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	436 797	5 807 682	NS
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-580 895	-9 361 721	NS
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-868 869	-470 061	-45,9%
- Impôts versés	-452 430	-575 106	27,1%
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-1 991 941	-2 961 735	48,7%
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-387 486	-840 576	116,9%
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	837 782	-113 024	-113,5%
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-	-	-
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-130 775	-527 816	303,6%
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	707 007	-640 840	-190,6%
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-321 976	-985 222	NS
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	203 716	3 143 491	NS

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-118 260	2 158 269	NS
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-	-	-
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	201 261	676 853	236,3%
	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	7 883 528	8 084 789	2,6%
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	7 883 528	8 084 789	2,6%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 084 789	8 761 642	8,4%
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 084 789	8 761 642	8,4%
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-	-
Variation de la trésorerie nette	201 261	676 853	236,3%

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

7. Engagements de financement et de garantie

Au 31 décembre 2008, les engagements de financement donnés s'élèvent à MAD 16 995,1 millions, en retrait de 27,9% comparativement à l'exercice 2007 et ce, suite à la baisse de 28,5% à MAD 16 817,7 millions des engagements donnés à la clientèle. Cette baisse est essentiellement due à l'assainissement opéré sur les autorisations au titre de l'exercice 2008 en concertation avec Bank Al Maghrib.

K MAD	2007	2008	Var.
Engagements de financements donnés	23 560 109	16 995 140	-27,9%
<i>Aux établissements de crédit</i>	<i>34 144</i>	<i>177 402</i>	<i>419,6%</i>
<i>A la clientèle</i>	<i>23 525 965</i>	<i>16 817 738</i>	<i>-28,5%</i>
<i>Ouverture de crédit</i>	-	-	-
<i>Autres engagements en faveur de la clientèle</i>	-	-	-
Engagements de financement reçus	231 937	1 217 679	425,0%
<i>Des établissements de crédit</i>	<i>231 937</i>	<i>1 217 679</i>	<i>425,0%</i>
<i>De la clientèle</i>	-	-	-

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

Pour leur part, les engagements de garantie donnés se hissent de 52,2% à MAD 12 947,5 millions intégrant :

- Un accroissement de 64,1% à MAD 9 701,6 millions des engagements de garantie donnés d'ordre de la clientèle ;
- Et, une appréciation de 25,2% à MAD 3 245,9 millions des engagements de garanties d'ordre des établissements de crédit.

Les engagements de garantie reçus augmentent, quant à eux de 282,4% à MAD 18 868,8 millions essentiellement suite à la hausse de 315,7% à MAD 18 026,9 millions des engagements de garantie reçus des établissements de crédit. Cette évolution s'explique par les contre-garanties obtenues du CIC pour des organismes tels que l'ONE et la CDG.

K MAD	2007	2008	Var.
Engagements de garantie donnés	8 504 329	12 947 474	52,2%
<i>D'ordre des établissements de crédit</i>	<i>2 593 172</i>	<i>3 245 859</i>	<i>25,2%</i>
<i>D'ordre de la clientèle</i>	<i>5 911 157</i>	<i>9 701 615</i>	<i>64,1%</i>
<i>Cautions administratives et fiscales et autres cautions</i>	-	-	-
<i>Autres garanties d'ordre à la clientèle</i>	-	-	-
Engagements de garantie reçus	4 933 773	18 868 816	282,4%
<i>Des établissements de crédit</i>	<i>4 336 776</i>	<i>18 026 953</i>	<i>315,7%</i>
<i>De l'état et d'autres organismes de garantie</i>	<i>596 997</i>	<i>841 863</i>	<i>41,0%</i>

Activité consolidée IFRS

Source : BMCE Bank

PARTIE VII : PERSPECTIVES

Deuxième banque privée du Royaume⁶⁷ et institution phare dans le paysage bancaire marocain, BMCE Bank s'est engagée dans une dynamique de croissance tant au Maroc qu'à l'international, prônant des valeurs de partage, de proximité, de transfert de savoir-faire, de transparence et de citoyenneté.

Dans un contexte de développement de plus en plus soutenu du secteur privé marocain et de l'économie en général, BMCE Bank continuera de répondre à une demande croissante en services financiers et de financements, articulant sa stratégie au Maroc autour du :

- Renforcement de la croissance du segment des Particuliers et MRE à travers :
 - ☞ Le programme d'extension du Réseau d'agences œuvrant à la bancarisation du pays dans les zones les plus reculées ;
 - ☞ La motivation de la force commerciale grâce à la mise en place de mécanismes de rémunération et de formation innovants ;
 - ☞ L'enrichissement de l'offre de produits et services guidée par une connaissance approfondie des besoins et exigences de la clientèle ;
 - ☞ La dynamisation de l'activité MRE à travers une stratégie différenciée ;
 - ☞ Le développement des synergies avec les entités de la Banque, du Groupe et avec les actionnaires étrangers de référence.
- Développement du marché des Entreprises et PME, soutenu par :
 - ☞ La création de centres d'affaires spécialisés dans la gestion de la clientèle des entreprises ;
 - ☞ Une démarche de conseil accompagnée par une offre complète et évolutive de produits et services ;
 - ☞ L'optimisation de la gestion des risques par la mise en place d'outils dédiés ;
 - ☞ La dynamisation de l'activité commerciale grâce à une approche différenciée par segment et la mise en œuvre d'un SI Entreprises.
- Renforcement du positionnement sur le marché Corporate grâce à :
 - ☞ La capitalisation sur une expertise et un dynamisme reconnus dans le domaine des financements de projets et renforcés par la certification ISO de ces activités ;
 - ☞ L'amélioration de la qualité des revenus par le développement d'activités génératrices de commissions ;
 - ☞ Une approche commerciale offensive reposant sur une offre de solutions à forte valeur ajoutée ;

⁶⁷ En terme de total bilan selon les statistiques du GPBM au 31/12/2008

- ☛ L'intensification du *cross selling* sous l'impulsion des synergies intra-groupe ;
- ☛ La mise en place de relais de développement commercial à travers des partenariats avec des institutions bancaires et financières internationales.
- ➔ Consolidation du leadership sur les métiers de la Banque d'affaires, en assurant :
 - ☛ Le maintien de l'image d'acteur de référence en *Corporate & Investment banking* ;
 - ☛ La poursuite du développement de la culture d'innovation financière avec une offre de produits sophistiqués et adaptés ;
 - ☛ Le développement accru des synergies entre les lignes métiers de BMCE Capital et avec la *Corporate Bank* et la *Retail Bank* de BMCE Bank.

Capitalisant sur une forte notoriété à l'international et notamment en Afrique, BMCE Bank œuvre à revêtir une dimension nationale et régionale de référence en Afrique Subsaharienne et ce, à travers :

- ➔ Création de **MediCapital Bank**, filiale du Groupe BMCE Bank basée à Londres, fédérant l'ensemble des activités de BMCE Bank en Europe et spécialisée dans le *Corporate Banking*, la Banque d'Investissement et de Marchés en Afrique, au Moyen-Orient et dans d'autres contrées asiatiques, dont elle ambitionne d'être le point d'accès privilégié aux marchés financiers internationaux.
- ➔ Développement des **business models transposables** dans la région africaine, nourri par le transfert du savoir faire du Groupe dans les métiers bancaires et soutenu par une notoriété solide sur le continent africain.
- ➔ Mise en place d'un **vaste réseau** en Afrique à travers la reprise des activités internationales du Groupe BMCE Bank et des opérations d'acquisitions et de prise de participations stratégiques.

Pour l'exercice 2009, le Groupe BMCE Bank compte consolider sa dynamique de croissance aussi bien au Maroc qu'a l'international, notamment grâce à :

- ➔ La poursuite du programme d'extension du réseau de distribution au Maroc, avec l'ouverture prévue d'une centaine d'agences supplémentaires ;
- ➔ La dynamique commerciale insufflée par le développement des activités des diverses lignes de métier du Groupe (Retail Bank, Wholesale Bank, Services Financiers Spécialisés) ;
- ➔ La contribution croissante attendue des filiales africaines, principalement portée par Bank of Africa, dans les résultats du Groupe ;
- ➔ Et, la consolidation des activités européennes autour de MediCapital Bank.

PARTIE VIII :
FACTEURS DE RISQUE

I. RISQUES AFFERENTS À LA BANQUE ET À SON SECTEUR

1. Gestion du Risque de Contrepartie

Les crédits distribués par la banque se sont élevés à MAD 67,92 milliards contre MAD 56,78 milliards une année auparavant, soit une progression de 19,62%. Les engagements (hors créances en souffrances) sont octroyés à hauteur de 71% à la clientèle des entreprises et de 29% à celle des particuliers.

BMCE Bank a la volonté d'élargir son champ d'intervention au segment des PME-PMI, représentant 90% du tissu économique marocain. Plus risqué, certes, il est porteur de meilleures marges et présente un gisement d'opportunités de revenus générés par le conseil en financement et en restructuration, au-delà des seuls concours bancaires.

Dans un contexte de « nouvelle donne économique » au Maroc que représente la libéralisation économique, l'ouverture des frontières, le démantèlement tarifaire douanier et également dans la perspective d'instauration de zones de libre-échange avec l'Union Européenne et les États-Unis, le risque de contrepartie, au niveau de l'ensemble du secteur bancaire, pourrait se détériorer, et par conséquent induire une hausse systémique du ratio de contentieux global. Cette tendance pourrait être accentuée par une conjoncture économique peu favorable.

La Banque a entrepris un effort sensible d'assainissement de son portefeuille de créances clients, effort qu'elle maintient dans le cadre de sa politique de gestion du risque et en conformité avec les règles prudentielles édictées par Bank Al Maghrib.

Pour gérer son risque de crédit, BMCE Bank a défini des règles basées notamment sur des niveaux d'approbation (selon la classification du client, le montant agrégé des facilités proposées au client, etc.) et sur le type d'exposition (entreprises publiques et semi-publiques, exposition aux banques, etc.).

La politique d'engagements de la Banque est menée par une architecture organisationnelle composée, d'une part, du Comité de Direction responsable de fixer les limites de risques agrégés dans le cadre des activités de la banque, validées par le Comité d'Audit et du Contrôle Interne puis par le Conseil d'Administration et, d'autre part, du Comité de Crédit qui approuve l'ensemble des engagements.

Le système est bi-dimensionnel, combinant un rating crédit qui permet d'évaluer le risque inhérent à la transaction et un rating financier obtenu sur la base de la situation financière du débiteur sur les 3 derniers exercices, son potentiel de développement, le secteur d'activité, le rating de la société mère, le risque pays ainsi que les incidents de paiement.

L'échelle de notation comprend 11 niveaux, regroupés en 4 classes de risques de « risque très élevé à risque restreint ». La note s'étale de 1 pour le meilleur risque à 11 pour les dossiers de clients jugés de très mauvaise signature (Cf. échelle ci-dessous).

CLASSE	DEFINITION	Catégorie	
1	Extrêmement stable à court et moyen terme ; très stable à long terme ; solvable même après de graves bouleversements.	Risque restreint	INVESTMENT GRADE
1,5	Très stable à court et moyen terme ; stable à long terme ; solvabilité suffisante même lors d'événements néfastes persistants		
2	Solvable à court et moyen terme même après de grosses difficultés ; de légers développements néfastes peuvent être absorbés à long terme		
2,5	Très stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir ; substance suffisante à moyen terme pour pouvoir survivre ; évolution à long terme encore incertaine	Risque Moyen	
3	Stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir, ne peut absorber que des petits développements néfastes à moyen terme		
3,5	Capacité limitée à absorber des développements néfastes inattendus		
4	Capacité très limitée à absorber des développements néfastes inattendus.	Risque élevé	SUB-INVESTMENT GRADE
4,5	Faible capacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Tout changement des conditions économiques et commerciales internes et externe rendra difficile le respect des engagements		
5	Incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Le respect des engagements est lié à l'évolution favorable des conditions commerciales et économiques internes et externes	Risque très élevé	
5,5	Très Fort risque de défaillance , incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Défaut partiel de paiement des intérêts et du capital		
6	Défaut total de paiement des intérêts et du capital		

2. Risque de Taux et de Liquidité

2.1. Processus de décision en matière de gestion ALM

Le Comité ALCO est chargé de superviser la gestion du risque de taux et de liquidité et reçoit régulièrement des rapports sur la conformité aux plafonds et lignes de conduite établis.

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne examine le cadre de gestion et les principales politiques en matière de taux et liquidité et les soumet à l'approbation du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration approuve le cadre de gestion et est avisé de la position de taux et de liquidité de BMCE Bank.

Au sein du Pôle Financier, le Département ALM veille à l'élaboration de politiques, de stratégies, et de plan d'urgence, en matière de gestion de risques de taux et de liquidité, il recommande et surveille les plafonds s'inscrivant dans ce cadre.

2.2. Risque de Liquidité global

En 2008, BMCE BANK a poursuivi le développement de ses différents métiers avec une contribution renforcée de l'activité des crédits.

Pour assurer une croissance harmonieuse du bilan dans le respect des ratios prudentiels, la banque a concrétisé un ensemble d'actions visant à renforcer sa liquidité ainsi que ses fonds propres réglementaires. Ceci à travers :

- L'émission d'une dette subordonnée pour un montant de MAD 1 milliard sur le marché local en février 2008 ;
- L'émission d'une dette subordonnée perpétuelle pour un montant de MAD 1 milliard sur le marché local en octobre 2008 ;
- L'émission d'une dette subordonnée perpétuelle en devises pour un montant de EUR 70 millions (SFI) ;
- L'émission d'une dette subordonnée en devises pour un montant de EUR 50 millions (Proparco) ;
- L'émission de Certificats de Dépôts pour un encours de MAD 2 547 millions au 31 décembre 2008 ;
- La mobilisation du réseau pour la collecte des comptes à terme, occasionnant une hausse de MAD 6 717 millions sur l'année 2008. L'encours global Comptes à Terme s'élève à MAD 23 374 millions, dont 10% de maturité supérieure à 1 an ;
- L'accélération du programme d'ouverture des nouvelles agences (100 agences en 2008 contre 70 ouvertes en 2007), ce qui contribue à renforcer le rythme de collecte des dépôts de la clientèle ;
- La progression de MAD 13,8 milliards des dépôts de la clientèle dont MAD 2,0 milliards en comptes courants, MAD 3,5 milliards en comptes chèques, MAD 1,2 milliards en comptes sur carnet et MAD 6,7 milliards en comptes à Terme.

Ainsi, grâce à ces différentes mesures, la Banque a réussi à rééquilibrer son profil de liquidité, en portant son coefficient de liquidité au-dessus de la limite réglementaire de 100%.

Le Coefficient de Liquidité (actifs liquides à un mois sur les exigibilités à un mois) affiche 110,9% au 31 décembre 2008.

De même, sur un horizon plus long, le Gap de liquidité à horizon 12 mois enregistre un excédent de liquidité de MAD +3,1 milliards à fin décembre 2008 contre MAD -0,6 milliards à fin décembre 2007.

2.3. Risque de Taux Global

Sur un horizon de 12 mois, l'excédent des actifs sur les passifs à taux révisable sur l'année est de MAD 7,5 milliards à fin décembre 2008, contre MAD 6,4 milliards une année auparavant. Un profil de risque de taux favorable en cas de hausse des taux.

Les simulations effectuées au 31 décembre 2008, relatives aux impacts d'une variation des taux d'intérêt de 100 pbs sur le PNB prévisionnel de la BMCE, font ressortir un impact de MAD +29 milliards, soit 0,81% du PNB prévisionnel 2008, inférieur à la limite ALCO fixée à 2,5%.

La variation de la valeur économique des fonds propres face à un choc d'une ampleur de 200 pbs, est estimée à MAD 290 millions, soit +5,9% des Fonds propres réglementaires 2008, inférieur à la limite ALCO fixée à 20%.

Le renforcement des Fonds propres réglementaires en 2009, par le biais d'émissions de dettes subordonnées en dirhams et en devises permettrait de réduire les impacts moyens et long terme sur la valeur économique.

3. Risque de Taux et de Liquidité (Risques de Marché)

3.1. Analyse du risque de liquidité

Au 31 décembre 2008, l'analyse fait apparaître une liquidité de 104.16%.

En effet, le passif monétaire est de MAD 7 003 millions de durée égale à 10.81 jours, tandis que l'actif monétaire est de MAD 11 687 millions de durée égale à 2.31 jours.

Par ailleurs, il est à signaler que 82% de la valeur de l'actif obligataire est composé de Bons de Trésor, ce qui assure une liquidité quasi-totale. Cette catégorie de l'actif s'établit à MAD 3 769 millions.

3.2. Analyse du risque de taux

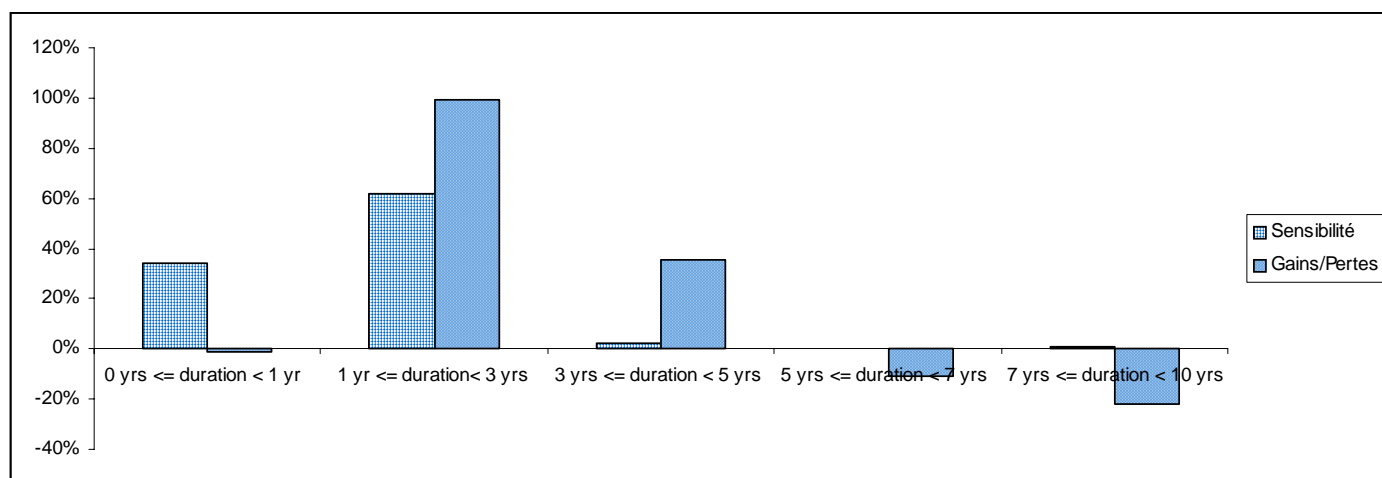
Les actifs sont essentiellement obligataires, composés de Bons du Trésor, TCN et Obligations. Ces actifs sont essentiellement financés par des passifs courts dont la durée est 10.81 jours.

Le portefeuille obligataire (au 31 décembre 2008) présente un taux de rendement moyen de 3.95% pour une durée moyenne de 1.11 an et une sensibilité moyenne de 1.12 année. Son encours en valeur de marché est de MAD 3 884 millions. Une évolution parallèle des taux d'intérêt de +50 pbs entraînerait alors une perte moyenne de MAD 25.58 millions.

Le spectre des sensibilités ci-dessous présente le choix de ventilation de la sensibilité totale sur les différentes catégories de papiers, et donc le choix de projection du risque de taux sur les différentes bandes de maturités.

Le graphe ci-dessous indique que le portefeuille obligataire est constitué majoritairement de papiers court et moyen terme.

Spectre de sensibilité du portefeuille obligataire de BMCE Bank au 31 décembre 2008



Source : BMCE Bank

4. Risque de Change

Devises	Position en devises	Contre-valeur	% Fonds propres
	En M MAD (*)	En M MAD	
EUR	13 315 580	149 913 458	3,48%
LYD	4 218	27 140	0,00%
SEK	140 483	145 386	0,00%
CHF	168 522	1 275 299	0,03%
TND	183 611	1 128 216	0,03%
CAD	(43 835)	(291 148)	0,01%
DZD	1 885 760	2 133 926	0,00%
KWD	42 064	1 227 175	0,03%
SAR	1 478 848	3 173 904	0,07%
AED	4 308 429	9 448 169	0,22%
JPY	(1 364 048)	(121 159)	0,00%
DKK	192 791 702	291 385 378	6,77%
NOK	62 480	7 223 625	0,00%
USD	12 084 401	97 338 640	2,26%
GBP	9 050	106 912	0,00%

(*) Actifs – passifs dans la même devise +/- engagements nets à terme +/- Delta des options

- Données au 31/12/2008

La somme des positions de change nettes est la suivante :

- ➔ Pour les positions longues : MAD 555 455 307, soit 12,9% des fonds propres ;
- ➔ Pour les positions courtes : MAD 412 307, soit 0,01% des fonds propres.

Le net total s'élève à MAD 555 043 000 correspondant à 12,89% des fonds propres.

Le tableau ci-dessus montre que BMCE Bank reste dans les limites prudentielles établies par Bank Al Maghrib, et qui sont fixées à 10% des fonds propres par devise et à 20% pour l'ensemble des devises.

5. Risque de rentabilité

Dans le contexte actuel, la baisse généralisée des taux de base bancaire induit un accroissement de la concurrence entre établissements bancaires et un rétrécissement des marges d'intermédiation.

Une augmentation structurelle des ressources rémunérées dans l'ensemble du secteur bancaire implique un renchérissement du coût des dépôts du système bancaire et contribue à cet effritement des marges.

6. Risques réglementaires

Ratio de solvabilité au 31 Décembre 2008 (Bâle II) sur base consolidée

Risques	Actifs pondérés (K MAD)
Risques de crédit	94 361 894
Risques de marché	4 441 188
Risques opérationnels	6 764 850
Total des actifs pondérés	105 567 931

Coefficient minimum de solvabilité	Montant (K MAD)
Fonds propres de base	8 650 408
Total des fonds propres admissibles	3 774 535
Total des fonds propres surcomplémentaires admissibles	300 000
Total des actifs pondérés	105 567 931
Coefficient minimum de solvabilité	12,05%

Source : BMCE Bank

Le ratio de solvabilité de la Banque, traduisant sa capacité à faire face à l'ensemble de ses engagements par le biais de ses fonds propres, demeure supérieur à la norme réglementaire fixée à 8%.

Il passe en effet de 13,39% en 2006 à 8,68% en 2007. Ce ratio s'améliore à 12,05% au terme du dernier exercice étudié traduisant la hausse des fonds propres consécutive aux différentes levées de fonds opérées par la Banque.

7. Risques du Portefeuille de Participation

A fin 2008, la valeur brute comptable (VBC) du portefeuille s'élève, à l'exclusion des OPCVM, à MAD 3,9 milliards y inclus les comptes courants associés qui totalisent MAD 127 millions.

L'année 2008 a enregistré les opérations suivantes :

- L'entrée au capital, en deux temps et à hauteur 42,5%, de BOA Groupe (MAD 573 millions) ;
- L'acquisition de 10.750 titres Salafin (0,45%) ;
- La participation aux augmentations de capital de Medicapital Bank (MAD 516 millions), de Proparco (MAD 86,4 millions), de Maroc Factoring (MAD 30 millions), de ESFG (MAD 24 millions) et de GNS (MAD 17 millions) ;
- Les souscriptions au Fonds Mutandis (MAD 37,5 millions), au capital de EURAFRIC Information (MAD 4,1 million) et au capital de EXPERIAN Services Maroc (MAD 0,6 million) ;
- Et le troisième remboursement de capital du Fonds Marco Polo (MAD -1 million).

A fin 2008, les provisions pour dépréciation devraient se maintenir à leur niveau de 2007 à savoir MAD 52 millions (MAD 54 millions y inclus comptes courants).

II. FAITS EXCEPTIONNELS ET LITIGES

A la date d'établissement du présent dossier d'information, BMCE Bank ne connaît pas de faits exceptionnels, ni de litiges susceptibles d'affecter sa situation financière.

Avertissement

Les comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2007, retraités selon les normes IFRS, n'ont pas fait l'objet d'une certification.

Les comptes consolidés PCEC de l'exercice 2008 sont présentés à titre comparatif. En effet, ils n'ont pas fait, et ne feront pas l'objet d'une certification par les Commissaires aux comptes.

Les comptes consolidés IFRS de l'exercice 2008 ont été certifiés par les Commissaires aux comptes.

PARTIE IX : ANNEXES

I. PRINCIPALES REGLES D'ÉVALUATION ET DE PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES - PCEC

Les comptes consolidés du groupe BMCE BANK relatifs à l'exercice 2008 ont été établis conformément aux dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit « PCEC ».

Ils regroupent les comptes de BMCE BANK et ceux des principales filiales marocaines et étrangères composant le groupe BMCE BANK. Les comptes des filiales marocaines sont établis selon les règles et méthodes d'évaluation du PCEC. Les comptes des filiales étrangères BMCE INTERNATIONAL, LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI, LA CONGOLAISE DE BANQUES et de MEDI CAPITAL ET BOA ayant été établis d'après les règles comptables du pays d'origine, les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de les rendre conformes aux principes du groupe BMCE BANK (cf. note de présentation des comptes individuels).

Principes et modalités de consolidation

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de BMCE BANK (comptes agrégés regroupant les comptes de l'activité Maroc ainsi que ceux des succursales de Paris et de la Banque Off-shore) et filiales contrôlées par celle-ci ou sur lesquelles le groupe exerce une influence notable.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

Intégration globale :

Méthode appliquée aux entreprises contrôlées de manière exclusive et ayant une activité à caractère financier, y compris les sociétés qui prolongent l'activité bancaire.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger des politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- Soit de la désignation pendant deux exercices successifs, de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale.

Ce contrôle est présumé dès lors que BMCE BANK détient plus de 40% des droits de vote de la filiale et qu'aucun autre associé ne détenait, directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne et ce, conformément aux seuils préconisés par le Code Général de Normalisation Comptable « CGNC ».

- Soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires. L'influence dominante existe dès lors que le groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs passifs ou éléments de hors bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif.

Mise en équivalence

Les entreprises dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable, à savoir les participations dont le pourcentage de contrôle est compris entre 20% et 40%, sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles d'une filiale sans en détenir le contrôle.

Certaines participations, répondant aux critères définis ci-dessus, et dont l'importance par rapport aux comptes consolidés n'est pas significative, n'ont pas été consolidées.

Méthode de conversion des comptes en devises étrangères

Le bilan et le hors bilan de BMCE INTERNATIONAL, LA CONGOLAISE DE BANQUES et MEDI CAPITAL et BANK OF AFRICA sont convertis sur la base du cours de clôture. Les postes du comptes Produits et Charges sont convertis sur la base du cours de change moyen de l'exercice. Les capitaux propres sont valorisés aux cours historiques. La différence de conversion entre le taux de clôture et le taux historique constitue un écart de conversion inscrit dans les capitaux propres consolidés.

Principaux retraitements

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

Ecarts d'acquisition

Le poste Ecarts d'acquisition figurant soit à l'actif, soit au passif, représente le solde des écarts, non affectés à un poste de bilan, constatés à la date d'acquisition des titres consolidés entre leur prix de revient et la part de la situation nette correspondante. Ces écarts font l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de l'activité de la société acquise, des hypothèses retenues et des objectifs fixés lors de l'acquisition.

La durée d'amortissement s'étale sur une période de 10 ans.

Opérations de crédit-bail et de location

Cette rubrique regroupe les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée et de location simple. Les opérations de location assimilée au crédit-bail sont les opérations ayant pour finalité le financement d'un bien dont le bailleur n'a pas vocation à conserver la propriété à l'issue du bail.

Les opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat ou assimilée sont portées au bilan consolidé pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière, c'est-à-dire pour le montant total des loyers à recevoir, déduction faite des intérêts compris dans ces loyers. Ces encours sont substitués à ceux qui sont déterminés d'après les règles fiscales et la réserve latente est inscrite dans les réserves consolidées pour un montant net d'imposition différée.

Les intérêts courus compris dans les loyers à échoir, sont portés dans un compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultats. Le mode de provisionnement des opérations de crédit-bail et assimilées est identique à celui des créances sur les établissements de crédit et la clientèle.

Immeubles Acquis par Crédit Bail

Concernant les immeubles acquis par BMCE en crédit bail, ils ont fait l'objet d'un retraitement par activation des immeubles en bilan toute en distinguant les éléments non amortissables (Terrain) des éléments amortissables (Constructions). Ces corrections ont induit à un retraitement du Compte de Résultat en distinguant la charge financière, des dotations aux amortissements. L'incident sur le résultat et capitaux propres sont constatés par le biais des écritures de consolidation tout en prenant en compte l'incident de l'impôt (Impôts Différés).

Elimination des écritures intra-groupe

Toutes les opérations entre les sociétés de l'ensemble consolidé par intégration globale et qui ont une incidence significative sur le bilan, le hors bilan et le compte de Produits et Charges ont été éliminées.

Ces éliminations portent sur deux catégories d'opérations :

- Celles qui affectent le résultat consolidé ou les réserves consolidées (notamment les dividendes internes).
- Et celles qui ne l'affectent pas (comptes réciproques du bilan et du CPC).

Elimination des provisions à caractère fiscal

Pour chaque filiale consolidée, l'ensemble des provisions ayant pour but de diminuer la charge fiscale (opérations en sursis d'imposition) ont été éliminées, exemple : provisions pour investissement, pour logement de personnel, et amortissement dérogatoire.

Charges fiscales

Impôts courants

Le taux normal de l'impôt sur les sociétés pour les établissements de crédit est de 39,6 % sur le résultat réalisé au Maroc hors la succursale BMCE Bank, Banque Off-shore. L'activité de cette dernière a été exonérée d'impôt jusqu'au 31/12/2001. A partir du 1er janvier 2002, cette entité obéit au régime applicable aux banques off shore soit une imposition forfaitaire annuelle de 25.000 USD.

La Succursale de Paris est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux applicables en France où le taux normal d'I/S est de 33,33 % majoré d'un point d'imposition de solidarité nationale

Pour ce qui est de l'imposition des autres filiales, outre les assurances dont le taux est identique au secteur bancaire, le taux de l'I/S est de 35 %.

A noter que pour MEDI CAPITAL, assujettie aux normes applicables en Angleterre (UK GAAP), les règles fiscales applicables répondent aux traitements exigés en matière de consolidation.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition et compte tenu de la conception étendue. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé.

Périmètre de consolidation au 31 décembre 2008

Les comptes consolidés à fin 2008 regroupent les comptes individuels de BMCE Bank et de ses filiales les plus significatives, à savoir les douze filiales suivantes que la Banque contrôle de manière exclusive :

- BMCE Capital ;
- BMCE Capital Bourse ;
- BMCE Capital Gestion ;
- BMCE International ;
- BMCE Paris
- BMCE Bank Offshore
- Maghrebail ;
- Maroc Factoring ;
- Salafin ;
- La Congolaise de Banque ;
- Bank Of Africa ;
- Medicapital bank.

Ainsi que les trois filiales sur lesquelles BMCE Bank exerce une influence notable :

- Casa Finance Markets ;
- Euler Hermes Acmar ;
- La Banque de Développement du Mali.

Ce périmètre de consolidation qui inclut toutes les sociétés répondant aux critères énoncés ci-dessus, exclut les sociétés civiles immobilières dans la mesure où le financement qui leur est consenti et qui

figure à l'actif du bilan du groupe est de nature à bien traduire la réalité des risques encourus et est plus représentatif de l'activité financière du groupe.

Sont exclues du périmètre de consolidation les filiales suivantes :

- **DOCUPRINT** : filiale détenue à hauteur de 100%. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable ;
- **EUROCHEQUE MAROC** : filiale détenue à hauteur de 28,72%. La part dans la situation nette est inférieure au seuil fixé pour l'application de la consolidation comptable. La filiale est en cours de liquidation.
- **STE CONSULTITRES** : filiale en liquidation ;
- **MARTCO** : filiale détenue à hauteur 20%. La valeur nette comptable de cette filiale est nulle.

II. ETATS DE SYNTHESE CONSOLIDES - PCEC

- **Bilans et Hors bilans de 2006 à 2008 – Activité Consolidée**
- **Compte de produits et charges de 2006 à 2008 – Activité Consolidée**
- **État des soldes de gestion de 2006 à 2008 – Activité Consolidée**
- **Tableau des flux de trésorerie des trois derniers exercices – Activité Consolidée**
- **État des informations complémentaires relatives au dernier exercice, sauf mention spécifique :**
 - ☞ Etat des dérogations ;
 - ☞ Etat des changements de méthodes ;
 - ☞ Tableau des créances sur les établissements de crédits et assimilés ;
 - ☞ Tableau des créances sur la clientèle des trois derniers exercices ;
 - ☞ Tableau des titres de participation et emplois assimilés des trois derniers exercices ;
 - ☞ Tableau des immobilisations données en crédit bail en location avec option d'achat et en location simple ;
 - ☞ Tableau des immobilisations corporelles et incorporelles ;
 - ☞ Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations ;
 - ☞ Tableau des dettes envers les établissements de crédit et assimilés ;
 - ☞ Tableau des dépôts de la clientèle ;
 - ☞ Tableau des provisions des trois derniers exercices ;
 - ☞ Tableau de valeurs et sûretés reçues et données en garantie ;
 - ☞ Tableau de concentration des risques sur un même bénéficiaire des trois derniers exercices ;
 - ☞ Tableau de répartition du capital ;
 - ☞ Tableau d'affectation des résultats intervenus au cours des trois derniers exercices ;
 - ☞ Tableau des datations et événements postérieurs au dernier exercice clos.

B I L A N CONSOLIDE AU 31/12/2006

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**

0 1 1	3 1	1 2	2006	0 4 4	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie

Code ligne	ACTIF	31/12/2006
A120	Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	7 883 528
A220	Créances sur les établissements de crédit et assimilés	14 324 319
A221	. A vue	3 645 771
A222	. A terme	10 678 548
B120	Créances sur la clientèle	39 411 120
B121	. Crédits de trésorerie et à la consommation	19 248 713
B122	. Crédits à l'équipement	8 002 998
B123	. Crédits immobiliers	7 747 591
B124	. Autres crédits	4 411 818
B220	Opération ce crédit bail et de location	5 631 331
B240	Créances acquises par affacturage	742 716
D120	Titres de transaction et de placement	11 721 359
D121	. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 877 869
D122	. Autres titres de créances	1 572 015
D123	. Titres de propriété	7 271 475
E120	Autres actifs	1 536 308
F120	Titres d'investissement	27
F121	. Bons du Trésor et valeurs assimilées	27
F122	. Autres titres de créance	
F220	Titres de participation et emplois assimilés	1 635 969
F240	Titres mis en équivalence	184 634
F241	. Entreprises à caractère financier	184 634
F242	. Autres entreprises	
F320	Créances subordonnées	
F520	Immobilisations incorporelles	140 640
F620	Immobilisations corporelles	1 840 684
F720	Ecarts d'acquisition	21 297
T101	Total de l'Actif	85 073 932

BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2006

0 1 1	3 1	1 2	2006	0 4 4	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie

Code ligne	PASSIF	31/12/2006
G120	Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
G220	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 013 327
G221	. A vue	690 716
G222	. A terme	4 322 611
J120	Dépôts de la clientèle	67 618 132
J121	. Comptes à vue créditeurs	34 392 889
J122	. Comptes d'épargne	10 985 108
J123	. Dépôts à terme	17 794 638
J129	. Autres comptes créditeurs	4 445 497
k120	Titres de créance émis	1 076 635
K121	. Titres de créance négociables	816 807
K122	. Emprunts obligataires	259 828
K129	. Autres titres de créance émis	
L120	Autres passifs	2 818 211
M120	Ecarts d'acquisition	
M140	Provisions pour risques et charges	69 823
M220	Provisions réglementées	
M320	Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
M420	Dettes subordonnées	1 020 368
M520	Primes liées au capital	4 281 611
M620	Capital	1 587 514
M720	Actionnaires. Capital non versé (-)	
M820	Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	682 951
M821	. Part du groupe	343 870
M822	. Part des intérêts minoritaires	339 081
M920	Résultats de l'exercice (+/-)	905 360
M921	. Part du groupe	834 069
M922	. Part des intérêts minoritaires	71 291
T102	Total du Passif	85 073 932

H O R S B I L A N C O N S O L I D E A U 3 1 / 1 2 / 2 0 0 6

0 1 1	3 1	1 2	2 0 0 6	0 4 4	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie

Code ligne	HORS BILAN	31/12/2006
H050	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	12 344 386
H051	Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	37 985
H052	Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 058 687
H055	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 075 608
H056	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 172 106
H057	Titres achetés à réméré	
H058	Autres titres à livrer	
H060	<u>ENGAGEMENT RECUS</u>	2 162 392
H061	Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-
H065	Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 130 545
H066	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	31 847
H067	Titres vendus à réméré	
H068	Autres titres à recevoir	

B I L A N CONSOLIDE
AU 31/12/2007

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**

0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 4	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	ACTIF	31/12/2007	31/12/2006
A120	Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 084 789	7 883 528
A220	Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19 720 186	14 324 319
A221	. A vue	6 101 288	3 645 771
A222	. A terme	13 618 898	10 678 548
B120	Créances sur la clientèle	51 827 089	39 411 120
B121	. Crédits de trésorerie et à la consommation	25 994 119	19 248 713
B122	. Crédits à l'équipement	10 788 743	8 002 998
B123	. Crédits immobiliers	11 411 716	7 747 591
B124	. Autres crédits	3 632 511	4 411 818
B220	Opération ce crédit bail et de location	6 257 388	5 631 331
B240	Créances acquises par affacturage	878 057	742 716
D120	Titres de transaction et de placement	13 010 707	11 721 359
D121	. Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 852 087	2 877 869
D122	. Autres titres de créances	2 716 685	1 572 015
D123	. Titres de propriété	6 441 935	7 271 475
E120	Autres actifs	3 285 502	1 536 308
F120	Titres d'investissement	799 574	27
F121	. Bons du Trésor et valeurs assimilées	733 924	27
F122	. Autres titres de créance	65 650	
F220	Titres de participation et emplois assimilés	842 151	1 635 969
F240	Titres mis en équivalence	184 577	184 634
F241	. Entreprises à caractère financier	184 577	184 634
F242	. Autres entreprises		
F320	Créances subordonnées		
F520	Immobilisations incorporelles	268 155	140 640
F620	Immobilisations corporelles	1 972 055	1 840 684
F720	Ecarts d'acquisition	19 607	21 297
T101	Total de l'Actif	107 149 837	85 073 932

B I L A N CONSOLIDE
AU 31/12/2007

0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 4	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH			
Code ligne	PASSIF	31/12/2007	31/12/2006
G120	Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
G220	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	9 143 598	5 013 327
G221	. A vue	2 580 845	690 716
G222	. A terme	6 562 753	4 322 611
J120	Dépôts de la clientèle	81 969 131	67 618 132
J121	. Comptes à vue créditeurs	41 277 769	34 392 889
J122	. Comptes d'épargne	12 420 227	10 985 108
J123	. Dépôts à terme	23 817 614	17 794 638
J129	. Autres comptes créditeurs	4 453 521	4 445 497
k120	Titres de créance émis	816 407	1 076 635
K121	. Titres de créance négociables	816 407	816 807
K122	. Emprunts obligataires	-	259 828
K129	. Autres titres de créance émis	-	
L120	Autres passifs	5 521 587	2 818 211
M120	Ecarts d'acquisition		
M140	Provisions pour risques et charges	178 057	69 823
M220	Provisions réglementées		
M320	Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
M420	Dettes subordonnées	1 002 576	1 020 368
M520	Primes liées au capital	4 632 594	4 281 611
M620	Capital	1 587 514	1 587 514
M720	Actionnaires. Capital non versé (-)		
M820	Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	897 293	682 951
M821	. Part du groupe	456 281	343 870
M822	. Part des intérêts minoritaires	441 012	339 081
M920	Résultats de l'exercice (+/-)	1 401 080	905 360
M921	. Part du groupe	1 273 857	834 069
M922	. Part des intérêts minoritaires	127 223	71 291
T102	Total du Passif	107 149 837	85 073 932

HORS BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2007

0 1 1	3 1	12	2007	0 4 4	3	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	HORS BILAN	31/12/2007	31/12/2006
H050	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	32 064 438	12 344 386
H051	Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	34 144	37 985
H052	Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	23 525 965	5 058 687
H055	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 593 172	2 075 608
H056	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	5 911 157	5 172 106
H057	Titres achetés à réméré	-	
H058	Autres titres à livrer	-	
H060	<u>ENGAGEMENT RECUS</u>	5 165 710	2 162 392
H061	Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	231 937	-
H065	Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 336 776	2 130 545
H066	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	596 997	31 847
H067	Titres vendus à réméré	-	
H068	Autres titres à recevoir	-	

**B I L A N CONSOLIDE
AU 31/12/2008**

l'établissement : B M C E BANK

0 1 1	3 1	1 2	2008	0 4 4	3	1
issement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

ACTIF	31/12/2008	31/12/2007
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 761 642	8 084 789
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	21 586 233	19 720 186
. A vue	10 362 205	6 101 288
. A terme	11 224 029	13 618 898
Créances sur la clientèle	77 502 596	51 827 089
. Crédits de trésorerie et à la consommation	38 822 324	25 994 119
. Crédits à l'équipement	13 697 258	10 788 743
. Crédits immobiliers	19 457 316	11 411 716
. Autres crédits	5 525 698	3 632 511
Opération ce crédit bail et de location	6 938 015	6 257 388
Créances acquises par affacturage	1 211 525	878 057
Titres de transaction et de placement	24 949 939	13 010 707
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 388 155	3 852 087
. Autres titres de créances	1 737 854	2 716 685
. Titres de propriété	13 823 930	6 441 935
Autres actifs	4 900 951	3 285 502
Titres d'investissement	1 312 471	799 574
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	739 121	733 924
. Autres titres de créance	573 350	65 650
Titres de participation et emplois assimilés	1 203 663	842 151
Titres mis en équivalence	191 437	184 577
. Entreprises à caractère financier	191 437	184 577
. Autres entreprises		
Créances subordonnées		
Immobilisations incorporelles	547 948	268 155
Immobilisations corporelles	3 079 342	1 972 055
Ecarts d'acquisition	226 913	19 607
Total de l'Actif	152 412 675	107 149 837

**B I L A N CONSOLIDE
AU 31/12/2008**

0 1 1	3 1	1 2	2008	0 4 4	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne	PASSIF	31/12/2008	31/12/2007
G120	Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
G220	Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	12 647 116	9 143 598
G221	. A vue	2 487 744	2 580 845
G222	. A terme	10 159 372	6 562 753
J120	Dépôts de la clientèle	113 452 321	81 969 131
J121	. Comptes à vue créditeurs	49 482 421	41 277 769
J122	. Comptes d'épargne	13 648 769	12 420 227
J123	. Dépôts à terme	28 776 432	23 817 614
J129	. Autres comptes créditeurs	21 544 698	4 453 521
k120	Titres de créance émis	4 587 442	816 407
K121	. Titres de créance négociables	4 587 442	816 407
K122	. Emprunts obligataires	-	-
K129	. Autres titres de créance émis	-	-
L120	Autres passifs	6 401 377	5 521 587
M120	Ecarts d'acquisition		
M140	Provisions pour risques et charges	147 210	178 057
M220	Provisions réglementées		
M320	Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	76 516	
M420	Dettes subordonnées	4 079 232	1 002 576
M520	Primes liées au capital	5 380 750	4 632 594
M620	Capital	1 587 514	1 587 514
M720	Actionnaires. Capital non versé (-)		
M820	Réserves consolidées, écarts de réévaluation, écarts de conversion et différences sur mises en équivalence	2 790 273	897 293
M821	. Part du groupe	755 691	456 281
M822	. Part des intérêts minoritaires	2 034 582	441 012
M920	Résultats de l'exercice (+/-)	1 262 926	1 401 080
M921	. Part du groupe	643 696	1 273 857
M922	. Part des intérêts minoritaires	619 230	127 223
T102	Total du Passif	152 412 676	107 149 837

HORS BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2008

0 1 1	3 1	12	2008	0 4 4	3	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH			
Code ligne	HORS BILAN	31/12/2008	31/12/2007
H050	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>	29 984 395	32 064 438
H051	Engagements de financement données en faveur d'établissement de crédit et assimilés	177 402	34 144
H052	Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	16 817 738	23 525 965
H055	Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	3 245 859	2 593 172
H056	Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 701 615	5 911 157
H057	Titres achetés à réméré	-	
H058	Autres titres à livrer	41 781	
H060	<u>ENGAGEMENT RECUS</u>	20 128 276	5 165 710
H061	Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 217 679	231 937
H065	Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	18 026 953	4 336 776
H066	Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	841 863	596 997
H067	Titres vendus à réméré	-	
H068	Autres titres à recevoir	41 781	

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE
AU 31/12/2006**

0 1 1	3 1	1 2	2006	0 4 5	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie
Code ligne					31/12/2006
P001	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE				7 035 036
P101	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit				377 398
P201	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle				2 238 321
P301	Intérêts et produits assimilés sur titres de créance				240 419
P302	Produits sur titres de propriété				84 119
P401	Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location				2 310 543
P501	Commissions sur prestations de service				638 474
P601	Autres produits bancaires				1 145 762
C 001	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE				3 428 543
C 101	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit				317 461
C 201	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle				854 883
C 301	Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis				45 916
C 401	Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location				1 831 945
C 601	Autres charges bancaires				378 338
T103	PRODUIT NET BANCAIRE				3 606 493
P701	Produits d'exploitation non bancaire				173 129
C 701	Charges d'exploitation non bancaire				12 181
C 801	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION				2 125 664
C 802	Charges de personnel				1 055 029
C 803	Impôts et taxes				41 402
C 804	Charges externes				801 029
C 805	Autres charges générales d'exploitation				6 010
C 806	Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles				222 194
C 860	Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition				8 999
P860	Reprises sur écarts d'acquisition				

0 1 1	3 1	1 2	2006	0 4 5	3
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie
Code ligne					31/12/2006
C 920	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES				867 746
C 921	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance				584 945
C 922	Pertes sur créances irrécouvrables				221 060
C 929	Autres dotations aux provisions				61 741
P 920	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES				603 430
P 921	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance				446 396
P 922	Récupérations sur créances amorties				34 281
P 929	Autres reprises de provisions				122 753
T 104	RESULTAT COURANT				1 368 462
P 960	Produits non courants				636
C 960	Charges non courantes				29 682
T 105	RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS				1 339 416
C 980	Impôts sur les résultats				456 256
T 106	RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES				883 160
T 107	QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE				
T 108	Entreprises à caractère financier				22 200
T 109	Autres entreprises				22 200
T 110	RESULTAT NET DU GROUPE				905 360
T 111	. Part du groupe				834 069
T 112	.Part des intérêts minoritaires				71 291

**COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE
AU 31/12/2007**

0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 5	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio
en milliers de DH						
Code ligne					31/12/2007	31/12/2006
P001	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE				8 812 248	7 035 036
P101	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit				664 208	377 398
P201	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle				2 778 018	2 238 321
P301	Intérêts et produits assimilés sur titres de créance				244 646	240 419
P302	Produits sur titres de propriété				88 954	84 119
P401	Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location				2 565 628	2 310 543
P501	Commissions sur prestations de service				825 730	638 474
P601	Autres produits bancaires				1 645 064	1 145 762
C 001	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE				4 339 538	3 428 543
C 101	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit				474 111	317 461
C 201	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle				1 215 921	854 883
C 301	Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis				40 930	45 916
C 401	Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location				2 095 602	1 831 945
C 601	Autres charges bancaires				512 974	378 338
T103	PRODUIT NET BANCAIRE				4 472 710	3 606 493
P701	Produits d'exploitation non bancaire				622 137	173 129
C 701	Charges d'exploitation non bancaire				66 869	12 181
C 801	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION				2 538 000	2 125 664
C 802	Charges de personnel				1 302 010	1 055 029
C 803	Impôts et taxes				48 871	41 402
C 804	Charges externes				975 437	801 029
C 805	Autres charges générales d'exploitation				8 680	6 010
C 806	Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles				203 002	222 194
C 860	Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition				6 479	8 999
P860	Reprises sur écarts d'acquisition					

0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 5	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio
Code ligne					31/12/2007	31/12/2006
C 920	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES				1 088 428	867 746
C 921	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance				540 551	584 945
C 922	Pertes sur créances irrécouvrables				106 740	221 060
C 929	Autres dotations aux provisions				441 137	61 741
P 920	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES				747 521	603 430
P 921	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance				327 154	446 396
P 922	Récupérations sur créances amorties				20 446	34 281
P 929	Autres reprises de provisions				399 921	122 753
T 104	RESULTAT COURANT				2 142 592	1 368 462
P 960	Produits non courants				6 256	636
C 960	Charges non courantes				1 636	29 682
T 105	RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS				2 147 212	1 339 416
C 980	Impôts sur les résultats				762 499	456 256
T 106	RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREEES				1 384 713	883 160
T 107	QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE					
T 108	Entreprises à caractère financier				16 367	22 200
T 109	Autres entreprises				16 367	22 200
T 110	RESULTAT NET DU GROUPE				1 401 080	905 360
T 111	. Part du groupe				1 273 857	834 069
T 112	. Part des intérêts minoritaires				127 223	71 291

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE
AU 31/12/2008

0 1 1	3 1	1 2	2008	0 4 5	3	1
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

en milliers de DH

Code ligne		31/12/2008	31/12/2007
P001	PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	11 875 456	8 812 248
P101	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	692 653	664 208
P201	Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 056 859	2 778 018
P301	Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	780 130	244 646
P302	Produits sur titres de propriété	80 236	88 954
P401	Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 777 602	2 565 628
P501	Commissions sur prestations de service	1 179 124	825 730
P601	Autres produits bancaires	1 308 851	1 645 064
C 001	CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	6 136 918	4 339 538
C 101	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	685 406	474 111
C 201	Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	2 103 345	1 215 921
C 301	Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	208 509	40 930
C 401	Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	2 267 949	2 095 602
C 601	Autres charges bancaires	871 708	512 974
T103	PRODUIT NET BANCAIRE	5 738 538	4 472 710
P701	Produits d'exploitation non bancaire	99 044	622 137
C 701	Charges d'exploitation non bancaire	39 812	66 869
C 801	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 901 719	2 538 000
C 802	Charges de personnel	1 828 378	1 302 010
C 803	Impôts et taxes	44 556	48 871
C 804	Charges externes	1 136 117	975 437
C 805	Autres charges générales d'exploitation	557 750	8 680
C 806	Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	334 917	203 002
C 860	Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	25 614	6 479
P860	Reprises sur écarts d'acquisition		

0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 5	3	2
Code établissement	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio

Code ligne		31/12/2008	31/12/2007
C 920	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	647 732	1 088 428
C 921	Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	422 274	540 551
C 922	Pertes sur créances irrécouvrables	96 231	106 740
C 929	Autres dotations aux provisions	129 227	441 137
P 920	REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	533 780	747 521
P 921	Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	345 828	327 154
P 922	Récupérations sur créances amorties	56 736	20 446
P 929	Autres reprises de provisions	131 216	399 921
T 104	RESULTAT COURANT	1 756 485	2 142 592
P 960	Produits non courants	94 449	6 256
C 960	Charges non courantes	45 672	1 636
T 105	RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	1 805 262	2 147 212
C 980	Impôts sur les résultats	575 106	762 499
T 106	RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	1 230 155	1 384 713
T 107	QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	32 771	16 367
T 108	Entreprises à caractère financier	32 771	16 367
T 109	Autres entreprises		
T 110	RESULTAT NET DU GROUPE	1 262 926	1 401 080
T 111	. Part du groupe	643 696	1 273 857
T 112	.Part des intérêts minoritaires	619 230	127 223

**ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31/12/2006**

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

Code établissement	0 1 1	3 1	1 2	2006	0 4 6	3
	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	
Code ligne						31/12/2006
P011	+ Intérêts et produits assimilés					2 791 203
C011	- Intérêts et charges assimilées					1 216 998
T007	MARGE D'INTERET					1 574 205
P013	+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location					2 310 543
C013	- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location					1 831 945
T008	Résultat des opérations de crédit-bail et de location					478 598
P015	+ Commissions perçues					736 399
C015	- Commissions servies					66 926
T009	Marge sur commissions					669 473
T010	+/- Résultat des opérations sur titres de transaction					
T011	+/- Résultat des opérations sur titres de placement					687 877
T012	+/- Résultat des opérations de change					110 918
T013	+ Résultat des opérations sur produits dérivés					- 8 179
T014	Résultat des opérations de marché					790 616
P017	+ Divers autres produits bancaires					168 652
C017	- Divers autres charges bancaires					75 051
T015	PRODUIT NET BANCAIRE					3 606 493
T016	+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières					110 477
P019	+ Autres produits d'exploitation non bancaire					46 808
C019	- Autres charges d'exploitation non bancaire					- 6 936
C021	- Charges générales d'exploitation					2 125 664
T017	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION					1 631 178
T018	+/- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance					- 322 047
T019	+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions					68 330
T019	+ Dotations nettes de reprises sur amortissement d'écart d'acquisition					- 8 999
T020	RESULTAT COURANT					1 368 462
T021	RESULTAT NON COURANT					- 29 046
C023	- Impôts sur les résultats					456 256
T022	RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES					883 160
T 107	QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE					22 200
T 108	Entreprises à caractère financier					22 200
T 109	Autres entreprises					
T 110	RESULTAT NET DU GROUPE					905 360
T 111	. Part du groupe					834 069
T 112	.Part des intérêts minoritaires					71 291

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Code établissement	0 1 1	3 1	1 2	2006	0 4 6	3
	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	
Code ligne						31/12/2006
T023	+/- RESULTAT NET DE L EXERCICE					905 360
C025	+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles					175 656
C027	+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières					13 776
C029	+ Dotations aux provisions pour risques généraux					
C031	+ Dotations au provisions réglementées					2 058
C033	+ Dotations non courantes					1 000
P025	- Reprises de provisions					18 731
P027	- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles					5 177
C035	+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles					21
P029	- Plus-values de cession sur immobilisations financières					126 321
C037	+ Moins-values de cession sur immobilisations financières					5 244
P030	- Reprises de subventions d'investissement recues					
T024	+/- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT					952 886
T025	- Bénéfices distribués					368 557
T026	+/- AUTOFINANCEMENT					584 329

**ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31/12/2007**

TABEAU DE FORMATION DES RESULTATS

Code établissement	0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 6	3	1
	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio	
en milliers de DH							
Code ligne						31/12/2007	31/12/2006
P011	+ Intérêts et produits assimilés					3 629 435	2 791 203
C011	- Intérêts et charges assimilées					1 730 549	1 216 998
T007	MARGE D'INTERET					1 898 886	1 574 205
P013	+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location					2 565 628	2 310 543
C013	- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location					2 095 603	1 831 945
T008	Résultat des opérations de crédit-bail et de location					470 025	478 598
P015	+ Commissions perçues					924 846	736 399
C015	- Commissions servies					106 739	66 926
T009	Marge sur commissions					818 107	669 473
T010	+/- Résultat des opérations sur titres de transaction						
T011	+/- Résultat des opérations sur titres de placement					1 080 978	687 877
T012	+/- Résultat des opérations de change					110 956	110 918
T013	+ Résultat des opérations sur produits dérivés					- 3 383	- 8 179
T014	Résultat des opérations de marché					1 188 551	790 616
P017	+ Divers autres produits bancaires					191 045	168 652
C017	- Divers autres charges bancaires					93 904	75 051
T015	PRODUIT NET BANCAIRE					4 472 710	3 606 493
T016	+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières					441 978	110 477
P019	+ Autres produits d'exploitation non bancaire					158 687	46 808
C019	- Autres charges d'exploitation non bancaire					- 46 608	- 6 936
C021	- Charges générales d'exploitation					2 538 000	2 125 664
T017	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION					2 488 767	1 631 178
T018	+/- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance					- 308 541	- 322 047
T019	+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions					- 31 155	- 68 330
T019	+ Dotations nettes de reprises sur amortissement d'écarts d'acquisition					- 6 479	- 8 999
T020	RESULTAT COURANT					2 142 592	1 368 462
T021	RESULTAT NON COURANT					4 620	- 29 046
C023	- Impôts sur les résultats					762 499	456 256
T022	RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES					1 384 713	883 160
T 107	QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE					16 367	22 200
T 108	Entreprises à caractère financier					16 367	22 200
T 109	Autres entreprises						
T 110	RESULTAT NET DU GROUPE					1 401 080	905 360
T 111	. Part du groupe					1 273 857	834 069
T 112	.Part des intérêts minoritaires					127 223	71 291

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Code établissement	0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 6	3	2
	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio	
en milliers de DH							
Code ligne						31/12/2007	31/12/2006
T023	+/- RESULTAT NET DE L EXERCICE					1 401 080	905 360
C025	+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles					28 498	175 656
C027	+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières					5 224	13 776
C029	+ Dotations aux provisions pour risques généraux						
C031	+ Dotations aux provisions réglementées					7 121	2 058
C033	+ Dotations non courantes					-	1 000
P025	- Reprises de provisions					57 262	18 731
P027	- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles					77 947	5 177
C035	+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles					193	21
P029	- Plus-values de cession sur immobilisations financières					630 100	126 321
C037	+ Moins-values de cession sur immobilisations financières					27 514	5 244
P030	- Reprises de subventions d'investissement recues						
T024	+/- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT					704 321	952 886
T025	- Bénéfices distribués					399 477	368 557
T026	+/- AUTOFINANCEMENT					304 844	584 329

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**
ETAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDE
AU 31/12/2008

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

Code établissement	0 1 1	3 1	1 2	2008	0 4 6	3	1
	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio	
en milliers de DH							
Code ligne					31/12/2008	31/12/2007	
P011	+ Intérêts et produits assimilés				6 034 991	3 629 435	
C011	- Intérêts et charges assimilées				2 943 458	1 730 549	
T007	MARGE D'INTERET				3 091 533	1 898 886	
P013	+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location				2 777 602	2 565 628	
C013	- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location				2 267 949	2 095 603	
T008	Résultat des opérations de crédit-bail et de location				509 653	470 025	
P015	+ Commissions perçues				1 279 540	924 846	
C015	- Commissions servies				129 230	106 739	
T009	Marge sur commissions				1 150 310	818 107	
T010	+/- Résultat des opérations sur titres de transaction				209 316		
T011	+/- Résultat des opérations sur titres de placement				230 945	1 080 978	
T012	+/- Résultat des opérations de change				385 019	110 956	
T013	+ Résultat des opérations sur produits dérivés				- 42 352	- 3 383	
T014	Résultat des opérations de marché				782 928	1 188 551	
P017	+ Divers autres produits bancaires				343 803	191 045	
C017	- Divers autres charges bancaires				139 689	93 904	
T015	PRODUIT NET BANCAIRE				5 738 538	4 472 710	
T016	+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières				- 93 889	441 978	
P019	+ Autres produits d'exploitation non bancaire				97 432	158 687	
C019	- Autres charges d'exploitation non bancaire				- 39 311	- 46 608	
C021	- Charges générales d'exploitation				3 901 717	2 538 000	
T017	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION				1 801 053	2 488 767	
T018	+/- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance				- 118 398	- 308 541	
T019	+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions				99 443	- 31 155	
T019	+ Dotations nettes de reprises sur amortissement d'écarts d'acquisition				- 25 614	- 6 479	
T020	RESULTAT COURANT				1 756 485	2 142 592	
T021	RESULTAT NON COURANT				48 777	4 620	
C023	- Impôts sur les résultats				575 106	762 499	
T022	RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES				1 230 155	1 384 713	
T 107	QUOTE-PART DANS LES RESULTATS DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE				32 771	16 367	
T 108	Entreprises à caractère financier				32 771	16 367	
T 109	Autres entreprises						
T 110	RESULTAT NET DU GROUPE				1 262 926	1 401 080	
T 111	. Part du groupe				643 696	1 273 857	
T 112	.Part des intérêts minoritaires				619 230	127 223	

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Code établissement	0 1 1	3 1	1 2	2007	0 4 6	3	2
	Date	Mois	An	Code document	Code monnaie	Folio	
en milliers de DH							
Code ligne					31/12/2008	31/12/2007	
T023	+/- RESULTAT NET DE L EXERCICE				1 262 926	1 401 080	
C025	+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles				204 239	28 498	
C027	+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières				99 793	5 224	
C029	+ Dotations aux provisions pour risques généraux						
C031	+ Dotations au provisions réglementées				-	7 121	
C033	+ Dotations non courantes				576	-	
P025	- Reprises de provisions				1 860	57 262	
P027	- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles				9 204	77 947	
C035	+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles				-	193	
P029	- Plus-values de cession sur immobilisations financières				-	630 100	
C037	+ Moins-values de cession sur immobilisations financières				500	27 514	
P030	- Reprises de subventions d'investissement recues						
T024	+/- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT				1 556 970	704 321	
T025	- Bénéfices distribués				485 222	399 477	
T026	+/- AUTOFINANCEMENT				1 071 748	304 844	

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
DU 1ER JANVIER 2006 AU 31 DECEMBRE 2006**

en milliers de DH

	31 12 2006
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	6 671 907
2. (+) Récupérations sur créances amorties	34 281
3. (+) Produits d'exploitation non bancaires perçus	173 765
4. (-) Charges d'exploitation bancaires versées	3 742 236
5. (-) Charges d'exploitation non bancaires versées	41 863
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	1 903 470
7. (-) Impôts sur les résultats versés	456 256
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	736 128
Variation des :	
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 1 589 017
9. (+) Créances sur la clientèle	- 8 114 960
10. (+) Titres de créances et de placement	978 321
11. (+) Autres actifs	569 956
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 523 010
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 890 241
14. (+) Dépôts de la clientèle	9 860 886
15. (+) Titres de créance émis	310 988
16. (+) Autres passifs	- 578 197
II, Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	24 726
III, FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	760 854
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	593 674
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	20 081
19. (-) Aquisitions d'immobilisations financières	212 894
20. (-) Aquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	317 118
21. (+) Intérêts perçus	240 419
22. (+) Dividendes perçus	122 710
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	446 872
Variation des :	
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-
24. (+) Emissions de dettes subordonnées	-
25. (+) Emissions d'actions	
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	
27. (-) Intérêts versés	45 916
28. (-) Dividendes versés	368 557
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 414 473
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	793 253
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	7 090 275
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	7 883 528

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
DU 1ER JANVIER 2007 AU 31 DECEMBRE 2007**

en milliers de DH.

	31 12 2007	31 12 2006
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	8 490 101	6 671 907
2. (+) Récupérations sur créances amorties	20 446	34 281
3. (+) Produits d'exploitation non bancaires perçus	628 393	173 765
4. (-) Charges d'exploitation bancaires versées	4 618 745	3 742 236
5. (-) Charges d'exploitation non bancaires versées	68 505	41 863
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	2 334 998	1 903 470
7. (-) Impôts sur les résultats versés	762 499	456 256
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	1 354 193	736 128
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 5 395 867	- 1 589 017
9. (+) Créances sur la clientèle	- 12 415 969	- 8 114 960
10. (+) Titres de créances et de placement	- 2 088 895	978 321
11. (+) Autres actifs	- 1 884 535	569 956
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 626 057	- 523 010
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 130 271	- 890 241
14. (+) Dépôts de la clientèle	14 350 999	9 860 886
15. (+) Titres de créance émis	- 260 228	310 988
16. (+) Autres passifs	2 448 601	- 578 197
II, Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	- 1 741 680	24 726
III, FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	- 387 487	760 854
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	1 665 714	593 674
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	244 598	20 081
19. (-) Aquisitions d'immobilisations financières	827 931	212 894
20. (-) Aquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	375 373	317 118
21. (+) Intérêts perçus	244 646	240 419
22. (+) Dividendes perçus	77 501	122 710
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	1 029 155	446 872
Variation des :		
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	-
24. (+) Emissions de dettes subordonnées	-	-
25. (+) Emissions d'actions		
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés	40 930	45 916
28. (-) Dividendes versés	399 477	368 557
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	- 440 407	- 414 473
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	201 261	793 253
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	7 883 528	7 090 275
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	8 084 789	7 883 528

Nom de l'établissement : **B M C E BANK**

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
DU 1ER JANVIER 2008 AU 31 DECEMBRE 2008**

en milliers de DH

	<u>31/12/2008</u>	<u>31/12/2007</u>
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	10 945 444	8 490 101
2. (+) Récupérations sur créances amorties	56 736	20 446
3. (+) Produits d'exploitation non bancaires perçus	193 493	628 393
4. (-) Charges d'exploitation bancaires versées	6 101 086	4 618 745
5. (-) Charges d'exploitation non bancaires versées	85 485	68 505
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	3 566 802	2 334 998
7. (-) Impôts sur les résultats versés	575 106	762 499
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	867 194	1 354 193
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 1 866 047	- 5 395 867
9. (+) Créances sur la clientèle	- 25 675 507	- 12 415 969
10. (+) Titres de créances et de placement	- 12 452 129	- 2 088 895
11. (+) Autres actifs	- 2 194 265	- 1 884 535
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	- 680 627	- 626 057
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 503 518	4 130 271
14. (+) Dépôts de la clientèle	31 483 189	14 350 999
15. (+) Titres de créance émis	3 771 035	- 260 228
16. (+) Autres passifs	2 403 063	2 448 601
II, Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	- 1 707 770	- 1 741 680
III, FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	- 840 576	- 387 487
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	1 073	1 665 714
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	25 100	244 598
19. (-) Aquisitions d'immobilisations financières	1 043 036	827 931
20. (-) Aquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	553 989	375 373
21. (+) Intérêts perçus	780 130	244 646
22. (+) Dividendes perçus	149 882	77 501
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 640 840	1 029 155
Variation des :		
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	-
24. (+) Emissions de dettes subordonnées	3 352 000	
25. (+) Emissions d'actions		
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	500 000	
27. (-) Intérêts versés	208 509	40 930
28. (-) Dividendes versés	485 222	399 477
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	2 158 269	- 440 407
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III + IV + V)	676 853	201 261
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	8 084 789	7 883 528
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	8 761 642	8 084 789

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2006

CREANCES	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service de des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2006
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	6 950 793	283 160	481 750	1 696 005	9 411 708
VALEURS RECUES EN PENSION		322 921	0		322 921
- au jour le jour					0
- à terme		322 921	0		322 921
PRETS DE TRESORERIE	1 230 000	421 234	700 155	3 079 516	5 430 905
- au jour le jour	1 230 000	130 900	682 806		2 043 706
- à terme		290 334	17 349	3 079 516	3 387 199
PRETS FINANCIERS		764 623	3 035 090	317 785	4 117 498
AUTRES CREANCES	2 895 759	0		7 850	2 903 609
INTERETS COURUS A RECEVOIR	19 456	1 750			21 206
CREANCES EN SOUFFRANCE					
TOTAL	11 096 008	1 793 688	4 216 995	5 101 156	22 207 847

ETAT C1.1 CONSOLIDE

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2007

En milliers de Dhs

CREANCES	Bank Al-Maghrif Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	7 133 375	945 438	609 936	1 992 400	10 681 149	9 411 708
VALEURS RECUES EN PENSION	0	500 001	0	0	500 001	322 921
- au jour le jour	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	500 001	0	0	500 001	322 921
PRETS DE TRESORERIE	1 089 792	1 232 341	1 219 106	2 727 360	6 268 599	5 430 905
- au jour le jour	0	0	393 286	1 295 493	1 688 779	2 043 706
- à terme	1 089 792	1 232 341	825 820	1 431 867	4 579 820	3 387 199
PRETS FINANCIERS	0	1 810 068	5 567 979	1 187	7 379 234	4 117 498
AUTRES CREANCES	2 895 759	0	0	36 453	2 932 212	2 903 609
INTERETS COURUS A RECEVOIR	0	43 780	0	0	43 780	21 206
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	0	0	0	0
TOTAL	11 118 926	4 531 628	7 397 021	4 757 400	27 804 975	22 207 847

ETAT C1.1 CONSOLIDE

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2008

En milliers de Dhs

CREANCES	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2008
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	7 784 585 0	167 021 0	1 194 136 0	7 089 603 #	16 235 345
VALEURS RECUES EN PENSION	0	300 035	150 000	0	450 035
- au jour le jour	0	0	0	0	0
- à terme	0	300 035	150 000	0	450 035
PRETS DE TRESORERIE	0	643 941	383 808	2 208 240	3 235 989
- au jour le jour	0	0	0	0	0
- à terme	0	643 941	383 808	2 208 240	3 235 989
PRETS FINANCIERS	0	1 009 556	3 700 584	2 752 346	7 462 486
AUTRES CREANCES	2 895 759	0	0	37 923	2 933 682
INTERETS COURUS A RECEVOIR	0	30 337	0	0	30 337
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	0	0	0
TOTAL	10 680 344	2 150 890	5 428 528	12 088 112	30 347 874

ETAT C 1.2 CONSOLIDE

CREANCES SUR LA CLIENTELE
31 decembre 2006

En milliers de Dhs

C R E A N C E S	Secteur public	S e c t e u r p r i v é			Total 31/12/2006
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	2 074 888	859 593	10 976 514	1 326 910	15 237 905
- Comptes à vue débiteurs	1 807 152	259 593	5 378 417	693 894	8 139 056
- Créances commerciales sur le Maroc	0		1 614 625	16 716	1 631 341
- Crédits à l'exportation	0		243 546		243 546
- Autres crédits de trésorerie	267 736	600 000	3 739 926	616 300	5 223 962
CREDITS A LA CONSOMMATION	1 138		37 482	3 614 734	3 653 354
CREDITS A L'EQUIPEMENT	698 502		7 095 358	113 014	7 906 874
CREDITS IMMOBILIERS	167 286		183 202	7 389 078	7 739 566
AUTRES CREDITS	21 843	1 673 847	2 538 501	96 513	4 330 704
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					742 716
INTERETS COURUS A RECEVOIR			399	921	1 320
CREANCES EN SOUFFRANCE	5 378	7 822	227 386	300 811	541 397
- Créances pré-douteuses	0	6	5 157	54 640	59 803
- Créances douteuses	0	46	18 579	66 668	85 293
- Créances compromises	5 378	7 770	203 650	179 503	396 301
TOTAL	2 969 035	2 541 262	21 058 443	12 841 981	40 153 836

CREANCES SUR LA CLIENTELE
31 decembre 2007

ETAT C1.2 CONSOLIDE

En milliers de Dhs

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	1 883 848	2 933 155	14 479 862	1 791 361	21 088 226	15 237 905
- Comptes à vue débiteurs	1 513 234	1 238 119	8 721 149	1 366 632	12 839 134	8 139 056
- Créances commerciales sur le Maroc	17 890	0	1 863 817	5 091	1 886 798	1 631 341
- Crédits à l'exportation	0	0	168 723	0	168 723	243 546
- Autres crédits de trésorerie	352 724	1 695 036	3 726 173	419 638	6 193 571	5 223 962
CREDITS A LA CONSOMMATION	0	0	210 148	4 625 460	4 835 608	3 653 354
CREDITS A L'EQUIPEMENT	1 437 793	0	8 871 209	479 741	10 788 743	7 906 874
CREDITS IMMOBILIERS	0	0	902 925	10 508 791	11 411 716	7 739 566
AUTRES CREDITS	24	0	2 596 609	534 720	3 131 353	4 330 704
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					878 057	742 716
INTERETS COURUS A RECEVOIR	0	0	153 615	0	153 615	1 320
CREANCES EN SOUFFRANCE	7 166	1 131	357 919	51 612	417 828	541 397
- Créances pré-douteuses	7 166	0	77 068	16 326	100 560	59 803
- Créances douteuses	0	0	20 442	7 360	27 802	85 293
- Créances compromises	0	1 131	260 409	27 926	289 466	396 301
TOTAL	3 328 831	2 934 286	27 572 287	17 991 685	52 705 146	40 153 836

ETAT C1.2 CONSOLIDE

CREANCES SUR LA CLIENTELE
31 decembre 2008

En milliers de Dhs

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2008
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
CREDITS DE TRESORERIE	2 258 739	833 982	13 180 251	2 008 296	18 281 268
- Comptes à vue débiteurs	1 974 942	833 982	5 967 208	1 079 400	9 855 532
- Créances commerciales sur le Maroc	18 585	0	1 763 197	7 579	1 789 361
- Crédits à l'exportation	120	0	417 504	0	417 624
- Autres crédits de trésorerie	265 092	0	5 032 342	921 317	6 218 751
CREDITS A LA CONSOMMATION	59	0	1 690 695	18 420 780	20 111 534
CREDITS A L'EQUIPEMENT	1 812 598	0	10 540 886	1 343 774	13 697 258
CREDITS IMMOBILIERS	0	0	5 696 699	13 760 617	19 457 316
AUTRES CREDITS	2 000 000	1 445 856	1 272 913	8 778	4 727 547
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					1 211 525
INTERETS COURUS A RECEVOIR	0	0	493 952	21 838	515 790
CREANCES EN SOUFFRANCE	11 822	1 623	363 763	334 675	711 883
- Créances pré-douteuses	0	0	1 717	161 954	163 671
- Créances douteuses	0	0	21 961	43 863	65 824
- Créances compromises	11 822	1 623	340 085	128 858	482 388
TOTAL	6 083 218	2 281 461	33 239 159	35 898 758	78 714 121

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2006 CONSOLIDE

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	PRG	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION MISES EN EQUIVALENCE								
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	102 926	3 759 560 000 CFA	27,38	127 085 000,00			127 085 000,00
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	382 876	114 862 500	33,33	47 520 000,00			47 520 000,00
ACMAR	Assurances et service	100 010	50 000 000	20,00	10 029 000,00			10 029 000,00
					184 634 000,00	0,00	0,00	184 634 000,00
Titres de participation consolidés								
					184 634 000,00	0,00	0,00	184 634 000,00
TITRES DE PARTICIPATION								
RMA WATANYA	Assurances	1 774 869	1 774 400 800	10,00	700 305 306,63			700 305 306,63
RISMA	Tourisme	219 312	489 077 000	4,48	34 881 710,00			34 881 710,00
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	135 000	105 000 000	12,86	13 500 000,00			13 500 000,00
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	110 000	98 200 000	11,20	11 000 000,00			11 000 000,00
EMAT	Sté holding	60 000	30 000 000	20,00	6 000 000,00	6 000 000,00		0,00
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650 000,00			5 650 000,00
GLOBAL NETWORK SYSTEMS	Traitement de l'information	26 500	26 500 000	10,00	2 650 000,00	742 000,00		1 908 000,00
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	36 668	18 772 000	19,53	2 000 000,00			2 000 000,00
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000 000,00			1 000 000,00
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	970 638,00	970 638,00		0,00
STE IPE	Edition et impression	4 000	4 000 000	10,00	400 000,00			400 000,00
STE RECOURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375 000,00			375 000,00
EUROCHEQUE MAROC	Moyen de paiement	1 436	5 000 000	28,72	143 900,00			143 900,00
TITRES DETENUS PAR LES FILIALES					57 293 000,00			57 293 000,00
511 Titres de participation								
					836 169 554,63	7 712 638,00	0,00	828 456 916,63
TITRES DES ENTREPRISES LIEES								
MABANICOM	SCI	10 000	10 000 000	100,00	29 700 000,00	7 279 270,73		22 420 729,27
DOCUPRINT	Sté de service	4 000	4 000 000	100,00	4 000 000,00			4 000 000,00
BMCE ASSURBANK		14 250	1 500 000	95,00	1 425 000,00			1 425 000,00
STE CONSULTITRES	Gestion OPCVM	500	1 000 000	50,00	500 000,00	500 000,00		0,00
512 Titres de participation dans les entreprises liées								
					35 625 000,00	7 779 270,73	0,00	27 845 729,27
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE								
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	707 000	479 086 000 EUR	1,27	153 559 892,47			153 559 892,47
E.S.I.H.	Ets crédit /étranger	467 250	280 400 000 EUR	1,79	152 915 585,16			152 915 585,16
FINAFUND USA	Fonds d'investissement	14 000	81 525 000 USD	17,50	118 391 700,00			118 391 700,00
FINAFUND EUROPE	Fonds d'investissement	14 000	40 000 000 EUR	17,50	77 980 315,40			77 980 315,40
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	48 220	122 319 560 EUR	4,34	73 801 824,86			73 801 824,86
PROPARGO	Ets crédit multi-national	222 750	142 560 000 EUR	2,50	39 534 702,82			39 534 702,82
FONDS ESPAGNOL MARCO POLO INVEST. S.C.R.	Fonds d'investissement	19 436	7 401 000 EUR	2,63	19 450 403,22	13 275 867,00		6 174 536,22
FONDS D INVESTISSEMENT CAPITAL MOROCCO	Fonds d'investissement	3	25 000 000 USD	12,00	18 193 868,68			18 193 868,68
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	30	146 601 000 USD	0,20	2 536 965,00			2 536 965,00
FONDS MONETAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	54	500 000 000 USD	0,05	2 536 965,00			2 536 965,00
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement				2 687 500,00			2 687 500,00
FIROGEST	Fonds d'investissement				250 000,00			250 000,00
STE CIVILE FIN FUND	Prise de participation	500	100 000	50,00	50 000,00			50 000,00
515 Titres de l'activité de portefeuille								
					661 889 722,61	13 275 867,00	0,00	648 613 855,61
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION								
STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routière	16 000	3 467 628 500	0,22	7 112 000,00	2 218 433,00		4 893 567,00
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	650 484 000	0,81	3 393 433,00			3 393 433,00
SMAEX	Assurances et service	16 900	37 500 000	4,51	1 690 000,00			1 690 000,00
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450 000,00	1 450 000,00		0,00
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267 000,00			1 267 000,00
BANK AL AMAL	Ets de crédit	9 710	500 000 000	0,19	971 000,00			971 000,00
MAROCLEAR	Dépositaire central	803	20 000 000	4,02	803 000,00			803 000,00
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500 000,00			500 000,00
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie		20 000 000	2,50	500 000,00	500 000,00		0,00
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	9 610	75 000 000	0,64	480 500,00			480 500,00
FONDS DE SOUTIEN ACTIONS BAA	SOUTIEN ACTIONS	4 805	500 000 000	0,05	240 250,00			240 250,00
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49 400,00			49 400,00
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	24 027,46			24 027,46
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	8 500,00			8 500,00
MEDIATELECOM	Télécommunication	2	8 333 368 000	0,00	200,00			200,00
MASTERCAD		3 634			945 536,50			945 536,50
516-9 Autres titres de participation								
					19 434 846,96	4 168 433,00	0,00	15 266 413,96
DOTATION DES SUCCURSALES A L'ETRANGER								
COMPTES COURANTS ASSOCIES								
MEDIATELECOM					106 610 873,38			106 610 873,38
FINANCE COM					5 000 000,00			5 000 000,00
Atschid wa Al mabani					2 728 612,50			2 728 612,50
MARTCO					1 500 000,00	1 500 000,00		0,00
Silage G.P.B.M					1 446 419,60			1 446 419,60
ALLICOM MAROC					552 000,00	552 000,00		0,00
514 Autres Emplois assimilés								
					117 837 905,48	2 052 000,00	0,00	115 785 905,48
Total Général								
					1 855 591 029,68	34 988 208,73	0,00	1 820 602 820,95

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2007

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION MISES EN EQUIVALENCE							
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	102 926	3 759 560 000 CFA	27,38	129 813 000,00		129 813 000,00
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	382 876	114 862 500	33,33	43 183 000,00		43 183 000,00
ACMAR	Assurances et service	100 010	50 000 000	20,00	11 581 000,00		11 581 000,00
Titres de participation Mise en équivalence					184 577 000,00	0,00	184 577 000,00
TITRES DE PARTICIPATION							
RMA WATANYA	Assurances	5	1 796 170 800	0,00%	1 972,84		1 972,84
RISMA	Tourisme	219 312	623 201 200	3,52	87 724 800,00		87 724 800,00
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	135 000	105 000 000	12,86	13 500 000,00		13 500 000,00
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	110 000	98 200 000	11,20	11 000 000,00		11 000 000,00
EMAT	Sté holding	375 971	67 487 700	55,71	37 597 100,00	6 000 000,00	31 597 100,00
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650 000,00		5 650 000,00
GLOBAL NETWORK SYSTEMS	Traitement de l'information	264 999	26 500 000	100,00	21 491 421,00	742 000,00	20 749 421,00
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	44 076	18 772 000	23,48%	5 191 609,60		5 191 609,60
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000 000,00		1 000 000,00
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	970 638,00	970 638,00	0,00
STE IPE	Edition et impression	4 000	4 000 000	10,00	400 000,00		400 000,00
STE RECOURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375 000,00		375 000,00
EUROCHEQUE MAROC	Moyen de paiement	1 436	5 000 000	28,72	143 900,00		143 900,00
AUTRES TITRES DETENUS PAR LES FILIALES					38 111 642,00		38 111 642,00
511 Titres de participation					223 158 083,44	7 712 638,00	215 445 445,44
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
MABANICOM	SCI	10 000	10 000 000	100,000	29 700 000,00	7 279 270,73	22 420 729,27
DOCUPRINT (STA)	Sté de service	4 000	4 000 000	100,00	4 000 000,00		4 000 000,00
BMCE ASSURBANK		14 250	1 500 000	95,00	1 425 000,00		1 425 000,00
STE CONSULTITRES	Gestion OPCVM	500	1 000 000	50,00	500 000,00	500 000,00	0,00
512 Titres de participation dans les entreprises liées					35 625 000,00	7 779 270,73	27 845 729,27
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	707 000	479 086 000 EUR	1,27	156 468 171,56		156 468 171,56
E.S.I.H.	Ets crédit /étranger	467 250	260 400 000 EUR	1,79	155 811 661,67		155 811 661,67
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit /étranger	48 220	122 319 560 EUR	4,34	75 199 561,60		75 199 561,60
PROPARGO	Ets crédit multi-national	222 750	142 560 000 EUR	2,50	40 283 452,69		40 283 452,69
FONDS ESPAGNOL MARCO POLO INVEST. S.C.R.	Fonds d'investissement	19 436	7 401 000 EUR	2,63	19 818 775,45	18 499 913,37	1 318 862,08
FONDS D'INVESTISSEMENT CAPITAL MOROCCO	Fonds d'investissement	3	25 000 000 USD	12,00	8 174 400,42		8 174 400,42
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	30	146 601 000 USD	0,20	2 385 792,34		2 385 792,34
FONDS MONETAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING)	Ets financier	54	500 000 000 USD	0,05	2 320 605,00		2 320 605,00
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	ND	300 000 000	7,17	2 687 500,00		2 687 500,00
FIROGEST	Fonds d'investissement	2 500	2 000 000	12,50	250 000,00		250 000,00
515 Titres de l'activité de portefeuille					463 399 920,74	18 499 913,37	444 900 007,37
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routière	16 000	3 467 628 500	0,16	7 112 000,00	2 218 433,00	4 893 567,00
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	650 484 000	0,81	3 393 433,00		3 393 433,00
SMAEX	Assurances et service	16 900	37 500 000	4,51	1 690 000,00		1 690 000,00
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450 000,00	1 450 000,00	0,00
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267 000,00		1 267 000,00
BANK AL AMAL	Ets de crédit	9 710	500 000 000	0,19	971 000,00		971 000,00
MAROCLEAR	Dépositaire central	803	20 000 000	4,02	803 000,00		803 000,00
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500 000,00		500 000,00
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie		20 000 000	2,50	500 000,00	500 000,00	0,00
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	9 610	75 000 000	0,64	480 500,00		480 500,00
FONDS DE SOUTIEN ACTIONS BAA	SOUTIEN ACTIONS	4 805	500 000 000	0,05	240 250,00		240 250,00
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49 400,00		49 400,00
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	24 482,52		24 482,52
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	8 500,00		8 500,00
MEDITELECOM	Télécommunication	2	8 333 368 000	0,00	200,00		200,00
MAGSHORE		125 000	25 000 000	50,00	12 500 000,00		12 500 000,00
Fonds de garantie de la commande publique		ND	100 000 000	10,00	10 000 000,00		10 000 000,00
MASTERCAD		3 634	ND	0,005	864 898,30		864 898,30
516-9 Autres titres de participation					41 854 663,82	4 168 433,00	37 686 230,82
COMPTES COURANTS ASSOCIES							
MEDITELECOM					106 610 873,38		106 610 873,38
EMAT					10 002,70		10 002,70
GNS					5 477 678,97		5 477 678,97
Attachyid wa Al mabani					2 728 612,50		2 728 612,50
BMCE CAPITAL					0,00		0,00
MAGHREBAIL					0,00		0,00
MARTCO					1 500 000,00	1 500 000,00	0,00
Siège G.P.B.M.					1 446 419,60		1 446 419,60
ALLICOM MAROC					552 000,00	552 000,00	0,00
514 Autres Emplois assimilés					118 325 587,15	2 052 000,00	116 273 587,15
Total Général					1 066 940 255,15	40 212 255,10	1 026 728 000,05

TITRES DE PARTICIPATION AU 31/12/2008							
Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participa tion au	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
IRMA WATANYA	Assurances	5	177 440 080	5,06%	1 972,84		1 972,84
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	102 926 3 759 560 000 CFA		27,38	103 282 898,89		103 282 898,89
SOCIETE CASA FINANCE MARKET	Société financière	382 876	114 862 500	33,33	38 420 083,75		38 420 083,75
RISMA	Tourisme	219 312	489 077 000	4,48	87 724 800,00	23 948 870,40	63 775 929,60
CONGOLAISE DES BANQUES	Ets de crédit étranger	100 000 4 000 000 000 CFA		25,00	17 169 212,50		17 169 212,50
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	135 000	105 000 000	12,86	13 500 000,00		13 500 000,00
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	110 000	98 200 000	11,20	11 000 000,00		11 000 000,00
ACMAR	Assurances et servic	100 010	50 000 000	20,00	10 001 000,00		10 001 000,00
EMAT	Sté holding	375 971	67 487 700	56,00	37 597 100,00	6 000 000,00	31 597 100,00
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC	Gest.Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650 000,00		5 650 000,00
GLOBAL NETWORK SYSTEMS	Traitement de l'inform	264 999	26 500 000	100,00	38 491 421,00	742 000,00	37 749 421,00
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPP	Bureau d'étude	44 076	18 772 000	23,48%	5 191 609,60		5 191 609,60
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRI	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000 000,00		1 000 000,00
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000 600 000 USD		20,00	970 638,00	970 638,00	0,00
STE IPE	Edition et impression	4 000	4 000 000	10,00	400 000,00		400 000,00
STE RECOURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375 000,00		375 000,00
EUROCHEQUE MAROC	Moyen de paiement	1 436	5 000 000	28,72	143 900,00		143 900,00
511 Titres de participation					370 919 636,58	31 661 508,40	339 258 128,18
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
B.M.C.E. MADRID	Ets de crédit/étranger	300 000 18 030 000 EUR		100,00	228 396 110,34		228 396 110,34
Bank Of Africa	Ets de crédit/étranger			8%	567 793 468,12		567 793 468,12
MAGHREBAIL	Crédit bail	368 862	102 532 000	35,98	137 009 763,63		137 009 763,63
STE SALAFIN	Crédit à la consom.	1 768 696	237 253 700	75%	622 195 188,34		622 195 188,34
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	100 000	100 000 000	100,00	100 000 000,00	21 249 000,00	78 751 000,00
MAROC FACTORING	Factoring	150 000	15 000 000	100,00	51 817 450,00		51 817 450,00
MABANICOM	SCI	10 000	10 000 000	100,00	29 700 000,00	7 279 270,73	22 420 729,27
BMCE CAPITAL BOURSE (maroc inter titres	Sté de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750 000,00		6 750 000,00
BMCE CAPITAL GESTION (marfin)	Gestion OPCDVM	50 000	5 000 000	100,00	6 442 928,01		6 442 928,01
DOCUPRINT (STA)	Sté de service	4 000	4 000 000	100,00	4 000 000,00		4 000 000,00
BMCE ASSURBANK		14 250	1 500 000	95,00	1 425 000,00		1 425 000,00
Eurafric Informatique	Sté de service				4 100 000,00		4 100 000,00
512 Titres de participation dans les entreprises liées					1 759 629 908,44	28 528 270,73	1 731 101 637,71
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	707 000 479 086 000 EUR		1,27	155 179 431,77	46 071 224,50	109 108 207,27
E.S.I.H.	Ets crédit /étranger	467 250 260 400 000 EUR		1,79	154 528 329,19	18 451 979,05	136 076 350,14
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	48 220 122 319 560 EUR		4,34	74 580 185,37		74 580 185,37
PROPARCO	Ets crédit multi-natio	222 750 142 560 000 EUR		2,50	124 390 832,88		124 390 832,88
FONDS ESPAGNOL MARCO POLO INVEST	Fonds d'investissem	19 436 7 401 000 EUR		2,63	18 601 837,37	14 205 633,88	4 396 203,49
FONDS D'INVESTISSEMENT CAPITAL MOI	Fonds d'investissem	3 25 000 000 USD		12,00	8 512 087,75		8 512 087,75
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	30 146 601 000 USD		0,20	2 484 350,25		2 484 350,25
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE	Ets financier	54 500 000 000 USD		0,05	2 416 470,00		2 416 470,00
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENT.	Fonds d'investissement				2 687 500,00		2 687 500,00
FIROGEST	Fonds d'investissement				250 000,00		250 000,00
515 Titres de l'activité de portefeuille					543 631 024,58	78 728 837,43	464 902 187,15
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
STE NATIONALE DES AUTOROUTES	Infrastructure routièr	16 000	3 467 628 500	0,22	7 112 000,00	2 218 433,00	4 893 567,00
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	650 484 000	0,81	3 393 433,00		3 393 433,00
SMAEX	Assurances et servic	16 900	37 500 000	4,51	1 690 000,00		1 690 000,00
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450 000,00	1 450 000,00	0,00
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267 000,00		1 267 000,00
BANK AL AMAL	Ets de crédit	9 710	500 000 000	0,19	971 000,00		971 000,00
MAROCLEAR	Dépositaire central	803	20 000 000	4,02	803 000,00		803 000,00
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500 000,00		500 000,00
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie		20 000 000	2,50	500 000,00	500 000,00	0,00
DAR ADDAMANE	Organismes de garar	9 610	75 000 000	0,64	480 500,00		480 500,00
FONDS DE SOUTIEN ACTIONS BAA	SOUTIEN ACTIONS	4 805	500 000 000	0,05	240 250,00		240 250,00
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49 400,00		49 400,00
SWIFT	Sté de service	23 434 020 000 EUR		0,01	24 280,87		24 280,87
CIE IMMOBILIERE FONCIERE MAROCAINE	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	8 500,00		8 500,00
MEDITELECOM	Télécommunication	2	8 333 368 000	0,00	200,00		200,00
MAGSHORE		125 000			12 500 000,00		12 500 000,00
Fonds de garantie de la commande publique					10 000 000,00		10 000 000,00
MASTERCAD		3 634			900 627,55		900 627,55
Experian Maroc					600 000,00		600 000,00
Mutandis					37 500 000,00		37 500 000,00
516-9 Autres titres de participation					79 990 191,42	4 168 433,00	75 821 758,42
DOTATION DES SUCCURSALES A L'ETRANGER							
Dotation Agence de Paris					266 263 525,11		266 263 525,11
Réserve spéciale Agence de Paris					24 736 909,15		24 736 909,15
513 Dotations des succursales à l'étranger					291 000 434,26	0,00	291 000 434,26
COMPTES COURANTS ASSOCIES							
MEDITELECOM					106 610 873,38		106 610 873,38
Magshore					5 500 000,00		5 500 000,00
EMAT					10 002,70		10 002,70
GNS					5 477 678,97		5 477 678,97
Attachiyd wa Al mabani					2 728 612,50		2 728 612,50
BMCE CAPITAL					5 800 000,00		5 800 000,00
MAGHREBAIL					2 500 000,00		2 500 000,00
MARTCO					1 500 000,00	1 500 000,00	0,00
Siège G.P.B.M.					1 446 419,60		1 446 419,60
ALLICOM MAROC					552 000,00	552 000,00	0,00
514 Autres Emplois assimilés					132 125 587,15	2 052 000,00	130 073 587,15
Total Général					3 177 296 782,44	145 139 049,56	3 032 157 732,88

ETAT C 1.8 CONSOLIDE

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

DU 01 janvier 2006 AU 31 décembre 2006

En milliers de dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	9 124 875	2 720 169	1 164 562	10 680 482	1 861 543	4 939 532	53 871	140 070	109 619	5 631 331
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	7 553 358	2 451 449	941 389	9 063 418	1 752 932	4 557 947			8 522	4 496 949
- Crédit-bail mobilier en cours	158 862	301 533	96 817	363 578					363 578	
- Crédit-bail mobilier loué	7 394 496	2 149 916	844 572	8 699 840	1 752 932	4 557 947			8 522	4 133 371
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	1 251 365	170 981	201 392	1 220 954	108 611	381 585				839 369
- Crédit-bail immobilier en cours	59 354	90 689	45 350	104 693						104 693
- Crédit-bail immobilier loué	1 192 011	80 292	156 042	1 116 261	108 611	381 585				734 676
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR	46 752	8 362	1 795	53 319						53 319
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	57 642	34 252	13 020	78 874						78 874
CREANCES EN SOUFFRANCE	215 758	55 125	6 966	263 917			53 871	140 070	101 097	162 820
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	9 124 875	2 720 169	1 164 562	10 680 482	1 861 543	4 939 532	53 871	140 070	109 619	5 631 331

ETAT C 1.8 CONSOLIDE

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT

DU 01 janvier 2007 AU 31 décembre 2007

En milliers de dirhams

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	10 899 672	3 088 355	1 324 308	12 663 720	2 087 361	6 145 207	33 673	12 714	261 125	6 257 388
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER	9 070 740	2 454 451	1 206 330	10 318 861	1 956 758	5 645 321	6 069		14 591	4 658 949
- Crédit-bail mobilier en cours	363 578	168 815	222 383	310 010						310 010
- Crédit-bail mobilier loué	8 548 699	2 269 193	973 000	9 844 892	1 956 758	5 503 605				4 341 287
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	158 464	16 442	10 947	163 959		141 716	6 069		14 591	7 651
CREDIT-BAIL IMMOBILIER	1 432 821	563 273	72 687	1 923 406	130 603	499 885				1 423 521
- Crédit-bail immobilier en cours	104 694	61 258	49 817	116 135						116 135
- Crédit-bail immobilier loué	1 316 495	502 015	21 684	1 796 826	130 603	497 844				1 444 240
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	11 632		1 186	10 445		2 041				8 404
LOYERS COURUS A RECEVOIR	53 319	177	14 472	39 025						39 025
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES	78 874	37 975	18 022	98 827						98 827
CREANCES EN SOUFFRANCE	263 918	32 479	12 797	283 601			27 604	12 714	246 534	37 067
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	10 899 672	3 088 355	1 324 308	12 663 720	2 087 361	6 145 207	33 673	12 714	261 125	6 257 388

ETAT C 1.10 CONSOLIDE
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 décembre 2006

en milliers:

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2006
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		255 384	2 918	277 492	535 794
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-		-
- au jour le jour	-	-	-		-
- à terme	-	-	-		-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	79 492	89 860	1 331 229	609 548	2 110 129
- au jour le jour		84 871			84 871
- à terme	79 492	4 989	1 331 229	609 548	2 025 258
EMPRUNTS FINANCIERS	111 365	1 696 426	55 159	329 633	2 192 583
AUTRES DETTES	19 453	100 969	2 527	13 136	136 085
INTERETS COURUS A PAYER	6 320	19 241	-	13 175	38 736
TOTAL	137 138	2 161 880	1 391 833	1 242 984	5 013 327

ETAT C 1.10 CONSOLIDE

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2007

en milliers de DHS

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
	au Maroc				31/12/2007	31/12/2006
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	450 919	235 291	850 501	1 536 711	535 794
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	2 144 319	535 653	1 286 697	3 966 669	2 110 129
- au jour le jour	-	-	-	-	-	84 871
- à terme	-	2 144 319	535 653	1 286 697	3 966 669	2 025 258
EMPRUNTS FINANCIERS	110 956	3 151 061	45 899	240 734	3 548 650	2 192 583
AUTRES DETTES	-	36 806	-	31 194	68 000	136 085
INTERETS COURUS A PAYER	-	21 454	-	2 114	23 568	38 736
TOTAL	110 956	5 804 559	816 843	2 411 237	9 143 598	5 013 327

ETAT C 1.10 CONSOLIDE

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES
31 decembre 2008

en milliers de DHS

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2008
	au Maroc				
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	481 883	263 802	1 166 187	1 911 872
VALEURS DONNEES EN PENSION	1 890 000	-	-	-	1 890 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-
- à terme	1 890 000	-	-	-	1 890 000
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	1 232 213	885 612	480 727	2 598 552
- au jour le jour	-	562 816	-	-	562 816
- à terme	-	669 397	885 612	480 727	2 035 736
EMPRUNTS FINANCIERS	102 175	3 454 039	468	2 627 817	6 184 499
AUTRES DETTES	13 483	3 653	-	-	17 136
INTERETS COURUS A PAYER	-	17 932	27 125	-	45 057
TOTAL	2 005 658	5 189 720	1 177 007	4 274 731	12 647 116

ETAT C 1.11 CON

DEPOTS DE LA CLIENTELE
31 decembre 2006

en millier

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2006
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
Comptes à vue créditeurs	1 501 967	1 739 013	8 083 384	23 068 525	34 392 889
Comptes d'épargne				10 985 108	10 985 108
Dépôts à terme	2 349 535	2 599 900	4 445 715	8 155 638	17 550 788
3 Autres comptes créditeurs (*)	2 908 301	448 538	266 465	822 193	4 445 497
Intérêts courus à payer	24 255	19 100	49 200	151 295	243 850
TOTAL	6 784 058	4 806 551	12 844 764	43 182 759	67 618 132

ETAT C 1.11 CONSOLIDE

DEPOTS DE LA CLIENTELE
31 decembre 2007

en milliers de DHS

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2007	Total 31/12/2006
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	1 593 039	1 419 377	9 232 564	29 032 789	41 277 769	34 392 889
COMPTES D'EPARGNE	-	686 307	-	11 733 920	12 420 227	10 985 108
DEPOTS A TERME	2 782 710	-	3 303 693	11 438 943	17 525 346	17 550 788
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	2 895 759	6 066 460	551 551	1 006 233	10 520 003	4 445 497
INTERETS COURUS A PAYER	-	225 786	-	-	225 786	243 850
TOTAL	7 271 508	8 397 930	13 087 808	53 211 885	81 969 131	67 618 132

ETAT C 1.11 CON

DEPOTS DE LA CLIENTELE
31 decembre 2008

en milliers de DHS

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2008
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	
COMPTES A VUE CREDITEURS	2 728 577	2 605 551	8 340 020	35 808 273	49 482 421
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	13 648 769	13 648 769
DEPOTS A TERME	5 951 850	3 130 524	2 611 560	12 470 483	24 164 417
AUTRES COMPTES CREDITEURS (*)	2 999 496	4 270 034	870 910	17 664 875	25 805 315
INTERETS COURUS A PAYER	-	-	152 372	199 026	351 398
TOTAL	11 679 923	10 006 109	11 974 862	79 791 426	113 452 320

ETAT C 1.9 CONSOLIDE

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

AU 30 DECEMBRE 2007

en milliers de DH

code ligne	Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
						Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
F001	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	240 500	156 144	425	396 219	99 860	28 278	74	128 064	268 155
F004	- Droit au bail	28 424	2 400	-	30 824	-	-	-	-	30 824
F006	- Immobilisations en recherche et développement	1 134	1 098	297	1 935	-	1 972	74	1 898	37
F007	- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	210 942	152 646	128	363 460	99 860	26 306	-	126 166	237 294
F008	- Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
F010	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 682 271	493 079	200 616	3 974 734	1 841 587	174 724	13 632	2 002 679	1 972 055
F011	- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	869 166	23 877	97 851	795 192	189 948	22 177	6 082	206 043	589 149
F012	. Terrain d'exploitation	159 348	6 367	21 660	144 055	-	-	-	-	144 055
F013	. Immeubles d'exploitation. Bureaux	709 818	17 510	76 191	651 137	189 948	22 177	6 082	206 043	445 094
F014	. Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	-	-	-	-	-	-	-	-	-
F015	- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	1 555 082	286 291	47 586	1 793 787	1 008 395	96 222	6 066	1 098 551	695 236
F016	. Mobilier de bureau d'exploitation	490 004	19 952	50	509 906	230 463	12 447	43	242 867	267 039
F017	. Matériel de bureau d'exploitation	325 870	11 394	2 197	335 067	223 651	7 187	1 723	229 115	105 952
F018	. Matériel Informatique	647 119	252 542	41 392	858 269	501 986	66 955	374	568 567	289 702
F019	. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	38 076	818	3 947	34 947	12 995	963	3 926	10 032	24 915
F020	. Autres matériels d'exploitation	54 013	1 585	-	55 598	39 300	8 670	-	47 970	7 628
F021	- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	893 081	114 790	1 050	1 006 821	579 395	42 875	-	622 270	384 551
F022	- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	364 942	68 121	54 129	378 934	63 849	13 450	1 484	75 815	303 119
F023	. Terrains hors exploitation	109 766	37 367	24 926	122 207	-	-	-	-	122 207
F024	. Immeubles hors exploitation	144 133	24 422	29 203	139 352	37 393	7 557	1 484	43 466	95 886
F025	. Mobilier et matériel hors exploitation	28 309	1 553	-	29 862	15 737	2 378	-	18 115	11 747
F026	. Autres immobilisations corporelles hors exploitation	82 734	4 779	-	87 513	10 719	3 515	-	14 234	73 279
T039	Total	3 922 771	649 223	201 041	4 370 953	1 941 447	203 002	13 706	2 130 743	2 240 210

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS
EXERCICE 2008

DESIGNATION	SOLDE AU 31 12 2007	ACQUISITIONS 31/12/2008	CESSIONS & REGULS.	SOLDE AU 31 12 2008
ELEMENTS INCORPORELS	1 043 431 593,45	142 091 326,52	6 171 656,00	1 179 351 263,97
TERRAINS D'EXPLOITATION	104 020 627,39	17 113 494,00		121 134 121,39
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	631 564 850,34	68 453 976,00	1 572 000,00	698 446 826,34
ECART DE DISSOLUTION ACTIF D'EXPLOITATION	-			-
TERRAINS HORS EXPLOITATION	122 505 002,25	7 080 000,00	919 931,20	128 665 071,05
IMMEUBLES HORS EXPLOITATION	149 463 035,40	28 320 000,00	3 679 724,80	174 103 310,60
PARTS DE SCI NON RATTACHEES A L'EXPLOIT.	1 590 368,14			1 590 368,14
C.C. DANS LES S.C.I. NON RATTACHES A L'EXPLOIT.	5 690 203,78	2 625,00		5 692 828,78
ECART DE DISSOLUTION ACTIF HORS EXPLOITATION	27 328 677,79			27 328 677,79
CONSTRUCTIONS EN COURS DESTINEES A L'EXPLOIT	-	9 045 620,07		9 045 620,07
AVANCES ET ACPTES SUR MOBILIER ET MATERIEL	1 264 838,36	12 075 611,45		13 340 449,81
AVANCES ET ACPTES S/AG.ET INSTALLAT.	-			-
AVANCES ET ACPTES S/AGEN. INST.HORS EXPL.	3 990,00			3 990,00
ELEMENTS INCORPORELS	276 235 450,21	71 037 133,05	-	347 272 583,26
DROIT AU BAIL	32 274 237,24	18 850 000,00		51 124 237,24
AUTRES ELEMENTS DU FONDS DE COMMERCE	90 022,01			90 022,01
LOGICIEL INFORMATIQUE	173 021 291,67	52 187 133,05	-	225 208 424,72
FRAIS DE CONSTITUTION	-			-
FRAIS DE PREMIER ETABLISSEMENT	2 430 445,53			2 430 445,53
FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL	49 781 249,74			49 781 249,74
AUTRES FRAIS D'ETABLISSEMENT	18 638 204,02			18 638 204,02
MOBILIER ET MATERIEL	1 186 981 201,45	75 475 606,52	1 176 191,89	1 261 280 616,08
MOBILIER DE BUREAU D'EXPLOITATION	263 777 615,13	23 390 036,50		287 167 651,63
COFFRE-FORTS D'EXPLOITATION	28 193 256,18	4 444 366,29		32 637 622,47
MATERIEL DE BUREAU D'EXPLOITATION	150 140 800,58	4 462 374,13		154 603 174,71
MATERIEL INFORMATIQUE	662 592 769,77	35 598 102,82		698 190 872,59
MATERIEL ROULANT RATTACHE A L'EXPLOIT.	7 334 924,18	24 093,28	1 176 191,89	6 182 825,57
MATERIEL ET MOYEN PUBLICITAIRE	44 050 036,67			44 050 036,67
PARC-CYCLES	782 959,82	51 057,45		834 017,27
OUVRAGES ET DOCUMENTATION	407 531,61	-	-	407 531,61
MOBILIER ET MATERIEL HORS EXPLOIT.	29 701 307,51	7 505 576,05		37 206 883,56
AGENCEMENT ET AMENAGEMENT	936 850 710,31	140 567 999,91	-	1 077 418 710,22
FRAIS D'INSTALLATION D'EXPLOITATION	385 358 029,38	57 423 087,42		442 781 116,80
AGENCEMENT AMENAGEMENT INSTALLAT.	508 419 952,80	79 560 034,62		587 979 987,42
AGENCEMT.AMENG. HORS EXPLOITATION	43 072 728,13	3 584 877,87		46 657 606,00
	3 443 498 955,42	429 172 066,00	7 347 847,89	3 865 323 173,53

ETAT DETAILLE DES CESSIONS 2008

DESIGNATION	REFEREN CE	DATE DE COMPTABILISA TION	DATE D'ACQUIS.	COMPTE	DEBIT	CREDIT	plus value : realis.d'immobilisati on 777 10
cession "Propriété SYBA MARKCH TF n° 6203/43" "Dont Amortissem. 2008 .5666,66 "	6203/43	31/03/2008	an /2005	525 10 525 20 529 50 777 10 471 41	117 583,33 1 355 555,00 1 473 138,33	170 000,00 680 000,00 623 138,33 1 473 138,33	623 138,33
Cession Local " ATM .NADOR" TF n° 4641/11 "Dont Amortissem. 2008. <u>2275,00</u> "	4641/11	31/03/2008	1998	521 20 529 10 471 21 777 10	127 589,28 518 700,00 646 289,28	546 000,00 100 289,28 646 289,28	100 289,28
cession "Propriété SYBA MARKCH TF n° 6214/43" "Dont Amortissem. 2008 . 19833,33 "		09/09/2008	an /2005	525 10 525 20 529 50 777 10 471 41	131 749,98 1 305 000,00 1 436 749,98	170 000,00 680 000,00 586 749,98 1 436 749,98	586 749,98
Vieux materiel reformé		09/09/2008		777 10 471 41	71 000,00	71 000,00	71 000,00
cession "Propriété CAPRICO TF n° 1624/D" "Dont Amortissem. 2008 . 86989,68 "		09/10/2008	an /2005	525 10 525 20 529 50 777 10 471 41	509 695,09 8 500 000,00 9 009 695,09	579 931,20 2 319 724,80 6 110 039,09 9 009 695,09	6 110 039,09
Cession Locaux " ATM .NADOR" TF n° 4640/11 & 4642/11 "Dont Amortissem. 2008. <u>.00</u> "		31/03/2008	1998	521 20 529 10 471 21 777 10	254 721,04 1 026 000,00 1 280 721,04	1 026 000,00 254 721,04 1 280 721,04	254 721,04
Cession véhicules de services 52988/A/6 78167, 52989/A/6 78167, 51130/A/6 175004, 51133/A/6 175004, 51131/A/6 175004, 3774/45/2 124054, 48058/A/6 144784,87 89286/A/6 105076, 89282/A/6 105076,		31/12/2008	24/08/2001 24/08/2001 24/08/2001 24/08/2001 02/12/1999 27/07/2001 25/02/2003 25/02/2003	522 50 529 22 471 21 777 10	1 160 333,87 200 000,00 1 360 333,87	1 160 333,87 200 000,00 1 360 333,87	200 000,00
Cession neuf "09" véhicules de services MARQUE NISSAN		31/12/2008	00/09/2003	522 50 529 22 471 21 777 10	1 092,44 427 500,00 428 592,44	15 858,02 412 734,42 428 592,44	412 734,42
Cession Appt. Sis à RABAT TF n° 45403		31/12/2008 C	1960	525 20 529 50 471 21 777 10	58 671,32 740 000,00 296 779,10 1 095 450,42	58 671,32 1 036 779,10 1 095 450,42	740 000,00
Vieux materiel reformé		31/12/2008 C	1960	777 10 471 41	102 000,00	102 000,00	102 000,00
Total Général							9 200 672,14

PROVISIONS

Etat C 1.14 CONSOLIDE

DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006

en milliers de DH

PROVISIONS	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2006
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	582 929	332 957	- 131 570	2 587 965
créances sur les établissements de crédit et assimilés				-
créances sur la clientèle	517 218	251 107	- 119 438	2 212 229
agios réservés	373			31 816
titres de placement		27 031		1 818
titres de participation et emplois assimilés	13 776	45 296	- 12 132	101 936
immobilisations en crédit-bail et en location	51 562	9 523		240 166
autres actifs				
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	24 038	30 880	-	69 823
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature				
Provisions pour risques et charge	17 038	30 880		1 722
Provisions pour risques généraux				45 845
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires				
Provisions pour autres risques et charges	7 000			22 256
			-	-
TOTAL GENERAL	606 967	363 837	- 131 570	2 657 788

PROVISIONS

Etat C 1.14 CONSOLIDE

DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007

en milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2006	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2007
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 587 965	566 752	321 500	- 15 658	2 817 559
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					-
Créances sur la clientèle	2 212 229	484 391	298 988	- 15 658	2 381 974
Agios réservés	31 816	-	1 275	-	30 541
Titres de placement	1 818	45 024	-	-	46 842
Titres de participation et emplois assimilés	101 936	5 224	8 523	-	98 637
Titres d'Investissement		4 509	-	-	4 509
Immobilisations en crédit-bail et en location	240 166	27 604	12 714	-	255 056
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	69 823	133 667	25 433	-	178 057
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	15 600	-	-	15 600
Provisions pour risques et charge	1 722	47 330	20 633	-	28 419
Provisions pour risques généraux	45 845	66 737	4 800	-	107 782
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	22 256	4 000	-	-	26 256
TOTAL GENERAL	2 657 788	700 419	346 933	- 15 658	2 995 616

PROVISIONS
Etat C 1.14 CONSOLIDE
DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2008

en milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2007	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2008
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 817 559	1 135 748	894 992	909 013	3 967 328
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					-
Créances sur la clientèle	2 381 974	785 478	861 866	957 364	3 262 950
Agios réservés	30 541	-	2 127	66 232	94 646
Titres de placement	46 842	160 409	-	26 287	180 964
Titres de participation et emplois assimilés	98 637	132 687	4 794	48 272	178 258
Titres d'Investissement	4 509	3 250	-	-	7 759
Immobilisations en crédit-bail et en location	255 056	53 924	26 205	40 024	242 751
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	178 057	56 975	53 576	- 34 247	147 210
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	15 600	3 208	1 033	- 3 689	14 087
Provisions pour risques et charge	28 419	39 005	- 2 175	- 9 138	60 461
Provisions pour risques généraux	107 782	-	35 348	- 72 251	183
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	26 256	14 762	19 370	50 831	72 479
<u>TOTAL GENERAL</u>	2 995 616	1 192 723	948 568	874 766	4 114 537

Risques encourus sur un même bénéficiaire, Egaux ou Supérieurs à 5% des fonds propres, déclarés sur base consolidée au 31/12/2006

Nom de l'établissement : **BMCE BANK**

Montant des fonds propres pris en compte :

6 278 571 KDH (arrêté au 30/06/2006)

	Numéro d'immatriculation au service central des risques	Prénom et Nom Dénomination du bénéficiaire	Crédits par décaissement	Engagements de financement donnés et engagement sur titres		Engagement de garanties donnés	Eléments de hors bilan liés aux taux d'intérêts ou au taux de change	Montant des titres émis par le bénéficiaire et souscrits par l'établissement de crédit	Eléments déductibles		Montant net pondéré
									Provisions	Garanties et nantissements reçus	
Total des risques sur le Groupe		FINANCE.COM	-1 461 235	0	0	-50 479	0	-825 772	17 023	461 500	-1 531 097
		MILOUD CHAABI	-1 285 269	-5 793	-14 439	-145 636	0	0	81	536 305	-902 900
		OCP	-19 973	-187 820	-371	-289 085	0	0	0		-346 810
		AFRIQUIA	-386 539	-282 955	-137 466	-20 704	-104 635	0	0	0	-533 616
		ABDEKADER BEN SALAH	-363 257	-10 955	-4 946	-16 625	0	0	0		-358 431
		SNOUSSI BADREDDINE	-347 415	-2 017	-8 871	-1 741	0	0	50		-338 159
		COMANAV	-397 217	0	-9 584	-29 239	-15 509	0	0		-416 302
		ONE	-569 329	-34 258	0	-300 473	0	0	0		-876 654
		CDG	-1 178 833	-6 023	-2 924	-44 126	-2 946	-18 393	556		-759 043
		CORRAL	-269 631	-1 349	0	-77 144	-42 885	0	0		-347 474
		ONA/SNI	-155 326	-13 244	-102 096	-443 464	-9 080	0	200		-652 379
		ADN	-815 848	-1 591 736	0		0				(*)
		MEDI TELECOM	-721 999	-347	0	-15 100	-100 359	-106 611		0	-803 831
		SPT (VU)	-466 667	0	0		0				-466 667
		DOUJA PROMOTION	-429 223	0	0		0				-429 223
		SHELL MAROC	-314 500	0	0		0				-314 500

(*) Risque souverain

Risques encourus sur un même bénéficiaire, Egaux ou supérieurs à 5% des fonds propres,
déclarés sur base consolidée au 31/12/2007

Nom de l'établissement: BMCE-BANK

	Numéro d'immatriculation au service central des risques	Prénom et nom Dénomination du bénéficiaire	Crédits par décaissement	Engagements de financement donnés et engagement sur titres		Engagement de garanties données	Eléments de hors bilan liés aux taux d'intérêts ou au taux de change	Montant des titres émis par le bénéficiaire et souscrits par l'établissement de crédit	Eléments déductibles		Montant net pondéré
									Provisions	Garanties et nantissements reçus	
Total des risques sur le groupe		FINANCE.COM	-2 118 736	-1 325	0	-22 885	0	-47 170	27 603	1 153 602	-1 007 851
		MILOUD CHAABI	-1 959 558	-6 742	-2 054	-147 227	-5 943	-2 729	81	1 031 968	-1 079 900
		ABDELALI BERRADA	-926 974	-1 804	0	-8 633	0	0	0	44 058	-891 910
		AFRIQUIA	-712 935	-324 964	0	-12 570	-701 656	0	0	0	-797 514
		DOUJA PROMOTION	-792 718	0	0	0	0	0	0	0	-792 718
		ONE	-948 524	-187 582	0	-260 473	0	0	0	480 000	-766 513
		CDG	-1 649 931	-6 698	-305	-33 744	-15 777	-3 393	745	970 061	-717 912
		VEOLIA	-669 935	0	0	-33	0	0	6	0	-669 962
		MEDITELECOM	-1 341 408	-12 364	0	-15 100	0	-106 611	0	843 511	-622 081
		ONA/SNI	-395 358	-53 441	-22 814	-171 527	-95 016	0	0	0	-589 930
		KARIA	-545 139	0	-5 559	-2 827	0	0	84	0	-550 662
		ACCOR	-427 499	0	-6 099	-23 848	0	-87 724	0	0	-542 121
		CORRAL	-316 902	-443 510	0	-75 785	-547 982	0	0	0	-486 869
		SNOUSSI BADREDDINDE	-460 217	-1 722	-39 048	-16 803	-4 761	0	364	29 856	-466 716
		SPT (V.U)	-466 667	0	0	0	0	0	0	0	-466 667
		LARAKI	-403 612	-30 714	-44 779	-33 148	0	0	650	0	-464 642
		HOLCIM MAROC	-389 895	0	0	0	0	0	0	0	-389 895
		WAFABANK	-1 908 260	0	0	0	0	0	0	1 526 608	-381 652
		ABDELKADER BEN SALAH	-359 863	-13 944	-9 090	-31 305	-1 931	0	0	24 672	-373 849
		O.C.P	-298 301	-73 159	0	-12 890	0	0	0	0	-325 823
		RENAULT	-228 098	-340 560	0	-18 000	-81 008	0	0	0	-315 020
		EQDOM	-874 933	0	0	0	0	0	0	699 946	-174 987
		CETEMEM	-836 607	0	0	0	0	0	0	669 286	-167 321
		FONDS EQUIPEMENT COMMUNAL	-600 306	0	0	0	0	0	0	480 245	-120 061
		BANQUE POPULAIRE	-385 390	0	0	0	0	0	0	308 312	-77 078
		ASSOCIATION AL AMANA	-321 356	0	0	0	0	0	0	257 085	-64 271
		ADN	-386 524	-565 603	0	0	0	0	0	0	0

Risques encourus sur un même bénéficiaire, Egaux ou supérieurs à 5% des fonds propres,
déclarés sur base consolidée au 31/12/2008

Nom de l'établissement: BMCE-BANK

	Numéro d'immatriculation au service central des risques	Prénom et nom Dénomination du bénéficiaire	Crédits par décaissement	Engagements de financement donnés et engagement sur titres	Engagement de garanties données	Eléments de hors bilan liés aux taux d'intérêts ou au taux de change	Montant des titres émis par le bénéficiaire et souscrits par l'établissement de crédit	Provisions	Garanties et nantissements reçus	Montant net pondéré
Total des risques sur le groupe		MILOUD CHAABI	-2 054 195	-26 816	-98 923	-20 214	0	0	110 400	-2 006 908
		FINANCE COM	-2 443 946	-255	-105 975	0	-31 898	0	604 480	-1 411 550
		DOUJA PROMOTION	-1 144 585	0	0	0	0	0	0	-1 144 585
		ONE	-1 491 606	-63 076	-107 473	0	0	0	0	-1 131 695
		VEOLIA	-1 084 961	0	-33	0	0	0	0	-1 084 994
		CDG	-2 474 207	-862	-68 036	-59 147	-3 393	745	0	-1 029 148
		MEDI TELECOM	-1 060 568	-237	-29 850	0	-106 611	0	0	-957 148
		OCP	-2 198 463	-182 056	-13 091	0	0	0	0	-904 079
		AFRIQUIA	-769 185	-70 827	-12 788	-655 282	-42 571	0	0	-845 266
		ONA/SNI	-593 768	-70 663	-200 795	0	0	0	0	-808 696
		ABDELALI BERRADA	-834 842	-6 458	-5 464	0	0	1 438	0	-799 993
		SNOUSSI BADREDDINDE	-657 680	-15 222	-8 217	-7 030	0	0	0	-648 522
		KARIA	-580 073	0	-4 648	0	0	0	0	-584 721
		SCI ANASSI (JAMAI)	-584 142	0	0	0	0	0	0	-584 142
		ACCOR	-462 127	-6 099	-23 624	0	-83 338	0	0	-572 139
		LARAKI	-372 390	-49 855	-140 275	-56 262	0	0	0	-534 634
		ATW	-1 771 608	0	0	0	0	0	0	-354 322
		RENAULT	-211 058	-452 592	-25 100	-149 095	0	0	0	-328 168
		MAGHREB STEEL	-233 600	-324 881	0	0	0	0	0	-304 727
		EQDOM	-724 675	0	0	0	0	0	0	-144 935
	CETELEM	-600 450	0	0	0	0	0	0	-120 090	
	FONDS EQUIPEMENT	-550 296	0	0	0	0	0	0	-110 060	
	SOGELEASE	-405 260	0	0	0	0	0	0	-81 052	
	ADN	-760 695	-86 977	0	0	0	0	0	778 091	0

Tableau de répartition du capital au 31 décembre 2008

CAPITAL : 1.587.513.900 DIRHAMS NOMBRE D'ACTIONS : 158.751.390			Valeur nominale : 10DH					
Raison sociale	Siège social	Activité	Nombre de titres détenus		% du Capital	Montant du capital		
			Exercice précédent avec une valeur nominale de 100 dhs	Exercice actuel avec une valeur nominale de 10dhs		Souscrit	Appelé	libéré
A- ACTIONNAIRES MAROCAINS								
RMA WATANYA	67 Avenue des FAR- Casablanca	Cie d'assurances	5079654	47 891 750	30,17%	478 917 500,00	478 917 500,00	478 917 500,00
BMCE BANK	140, Avenue Hassan II - Casablanca	Banque	792768	12 858 383	8,10%	128 583 830,00	128 583 830,00	128 583 830,00
S.F.C.M.	239, Bd Mohamed V - Casablanca	Sté Financière	167515	907 190	0,57%	9 071 900,00	9 071 900,00	9 071 900,00
INTERFINA	67-69 avenue des FAR- Casablanca	Sté Financière	83204	0	0,00%	0,00	0,00	0,00
FINANCE.COM	69 Avenue des FAR- Casablanca	Holding	800879	8 008 790	5,04%	80 087 900,00	80 087 900,00	80 087 900,00
C.I.M.R.	100, Bb.Abdelmoumen-Casablanca	caisse de retraite	769004	7 414 490	4,67%	74 144 900,00	74 144 900,00	74 144 900,00
MAMDA/MCMA	16 Rue Abou Inane- Rabat	Cie d'assurances	1101616	10 564 300	6,65%	105 643 000,00	105 643 000,00	105 643 000,00
STE CENTRALE DE REASSURANCE	Place Zellaqa- Casablanca	Cie d'assurances	74800	748 000	0,47%	7 480 000,00	7 480 000,00	7 480 000,00
PERSONNEL BMCE			435386	644 009	0,41%	6 440 090,00	6 440 090,00	6 440 090,00
SBVC ET DIVERS			3716083	33 172 178	20,90%	331 721 780,00	331 721 780,00	331 721 780,00
TOTAL (1)			13 020 909	122 209 090	77%	1 222 090 900,00	1 222 090 900,00	1 222 090 900,00
B-ACTIONNAIRES ETRANGERS								
BANCO ESPIRITO SANTO / FUNDO PENS	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	400402	4 004 020	2,52%	40 040 200,00	40 040 200,00	40 040 200,00
BANCO ESPIRITO SANTO	Avenida da libertad 195 1250-142 Lisbonne	Banque	39722	397 220	0,25%	3 972 200,00	3 972 200,00	3 972 200,00
UNION BANCAIRE PRIVEE	96-98 Rue du Rhône-1211 Geneve	Banque	32835	328 350	0,21%	3 283 500,00	3 283 500,00	3 283 500,00
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL		Banque	1587514	23 875 140	15,04%	238 751 400,00	238 751 400,00	238 751 400,00
CAJA DE AHORROS DEL MEDITERRANEO, ALICANTE		Caisse d'épargne	793757	7 937 570	5,00%	79 375 700,00	79 375 700,00	79 375 700,00
TOTAL (2)				36 542 300	23%	365 423 000,00	365 423 000,00	365 423 000,00
TOTAL Général				158 751 390	100,00%	1 587 513 900,00	1 587 513 900,00	1 587 513 900,00

ETAT B17 Agregé

CAPITAUX PROPRES
DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2006

en milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2005	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2006
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	290 323	31 719		322 042
Autres réserves	3 053 502	288 700	303	3 342 505
Primes d'émission, de fusion et d'apport	596 218			596 218
Capital	1 587 514			1 587 514
Capital appelé				
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	3 550	17 296		20 846
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice 2005 (+/-)	634 379			
Sous Total	6 165 486	337 715	303	5 869 125
Affectation PRG/Réserves				
Résultat net de l'exercice 2005 (+/-)				742 042
TOTAL	6 165 486	337 715	303	6 611 167

ETAT B17 Agregé

CAPITAUX PROPRES
DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2007

en milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2006	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2007
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	322 042	37 102		359 144
Autres réserves	3 342 505	328 908	4 739	3 676 152
Primes d'émission, de fusion et d'apport	596 218			596 218
Capital	1 587 514			1 587 514
Capital appelé				
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	20 846	20 839		7
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice 2006 (+/-)	742 042			
Sous Total	6 611 167	345 171	4 739	6 219 035
Affectation PRG/Réserves				
Résultat net de l'exercice 2007 (+/-)				1 216 296
TOTAL	6 611 167	345 171	4 739	7 435 331

ETAT B17 Agregé

CAPITAUX PROPRES				
DU 1er JANVIER AU 31 DECEMBRE 2008				
en milliers de DH				
CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2007	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2008
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale	359 144	60 815		419 959
Autres réserves	3 676 152	693 830	-5 415	4 364 567
Primes d'émission, de fusion et d'apport	596 218			596 218
Capital	1 587 514			1 587 514
Capital appelé				
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires. Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	7	2		5
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice 2007 (+/-)	1 216 296			
Sous Total	7 435 331	754 647	-5 415	6 968 263
Affectation PRG/Réserves				
Résultat net de l'exercice 2008 (+/-)				806 946
TOTAL	7 435 331	754 647	-5 415	7 775 209

ETAT C 04 CONSOLIDE

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1)	31 décembre 2008
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	27 mars 2009
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
. Favorables	NEANT
. Défavorables	NEANT

III. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS

1. NORMES ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

1.1 Contexte :

L'application des normes IAS/IFRS est obligatoire à partir de l'exercice ouvert à partir du 01/01/2008.

L'objectif primordial des autorités réglementaires est de doter les établissements de crédit d'un cadre de comptabilité et d'information financière conforme aux standards internationaux en terme de transparence financière et de qualité de l'information fournie.

Le groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS, approuvées par l'IASB, pour les comptes consolidés au 31 décembre 2008 avec décembre 2007 comme comparatif.

1.2 Normes Comptables Appliquées :

1.3 Consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le groupe détient des participations directes ou indirectes. Le niveau d'intégration, (une intégration globale, une intégration proportionnelle ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le groupe exerce un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable. Toutefois, les entités identifiées sous contrôle conjoint (coentreprises) peuvent être consolidées selon la méthode proportionnelle ou évaluées par mise en équivalence.

La nouveauté apportée par les normes internationales d'information financière concerne les entités ad hoc, structures juridiques distinctes créées spécifiquement, par le Groupe, pour réaliser un objectif limité et bien défini. Celles-ci doivent être consolidées quels que soient leur forme juridique et le pays d'exercice de leur activité.

Sont exclues de la consolidation :

- Les entités contrôlées de façon temporelle ; c'est-à-dire acquise et détenue en vue d'une cession à court terme c'est-à-dire dans les 12 mois ;
- Les entités représentant des actifs détenus à des fins de transactions et comptabilisés à la juste valeur avec une variation au compte de résultat.

Les normes IAS 27, IAS 28 et IAS 31 ne prévoient pas de présomption de contrôle et par conséquent une intégration globale pour les filiales détenues entre 40% et 50%.

1.3.1 Options Retenues Par BMCE Bank :

Définition du périmètre

Le groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;
- la situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;
- les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère.
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

Le groupe BMCE Bank a acquis la BOA. Elle a été intégrée globalement pour l'exercice 2008.

Exception

Une entité ayant une contribution non significative doit intégrer le périmètre de consolidation si elle détient des parts dans des filiales qui vérifient un des critères ci-dessus décrits.

Exclusions du périmètre de consolidation

BMCE Bank exclue de son périmètre de consolidation les entités contrôlées ou sous influence notable lorsque dès leurs acquisitions, les titres de ces entités sont détenus avec l'intention d'une cession dans les courts termes. Ces titres sont, dans ce cas, comptabilisés dans la catégorie des actifs destinés à être cédés, et évalués à la juste valeur par le résultat.

Sont aussi exclues du périmètre de consolidation, les participations (hors participations majeurs) détenues par des entités de capital-risque dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option.

1.3.2 Divergences avec les normes marocaines

Selon les normes marocaines, seule la nature du contrôle exercé par le groupe détermine la méthode de consolidation à appliquer (Intégration globale, Intégration proportionnelle, Mise en équivalence). Contrairement aux normes internationales qui déterminent la méthode de consolidation en fonction de la nature du contrôle exercé mais aussi la nature des activités des filiales contrôlées.

La méthode de la mise en équivalence pour les coentreprises (sous contrôle conjoint) est interdite en règles marocaines.

1.4. Immobilisations Corporelles:

Une immobilisation corporelle est un bien par nature durable détenu par l'entreprise pour être utilisé par elle-même ou loué à un tiers.

Evaluation initiale

Les immobilisations sont enregistrées initialement à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Evaluation ultérieure

Une immobilisation corporelle peut être évaluée selon deux méthodes :

- **le modèle du coût** (méthode préférentielle) : correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- **le modèle de la réévaluation (méthode optionnelle)** : correspond à sa juste valeur à la date de la réévaluation diminuée du cumul des amortissements ainsi que du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif pourrait être échangé entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Approche par composants

Dès lors que des éléments d'un actif présentent des durées d'utilité et des rythmes de consommation des avantages attendus différents, ils doivent être reconnus séparément, comme des composants distincts et amortis de façon systématique sur leurs durées d'utilité propres.

Règles d'amortissement

La base amortissable d'un actif correspond au coût de l'actif diminué par la valeur résiduelle, celle-ci correspond au prix actuel de l'actif tenant compte de l'âge et de l'état estimés de l'immobilisation à la fin de sa durée d'utilité.

L'amortissement d'un actif corporel s'étend sur la durée d'utilité qui correspond à la période pendant laquelle l'entité s'attend à utiliser un actif. L'amortissement doit refléter le rythme de consommation des avantages économiques futurs. Les méthodes et les durées d'amortissement doivent être revues périodiquement par l'entreprise, et en conséquence, les dotations aux amortissements de l'exercice en cours et des exercices futurs doivent être réajustées.

Même si la juste valeur de l'actif comptable est supérieure à sa valeur comptable, on comptabilise l'amortissement et ceci tant que la valeur résiduelle ne dépasse pas sa valeur comptable.

Perte de valeur

Une perte de valeur est le montant de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable, laquelle correspond à la valeur la plus élevée entre le prix de vente net de l'actif et sa valeur d'utilité.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

1.4.1 Options retenues par BMCE Bank

Évaluation Initiale

Le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti, la privilégiant ainsi à la méthode de réévaluation prévue par la norme IAS16. Toutefois, le Groupe a jugé pertinent d'appliquer la méthode de la réévaluation pour une partie des terrains.

La norme groupe prévoit de ne pas intégrer dans le calcul du coût d'entrée d'une immobilisation les frais d'emprunts supportés à l'occasion.

Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations du groupe BMCE Bank, le groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle. Elle est donc nulle. En effet, les actifs du groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Durée d'amortissement

Le groupe a adopté un plan d'amortissement identique dans les comptes consolidés IAS/IFRS.

Approche par composants

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le groupe pour le bilan d'ouverture est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition

	Immeubles : Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Perte de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

1.4.2 Divergences avec les normes marocaines

Contrairement aux normes marocaines, les normes IFRS :

- considèrent qu'une immobilisation est constituée de composants distincts et identifiables ayant des durées d'utilité propres.
- Imposent de procéder à chaque arrêté à l'examen de dépréciation de valeurs des immobilisations.
- Reconnassent la valeur résiduelle (élément important à distinguer lors de l'évaluation initiale d'une immobilisation).
- Offrent la possibilité d'intégrer les coûts de financement dans le coût d'acquisition des immobilisations.

1.5 Immeubles de placement :

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

La norme IAS 40 laisse le choix de l'évaluation des immeubles de placement :

- Soit en juste valeur avec variation de JV en résultat chaque année ou,
- Soit au coût amorti.

Toute option choisie, doit être appliquée à l'ensemble des immeubles de placement.

1.5.1 Options retenues par le Groupe BMCE Bank :

Recensement

Le groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Valorisation

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût amorti pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

1.5.2 Divergences avec les normes marocaines

La notion d'immeubles de placement n'existe pas dans le référentiel bancaire marocain qui ne reconnaît que les notions d'immeubles d'exploitation et d'hors exploitation. Et par conséquent, en règles marocaines, seule l'option de coût amorti est admise, et aucune présentation en annexe de la juste valeur n'est demandée lorsque la méthode du coût historique est choisie.

En règles marocaines, seule l'évaluation au coût amorti est admise pour l'évaluation postérieure contrairement aux normes IFRS qui prévoient deux options : évaluation à la juste valeur ou au coût amorti.

1.6. Immobilisations incorporelles

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire et sans substance physique.

Elle est :

- Identifiable : afin de la distinguer du Goodwill ;
- Contrôlée : si l'entreprise a le pouvoir d'obtenir les avantages économiques futurs découlant de la ressource sous-jacente et si elle peut également restreindre l'accès des tiers à ses avantages.

La norme IAS38 distingue deux phases pour les immobilisations incorporelles générées en interne.

Phase	Immobilisation/charge
Recherche	Charge
développement	Immobilisation

Les frais résultant de la phase de développement doivent être immobilisés s'il est possible de démontrer :

- la faisabilité technique du produit
- l'intention de mener à bien le projet
- la capacité de l'entreprise à le vendre ou à l'utiliser
- la capacité financière à mener à bien le projet
- les avantages économiques futurs profiteront à l'entreprise

Evaluation initiale

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

La norme IAS 38 fait référence à 2 méthodes pour l'évaluation postérieure d'une immobilisation incorporelle :

- **Le coût amorti** : l'immobilisation est comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.
- **La réévaluation** : l'immobilisation incorporelle doit être comptabilisée à son montant réévalué, à savoir sa juste valeur à la date de réévaluation, diminuée du cumul des amortissements ultérieurs et du cumul des pertes de valeur ultérieures. La juste valeur doit être déterminée par rapport à un marché actif. Les réévaluations doivent être effectuées avec une régularité suffisante pour que la valeur comptable ne diffère pas de façon significative de celle qui aurait été déterminée en utilisant la juste valeur à la date de clôture.

Amortissement

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'un amortissement sur une durée maximale de 20 ans. Une immobilisation incorporelle à durée de vie illimitée n'est pas amortie, dans ce cas précis, un test de dépréciation devra être fait à chaque date de clôture.

Le mode d'amortissement doit traduire le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Perte de valeur

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur doivent être appréciés à chaque clôture.

1.6.1 Les options retenues par BMCE Bank :

Pour la première application, le Groupe a opté pour la reconstitution du coût amorti.

Il a été décidé, en outre, de ne pas activer les logiciels développés en interne dans le bilan d'ouverture, et de mettre en place un système de suivi des coûts de développement dans le futur.

Pour l'évaluation postérieure des immobilisations incorporelles, le Groupe a opté pour la méthode du coût amorti.

Amortissement

Le groupe a décidé de maintenir les durées actuellement utilisées.

Valeur résiduelle

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle ne serait retenue.

1.6. 2. Divergences avec les normes marocaines

Les normes IAS obligent les entreprises à immobiliser les logiciels dès lors que les critères de comptabilisation sont réunis, en normes marocaines, cela reste une option.

Les composantes du coût d'entrée des immobilisations incorporelles en IFRS sont proches des normes marocaines. Toutefois les normes IAS23 et IAS20 proposent deux options non applicables en normes marocaines :

- La comptabilisation des coûts d'emprunt : l'IAS 23 autorise d'incorporer dans le coût d'acquisition d'un actif, les frais d'emprunt qui lui sont liés.
- La comptabilisation d'une subvention : l'IAS 20 autorise de comptabiliser une subvention en diminution du coût d'acquisition d'une immobilisation.

L'évaluation à la juste valeur n'est pas autorisée en normes marocaines.

Les notions de pertes de valeur et de dépréciations telles que définies dans les deux référentiels sont très proches. L'IAS 36 fait référence à la notion de valeur recouvrable, valeur la plus élevée entre le prix de vente et la valeur d'utilité, alors que les règles marocaines font référence à la notion de valeur actuelle, valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage.

1.7 Titres

La norme IAS 39 répartit les actifs financiers en quatre catégories ainsi définies en fonction de l'intention de gestion :

Actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat

Un instrument financier doit être classé dans cette catégorie s'il répond à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

Il est un instrument financier de transaction, car :

- Il est acquis ou contracté dans le but principal d'être vendu ou acheté à court terme
- Il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers distincts pour lequel une indication d'un rythme effectif récent de prise de bénéfice à court terme existe
- Il d'agit d'un dérivé (à l'exception d'un dérivé désigné comme un instrument de couverture)
- Il a été désigné comme tel lors de son acquisition ;

Tout instrument financier peut ainsi être classé en actifs et passifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat sauf les investissements en actions ne disposant pas d'un marché actif et dont la juste valeur ne peut être précisément mesurée.

Les instruments dérivés sont considérés comme des actifs ou passifs à la juste valeur par résultat, sauf s'ils sont désignés en couverture.

Principes de comptabilisation

Evaluation initiale

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, hors coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Evaluation ultérieure

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie de titre ne fait pas l'objet de dépréciation

Investissements détenus jusqu'à leur échéance

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixés ou déterminables et à échéance fixée que l'entité a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance. Il ne peut s'agir d'instruments financiers initialement désignés comme étant des actifs/passifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats ou correspondant à des prêts et créances.

Une entité ne peut classer un actif financier en investissement détenu jusqu'à échéance si l'entité a au cours de l'année en cours ou au cours des deux exercices précédents, vendu ou reclassé avant leur échéance une part significative de ce type d'investissement, cette restriction ne s'appliquant pas aux cessions :

- proches de l'échéance (moins de trois mois) pour lesquels le changement des taux de marché n'a pas un impact significatif sur la juste valeur des actifs concernés ;
- survenant après la collecte d'une part substantielle du capital initial (environ 90% du principal de l'actif) ;
- attribuables à un événement isolé, incontrôlable et qui ne pouvait être raisonnablement prévu.
- Les ventes de titres entre les entités (ventes intragroupes)

Une entité n'a pas une intention manifeste de conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif financier ayant une échéance fixée si l'une quelconque des conditions suivantes est satisfaite :

- l'entité pense conserver l'actif financier pour une période indéfinie ;

- l'entité est prête à vendre l'actif en réponse à des variations affectant les taux d'intérêt du marché ou les risques, à des besoins de liquidité, à des changements dans la disponibilité et le rendement dégagé sur des placements alternatifs, à des changements dans les sources de financement, et dans les modalités de ces financements ou les risques sur monnaies étrangères,
- l'émetteur a le droit de régler l'actif financier pour un montant sensiblement inférieur à son coût amorti.

Une entité ne démontre pas sa capacité à conserver jusqu'à son échéance un placement dans un actif à échéance fixée si l'une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- elle ne dispose pas des ressources financières nécessaires pour continuer à financer son placement jusqu'à échéance
- elle est assujettie à une contrainte existante juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de conserver l'actif financier jusqu'à échéance

Principes de comptabilisation

Evaluation initiale

Les titres détenus jusqu'à échéance devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons inclus (dans un compte de créances rattachées)

Evaluation ultérieure

Par la suite, la comptabilisation sera au coût amorti avec amortissement de la surcote/décote selon la règle du taux d'intérêt effectif (TIE)

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée (VRE)

La valeur de recouvrement estimée est obtenue par actualisation des flux futurs attendus au taux d'intérêt effectif d'origine.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'affectation au résultat

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts et assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession, sont enregistrés en « coût du risque »

Les plus-values de cession, dans les cas prévus par la norme IAS 39, sont enregistrées en « gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente »

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs autres que des dérivés qui sont à paiements fixés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché financier actif. Les actifs suivants ne sont pas classés dans cette catégorie :

- ceux que l'entité a l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, lesquels doivent être classés dans actifs financiers détenus à des fins de transaction et ceux que l'entité désigne comme actifs en juste valeur par la contrepartie du compte de résultat ;
- ceux désignés par l'entité comme disponibles à la vente ;
- ceux pour lesquels une part significative de l'investissement de base ne pourrait être recouvrée pour d'autres raisons que la détérioration du crédit et qui sont classés en disponibles à la vente ;

Principes de comptabilisation

Comptabilisation au coût amorti (selon méthode du TIE) corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée.

En cas d'amélioration ultérieure, une reprise de la provision excédentaire est à constater.

Principe d'affectation au résultat

Le coût amorti est affecté en « produits d'intérêts et assimilés », les dépréciations et les reprises de provisions lors de la cession, sont enregistrés en « coût du risque »

Les plus-values de cession, dans les cas prévus par la norme IAS 39, sont enregistrées en « gains ou pertes sur actifs financiers disponibles à la vente »

Actifs disponibles à la vente :

Il s'agit des actifs financiers autres que les dérivés et qui sont désignés comme tels ou qui ne sont classés ni en prêts et créances, ni en investissements détenus jusqu'à leur échéance ni en actifs financiers en juste valeur par la contrepartie du compte de résultats.

Principes de comptabilisation

En IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « disponibles à la vente » sont les suivants :

Evaluation initiale

Les titres disponibles à la vente devront être initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus (dans un compte de créances rattachées)

Evaluation ultérieure

Les variations de juste valeur des titres (positives ou négatives) classés en « disponibles à la vente » sont enregistrées en capitaux propres. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenus fixes est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation

En cas de signe objectif de dépréciation, significative et durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins value latente comptabilisée en capitaux propres doit en être sortie et comptabilisée dans le résultat de l'exercice.

En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation peut faire l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de taux mais pas pour les instruments de capitaux propres. Dans ce dernier cas, la variation de juste valeur positive sera comptabilisée dans un compte de capitaux propres recyclables et la variation négative sera enregistrée en résultat.

Principes de classification en résultat

La valorisation en juste valeur des titres de ce portefeuille est répartie entre les lignes suivantes du compte de résultat :

- « produits d'intérêts » pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- « résultat net sur actifs disponibles à la vente » pour le montant correspondant au coût amorti de la période ;
- « coût du risque » pour les dépréciations durables et réappréciation sur titres à revenu fixe ;

- Et la ligne de capitaux propres « variations de valeur sur actifs disponibles à la vente » pour le montant correspondant au complément de juste valeur.

1.7.1 Options retenues par BMCE Bank :

Groupe BMCE Bank a opté pour une classification selon l'intention de gestion et la nature des titres.

Au bilan d'ouverture, l'ensemble des titres sont comptabilisés à leur juste valeur lors de l'acquisition :

- Titres de dettes : nominal ajusté des décotes/surcotes, des primes de remboursement, du coupon.
- Titres actions : prix de marché de l'action ou valeur liquidative à la date de souscription.

Le portefeuille Titres se compose comme suit :

- Les titres de participations
- Les titres Trading chez la salle des marchés
- Titres réglementés

Titres de participation

Classification

Ces titres sont classés dans la catégorie « Actifs disponibles à la vente », évalués à la juste valeur.

Valorisation

Titres cotés : la valeur de référence est le dernier cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

Dépréciation

Titres cotés : baisse du cours de bourse de 20% sur une période de 6 mois ;

Titres non cotés : selon les indices de dépréciation déterminés pour le bilan d'ouverture et le suivi du provisionnement.

Titres Trading (SDM)

Classification

L'intention de gestion est définie compte tenu de la gestion future de la salle de marché, l'intention de gestion était, pour le bilan d'ouverture, principalement le « trading » pour la totalité des encours gérés par la salle de marché.

Valorisation

Les titres cotés : la juste valeur correspond au cours boursier ;

Titres non cotés : la juste valeur est déterminée suivant un modèle interne.

Titres réglementés :

Ce portefeuille a été classé autant que titre détenus jusqu'à l'échéance

1.7.2 Divergences avec les normes marocaines

La nouveauté apportée par les normes IFRS est la classification des titres à partir de l'intention de gestion.

Le recours à la juste valeur met fin à la matérialisation des provisions par la constatation directe des variations en résultat (contrainte de volatilité des résultats et capitaux propres)

1.8 Provisions

Provisions collectives

Si une entité détermine qu'il n'existe pas d'indication objective de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, elle inclut cet actif dans un groupe d'actifs financiers présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Indices de dépréciation

Dans le cadre d'un examen collectif, un indice objectif de dépréciation peut se résumer à des événements observables indiquant qu'il existe une diminution mesurable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe de prêts depuis que ces actifs ont été comptabilisés pour la première fois, et ce bien que cette diminution ne puisse encore être rattachée aux divers prêts composants ce groupe notamment :

- les modifications défavorables de la capacité des emprunteurs faisant partie du groupe ou ;
- une situation économique nationale ou locale corrélée aux défauts de paiement sur les actifs faisant partie du groupe.

Provisions individuelles

Font l'objet d'une provision, toutes les créances présentant, une ou plusieurs indications objectives de dépréciation, les indications d'une dépréciation liées à l'avération d'un risque de crédit suivantes sont proposés par la norme :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou du débiteur,
- Une rupture de contrat tel qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal ;
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'entreprise, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagé d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou autre restructuration de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier suite à des difficultés financières ou ;
- Des données observables indiquant une diminution évaluable des flux de trésorerie futurs estimés provenant d'un groupe d'actifs financiers depuis la comptabilisation initiale de ces actifs, bien que la diminution ne puisse pas encore être rattachée à chaque actif financier du groupe y compris ;
 - Des changements défavorables de la solvabilité des emprunteurs du groupe ; ou
 - Une situation économique nationale ou locale corrélées avec els défaillances sur les actifs du groupe

Méthode de provisionnement

La norme IAS 39 ne distingue pas deux méthodes différentes pour l'évaluation des provisions sur encours « impaired » individuellement ou collectivement.

Au contraire, le principe unique à appliquer est de provisionner l'excédent de la valeur comptable des actifs sur leur valeur recouvrable.

La valeur recouvrable se définit comme la valeur actuelle des flux de trésoreries futurs estimés de l'actif (ou du groupe d'actif) actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif.

La constitution de provisions n'intervient qu'en cas de dégradation observable du niveau de risque du groupe de créances et ayant incidence mesurable sur les flux de trésorerie du groupe constitué.

Compte tenu de la méthodologie d'évaluation des valeurs recouvrables selon les IFRS, les établissements doivent être en mesure d'établir une corrélation entre l'indication objective de dépréciation observée et son incidence sur les flux de trésorerie attendus du portefeuille concerné.

Perte de valeur

Selon le référentiel IFRS, la perte de valeur se mesure comme la différence entre, d'une part, la valeur comptable des créances, d'autre part la valeur recouvrable, celle-ci correspondant à la valeur actuelle des flux de récupération attendus, actualisés en utilisant le taux d'intérêt effectif d'origine de la créance.

1.8.1 Options retenues par BMCE Bank :

Provisions collectives

Seules les pertes avérées sont provisionnées tel que stipulé par la norme. Les pertes attendues ne peuvent faire l'objet d'un provisionnement.

Dans le cadre du traitement de la provision collective, le Groupe BMCE Bank a défini pour son portefeuille clientèle un certain nombre de critères qui permettent d'analyser le comportement des créances, et les catégoriser dans des types d'anomalies qui vont servir à la formation des groupes homogènes.

La méthode utilisée consiste à étudier l'évolution des dossiers classés sous surveillance au cours des exercices antérieurs pour déterminer un taux de passage en contentieux. Le taux de provisionnement IFRS, en plus du taux de passage en contentieux sont alors appliqués à l'encours sous surveillances pour la détermination de la provision collective.

Provisions individuelles

Le Groupe a jugé possible et nécessaire d'appliquer le principe de la contagion pour l'identification des encours présentant des indications objectives de dépréciation selon les normes IFRS.

Pour le calcul de l'impact estimé à l'ouverture, le portefeuille de créances en souffrance de la BMCE Bank a été segmenté de la façon suivante :

- « gros dossiers » :
 - o Revue individuelle par BMCE de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps ;
 - o La provision en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus.
- La population non couverte par les gros dossiers fait l'objet d'une extrapolation sur la base des taux de provisionnement IFRS (calculés pour els gros dossiers)

1.8.2 Divergences avec les normes marocaines :

Provisions sur base collective

Le référentiel marocain n'impose pas de conduire des tests systématiques permettant d'identifier des dégradations ou des indices objectifs de dépréciation sur des groupes de crédits n'ayant pas fait l'objet d'une provision individuelle.

Provisions sur base individuelle

Les principaux critères identifiés dans le référentiel IFRS et n'existant pas à priori dans les critères BAM sont au nombre de deux. Il s'agit :

- des créances consolidées ou restructurées pour lesquelles une perte de valeur est à constater ;
- des créances ne représentant pas individuellement des risques de non recouvrement mais présentant, sur une base collective des indices de dépréciation.

Par ailleurs, la notion de contagion n'est pas explicite dans le référentiel « IFRS »

1.9 Goodwill

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Ce coût est majoré de tous les coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises. En revanche, les coûts généraux sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

L'acquéreur doit, à la date d'acquisition, affecter le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date. Toute différence entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau du Goodwill.

Goodwill

A la date d'acquisition, le Goodwill est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Après sa comptabilisation initiale, le Goodwill doit être évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Le Goodwill ne peut plus être amorti et un test de dépréciation est appliqué.

1.9.1 Options retenues par la BMCE Bank

- conformément à la norme IFRS 1, la BMCE a choisi de ne pas retraiter les Goodwill existants.
- Les amortissements des Goodwill ne seront plus appliqués.
- Des tests de dépréciation réguliers seront mis en place. Ce test s'appuie sur l'observation régulière (annuelle au minimum) d'indice de perte de valeur.

1.9.2 Divergences avec les normes marocaines

La notion de « Goodwill » est une nouveauté apportée par les normes IFRS qui est venue remplacer la notion d'écart d'acquisition.

Lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, la différence entre le coût d'acquisition de ses titres de participation et la part de l'entreprise détentrice dans ses capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice acquis à cette date, est appelée écart de première consolidation ».

Les capitaux propres sont retraités pour tenir compte des règles d'évaluation utilisées pour la consolidation.

Qu'il soit positif ou négatif, l'écart de première consolidation doit être répartie entre :

- D'une part, des « écarts d'évaluation » positifs ou négatifs afférents à certains éléments identifiables du bilan qui sont ainsi corrigés pour les amener à la valeur retenue pour la détermination de la valeur globale de l'entreprise.
- D'autre part, un « écart d'acquisition » constitué par le solde non affecté.

Si l'écart d'acquisition est positif, il est amorti selon un plan préalablement fixé sur une durée qui est déterminée en fonction des objectifs de l'acquisition et qui ne peut excéder 10 ans.

Si l'écart d'acquisition est négatif, il est repris au compte de produits et charges soit pour compenser une faiblesse attendue des résultats de l'entreprise, lors de son acquisition, et à concurrence de ceux-ci, soit suivant un plan de reprise préalablement fixé si l'écart n'est pas justifié par une évolution défavorable des résultats de l'entreprise consolidée.

1.10 Ecart de conversion

Les dispositions générales concernant les écarts de conversion contenues dans IAS 21 « Effets de la variation des cours de change » sont les suivantes :

- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan au coût historique, sont convertis au coût historique.
- Les éléments non monétaires, comptabilisés au bilan en juste valeur, sont convertis au cours en vigueur à la date de l'évaluation de la juste valeur.
- Les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à la date d'évaluation.
- Les éléments de comptes de résultat sont convertis aux cours en vigueur aux dates de réalisation des transactions enregistrées, à l'exception des dotations aux amortissements et aux provisions passées sur éléments non monétaires qui sont convertis au cours historique.

Les différences de change sur éléments monétaires sont comptabilisées en résultat de la période.

Conversion des comptes des entreprises étrangères consolidées

Les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice :

- Les produits et les charges sont convertis aux cours de vigueur en date de chacune des transactions, pour des raisons pratiques, un taux moyen peut être utilisé sauf variations significatives
- Les écarts de conversion constatés sont portés en capitaux propres en distinguant la part revenant aux intérêts minoritaires.

1.10.1 Options retenues par la BMCE Bank :

Pour les titres de participation non consolidés, qui seront classés en AFS (actifs disponibles à la vente), les écarts de conversion seront une composante de la juste valeur comptabilisée en capitaux propres.

Le groupe BMCE Bank a considéré que son écart de conversion cumulé à la date de transition est nul pour toutes ses activités étrangères.

Dans ce cas, les conséquences sont les suivantes :

- les écarts ou réserves de conversion sont reclassés, au sein des capitaux propres d'ouverture.
- Les écarts de conversion cumulés antérieurs à la date de transition aux IFRS ne rentrent pas dans la détermination du résultat de cession futur des activités concernées. En cas de cession ultérieure, l'entité ne constatera pas ces écarts en résultat, en revanche, elle constatera en résultat tout écart de conversion né après la date de mise en application des IFRS sur les filiales concernées.

1.11. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Critère de classification

Selon l'IFRS 5, une entité doit classer un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouverte principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue. Cette notion n'existait pas dans le référentiel comptable marocain.

L'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs et sa vente doit être hautement probable.

NB : Si les critères de classement ne sont plus satisfaits, le classement en « held-for-sale » ne doit pas être conservé.

Les actifs non courants sont alors évalués au plus faible des 2 montants suivants :

- VNC à la date de classement en « held for sale » ajustée des montants qui auraient été comptabilisés en amortissement, pertes de valeur et réévaluations si l'actif n'avait jamais été classé en « held for sale » et,

- Valeur recouvrable à la date de la décision de changement.

Evaluation

Un actif non courant détenu en vue de la vente doit être évalué au montant le plus bas entre sa valeur comptable et sa juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Il n'est plus amorti dès lors qu'il se trouve dans cette catégorie « held-for-sale ».

Comptabilisation des pertes de valeurs et reprises ultérieures

Toutes les pertes de valeurs ultérieures ou initiales lors de l'évaluation à la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente sont comptabilisées immédiatement.

Les reprises liées à l'augmentation ultérieure de la juste valeur nette des coûts nécessaires à la vente ne sont comptabilisées qu'à concurrence des pertes de valeurs préalablement comptabilisées.

1.11.1. Options retenues par BMCE Bank

Dans le cas de la BMCE, il n'existe pas d'immobilisations répondant à la définition et aux critères de comptabilisation d'« actifs non courants détenus en vue de la vente ».

1.12. Provisions pour risques et charges

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Evaluation

Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

La norme IAS 37 prévoit l'actualisation du montant de la provision si l'effet est significatif.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- forte probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.12.1 Options retenues par la BMCE Bank

Pour la première application:

- La banque a passé en revue les provisions pour risques et charges répondant aux trois critères cités dès lorsque l'impact est significatif
- Concernant les provisions incompatibles, celles-ci ont été reprises par les capitaux propres.

1.12.2 Divergences avec les normes marocaines

- Les provisions à caractère forfaitaire ne sont pas admises en IFRS.
- La notion de provisions pour risques généraux n'est pas admise en IFRS
- Valeur actualisée : la norme marocaine ne prévoit pas l'actualisation de la valeur de la provision, la norme IAS37 précise que le montant de la provision est actualisé si l'effet est significatif.

1.13. Crédits hors marché

En normes IFRS, la valeur d'entrée d'un prêt est égale à sa juste valeur augmentée des coûts de transactions internes et externes directement attribuables à l'émission du prêt.

La juste valeur est égale :

- au nominal si le taux du prêt est « dans le marché » et en l'absence de coût de transactions ;
- à la somme des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux de marché ; la différence entre le taux de marché et le taux contractuel du prêt entraîne la constatation d'une décote qui est constatée immédiatement en résultat puis reprise sur la durée de vie du prêt.

Afin de déterminer le caractère « hors marché » d'un prêt émis, il conviendrait de se demander si l'émetteur du prêt a offert des conditions de financement très favorables par rapport à celles généralement pratiquées par la concurrence afin de conquérir un client. Dans l'affirmative, une décote correspondant à la différence entre le taux du marché à l'émission et le taux contractuel est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

1.13.1 Options retenues par la BMCE

La BMCE a donc déterminée les prêts émis par le groupe à des taux qui peuvent être considérés comme « hors marché »

En l'absence de référence claire de la norme sur la notion de « hors marché », il a été décidé de s'appuyer sur les taux planchers communiqués par Bank Al-Maghrib

1.13.2 les divergences avec les normes marocain :

En normes IFRS, une décote correspondant à la différence entre le taux du marché à l'émission et le taux contractuel est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

1.14 Crédit-bail

Selon la norme IAS 17, le crédit bail est un contrat par lequel le propriétaire (ou bailleur) transfère le droit d'utilisation d'un actif au preneur en contrepartie de redevances et avec option d'un droit de propriété à l'échéance.

Classifications des contrats :

La norme IAS 17 distingue deux types de contrats de crédit-bail :

- **les contrats de location financement** : ce type de contrat a pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Un contrat de location est classé en tant que contrat de location simple s'il ne transfère pas au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété.

La norme IAS 17 indique cinq exemples de situations qui conduisent normalement à considérer un contrat comme un contrat de location financement :

- le contrat de location transfère la propriété de l'actif au preneur au terme de la durée du contrat de location ;
- le contrat de location donne au preneur l'option d'acheter l'actif à un prix qui devrait être suffisamment inférieur à sa juste valeur à la date à laquelle l'option peut être levée pour que, dès le commencement du contrat de location, on ait la certitude raisonnable que l'option sera levée.
- La durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif même s'il n'y a pas transfert de propriété.

- Au commencement du contrat de location, la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location s'élève au moins à la quasi-totalité de la juste valeur de l'actif loué.
- Les actifs loués sont d'une nature tellement spécifique que seul le preneur peut les utiliser sans leur apporter des modifications majeures.

Comptabilisation des contrats de location financement :

- Le bailleur doit comptabiliser dans son bilan les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement et les présenter comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location
- Les paiements reçus doivent être répartis entre la partie en capital considérée comme un amortissement de la créance et la partie en intérêt représentant le paiement d'un taux effectif acquis ou à recevoir.
- La comptabilisation des revenus financiers doit s'effectuer sur la base d'une formule traduisant un taux de rentabilité périodique constant sur l'encours d'investissement net restant du bailleur tel que défini dans le contrat de location financement.
- **les contrats de location opérationnelle** (ou contrat de location simple) : ce contrat ne transfère pas au preneur de crédit-bail tous les risques et avantages liés à la propriété.

Comptabilisation des contrats de location opérationnelle :

- les actifs faisant l'objet de contrats de location simple doivent être comptabilisés au bilan du bailleur selon la nature de l'actif ;
- compte de résultat : les revenus locatifs provenant des contrats de location simple doivent être comptabilisé en produits de façon linéaire sur toute la durée du contrat de location à moins qu'une autre base systématique ne soit plus représentative de l'échelonnement dans le temps de la diminution de l'avantage retiré de l'utilisation de l'actif loué
- l'amortissement des actifs loués doit se faire sur une base cohérente avec la politique normalement suivie par le bailleur pour l'amortissement d'actifs similaires et la dotation aux amortissements doit être calculées sur la base indiquée par IAS16 (immobilisations corporelles) et IAS38 (immobilisations incorporelles)

1.14.1 Options retenues par la BMCE

Les entités concernées par l'application de la norme relative au crédit-bail sont Maghrébaïl et Salafin.

Les contrats portés par ces 2 entités correspondent à la définition de la location-financement.

L'ensemble des contrats de crédit-bail du groupe BMCE étant classé en location-financement, le traitement comptable actuellement appliqué dans le cadre des comptes consolidés est conforme aux IFRS. Ainsi, l'impact est nul.

1.15 Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

Postérieures à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

Principes d'évaluation

La méthode d'évaluation est la méthode des unités de crédit projetées avec service proraté. Cette méthode passe par deux phrases :

1. une évaluation des droits à termes moyennant des hypothèses actuarielles, les droits à terme correspondant aux cash-flows futurs ;
2. une répartition des droits à terme sur la période d'activité au cours de laquelle la BMCE bénéficie des services de ses employés.

Les principales hypothèses actuarielles :

Des hypothèses financières, à savoir le taux d'actualisation et le taux d'inflation

Des hypothèses socio-économiques

Le taux d'augmentation des salaires

Le taux de sortie des bénéficiaires

L'âge et les modalités de départ à la retraite

Des hypothèses de mortalité

Les dépenses de santé pour les régimes de frais médicaux

Principes de comptabilisation

Définitions

- valeur actualisée de l'obligation : engagement brut i.e. valeur actuarielle des droits des participants ou dette actuarielle,
- Eléments non reconnus : pertes et gains latents à amortir dans le futur ou éléments non reconnus

Comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi

La provision à constituer est égale à l'engagement net diminué des éléments non reconnus. Ces éléments non reconnus peuvent être de deux natures :

- Dans le cas où la société opte pour la méthode du corridor, les pertes et gains actuariels, qui sont constitués de la différence entre la valeur actualisée de l'obligation réelle à la clôture et la valeur actualisée de

l'obligation estimée à la clôture sur la base de la valeur actualisée de l'obligation d'ouverture et des événements de l'exercice ; ils ont deux origines :

- i. une modification des hypothèses actuarielles entre l'ouverture et la clôture suite à des événements particuliers de l'exercice ou des modifications de l'environnement économique général : il s'agit des pertes et gains actuariels sur hypothèses ;
 - ii. une différence entre les prévisions à l'ouverture de comportement socio-économique des salariés ou de comportement de l'environnement général au cours de l'exercice- et traduit dans les hypothèses actuarielles- et la réalité : il s'agit des pertes et gains actuariels d'expérience ;
- les coûts des services passés, qui se constatent lors d'une modification du régime et sont constitués de la variation consécutive de l'engagement à la date de génération de la modification du régime ;

Les éléments non amortis s'amortissent de manière différente :

- le coût des services passés s'amortit linéairement entre la date de modification et la date à laquelle les droits sont acquis.

La règle du corridor consiste à amortir au minima au cours d'un exercice, et sur la durée d'activité résiduelle des participants à la clôture, le montant de pertes ou de gains actuariels non reconnus supérieur en valeur absolue à 10 % du montant de la dette actuarielle à l'ouverture ou du montant des actifs de couverture si ce dernier montant lui est supérieur.

Comptabilisation des autres avantages à long terme

La provision à constituer à chaque clôture est égale à la valeur actuelle de l'obligation

1.15.1 Options retenues par la BMCE Bank

Une provision doit être constituée à chaque clôture égale à la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies évaluées actuariellement selon la méthode des unités de crédit projetées.

Les avantages au personnel comptabilisés correspondent à la médaille du travail et l'indemnité de fin de carrière.

Cependant, aucune provision relatifs à la couverture médicale postérieures à l'emploi (CMIM) n'a été constatée , en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires.

1.16 Crédits restructurés

Les crédits restructurés incluent les encours ayant subi, en raison des difficultés de la contrepartie, une restructuration entraînant une modification de la rémunération de la banque.

Principe comptable

Lorsqu'un crédit est restructuré du fait de la situation financière d'un débiteur, les flux futurs du crédit sont actualisés au TIE d'origine et la différence entre ce montant et la valeur comptable du crédit est enregistrée immédiatement en coût du risque. Cette décote est réintégré sur la durée de vie du crédit dans la marge d'intérêt.

1.16.1 Options retenues par la BMCE :

Les dossiers restructurés ont été identifiés par recoupement entre les comptes comptables affectés aux encours consolidés et les fichiers de suivi de la gestion globale des engagements sur la base d'un scope d'encours de supérieurs à 10 MMAD.

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au TIE
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au TIE

Pour le bilan d'ouverture, la décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie des capitaux propres, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

En traitement récurrent, les décotes sont comptabilisées en charge au moment de la restructuration.

1.16.2 divergences avec les normes marocaines

En normes IFRS, une décote correspondant à la différence entre le taux initial et le taux accordé à la restructuration est enregistrée en résultat et est amortie sur la durée de vie du prêt via le TIE.

1.17 actions propres

Si une entité rachète ses propres instruments de capitaux propres, ceux-ci doivent être déduits des capitaux propres. Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat, de la vente, de l'émission ou de l'annulation d'instruments de capitaux propres de l'entité. Les actions propres peuvent être acquises ou détenues par l'entité ou par d'autres membres du groupe consolidé. La contrepartie versée ou reçue doit être comptabilisée directement en capitaux propres.

Les titres d'autocontrôle détenus dans le cadre de plans de stock-options en faveur des salariés doivent, quel que soit le but de leur acquisition, être portés en déduction des capitaux propres consolidés.

1.17.1 Options retenues par la BMCE :

L'ensemble des titres BMCE détenus par les entités du groupe est annulé en moins des capitaux propres.

L'entité impute directement au débit des capitaux propres, nettes de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent, les distributions aux porteurs d'instruments de capitaux propres.

Les coûts de transaction d'une transaction portant sur les capitaux propres, à l'exclusion des coûts d'émission d'un instrument de capitaux propres directement attribuables à l'acquisition d'une entité doivent être comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets de tout avantage d'impôt sur le résultat y afférent.

Seule la BMCE Bank Maroc est concernée par l'application de cette norme.

1.17.2 divergences avec les normes marocaines

Les normes marocaines réclament une reconnaissance à l'actif des actions propres en « titres de placement » ou « valeurs immobilisées » alors qu'en IAS, les actions propres détenues à d'autres fins que la mise en place de plans d'avantages au personnel sont déduites des capitaux propres.

1.18. Taux d'intérêt effectif

L'IAS 39 définit le taux d'intérêt effectif comme étant le taux qui égalise les cashs flows futurs estimés actualisés et la valeur comptable initiale du prêt, la valeur initiale intégrant les produits et les coûts de transaction.

Coûts et commissions à intégrer dans le calcul du TIE

Coûts :

Les coûts à étaler via le TIE correspondent selon la norme IAS 39 aux coûts de transaction.

Ces derniers sont les coûts marginaux directement imputables à l'acquisition, à l'émission ou à la sortie d'un actif ou d'un passif financier.

Commissions :

L'IAS 18 distingue 3 catégories de commissions selon leur finalité :

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif global

- Les commissions d'octroi reçus
- Les commissions d'engagements reçus

Les commissions acquises à mesure que des services sont fournis

Les commissions acquises pour l'exécution d'un acte important

Principes comptables

Les prêts émis sont comptabilisés au coût amorti à l'aide du Taux d'Intérêt Effectif.

1.18.1. Options retenues par la BMCE Bank :

L'analyse a montré que les coûts et commissions sont peu significatifs, il a été décidé par conséquent de ne pas les étaler pour la FTA. Par ailleurs, un suivi régulier des coûts et produits de transactions devra être effectué pour s'assurer de leur caractère non significatif.

En fonction de l'importance significative, le Groupe étale ou non les coûts et produits de transactions pour les crédits à plus d'un an. Les crédits à moins d'un an sont maintenus au coût historique.

1.18.2. Divergences avec les normes marocaines

Les principales divergences identifiées sont les suivantes :

- Evaluation ultérieure des prêts émis au coût amorti en IFRS et non au coût historique. Par rapport à un amortissement au taux nominal, ce traitement implique une modification de la répartition capital/intérêts des échéances de remboursement
- Etalement des produits et coûts directs via le TIE en IFRS alors qu'à la BMCE, ceux-ci sont enregistrés directement en résultat à l'émission.

1.19 Dépôts de la clientèle :

Principes comptables

Evaluation initiale

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif financier, une entité doit l'évaluer à sa juste valeur majorée, dans le cas d'un passif financier qui n'est pas à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement imputable à l'acquisition ou à l'émission du passif financier.

Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, une entité doit évaluer un actif financier au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf :

Les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Les passifs financiers qui surviennent quand un transfert d'actif financier ne répond pas aux conditions de décomptabilisation ou quand il est comptabilisé selon l'approche de l'implication continue.

1.19.1 options retenues par la BMCE Bank :

- Actuellement, le Groupe classe tous les dépôts dans la catégorie des autres passifs financiers, aucun n'est classé dans la catégorie « passifs financiers détenus à des fins de transaction ».
- Les dépôts de la BMCE Bank sont systématiquement d'une durée maximale d'un an. De ce fait, la position retenue a été de considérer que l'impact du calcul d'une décote et son étalement sur la durée de dépôt était non significatif.
- Aucun élément à intégrer au calcul n'a été identifié concernant les dépôts, qu'ils fassent partie du stock ou de la nouvelle production. A ce stade, le TIE est donc le taux facial du dépôt.
- Aucun retraitement n'a été prévu pour les comptes à vue et les comptes sur carnets.
- Pour les avances sur dépôts rémunérés, celles-ci doivent être constatés en prêts et créances et traitées en tant que tel.

1.19.2 divergences avec les normes marocaines :

En normes IFRS, les dépôts «émis à des conditions hors marché sont comptabilisés au moment de leur émission à la juste valeur et non au coût historique. Une décote correspondant à la différence entre la juste valeur du dépôt et le coût historique est comptabilisée en résultat et est amortie sur la durée de vie du dépôt.

En normes IFRS, les coûts directs externes et surcoûts internes affectés à l'émission des dépôts doivent être étalés via le TIE sur la durée du dépôt.

1.20. Impôts différés :

L'impôt différé est une correction apportée à la charge d'impôt et/ou la situation nette qui a pour effet de gommer l'effet des différences temporelles d'imposition.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur

Un impôt différé passif correspond à une impôt différé à payer.

En cas de changement de taux d'impôt ou de règles fiscales, l'impact sur les impôts différés est comptabilisé selon le principe de symétrie : si l'impôt différé a été comptabilisé initialement en capitaux propres, l'ajustement est également comptabilisé en capitaux propres sinon comptabilisation de l'impact en résultat.

1.20.1. Les options retenues par BMCE Bank :

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les ID dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement peut être appréhendée par els business plan des sociétés concernées.

Par ailleurs, en IFRS, l'expression « recouvrement probable» devrait être interprétée comme signifiant un « recouvrement plus probable qu'improbable » ce qui pourrait donner lieu, dans certains cas, à la comptabilisation de davantage d'impôts différés actifs qu'en principes comptables, où cette expression st souvent interprétée comme supposant un fort degré de probabilité.

1.20.2. Divergences avec les normes marocaines :

En règles marocaines, il n'est pas requis de comptabiliser des impôts différés relatifs à :

- Des différences temporaires provenant des écarts d'évaluation portant sur des actifs incorporels généralement non amortis ne pouvant pas être cédés séparément de l'entreprise acquise ;
- Des retraitements de l'hyperinflation ;
- Des réserves non distribuées des entreprises associées et coentreprises ;
- Des différences temporaires relatives aux titres de participation d'entreprises consolidées dont la cession est probable.

1.21. Dérivées :

Un dérivée est un instrument financier (ferme ou optionnel) qui varie en fonction de la valeur d'un sous-jacent tel que les taux d'intérêts, le cours d'une action, d'une matière première... Ce sont généralement des instruments avec effet de levier important et une mise de départ faible. Les instruments dérivés usuels sont les swap, les options et les ventes à terme.

Les dérivées (swap, options...) sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. A chaque date d'arrêté, ils sont réévalués au bilan à leur valeur de marché. Les variations de juste valeur sont constatés en résultat.

Options retenus par le groupe BMCE :

Les analyses menées en interne ont conduit de conclure à l'absence d'opérations de couverture réalisées par le groupe BMCE.

Le retraitement du 31 décembre 2008 a porté sur l'exhaustivité des produits dérivés.

IV. ETATS DE SYNTHESE DES COMPTES CONSOLIDES IFRS 2008

- **Bilans -Activité Consolidée IFRS**
- **Compte de produits et charges -Activité Consolidée IFRS**
- **Tableau des flux de trésorerie -Activité Consolidée IFRS**
- **Notes annexes aux états financiers consolidés**
 - ☞ Tableau de variation des capitaux propres ;
 - ☞ Actifs, passifs et instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat ;
 - ☞ Actifs financiers disponibles à la vente ;
 - ☞ Immobilisations de placement et d'exploitation ;
 - ☞ Ecart d'acquisition ;
 - ☞ Provisions pour risques et charges ;
 - ☞ Marge d'intérêt ;
 - ☞ Commissions nettes ;
 - ☞ Coût du risque ;
 - ☞ Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit ;
 - ☞ Dettes envers les établissements de crédit ;
 - ☞ Prêts consentis et créances sur la clientèle ;
 - ☞ Dettes envers la clientèle ;
 - ☞ Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique ;
 - ☞ Ventilation des créances envers la clientèle par zone géographique ;
 - ☞ Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique ;
 - ☞ Ventilation des dettes envers la clientèle par zone géographique ;
 - ☞ Evolution du capital et résultat par action.
 - ☞ Engagements de garantie.
 - ☞ Engagements de financement.

Bilan - 2008 IFRS

BILAN IFRS (en milliers de DH)

ACTIF IFRS	NOTES	Décembre 2008 IFRS	Décembre 2007 IFRS
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		8 761 642	8 084 789
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	16 830 734	9 663 318
Instruments dérivés de couverture	5.2	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	5.3	1 396 746	1 015 111
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	5.4	21 586 233	19 720 186
Prêts et créances sur la clientèle	5.5	85 709 392	58 985 208
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	5.7	5 928 425	1 933 265
Actifs d'impôt exigible	5.8	602 944	357 743
Actifs d'impôt différé	5.8	369 578	216 557
Comptes de régularisation et autres actifs	5.9	4 210 653	2 839 042
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	5.10	191 437	184 577
Immeubles de placement	5.11	505 076	475 882
Immobilisations corporelles	5.11	3 570 068	2 345 728
Immobilisations incorporelles	5.11	547 948	268 155
Ecart d'acquisition	5.12	249 969	26 086
TOTAL ACTIF IFRS		150 460 845	106 115 647

PASSIF IFRS	NOTES	Décembre 2008 IFRS	Décembre 2007 IFRS
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1	280	747
Instruments dérivés de couverture	5.2	-	-
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	5.4	12 647 116	9 143 599
Dettes envers la clientèle	5.5	113 449 746	81 969 131
Titres de créance émis	5.6	4 587 442	816 407
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt courant	5.8	375 331	554 457
Passifs d'impôt différé	5.8	935 380	531 587
Comptes de régularisation et autres passifs	5.9	5 719 501	4 664 646
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	5.13	-	-
Provisions pour risques et charges	5.14	325 453	272 753
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		-	-
Dettes subordonnées	5.6	4 155 748	1 002 576
Capital et réserves liées		3 300 401	4 009 820
Réserves consolidées			
- Part du groupe		1 524 790	1 838 435
- Part des minoritaires		2 101 347	446 194
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe		- 98 699	- 122 075
Résultat net de l'exercice			
- Part du groupe		830 442	853 033
- Part des minoritaires		606 567	134 337
TOTAL PASSIF IFRS		150 460 845	106 115 647

Compte de résultat - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES			
	NOTES	Décembre 2008 IFRS	Décembre 2007 IFRS
Intérêts et produits assimilés		9 206 758	6 345 364
Intérêts et charges assimilés		- 5 081 832	- 3 826 152
MARGE D' INTERÊTS	<u>2.1</u>	4 124 926	2 519 212
Commissions perçues		1 279 540	924 846
Commissions servies		- 129 230	- 106 739
MARGE SUR COMMISSIONS	<u>2.2</u>	1 150 310	818 107
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par rés	<u>2.3</u>	477 446	276 659
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	<u>2.4</u>	25 335	516 319
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE		502 781	792 978
Produits des autres activités	<u>2.5</u>	419 443	275 391
Charges des autres activités	<u>2.5</u>	- 179 000	- 140 511
PRODUIT NET BANCAIRE		6 018 460	4 265 177
Charges générales d'exploitation		- 3 569 552	- 2 334 999
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		- 331 554	- 193 299
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		2 117 354	1 736 879
Coût du risque	<u>2.6</u>	- 88 996	- 318 066
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 028 358	1 418 813
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		32 771	16 367
Gains ou pertes nets sur autres actifs	<u>2.7</u>	48 777	4 620
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔTS		2 109 906	1 439 800
Impôts sur les bénéfices	<u>2.8</u>	- 672 897	- 452 430
RESULTAT NET		1 437 009	987 370
Résultat hors groupe		606 567	134 337
RESULTAT NET PART DU GROUPE		830 442	853 033
Résultat par action (en dirham)			
Résultat dilué par action (en dirham)			

Tableau de flux de trésorerie - 2008 IFRS

	déc-07	déc-08
Résultat avant impôts	1 439 800	2 109 906
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	193 299	331 554
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	318 066	-49 227
+/- Dotations nettes aux provisions		-16 190
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	16 367	32 771
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-77 501	-104 526
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-285 576	-183 129
+/- Autres mouvements		
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	164 655	11 253
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-526 544	1 637 471
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	436 797	5 807 682
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-580 895	-9 361 721
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-868 869	-470 061
- Impôts versés	-452 430	-575 106
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-1 991 941	-2 961 735
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-387 486	-840 576
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	837 782	-113 024
+/- Flux liés aux immeubles de placement		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-130 775	-527 816
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	707 007	-640 840
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-321 976	-985 222
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	203 716	3 143 491
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-118 260	2 158 269
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie		
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	201 261	676 853
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	7 883 528	8 084 789
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	7 883 528	8 084 789
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	8 084 789	8 761 642
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	8 084 789	8 761 642
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
Variation de la trésorerie nette	201 261	676 853

Tableau de variation des capitaux propres- 2008 IFRS

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES								
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2006	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859		7 239 675	415 554	7 655 229
Impact des changements de méthodes comptables								
Capitaux propres d'ouverture corrigés au 01.01.2007	1 587 514	4 281 611	-800 309	2 170 859	0	7 239 675	415 554	7 655 229
Opérations sur capital		350 984		-353 364		-2 380	30 640	28 260
Paievements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 409 980			-1 409 980		-1 409 980
Dividendes				-399 477		-399 477		-399 477
Résultat de l'exercice				853 033		853 033	134 337	987 370
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0	0	0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)				420 417	-159 686	260 731	0	260 731
Ecarts de conversion : variations et transferts en Résultat (C)					37 611	37 611	0	37 611
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				420 417	-122 075	298 342	0	298 342
Variation de périmètre								
Capitaux propres clôture 31.12.2007	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31.12.2007 corrigés	1 587 514	4 632 595	-2 210 289	2 691 468	-122 075	6 579 213	580 531	7 159 744
Opérations sur capital		748 150		-537 617		210 533	-65 201	145 332
Paievements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-1 457 569			-1 457 569		-1 457 569
Dividendes				-485 222		-485 222		-485 222
Résultat de l'exercice				830 442		830 442	606 567	1 437 009
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)				-223 412	83 423	-139 989		-139 989
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					-60 047	-60 047		-60 047
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				-223 412	23 376	-200 036	0	-200 036
Variation de périmètre				79 573		79 573	1 586 017	1 665 590
Capitaux propres clôture 31.12.2008	1 587 514	5 380 745	-3 667 858	2 355 232	-98 699	5 556 934	2 707 914	8 264 848

Actifs, passifs et instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat- 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31/12/08			31/12/07		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	5 808 584	0	5 808 584	3 295 065	0	3 295 065
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 379 613		5 379 613	3 132 612		3 132 612
Autres titres de créances négociables	428 971		428 971	162 453		162 453
Obligations	704 645	0	704 645	2 118 789	0	2 118 789
Obligations d'Etat	135 794		135 794	246 926		246 926
Autres obligations	568 851		568 851	1 871 863		1 871 863
Actions et autres titres à revenu variable	10 317 505	0	10 317 505	4 249 464	0	4 249 464
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
<i>aux établissements de crédit à la clientèle entreprises à la clientèle particuliers</i>						
Instruments financiers dérivés de transaction	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de cours de change	0		0	0		0
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	16 830 734	0	16 830 734	9 663 318	0	9 663 318
dont titres prêtés hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	0	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit						
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	280	0	280	747	0	747
Instruments dérivés de cours de change	1 335		1 335	747		747
Instruments dérivés de taux d'intérêt	67		67			
Instruments dérivés sur actions	-1 122		-1 122			
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	280	0	280	747	0	747

Actifs financiers disponibles à la vente- 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	décembre-08	décembre-07
Titres de créance négociables	0	0
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	0	0
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
Actions et autres titres à revenu variable	1 396 746	1 015 111
dont titres cotés	271 860	337 142
dont titres non cotés	1 124 886	677 969
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	1 396 746	1 015 111
dont gains et pertes latents		
dont titres à revenu fixe		
dont titres prêtés		
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	0	0
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable		
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	1 396 746	1 015 111
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

Immobilisations de placement et d'exploitation - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08			31-déc-07		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	5 999 141	2 429 073	3 570 068	4 182 767	1 837 039	2 345 728
Terrains et constructions	2 826 365	452 190	2 374 175	1 865 732	239 376	1 626 356
Equipement, Mobilier, Installations	2 115 076	1 325 908	789 168	1 324 964	928 963	396 001
Biens mobiliers donnés en location						0
Autres immobilisations	1 057 700	650 975	406 725	992 071	668 700	323 371
Immobilisations incorporelles	853 699	305 751	547 948	460 762	192 607	268 155
Logiciels informatiques acquis	598 375	241 840	356 535	355 686	123 962	231 724
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	255 324	63 911	191 413	105 076	68 645	36 431
Immeubles de placements	537 548	32 472	505 076	506 748	30 866	475 882

Écart d'acquisition- 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Valeur brute comptable en début de période	26 086	21 297
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	26 086	21 297
Acquisitions	213 037	4 789
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements	10 846	
Valeur brute comptable en fin de période	249 969	26 086
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE	249 969	26 086

Provisions pour risques et charges - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-07	31-déc-07
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	272 753	227 710
Dotations aux provisions	83 547	46 766
Reprises de provisions	-30 847	-1 723
Utilisation des provisions		
Incidence de la consolidation de		
Variation des parités monétaires et divers		0
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	325 453	272 753

Marge d'intérêt - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	déc-08			déc-07		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	7 352 869	4 187 918	3 164 951	5 324 091	3 327 993	1 996 098
Comptes et prêts/emprunts	4 575 267	1 919 969	2 655 298	2 758 462	1 232 390	1 526 072
Opérations de pensions						0
Opérations de location-financement	2 777 602	2 267 949	509 653	2 565 629	2 095 603	470 026
Opérations interbancaires	692 652	529 337	163 315	657 990	473 676	184 314
Comptes et prêts/emprunts	264 024	529 337	-265 313	510 724	473 676	37 048
Opérations de pensions	428 628		428 628	147 266		147 266
Emprunts émis par le Groupe	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture de résultats futurs	0	0	0	0	0	0
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	0	0	0	0	0	0
Portefeuille de transactions	1 152 119	364 577	787 542	362 102	24 483	337 619
Titres à revenu fixe	766 166	364 577	401 589	251 146	24 483	226 663
Opérations de pensions	0	0	0	0	0	0
Prêts/emprunts	935		935		0	0
Dettes représentées par un titre	385 018		385 018	110 956		110 956
Actifs disponibles à la vente		0	0	0	0	0
Actifs détenus jusqu'à échéance	9 118	0	9 118	1 181	0	1 181
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	9 206 758	5 081 832	4 124 926	6 345 364	3 826 152	2 519 212

Commissions nettes - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	428 589	10 753	417 836
avec les établissements de crédit			-
avec la clientèle	262 425		262 425
sur titres	65 818		65 818
de change	100 346	10 753	89 593
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan		-	-
Prestation de services bancaires et financiers	850 951	118 477	732 474
Produits nets de gestion d'OPCVM	-		-
Produits nets sur moyen de paiement	492 212	108 374	383 838
Assurance			-
Autres	358 739	10 103	348 636
Produits nets de commissions	1 279 540	129 230	1 150 310

Coût du risque - 2008 IFRS

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE

(en milliers de DH)

	déc-08	déc-07
Dotations aux provisions	-406 832	-1 056 624
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-292 231	-614 099
Provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-4 370	
Autres provisions pour risques et charges	-110 231	-442 525
Reprises de provisions	472 249	792 866
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	345 612	327 154
Reprises de provisions pour dépréciations des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	216	1 212
Reprises des autres provisions pour risques et charges	126 421	464 500
Variation des provisions	-154 413	-54 308
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-96 231	-106 740
Décote sur les produits restructurés	-114 918	31 986
Récupérations sur prêts et créances amorties	56 736	20 446
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-88 996	-318 066

Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Comptes à vue	7 096 508	6 101 252
Prêts	14 037 045	13 118 934
Opérations de pension	452 680	500 000
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	21 586 233	19 720 186
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit		
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	21 586 233	19 720 186

Dettes envers les établissements de crédit - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	31-déc-07
Comptes à vue	2 069 331	2 581 050
Emprunts	8 310 722	6 562 549
opérations de pension	2 267 063	0
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDI	12 647 116	9 143 599

Prêts consentis et créances sur la clientèle- 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Comptes ordinaires débiteurs	13 437 216	12 538 455
Prêts consentis à la clientèle	67 220 881	40 623 394
Opérations de pension	1 445 847	1 631 036
Opérations de location-financement	6 938 013	6 257 984
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	89 041 957	61 050 869
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-3 332 565	-2 065 661
TOTAL DES PRÊTS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	85 709 392	58 985 208

Dettes envers la clientèle - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Comptes ordinaires créditeurs	49 269 587	41 277 769
Comptes à terme	44 323 025	23 817 614
Comptes d'épargne à taux administré	11 640 128	12 420 227
Bons de caisse	3 946 971	4 453 521
Opérations de pension	4 270 035	
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	113 449 746	81 969 131

Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Banque au Maroc	59 363 292	49 031 480
Services Financiers Spécialisés	9 836 347	8 923 166
Activités à l'international	16 509 753	1 030 562
Gestion d'actifs		
Total en principal	85 709 392	58 985 208
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	85 709 392	58 985 208

Ventilation des créances envers la clientèle par zone géographique - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Maroc	69 199 639	57 954 646
Afrique	14 662 236	580 056
Europe	1 847 517	450 506
Total en principal	85 709 392	58 985 208
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	85 709 392	58 985 208

Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Banque au Maroc	89 124 032	78 099 218
Services Financiers Spécialisés	709 333	604 013
Activités à l'international	23 616 381	3 265 900
Gestion d'actifs		
Total en principal	113 449 746	81 969 131
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	113 449 746	81 969 131

Ventilation des dettes envers la clientèle par zone géographique - 2008 IFRS

(en milliers de DH)

	31-déc-08	30-déc-07
Maroc	89 833 365	78 703 231
Afrique	22 218 247	1 964 584
Europe	1 398 134	1 301 316
Total en principal	113 449 746	81 969 131
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	113 449 746	81 969 131

Evolution du capital et résultat par action - 2008 IFRS

	déc-07	déc-08
CAPITAL (dh)	1 587 513 900	1 587 513 900
Nbre Actions	15 875 139	158 751 390
Resultat Part groupe (dh)	853 033 000	830 442 000
Resultat par Action (dh) (1)	53,7	5,2

(1) le Nominal est ramené de 100 dh à 10 dh l'action courant l'exercice 2008

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

(en milliers de DH)

	31-déc.-07	31-déc.-08
Engagements de garantie donnés	8 504 329	12 947 474
D'ordre des établissements de crédit	2 593 172	3 245 859
D'ordre de la clientèle	5 911 157	9 701 615
Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Engagements de garantie reçus	4 933 773	18 868 816
des établissements de crédit	4 336 776	18 026 953
de l'état et d'autres organismes de garantie	596 997	841 863

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

(en milliers de DH)

	Dec -07	déc-08
Engagements de financements donnés	23 560 109	16 995 140
Aux établissements de crédit	34 144	177 402
A la clientèle	23 525 965	16 817 738
Ouverture de crédit		
Autre engagements en faveur de la clientèle		
Total des engagements de financement donnés	23 560 109	16 995 140
Engagements de financement reçus	231 937	1 217 679
des établissements de crédit	231 937	1 217 679
de la clientèle		

V. BULLETIN DE SOUSCRIPTION AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES PERPETUELLES BMCE BANK

Destinataire :	[]
Date :	[]
Dénomination ou Raison sociale :	Nom du teneur de compte :
N° de compte :	Dépositaire :
Téléphone :	Fax :
Code d'identité ¹ :	Qualité souscripteur ² :
Nom et Prénom signataire :	Nature de documents exigés :
Siège social :	Fonction :
Adresse (si différente du siège social) :	Mode de paiement :

CARACTERISTIQUES DES OBLIGATIONS

Emetteur	BMCE Bank
Valeur nominale	MAD 100 000
Nombre d'obligations émises	10 000 titres
Jouissance	03 juin 2009
Durée	Perpétuelle, avec possibilité de remboursement anticipé à l'initiative de l'émetteur à partir de la 10 ^{ème} année, sous réserve d'un préavis minimum de 5 ans et après accord de Bank Al Maghrib
Taux facial Fixe	Pendant les 10 premières années, le taux facial des obligations subordonnées de nature perpétuelle est fixé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 10 ans publié le 02 avril 2009. La détermination du taux se fera par la méthode de l'interpolation linéaire en utilisant les deux points encadrant la maturité pleine 10 ans. Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque fixée à 120 points de base pendant les dix premières années de l'emprunt. A compter de la 11 ^{ème} année, une augmentation de la prime de risque de 100 points de base s'ajoutera à la prime de risque initiale.
Taux facial Révisable	Déterminé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire dans les conditions suivantes : Pour la première année, soit le 03 juin 2009 au 03 juin 2010 , le taux facial des titres subordonnés à durée indéterminée sera calculé sur la base du dernier taux des Bons du Trésor 52 semaines constaté ou calculé par interpolation linéaire sur la courbe des taux du marché secondaire telle que publiée par Bank Al Maghrib sur Reuters le 02 avril 2009 . Le taux ainsi obtenu sera majoré d'une prime de risque de 100 points de base pendant les dix premières années. A partir de la 11 ^{ème} année, une augmentation de la prime de risque de 100 points de base sera rajoutée. Le coupon sera révisé annuellement. L'application de la révision s'effectuera sur la base du taux des Bons du Trésor 52 semaines observé sur le marché secondaire le 29 mai de chaque année (tel que publié par Bank Al Maghrib sur Reuters).Le taux révisé fera l'objet d'une annonce au bulletin de la cote au moins 48 heures avant l'application de la révision.

Tranche A

Tranche B

Tranche C

Tranche D

Nombre de titres demandés

Montant global (en dirhams)

Nous souscrivons sous forme d'engagement ferme et irrévocable à l'émission d'obligations BMCE BANK à hauteur du montant total ci-dessus. Nous avons pris connaissance que, si les souscriptions dépassent le montant de l'émission, nous serons servis proportionnellement à notre demande. Nous autorisons par la présente notre dépositaire à débiter notre compte du montant correspondant aux obligations BMCE BANK qui nous seront attribuées. Nous déclarons avoir pris connaissance que la commission d'admission à la Bourse de Casablanca s'élève à 0,05% du montant des souscriptions, plafonnée à MAD 10 000 HT. La TVA appliquée est de 10%. L'exécution du présent bulletin de souscription est conditionnée par la disponibilité des obligations BMCE BANK.

Cachet et signature du souscripteur

Avertissement :

« L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que tout investissement en valeurs mobilières comporte des risques et que la valeur de l'investissement est susceptible d'évoluer à la hausse comme à la baisse, sous l'influence des facteurs internes ou externes à l'émetteur. Une note d'information visée par le CDVM est disponible, sans frais, au siège social de l'émetteur, auprès des établissements chargés de recueillir les demandes de souscription et à la Bourse de Casablanca »

¹Code d'identité : Registre de commerce pour les personnes morales, Numéro et date d'agrément pour les OPCVM

²Qualité du souscripteur A OPCVM
B Compagnies financières
C Etablissements de crédit
D Entreprises d'assurance et de réassurance
E Caisse de Dépôt et de Gestion
F Organisme de retraite et de pension

VI. RAPPORTS DE NOTATION DE BMCE BANK

- **Capital Intelligence**
- **Moody's**
- **Fitch Ratings**
- **Standard & Poor's**

BMCE Bank

March 2009

Bank Report

BMCE Bank

Morocco

March 2009

Capital Intelligence Ltd

Oasis Complex, Block E, Gladstone Street
PO Box 53585
CY 3303 Limassol
Cyprus

Telephone: 357 2534 2300
Facsimile: 357 2581 7750

E-mail: capital@ciratings.com
Web site: <http://www.ciratings.com>

A Capital Intelligence rating is not a recommendation to purchase, sell, or hold a security of the institution, inasmuch as it does not comment as to market price or suitability for a particular investor.

Reproducing or distributing this publication without the publisher's consent is prohibited. Information has been obtained by Capital Intelligence from sources believed to be reliable. However, because of the possibility of human or mechanical error by our source, Capital Intelligence, or others, Capital Intelligence does not guarantee the accuracy, adequacy or completeness of any information and is not responsible for any error or omissions or for the results obtained from use of such information.

Copyright © Capital Intelligence Limited 2009

Contact:

Darren Stubing
Tel: 357 2534 2300
E-mail: daren.stubing@ciratings.com

Thomas Kenzik
Tel: 357 2534 2300
E-mail: tom.kenzik@ciratings.com

BMCE BANK

Casablanca, Morocco
March 2009

RATINGS				FINANCIAL HIGHLIGHTS				
	Current	Previous	Last Changed	USD (mn) MAD (mn)	6/2008* USD	6/2008* MAD	2007 MAD	2006 MAD
Sovereign								
Long-Term:	BBB-	BB+	Oct 07	Total Assets	15,006	109,331	95,605	77,705
Short-Term:	A3	B	Oct 07	Net Loans	7,425	54,097	49,777	38,171
Outlook	Stable	-	-	Total Deposits**	12,683	92,409	84,476	68,387
				Shareholder Funds	1,507	10,979	8,438	7,632
				Gross Income	240	1,886	3,712	3,088
				Net Income	80	581	1,216	742
Foreign Currency				Exchange Rate: USD/MAD		7.285	7.713	8.467
Long-Term:	BBB-	BB+	Nov 07	**Customer + Interbank				
Short-Term:	A3	B	Nov 07	%		6/2008	2007	2006
Financial Strength	BBB	-	-	NPL / Gross Loans		4.34	5.00	6.68
				Loan-Loss Reserves /NPLs		87.27	86.86	79.71
Support	3	-	-	Capital Adequacy Ratio		12.86	10.42	13.35
				Net Loans / Stable Funds		59.62	59.21	55.13
Outlook				Interest Differential		#2.57	2.98	3.19
Foreign Currency	Stable	-	-	Cost / Income		59.73	45.48	55.70
Financial Strength	Stable	-	-	Return on Average Assets		#1.13	1.40	1.02

*6 month period to end-June 2008; # Annualised ratio

RATINGS DRIVERS

Supporting the Rating

- Good domestic banking franchise, controlling 15% of total sector assets
- Good liquidity, supported by both a sound level of liquid assets and a funding base driven by core customer deposits
- Sound loan asset quality, particularly relative to the Moroccan banking sector

Constraining the Rating

- Despite the improvement, returns remain modest
- Core Tier 1 capital is low with Tier 2 capital forming a high proportion of overall capital
- Continued pressure seen on margins
- More challenging operating environment in 2009 as economic growth expected to fall

RATING RATIONALE

BMCE Bank's overall financial profile is considered sound. The Bank holds a noted franchise in the Moroccan banking sector, controlling 15% of sector assets as the country's third largest bank. Expansion has occurred in both deposits and loans over the last couple of years, aided by rapid branch growth. Loan asset quality is currently good and compares favourably to the domestic banking sector, with BMCE possessing a relatively low level of non-performing loans (NPLs) combined with good coverage. The challenge going forward will be to maintain this as the loan book seasons in the face of a downturn in domestic economic growth in 2009. BMCE has a comfortable liquidity profile, supported by a good base of liquid assets and a loan book which is funded by a core customer deposit base. Capital adequacy improved to end-June 2008 following the issue of subordinated debt but the Bank's core Tier 1 capital is on the low side. Profitability remains at a moderate level. Moreover, income generated by trading income, which could be volatile, remains important to the bottom line although the reliance has fallen somewhat. At the consolidated group level, the Bank's strategic focus on widening its target areas to regional Africa brings both increased opportunities and risks. Nonetheless, ratings are maintained as above and remain on a Stable outlook.

BANK HISTORY AND STRATEGIES

Bank History

Established in 1959 as a state-owned institution specialising in trade finance, BMCE Bank (formerly Banque Marocaine du Commerce Extérieur) was privatised in 1995. While the Bank has long been a depository for retail deposits, it is now targeting that sector for lending and services. At year-end 2008 it employed a total of 4,592 staff.

BMCE Bank is the flagship domestic Moroccan bank of the BMCE Group. It has a strong position in all areas of retail, commercial and corporate banking in Morocco. At the Group level, consolidated companies include MediCapital Bank, the London-based institution, BMCE International Madrid, and Bank of Africa. In regard to the latter, BMCE Group has a 42.5% stake in the bank which has operations in 15 countries in North and Central Africa.

Operating Environment

The Moroccan banking sector has not been significantly impacted by the global financial crisis. Funding from the international market is immaterial for most banks as nearly all funding is domestically sourced. Accordingly, liquidity for the sector is currently adequate.

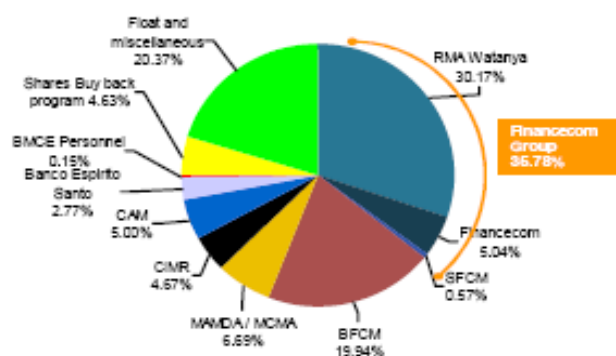
The major impact will be on economic growth but this is also expected to be moderate in 2009 although there is obviously downside risk. The current expected growth rate for the economy in 2009 is 3%-4%. Most of the major sectors in the Moroccan economy, including agricultural, energy, industry, electronics, IT and phosphates, are still expected to register growth in 2009. Foreign remittances from Moroccans working overseas, an important source of income for the country, are likely to weaken in 2009 however. The economy has diversified over the years with less reliance on both agriculture and tourism. While the latter will be weaker this year, the agriculture sector will perform well due to good rainfall and hence production.

In order to support growth, the Moroccan government plans to increase investment spending this year to a 10-year high. The government sees investment by the state and state-owned firms rising to MAD135 billion (USD16.42 billion) this year, up 18% compared with 2008's investment. Inflation is expected to slow to 2.9% in 2009 from about 3.5% in 2008 and the budget deficit is projected to widen to 2.9% of GDP from 2.0% in 2008.

The banking and financial sector of Morocco has been solid over the last few years. The balance sheet of the banks has grown at a compound annual growth rate (CAGR) of 14.9% through the period 2004-2007. In September 2008, total assets reached MAD704.1 billion, a growth of 15.0% from the same period in September 2007. Credit to the economy amounted to MAD247.2 billion in 2004, increasing to MAD492.8 billion as of September 2008, at a CAGR rate of 19.6%.

Ownership Structure

BMCE Bank March 2009	%
Moroccan Shareholders	72.29
FinanceCom Group Casablanca	35.78
RMA Al Watanya	30.17
Financecom	5.04
SFCM	0.57
MAMDA/MCMA	6.69
CIMR	4.67
Stock Buyback Programme	4.63
BMCE Personnel	0.15
Float	20.37
Foreign Shareholders	27.71
Banque Fédérative du Credit Mutuel	19.94
Caja de Ahorros del Mediterraneo Alicante	5.00
Banco Espirito Santo	2.77
Total	100.00



FinanceCom is a leading Moroccan Group structured around four business lines: financial services, insurance, technology/media/communications, and industries / services. Businesses include Meditelecom, the leading private mobile telephone network in Morocco.

RMA Watanya is Morocco's largest insurance company with a 23% market share. It was created in 2005 following the merger of two leading Moroccan insurance companies: Royale Marocaine d'Assurances (RMA), founded in 1958, and Al Wataniya, founded in 1920 as a Moroccan branch of Les Assurances Nationales (GAN Group in France). RMAW is active in life insurance, health insurance and property and casualty insurance.

In February 2009, Crédit Industriel et Commercial (CM-CIC Group) has acquired, through its holding company BFCM (*Banque Fédérative du Crédit Mutuel*) an additional equity stake of 4.9% in the capital of BMCE Bank, an equivalent of more than 7.7mn shares, at a unit price of MAD290. Thus, its shareholding in BMCE Bank increased from 15.05% to 19.94%.

In case of need, CI believes that the most likely source of support would be from the Moroccan authorities. BMCE, as the third largest bank in the country, would likely be deemed too important to be allowed to fail.

Current Business Model

BMCE is Morocco's third largest bank in terms of assets, ranking behind Attijariwafabank and Banque Centrale Populaire Group. Both these banks represent BMCE's principal competition. The three banks control around 75% of banking sector assets in Morocco. While BMCE is a full-service commercial bank, its strength and reputation are in the areas of foreign trade and corporate banking.

By virtue of its having once been a state-owned bank, it has a large (509) network of branches (and 532 ATMs) across the country, through which it has garnered a strong and loyal deposit base. Recent acquisitions of insurance affiliates and an expansion of capital markets activity at the consolidated level have diversified the Group's range of financial products and services on offer. Because of its historical prominence internationally, it maintains extensive correspondent relations throughout the world. In addition, it maintains a physical presence abroad through 18 branches and representative offices.

After many years in which banks were prohibited or discouraged from promoting consumer lending, liberalisation and the emergence of a middle class in Morocco have exposed a latent need for consumer finance, and banks are eagerly striving to provide deposit instruments, consumer financing by means of credit cards, auto finance and mortgage finance, and other financial services, such as insurance, mutual funds, and share purchases. In the past few years, BMCE has been making major steps to take advantage of these changes and to develop its consumer business.

BMCE is divided into four principal components:

- The Retail Bank, which markets all the products and services developed within the Group. The Bank aims to be close to its markets, and hence the continued increase in the branch network, providing a service to private customers and companies, particularly small and medium-sized businesses.
- The Wholesale Bank, including corporate and investment banking, which deals with companies of significant size, for which specific financing and investment banking activities are developed.
- Human Capital and Technologies, an administrative area responsible for the human resources function, support, IT, organisation and quality, back offices, equity investments, and the General Secretariat. The General Secretariat supervises general affairs, communications and strategic marketing, legal and logistics divisions, and general resources.
- Finance, including financial planning, accounting, and asset/liability management.

The head of each of these divisions is represented on the Management Committee. Risk Management, comprising Credit Management, Credit Risks and Market Risks, reports directly to that committee. Other specific functions, such as General Control, Public Relations and Audit, report directly to the Chairman.

Retail Banking is a major focus of BMCE's business model, and is managed by the 'Retail Bank'. An estimated 33% of Moroccans now bank with the banking sector. The 'Retail Bank' markets all the products and services developed within the Group, catering to the needs of individual customers and enterprises, particularly SMEs.

Retail strategy is centred in two areas: the development of specialised products and the management and growth of a network to distribute those products. The most important products currently include home mortgages, insurance and consumer credit; the demand for retail credit is rising quickly in Morocco with rising consumer affluence and low interest rates. In the past five years, BMCE has doubled its market share in mortgages, to reach ca. 13.86%.

BMCE has a 28.6% share of the large and growing insurance segment of Morocco's financial services industry. The Group offers credit insurance through its 20%-owned affiliate RMA Watanya, as well as life and health insurance. More than half of BMCE's clients are already owners of an insurance product.



The Bank is one of the leaders in the credit card market, offering a variety of products, including debit cards tied to savings accounts, and a Visa-branded revolving credit card.

The distribution network is now undergoing a massive increase in terms of size. Having set up its system of regionalisation (14 regions, each with responsibility for branches dealing with retail and/or SME customers), the Bank is planning to open more branches.

In order to manage a branch system of this size (as well as growth of this magnitude), retail banking has adopted a regionally decentralised operating structure. To assist in that decentralisation, the Bank is in the process of fully implementing a scoring system.

International Banking is one of BMCE's traditional strengths. That strength has been exploited, and notwithstanding growth in the Bank's retail activities, BMCE remains Morocco's most prominent bank in the international arena, with a market share exceeding one-third. BMCE maintains a subsidiary in Spain (BMCE International), a 27.38% stake in Banque Malienne de Dépôt et de Crédit, Mali, and a 25% stake in Congolaise de Banque.

BMCE maintains branches and representative offices, through which it promotes trade and investment with Morocco, its own business as a result of that trade, and the development of deposits and other business from the Moroccans living in those countries. In addition to offices in France, Germany, Italy, the UK, and the UAE, the Bank operates a Beijing Representative Office. BMCE was the first Moroccan bank to open an Offshore Banking Unit in Tangier, for which International is responsible. The Bank has benefited from the presence of large numbers of corporate customers at its Tangier OBU, which has diversified risk.

The Beijing office, in collaboration with the China Desk in Casablanca, provides financing for Chinese exports to Africa, Europe and the US, in addition to Morocco. Moreover, China is active in construction projects throughout Africa, building such basic infrastructure products as roads, railways and stadiums. The Tangier OBU generates hard-currency assets and documentary fees. Historically, Paris and Madrid have provided the bulk of business referrals to International and that continues to be the case.

The Bank's historical relationships with local corporations have enabled its International Division to maintain and increase letters of credit and other trade-related fees from that customer base. That business has also helped the Bank develop a sizeable network of viable correspondent relationships around the world.

Correspondent banking, trade finance and off-shoring activities are now supervised by BMCE Corporate Bank while Moroccan Expatriates activities and its network of representative offices are under the Retail Bank.

Corporate Banking This division is responsible for the management of the relationships with large companies and groups. Corporate loans account for about half of the Bank's credit commitments and its client list includes around 550 of the Bank's most important clients. Competition for the business of such a small number of sound corporate clients has lately become intense and the Bank's strategy is to keep and grow its business in this area principally through product differentiation.

Corporate banking is divided into four groups, with each group being handled by a different department: Multinational, Public Sector, Institutional and Private Moroccan Groups. Each department is charged with maintaining and renewing relationships, with each officer responsible for some 20-25 relationships. Relationships are maintained and grown by conducting a campaign of continued and repeated contact with customers and prospects, and the use of synergy with other areas of the Group as may be determined to be appropriate in particular circumstances.

BMCE Bank is solidly positioned in project finance and participates in the majority of flagship operations in a variety of sectors such as telecommunications, water, electricity distribution, textiles and transportation.



Investment Banking The 'Wholesale Bank' targets structured corporates through financing and investment banking activities. The Wholesale Bank includes: BMCE Capital which is active on the capital markets through stock brokerage, asset management, custody and advisory activities; BMCE Corporate Bank mainly focuses on trade and project finance; MediCapital Bank is a London-based universal bank. A key component of the Group's international strategy, MediCapital Bank manages BMCE Bank's activities in Europe and aims at building a bridge between the business community in Africa and the international markets.

Group affiliates, such as BMCE Capital, BMCE Capital Gestion (asset management), BMCE Capital Bourse (brokerage) and BMCE Capital Titres (custody services), as well as for the Trading Room and Research. Financial Engineering is further divided into activities of corporate finance, structured finance, analysis and research; its products are marketed and delivered in co-ordination with and through the BMCE branch system.

BMCE Capital is the larger part of the Investment Banking function, and its activities include (in addition to those performed by the affiliates named above) securities trading, foreign exchange, derivatives, fixed-income products and commodities. The Trading Room carries, manages and hedges the Bank's positions and serves clients by providing them with the Bank's products.

BMCE Capital set up an investment banking subsidiary (BMCE Capital Dakar) in Dakar, Senegal. The Bank added a similar operation in Cameroon. It has added a Tunisian operation, through a small investment bank (Axis Capital). Organisationally, it has recently merged all of its capital markets operations into one single bank based in the UK. Accordingly, BMCE's African capital markets business has been regionalised into four areas: Morocco (Casablanca), north Africa (Tunisia), west Africa (Senegal) and central Africa (Cameroon).

Principal Business Strategies

BMCE's strategic aims consist of targeting the Bank's three major market segments: large corporates, SMEs and retail banking.

The increasingly sophisticated large corporate market is experiencing increased demand for higher value-added products, such as financial engineering and hedging instruments. BMCE has been developing and offering these products as a means of attracting and retaining clients from this market segment and it will continue to do so. An expansion in the SME client base will be sought through cross-selling of the Bank's foreign trade services and by providing additional customised services, such as foreign exchange, venture capital and advisory services. This objective will be assisted by the branch system expansion as well as by the continued development of electronic banking capabilities.

The retail banking function will continue to be emphasised. Branch expansion remains an important part of the retail banking strategy. BMCE has set out on a course to capture a 15%-20% market share in retail business. The Bank has long had a large base of depositors and boasts over 2 million customer accounts. Its objective is to turn many of these into borrowing customers, through utilisation of loans, credit cards and other services. It has been successful in this regard, especially in the mortgage and consumer finance areas and that success should continue.

Retail banking products on offer are significant but the key ones are bank / credit cards, mortgages, insurance products and consumer finance. Well over 80% of the Bank's customers have one form of credit or debit card (mostly the Visa Electron card) and the Bank's objectives include increasing usage and migrating customers towards the more lucrative credit cards, whose distribution is currently limited to about 1% of BMCE's depositors. Retail growth, especially deposit growth, will be achieved through aggressive branch growth.

Consolidated Level Strategy

At the Group level, the strategy is aiming to expand in sub-Saharan countries by acquiring regional banks or establishing partnerships with major players. BMCE's stake in Bank of Africa's Luxembourg-based holding company fits into this strategy.

While diversifying its geographical asset base and earnings profile, the expansion and growth in North Africa and sub-Sahara Africa increases the risk profile of the BMCE Group.

KEY FINANCIAL ISSUES

The June 2008 accounts were audited to IFRS by Ernst & Young and Grant Thornton and were unqualified; all Moroccan banks began reporting to IFRS in 2008. The following analysis is based on BMCE Bank accounts. Where relevant, the consolidated position is discussed. As at end-June 2008, the consolidated balance sheet amounted to MAD158.5 billion (loans of MAD85.7 billion) with net profit of MAD821mn.

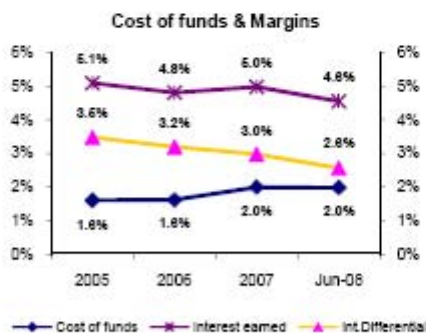
REVENUE

Adequate returns with slight improvement seen in H1 2008 on a period-on-period basis BMCE's has generated slightly, but consistently, improved returns over the past few years. Despite this, profitability based on the return on average assets, is still somewhat modest. For H1 2008, BMCE achieved net profit of MAD590.7mn (USD79.7mn). Net profit booked in H1 2007 was MAD829.1mn. However, 2007 included capital gains on the Bank's own shares, totalling MAD723.3mn, made following the transfer of 5% of the capital to la Caja de Ahorros del Mediterráneo. Stripping this gain out shows net profit was up by 28% period on period. On a consolidated basis, BMCE Bank saw net profit of MAD821.7mn in H1 2008, a sharp improvement from the corresponding period of 2007.



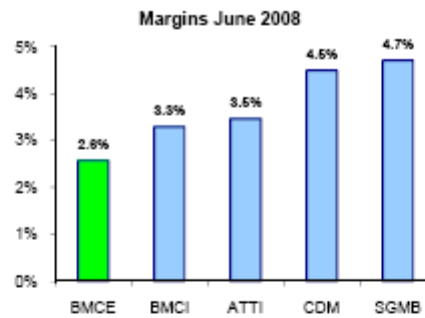
Interest income advanced by 17.9% in H1 2008, to MAD1,965mn, led by higher income from the Bank's lending operations, which contributed 80% to the gross total. On the funding expense side, interest cost was higher by 26% to MAD902mn. This increase was due to a combination of higher domestic interest rates in H1 2008 combined with the rise in customer deposits. Interest expense linked to customer deposits forms 78% of the total.

Margins remain broadly stable but at a comparatively low level. BMCE's cost of funds is low at only 2% (annualised) in H1 2008, the same level as seen in full year 2007. The Bank enjoys a low cost funding base due to its large base of demand and savings deposits. Interest on average earning assets fell however by 42bp, to 4.56% at end-June 2008. Although net interest income rose by over 10%, the increase was much lower than the rise in average earning assets. The latter saw a rise of over 20% to MAD86 billion at end-June 2008. In turn, BMCE's interest differential narrowed by 41bp to 2.57%. Competition is tough in the Moroccan banking sector and this, in part, has transformed into tighter margins for BMCE.



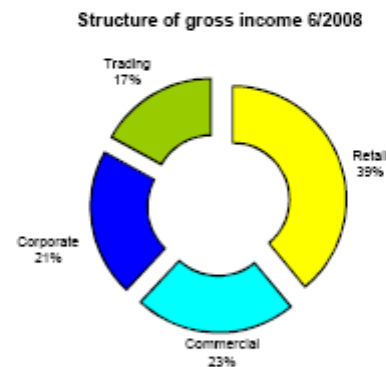
BMCE has the lowest interest differential within the peer group. At 2.6%, BMCE's margin is low compared with its main competitors in Morocco. Much of its lending is comparatively low margin business. However, in mitigation, lending activities are mainly directed to stronger positioned corporates and higher credit rated individuals. This fact is supported by better than average asset quality for BMCE Bank (see below).

High level of non-interest income particularly commission and dealing securities / trading income. Lower margins seen at the Bank are partly compensated by a higher level of non-interest income generated by BMCE. Core fee and commission income was MAD298.5mn in H1 2008, 16% higher than the MAD258mn recorded in the same period of the previous year. Fee and commission income includes revenues from electronic banking, credit card activity, fees generated by 'bancassurance' activities, fees from cheque and current accounts, and foreign exchange activity. There was a strong improvement in other business lines (international activities, specialised financial services, asset management and other investment banking activities).



Other income and other investment income includes equity trading gains of MAD129.5mn, as well as capital gains from Moroccan mutual funds and equities (MAD136mn), bond trading and dividends received from equity investments. Capital gains on non-core equity stakes were lower in H1 2008 and this income stream is likely to remain volatile. As of June 2008, BMCE had a 34.6% market share of the trading volume on the domestic bond market with a 15.9% share on the primary market.

BMCE's structure of gross income indicates a well diversified stream with 39% contributed by the Bank's retail banking operations. Commercial banking formed 23% of gross income with corporate banking 21%. More volatile trading income represented 17% of gross income. Going forward, and in line with BMCE's strategy, the contribution from retail banking activities is likely to rise.



Operating expense base is still quite high, reflecting the growing branch network and associated infrastructure. In H1 2008, BMCE's operating expenses were higher by 12.5%, to MAD965mn (H1 2007: MAD857mn). This was due largely to an increase in staff costs of a similar percentage. Higher expenses reflect the opening of 24 new branches during the period and associated headcount increase.

Higher expenses over the last couple of years has also been due to specific projects, including considerable investment made by the Bank within the framework of structuring projects designed to bring banking practices into compliance with Basel II requirements and IFRS systems and standards. The amount invested in these two projects has amounted to approximately MAD37mn. Operating expenses to gross income on an annualised basis was higher at 59.7% and, as such, there certainly remains scope to improve efficiency. In part, the high ratio reflects a more moderate level of gross income. As a percentage of average assets, operating expenses is a more reasonable 2.04%.

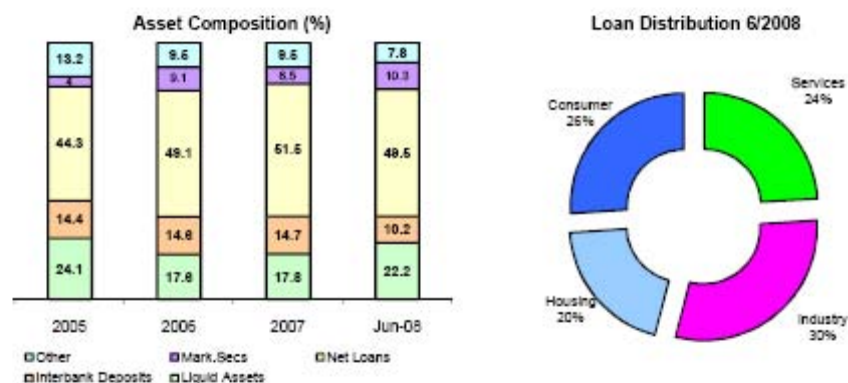
Provision writeback for loans in H1 2008 Net allowances for provisions for NPLs recorded a writeback of MAD58.2mn in H1 2008 against a charge of MAD134mn in H1 2007. Allowances for provisions for NPLs was MAD98.8mn in H1 2008 against MAD209.2mn in H1 2007 with losses on non-covered loans MAD21.6mn.

Writebacks on loss loans amounted to MAD117.8mn in H1 2008 (H1 2007: writeback of MAD75.2mn) with recovery of amortised debts MAD54.2mn. Over the last few years, the Bank has shown a good record in the recovery of outstanding debts, reflecting a rigorous policy it pursues. Loan recoveries/writebacks in 2007 amounted to MAD311mn.

Other general risk provision charge amounted to MAD83mn in H1 2008 against MAD38mn in H1 2007. General risk provisions are booked in liabilities and amounted to MAD546.2mn at end-June 2008 and hence provide an additional layer of risk coverage.

Headline Consolidated Performance in Full Year 2008 Net earnings on a consolidated basis for BMCE in full year 2008 was MAD1,437mn, 45.5% ahead of MAD987mn in 2007. However, after minority interest of MAD807mn, net profit (group share) was MAD830mn (USD103mn), 2.8% below the MAD853mn achieved in 2007. Consolidated assets were MAD150,461mn (USD18.7 billion).

BALANCE SHEET



The asset profile of BMCE indicates a good level of available liquidity. Good rates of growth have been seen in the Moroccan economy over the last few years and this has provided opportunities for loan growth for banks with robust credit demand. Up to and including 2007, BMCE had registered financing growth rates of circa 15%-30% which pushed loans as a proportion of total assets to a higher 52%. This is still considered a reasonably low level; with loan growth of a modest 8.5% in H1 2008, the loan portfolio comprised a smaller 40.5% of the balance sheet at end-June 2008. Accordingly, there remains ample capacity to grow loans from a liquidity perspective provided capital adequacy is maintained. Moreover, against peer banks, BMCE's loan book is at a lower level against total assets.

Liquidity in the asset base is good. At end-June 2008, liquid assets accounted for a high 22% of total assets. Marketable securities, which include government and quasi-government debt paper, corporate bonds and equities, comprised a further 10% of total assets. The equity portfolio comprises approximately 55 companies, the majority of which operate in the Moroccan financial sector. The book value of these securities was MAD2.2 billion (USD300mn) at end-June 2008. In regard to liquid assets, these mainly comprise cash and very short-term placements at the Central Bank of Morocco. Moroccan government securities stood at MAD6,052mn and are considered liquid as there remains a good secondary market for this paper. Bank placements accounted for 10% of the balance sheet.

The Bank's lending activity is concentrated on SMEs, larger corporates and individuals, in accordance with its marketing strategy. In particular, retail loans are growing strongly. Mortgage loans, where the bank typically lends up to 65% of the value of a property, are experiencing good rates of growth; the total mortgage book is approximately MAD12 billion and BMCE has a market share of 12.7%. Consumer loans are also expanding quickly for BMCE and the Bank has a market share in this loan segment of 18%.

BMCE is considered to have good loan asset quality. Based on a benchmark of the domestic banking sector NPL ratio, and against its own gross loan book, BMCE has good loan asset quality. On a gross basis, NPLs have fallen consistently over the last three years, albeit marginally. NPLs amounted to MAD2,439mn (USD335mn) at end-June 2008. This formed a lower 4.3% of gross loans against 5% at end 2007 and 6.7% in 2006. The NPL book comprises a number of facilities (as opposed to a small number of large exposures) and is largely connected to textiles, agriculture, and manufacturing.

Loans are classified as non-performing at 90 days past due (sub-standard loans). The vast bulk of bad loans are loss loans (more than one year past due). Classification and reporting of the loan portfolio are done to central bank guidelines and regulations.



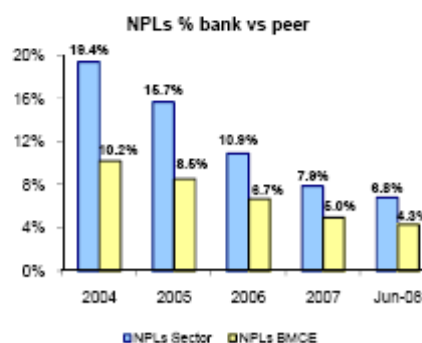
Non-Performing Loans & Provisions MAD'000	30/06/2008 NPLs	30/06/2008 Provisions	31/12/2007 NPLs	31/01/2007 Provisions
Sub-standard	22,153	10,125	94,750	9,370
Doubtful	53,503	31,309	79,093	58,262
Loss	2,383,543	2,087,156	2,428,898	2,193,223
Total	2,439,199	2,128,590	2,602,739	2,260,855

Good provisioning coverage. Loan-loss provisioning coverage against NPLs is considered good. At end-June 2008, loan-loss reserves to NPLs were 87% (market average 70%). Underprovided NPLs to free capital was only 11%. Moreover, and as mentioned above, there are general risk provisions booked on the liabilities side of the balance sheet. Management advise that collateral held against NPLs is valued at 45% of the gross NPL figure.

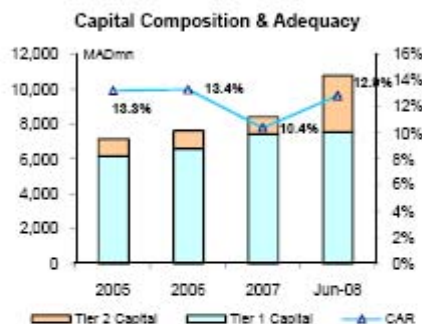
NPL ratio below the sector average. As at end-June 2008, BMCE's NPL ratio was below the Moroccan banking sector average, which stood at 6.8%. The Bank's NPL ratio has been consistently below the sector average over the years.

Management advise CI that at the consolidated level, the NPL ratio was 3.9% with coverage of 88% as at end-June 2008.

BMCE's NPL ratio was at a lower 3.97% of gross loans as at end 2008 according to management.



Adequate capital adequacy position BMCE's capital position is reasonable with a capital adequacy ratio based on the Basel II standardised approach of 12.9% as at end-June 2008. Total capital amounted to MAD10,979mn (USD1,607mn) at end-June 2008. The Bank's total capital rose by a high 30% in H1 2008 from end 2007. This was due to a rise of MAD2,418mn (USD332mn) in Tier 2 capital, specifically subordinated debt. Total Tier 2 capital amounted to MAD3,421mn at H1 2008, which represented 45% of Tier 1 capital.



In H1 2008, the Bank launched a ten year MAD1,000mn subordinated debt issue, maturing 2018. The cost is at the 52 week Moroccan treasury bond rate with a risk premium of 75bp.

In addition, in H1 2008, BMCE received a EUR70mn perpetual subordinated loan (classified as Tier 2 capital) from the IFC.

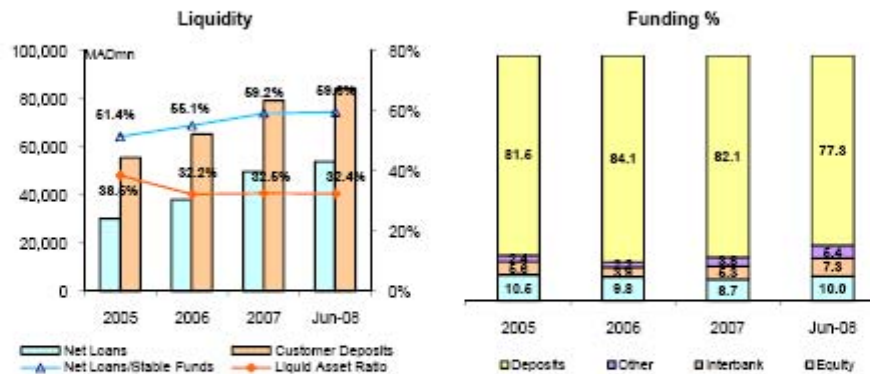
The above factors increased the capital adequacy ratio to 12.9% after it had fallen to 10.4% at end December 2007. On the consolidated basis, the capital adequacy ratio was 13.28% at end-June 2008, again based on the Basel II standardised basis with allowance for credit, market and operational risk.

The current capital position allows for a moderate rate of risk-weighted asset growth over the next couple of years before additional capital will be required. This will need to be in the form of Tier 1 capital as the Bank has almost reached the maximum Tier 2 capital allowance of 50% of core capital. The Moroccan minimum regulatory capital adequacy ratio is currently 8%.

BMCE's overall funding and liquidity position is considered sound BMCE's liquidity position remained stable, and at a sound level, as at end-June 2008. All of the Bank's liquidity ratios are considered comfortable. BMCE has a long history as a leading retail deposit-taker in Morocco, and it has collected a loyal and strong customer deposit base. Over recent years, BMCE has benefited from its branch expansion and marketing campaign with customer deposits recording good rates of growth, particularly in 2006-2007 period. For the six months to end-June 2008, customer deposits advanced by 7% to MAD84,469mn. This represented a high 77% of total liabilities and capital and hence the vast majority of the Bank's funding is from this source. Cheap demand deposits forms around one-half of total deposits. Overall, BMCE has a market share of 14.4% in customer deposits (its share of loans is lower at 13.20%).

The Moroccan banking sector is generally quite liquid, as loans do not form high percentage of total assets combined with the fact that the large majority of funding is from domestically sourced customer deposits.

Liquid assets rose as a proportion of total assets to 22% at H1 2008 with the liquid assets ratio at 32%. Loan-based liquidity ratios remained stable, and at more than adequate levels. Net loans to customer deposits ratio stood at 64% while net loans to total deposits were 58%. Net loans to stable funds were only 60%. BMCE has long-recorded among the best liquidity ratios in the Moroccan banking sector. The Bank remains a net placer in the interbank market.



It is mandatory for banks in Morocco to report their liquidity positions monthly and to meet a minimum ratio of 100% (by the central bank formula - short-term assets to short-term liabilities). BMCE's liquidity as measured by the Central Bank's mandated monthly reporting, stood at 137.6% at end-June 2008 according to management, against 105.7% at end 2007.

The subordinated issue mentioned above has aided the asset liability maturity profile of the balance sheet somewhat but, as in the case with most Moroccan banks, there remains a large negative mismatch at time frames up to one year due to the short-term tenor of the customer deposit base combined with longer maturities of loans and securities within the asset base. Nonetheless, the stock of liquid assets aids BMCE's position.

OUTLOOK

BMCE's outlook remains generally stable, aided by its solid liquidity position and enhanced capital base. Nearly all funding is sourced from domestic customer deposits. The Moroccan banking sector has not been significantly impacted by the global financial crisis, as funding from the international markets is immaterial.

The most significant impact on Morocco from the global economic downturn will be on domestic economic growth. The current expected growth rate for the economy in 2009 is around 3%-4% although there is downward risk of the growth forecast. Overall, the impact of the global slowdown is expected to cut around 2% off the GDP growth rate due to weakness in export markets. Over the last six years, the Moroccan economy has enjoyed consecutive years' of growth. The economy has diversified over the years with less reliance on both agriculture and tourism. The latter is likely to be the most vulnerable sector together with high-end real estate developments targeting foreign investors. BMCE's exposure in these areas is immaterial.

BMCE is expected to perform solidly in 2009. Loan demand should remain reasonable this year which will support interest income, and hence profitability. As well as continuing to focus on the corporate segment, where it can utilise its relatively large size, BMCE will continue to target the retail sector. The continued branch expansion programme will continue and the Bank plans to open a further 100. This should help drive the increase in deposits. There is not expected to be any large rise in NPLs at the Bank in 2009 although management are taking a cautious approach to new exposures. The operating environment will nonetheless remain challenging. Any significant fall in economic growth would place more pressure on NPLs, particularly as loans become more seasoned in BMCE's loan portfolio.



At the consolidated group level, the Bank's strategic focus on widening its target areas to regional Africa brings both increased opportunities and risks. However, management expect the contribution from its African operations, specifically Bank of Africa, to grow in 2009.

BMCE BANK

MA02

PERFORMANCE RATIOS					
	External Audit	REV 6/2008	AUD 12/2007	AUD 12/2006	AUD 12/2005
A . SIZE FACTORS					
1 . Total Assets (USD 000)		15,005,587	12,525,022	9,188,239	7,372,243
2 . Total Capital (USD 000)		1,506,833	1,093,985	902,393	774,878
B . ASSET QUALITY					
3 . Total Assets Growth Rate (Year on Year %)		13.17	24.32	13.96	5.81
4 . Loan-Loss Reserve to Gross Loans (%)		3.79	4.34	5.33	6.25
5 . Non-Performing Loans to Gross Loans (%)		4.34	5.00	6.68	8.54
6 . Loan-Loss Reserve to Non-Performing Loans (%)		87.27	86.86	79.71	73.17
7 . Unprovided Non-Performing Loans to Free Capital (%)		10.92	9.10	19.16	33.09
8 . Loan-Loss Provision Charge on Gross Loans (%)		-0.10	0.48	0.61	1.05
9 . Reserve for Dimin. of Investments to Total Investments (%)					
10 . Related Party Loans to Total Capital (%)					
11 . Total Contingents on Total Assets (%)		25.86	31.73	15.53	21.29
C . CAPITAL ADEQUACY					
12 . CI Risk Asset Ratio (%)		6.73	5.35	6.57	6.25
13 . Estimated BIS Risk Asset Ratio (%)		8.16	6.84	8.71	8.50
14 . Estimated BIS RAR on Tier One Capital (%)		4.54	5.73	7.02	6.62
15 . Actual Risk Asset Ratio to Local Standards (%)		12.86	10.42	13.35	13.25
16 . Internal Capital Generation (%)		5.89	12.09	11.22	10.29
17 . Total Capital Growth Rate (Year on Year %)		30.11	10.57	6.48	20.73
18 . Total Capital to Total Assets (%)		10.04	8.73	9.82	10.51
19 . Total Capital to Gross Loans (%)		19.53	16.22	18.93	22.24
20 . Free Capital Funds (MAD 000)		6,267,001	4,758,978	3,872,571	3,233,802
21 . Estimated BIS RAR Shortfall (MAD 000)		0	1,050,682	0	0
22 . Risk Weighted Assets on Total Footings (%)		68.70	71.08	67.24	64.13
D . LIQUIDITY					
23 . Net Loans to Total Deposits (%)		58.54	58.92	55.82	50.89
24 . Net Loans to Total Customer Deposits (%)		64.04	62.76	58.40	54.39
25 . Net Loans to Stable Funds (%)		59.62	59.21	55.13	51.40
26 . Customer Deposits to Total Deposits (%)		91.41	93.89	95.57	93.56
27 . Liquid Asset Ratio (%)		32.40	32.48	32.23	38.48
28 . Quasi-Liquid Asset Ratio (%)		42.72	38.98	41.35	42.47
29 . FX Currency Assets to FX Currency Liabilities (%)					
30 . FX Currency Loans to FX Currency Deposits (%)					
31 . Interbank Assets to Interbank Liabilities (%)		140.90	274.28	375.76	257.03
32 . Net Interbank Assets (MAD 000)		3,247,346	8,997,650	8,346,919	6,001,175
E . PROFITABILITY					
33 . Return on Average Assets (%)*		1.13	1.40	1.02	0.96
34 . Return on Average Equity (%)*		15.49	17.32	11.62	10.94
35 . Underlying Profits on Average Assets (%)*		1.07	2.65	1.76	1.82
36 . Underlying Profits on Average Equity (%)*		14.75	32.90	20.12	20.79
37 . Funding Cost (%)*		1.99	2.00	1.62	1.61
38 . Interest on Average Earning Assets (%)		4.56	4.98	4.81	5.09
39 . Interest Differential (%)		2.57	2.98	3.19	3.48
40 . Non-Interest Income to Gross Income (%)		39.26	55.24	44.80	41.28
41 . Operating Expenses to Gross Income (%)		59.73	45.48	55.70	55.47
42 . Operating Profit Growth Rate (%) *		-141.72	76.79	8.57	18.60
43 . Operating Profit on Average Assets (%) *		1.37	2.77	1.88	1.90
44 . Risk Provisioning Charge to Operating Profit (%)		0.64	26.30	18.31	28.83
45 . Dividend Payout Ratio (%)		0.00	26.10	0.00	0.00
RATES					
Exchange Rate (Units per USD)		7.2860	7.7130	8.4570	9.2490
Inflation Rate (%)		2.40	2.00	3.28	3.20
Imputed Interest Rate on Free Capital (%) (6 Month Treasury Bills)		4.60	3.25	3.25	3.65

NOTES:

* Annualized ratios for June-2008.

BALANCE SHEET - ASSETS (MAD 000)														
RISK WEIGHT	External Audit		AUD			Growth (%)			Breakdown (%)					
	6/2008	REV 6/2008	12/2007	12/2008	12/2008	6/2008	12/2007	12/2008	6/2008	12/2007	12/2008			
BALANCE SHEET - ASSETS (MAD 000)														
LIQUID ASSETS:														
0%	Cash & 7 Day	1,407,445	10,254,841	4,051,037	2,985,039	2,902,290	120.48	55.76	16.33	26.47	9.30	4.81	3.94	3.67
0%	Central Bank	1,067,247	7,326,785	7,380,842	7,904,694	6,901,300	-0.88	2.28	11.79	29.49	7.25	8.28	10.04	10.24
10%	Treasury Bills					0								0.00
20%	Government Securities	630,630	6,051,960	4,585,216	2,877,665	6,032,730	31.89	59.34	-56.49	-19.94	5.54	4.75	3.70	16.17
20%	Other													
	TOTAL LIQUID ASSETS	3,326,022	24,233,326	17,217,095	13,688,398	16,418,418	48.75	25.96	-16.74	3.17	22.17	17.82	17.56	24.68
DEPOSITS WITH BANKS:														
20%	Short - Up to 1 Year	1,535,447	11,167,289	14,160,454	11,373,747	9,622,969	-21.00	24.50	15.79	2.03	10.23	14.68	14.64	14.41
20%	Short - Other													
100%	Non - OECD Medium Term													
	TOTAL DEPOSITS WITH BANKS	1,535,447	11,167,289	14,160,454	11,373,747	9,622,969	-21.00	24.50	15.79	2.03	10.23	14.68	14.64	14.41
MARKETABLE SECURITIES:														
100%	Government Guaranteed	1,549,467	11,289,416	8,283,270	7,988,261	7,220,060	79.75	-11.37	190.52	-27.50	10.33	8.53	9.12	3.96
20%	Government Guaranteed													
50%	First Mortgage Loans	1,816,215	13,232,944	11,284,850	7,803,648	5,005,405	17.47	48.15	48.52	57.89	12.10	11.88	9.79	7.46
100%	Bills Disc. & Short Term	5,164,856	37,778,876	23,827,854	17,675,210	14,966,440	58.54	34.61	17.95	10.37	34.55	24.67	22.75	22.00
100%	Medium/Long Term			10,750,744	7,951,859	6,329,940						11.13	10.23	9.28
100%	Other	361,040	2,776,255	3,591,635	4,383,634	3,068,660	-22.70	-18.25	43.73	0.52	2.54	3.72	5.65	4.46
100%	Non-Performing Loans	334,779	2,439,199	2,622,739	2,693,400	2,753,496	-6.28	-3.37	-2.10	1.42	2.23	2.69	3.47	4.94
100%	Low-Loss Reserve	-250,148	-2,128,550	-2,385,858	-2,146,057	-2,014,730	-1.85	5.31	6.56	8.85	-1.45	-2.34	-2.76	-2.95
100%	NET LOANS AND ADVANCES	7,424,144	54,596,834	48,728,287	38,173,816	32,203,447	6.88	32.41	-26.26	14.82	49.60	51.53	48.12	44.26
100%	UNLOANED INVESTMENTS	174,233	1,289,455	3,187,458	2,332,629	3,640,874	-65.18	36.66	-32.93	32.55	1.18	3.33	3.00	5.34
NON-FINANCIAL SUBS & AFFILIATES:														
100%	FINANCIAL SUBS & AFFILIATES	447,712	3,282,026	2,252,451	2,375,687	2,056,769	44.82	-5.19	-16.56	-34.29	2.98	2.33	3.66	3.86
100%	FIXED ASSETS	198,879	1,448,780	1,425,478	1,383,297	1,278,293	1.83	3.12	6.56	5.32	1.33	1.48	1.78	1.87
100%	OTHER ASSETS	346,863	2,542,891	2,324,027	1,314,127	1,443,241	16.38	75.33	-8.95	7.72	2.33	2.38	1.66	2.12
	TOTAL ASSETS	15,005,587	109,330,728	85,625,498	77,704,939	88,165,871	13.17	24.32	13.96	5.81	100.00	103.03	100.00	100.00
CONTINGENT ACCOUNTS:														
100%	Fin. Guar/SuA/Acceptances	3,544,629	25,826,188	28,058,282	39,394,705	11,612,362	-7.89	100.03	-13.90	38.37	91.33	97.57	82.00	79.88
50%	Bid & Performance Bonds	336,427	2,451,206	2,582,326	2,075,608	2,468,860	-5.08	24.41	-16.90	27.42	8.87	8.43	17.20	17.15
20%	LCu/Bank & Govt Guarantees	0	0	0	0	415,246	-	-	-100.00	-20.40	0.00	0.00	0.00	2.00
10%	Bonding for Banks & Govts													
5%	IR Swap/Bank & Govt LCs													
	TOTAL CONTINGENT ACCOUNTS	3,881,056	28,277,372	30,655,278	42,070,303	14,516,476	-7.74	153.83	-16.85	31.23	100.00	103.03	100.00	100.00
	TOTAL FOOTINGS	18,886,643	137,608,078	127,280,776	89,775,232	82,703,347	8.13	41.75	6.56	9.54	-	-	-	-
	RISK WEIGHTED ASSETS	12,974,356	84,531,181	60,451,722	65,359,174	53,007,978	4.51	48.63	13.92	13.79	-	-	-	-
BALANCE SHEET - LIABILITIES (MAD 000)														
INTERBANK LIABILITIES:														
	Current & 7 Day	207,063	1,508,080	2,155,910	548,175	605,195	-30.55	260.47	-36.07	42.95	1.30	2.23	0.71	1.30
	Short	431,889	3,145,288	3,025,894	2,479,652	2,936,599	4.84	21.27	-15.56	4.89	2.88	3.11	3.16	4.51
	Other	490,698	3,285,875	0	0	0	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00	0.00
	TOTAL INTERBANK LIABILITIES	1,069,551	7,939,223	5,182,804	3,028,828	3,621,794	63.79	70.57	-36.96	11.70	7.28	5.34	3.96	5.66
CUSTOMER DEPOSITS:														
	Demand	5,695,906	41,500,388	39,838,230	33,215,516	27,063,516	4.17	16.94	22.73	16.34	37.96	41.24	42.75	38.69
	Savings	1,734,369	12,636,813	12,147,593	10,763,858	9,673,500	4.03	12.66	11.27	13.28	11.58	12.57	13.05	14.19
	Time	3,560,354	26,086,457	23,554,119	17,532,877	14,968,894	10.75	34.34	17.15	-10.25	23.89	24.38	22.56	21.85
	Other	582,717	4,245,675	3,772,887	3,847,927	3,834,334	12.83	-1.85	6.25	-10.79	3.88	3.81	4.85	5.60
	TOTAL CUSTOMER DEPOSITS	11,569,346	84,469,113	79,312,829	65,360,178	55,541,042	6.50	21.25	17.66	4.20	77.25	82.19	84.11	81.64
OFFICIAL DEPOSITS:														
	TOTAL DEPOSITS + INTERBANK	12,638,692	92,408,236	84,475,723	68,387,003	60,362,836	6.39	23.53	15.20	4.73	84.53	87.44	88.01	87.66
	OTHER LIABILITIES	815,858	5,842,883	3,891,855	1,688,334	1,656,191	60.87	118.62	1.82	-9.27	5.44	3.82	2.17	2.43
	MEDIUM/LONG TERM LIABILITIES	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
TIER TWO CAPITAL:														
	Asset Revaluation Reserve	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Hybrid Capital Instruments	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Subordinated Term Debt	469,458	3,421,470	1,022,878	1,020,368	1,001,338	241.27	-1.74	1.90	100.27	2.13	1.54	1.31	1.17
	TOTAL TIER TWO CAPITAL	469,458	3,421,470	1,022,878	1,020,368	1,001,338	241.27	-1.74	1.90	100.27	2.13	1.54	1.31	1.17
TIER ONE CAPITAL:														
	Paid Up Capital	217,886	1,587,514	1,587,514	1,587,514	1,587,514	0.00	0.00	0.00	0.00	1.45	1.54	2.04	2.33
	Minority Interests	0	0	0	0	0	-	-	-	-	0.00	0.00	0.00	0.00
	Reserves	819,353	5,989,823	5,847,817	5,023,653	4,577,972	2.08	16.41	9.74	19.85	5.48	8.05	6.47	6.71
	TOTAL TIER ONE CAPITAL	1,037,239	7,577,317	7,435,331	6,611,167	6,165,486	1.64	12.47	7.23	13.41	6.91	7.73	8.51	9.04
	TOTAL CAPITAL	1,506,697	10,978,787	8,457,209	7,632,535	7,166,844	35.11	16.57	8.46	20.73	10.34	9.27	9.82	10.51
	TOTAL LIABILITIES AND CAPITAL	15,005,587	109,330,728	85,625,498	77,704,939	88,165,871	13.17	24.32	13.96	5.81	100.00	103.03	100.00	100.00
PROFIT AND LOSS ACCOUNT (MAD 000)														
Income Statement														
	Interest Income	269,666	1,664,851	3,533,021	2,796,456	2,606,531	-44.39	26.17	5.75	0.81	1.91	4.05	3.78	3.83
	Interest Expense	-173,783	-901,849	-1,547,878	-1,081,678	-945,140	-41.73	47.15	11.28	9.33	-0.89	-1.79	-1.44	-1.43
	Net Interest	145,873	1,062,842	1,985,142	1,714,778	1,661,391	-68.48	18.48	-2.90	0.80	1.02	2.28	2.34	2.51
	Fees and Commissions	40,874	296,536	545,143	454,611	412,215	-45.34	25.13	10.30	17.81	0.29	0.83	0.62	0.62
	FX Trading Income			97,440	191,681	92,466					0.00	0.18	0.14	0.14
	Dealing Securities Income			1,058,781	673,596	302,236					1.21	0.62	0.68	
	Other Investment Income	17,779	128,535	150,187	128,265	130,200	-13.75	17.09	-1.48	10.15	0.13	0.17	0.18	0.20
	Other Income	35,540	258,942	589,298	24,932	231,045	-56.79	2,303.72	-86.21	1,850.60	0.25	0.69	0.03	0.35
	Non Interest Income	94,292	687,013	2,449,847	1,383,255	1,168,170	-71.86	77.11	16.41	19.80	0.87	2.81	1.96	1.27
	GROSS INCOME	240,167	1,749,855	4,434,989	3,087,793	2,829,561	-65.54	43.63	9.13	12.80	1.79	5.09	<	

RATIO FORMULAE

A. Size Factors	
1. TOTAL ASSETS (USD 000)	
2. TOTAL CAPITAL (USD 000)	
B. Asset Quality Ratios	
3. TOTAL ASSETS GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR TOTAL ASSETS} - \text{LAST YEAR TOTAL ASSETS}) \times 100}{\text{LAST YEAR TOTAL ASSETS}}$
4. LOAN-LOSS RESERVE TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{LOAN LOSS RESERVE} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
5. NON-PERFORMING LOANS TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{NON-PERFORMING LOANS} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
6. LOAN-LOSS RESERVE TO NON-PERFORMING LOANS (%)	$\frac{\text{LOAN LOSS RESERVE} \times 100}{\text{NON-PERFORMING LOANS}}$
7. UNPROVIDED NON-PERFORMING LOANS TO FREE CAPITAL (%)	$\frac{\text{NON-PERFORMING LOANS} - \text{LOAN LOSS RESERVE} \times 100}{\text{FREE CAPITAL}}$
8. LOAN-LOSS PROVISION CHARGE ON GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{PROVISIONS FOR DOUBTFUL DEBTS CHARGE} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
9. RESERVE FOR DIMINUTION OF INVESTMENTS TO TOTAL INVESTMENTS (%)	$\frac{\text{RESERVE FOR DIMINUTION OF INVESTMENTS} \times 100}{\text{TOTAL INVESTMENTS}}$
10. RELATED PARTY LOANS TO TOTAL CAPITAL (%)	$\frac{\text{RELATED PARTY LOANS} \times 100}{\text{TIER ONE} + \text{TIER TWO CAPITAL}}$
11. TOTAL CONTINGENTS ON TOTAL ASSETS (%)	$\frac{\text{TOTAL CONTINGENTS} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
C. Capital Adequacy Ratios	
12. CI RISK ASSET RATIO (%)	$\frac{\text{FREE CAPITAL FUNDS} \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS} - \text{NON-FINANCIAL SUBS.} - \text{FIXED ASSETS}}$
13. ESTIMATED BIS RISK ASSET RATIO (%)	$\frac{(\text{TOTAL CAPITAL} - \text{FINANCIAL SUBSIDIARIES}) \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS}}$
14. ESTIMATED BIS RAR ON TIER ONE CAPITAL (%)	$\frac{\text{TIER ONE CAPITAL} - \text{FINANCIAL SUBSIDIARIES} \times 100}{\text{RISK WEIGHTED ASSETS}}$
15. ACTUAL RISK ASSET RATIO TO LOCAL STANDARDS (%)	AS REPORTED BY LOCAL CENTRAL OR COMMERCIAL BANKS
16. INTERNAL CAPITAL GENERATION (%)	$\frac{(\text{NET PROFIT} - \text{DIVIDENDS} - \text{EXTRAORDINARY ITEMS}) \times 100}{\text{TIER ONE CAPITAL}}$
17. TOTAL CAPITAL GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR TOTAL CAPITAL} - \text{LAST YEAR TOTAL CAPITAL}) \times 100}{\text{LAST YEAR TOTAL CAPITAL}}$
18. TOTAL CAPITAL TO TOTAL ASSETS (%)	$\frac{\text{TOTAL CAPITAL} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
19. TOTAL CAPITAL TO GROSS LOANS (%)	$\frac{\text{TOTAL CAPITAL} \times 100}{\text{GROSS LOANS}}$
20. FREE CAPITAL FUNDS (LOCAL CURRENCY)	TOTAL CAPITAL - FINANCIAL & NON FINANCIAL SUBSIDIARIES - FIXED ASSETS
21. ESTIMATED BIS RAR SHORTFALL (LOCAL CURRENCY)	IF BIS RISK ASSET RATIO IS LESS THAN 8% (0.08 X RISK WEIGHTED ASSETS) - (TOTAL CAPITAL - FINANCIAL SUBSIDIARIES)
22. RISK WEIGHTED ASSETS ON TOTAL FOOTINGS (%)	$\frac{\text{RISK WEIGHTED ASSETS} \times 100}{\text{TOTAL FOOTINGS}}$
D. Liquidity Ratios	
23. NET LOANS TO TOTAL DEPOSITS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS} + \text{INTERBANK}}$
24. NET LOANS TO TOTAL CUSTOMER DEPOSITS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS}}$
25. NET LOANS TO STABLE FUNDS (%)	$\frac{\text{NET LOANS} \times 100}{\text{STABLE FUNDS}}$
26. CUSTOMER DEPOSITS TO TOTAL DEPOSITS (%)	$\frac{\text{TOTAL CUSTOMER DEPOSITS} \times 100}{\text{TOTAL DEPOSITS} + \text{INTERBANK}}$
27. LIQUID ASSET RATIO (%)	$\frac{(\text{TOTAL LIQUID ASSETS} + \text{TOTAL DEPOSITS WITH BANKS}) \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
28. QUASI-LIQUID ASSET RATIO (%)	$\frac{\text{QUASI-LIQUID ASSETS} \times 100}{\text{TOTAL ASSETS}}$
29. FOREIGN CURRENCY ASSETS TO FOREIGN CURRENCY LIABILITIES (%)	$\frac{\text{FOREIGN CURRENCY ASSETS} \times 100}{\text{FOREIGN CURRENCY LIABILITIES}}$
30. FOREIGN CURRENCY LOANS TO FOREIGN CURRENCY DEPOSITS (%)	$\frac{\text{FOREIGN CURRENCY LOANS} \times 100}{\text{FOREIGN CURRENCY BORROWINGS} + \text{FOREIGN CURRENCY DEPOSITS}}$
31. INTERBANK ASSETS TO INTERBANK LIABILITIES (%)	$\frac{\text{TOTAL DEPOSITS WITH BANKS} \times 100}{\text{TOTAL INTERBANK LIABILITIES}}$
32. NET INTERBANK ASSETS (LOCAL CURRENCY)	TOTAL DEPOSITS WITH BANKS - TOTAL INTERBANK LIABILITIES

E. Profitability Ratios	
33. RETURN ON AVERAGE ASSETS (%)	$\frac{\text{NET PROFIT (or LOSS)} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$
34. RETURN ON AVERAGE EQUITY (%)	$\frac{\text{NET PROFIT (or LOSS)} \times 100}{\text{AVERAGE TIER ONE CAPITAL} + \text{AVERAGE REVALUATION RESERVE}}$
35. UNDERLYING PROFITS ON AVERAGE ASSETS (%)	$\frac{\text{OPERATING PROFIT} - \text{INTEREST ON AVERAGE FREE CAPITAL} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$
36. UNDERLYING PROFITS ON AVERAGE EQUITY (%)	$\frac{\text{OPERATING PROFIT} - \text{INTEREST ON AVERAGE FREE CAPITAL} \times 100}{\text{AVERAGE TIER ONE CAPITAL} + \text{AVERAGE REVALUATION RESERVE}}$
37. FUNDING COST (%)	$\frac{\text{INTEREST EXPENSE} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL DEPOSITS} + \text{INTERBANK} + \text{AVERAGE MEDIUM/LONG TERM LIABILITIES} + \text{AVERAGE HYBRID CAPITAL INSTRUMENTS} + \text{AVERAGE SUBORDINATED TERM DEBT}}$
38. INTEREST ON AVERAGE EARNING ASSETS (%)	$\frac{\text{INTEREST INCOME} \times 100}{\text{AVERAGE CASH} + 7 \text{ DAY} + \text{AVERAGE T-BILLS} + \text{AVERAGE GOVERNMENT SECURITIES} + \text{AVERAGE OTHER LIQUID ASSETS} + \text{AVERAGE TOTAL DEPOSITS WITH BANKS} + \text{AVERAGE MARKETABLE SECURITIES} + \text{AVERAGE NET LOANS}}$
39. INTEREST DIFFERENTIAL (%)	INTEREST ON AVERAGE EARNING ASSETS (%) - FUNDING COST (%)
40. NON-INTEREST INCOME TO GROSS INCOME (%)	$\frac{\text{GROSS INCOME} - \text{NET INTEREST} \times 100}{\text{GROSS INCOME}}$
41. OPERATING EXPENSES TO GROSS INCOME (%)	$\frac{\text{OPERATING EXPENSES} \times 100}{\text{GROSS INCOME}}$
42. OPERATING PROFIT GROWTH RATE (YEAR ON YEAR %)	$\frac{(\text{CURRENT YEAR OPERATING PROFIT} - \text{LAST YEAR OPERATING PROFIT}) \times 100}{\text{LAST YEAR OPERATING PROFIT}}$
43. OPERATING PROFIT ON AVERAGE ASSETS (%)	$\frac{\text{OPERATING PROFIT} \times 100}{\text{AVERAGE TOTAL ASSETS}}$
44. RISK PROVISIONING CHARGE TO OPERATING PROFIT (%)	$\frac{\text{PROV. CHARGE FOR DOUBTFUL DEBTS} + \text{DIM. OF INVESTMENTS} \times 100}{\text{OPERATING PROFIT}}$
45. DIVIDEND PAYOUT RATIO (%)	$\frac{\text{DIVIDENDS} \times 100}{\text{NET PROFIT (or LOSS)}}$
Definitions	
FREE CAPITAL:-	FREE CAPITAL FUNDS - TIER TWO CAPITAL
STABLE FUNDS:-	TOTAL CUSTOMER DEPOSITS + OFFICIAL DEPOSITS + MEDIUM/LONG TERM LIABILITIES + FREE CAPITAL FUNDS.
QUASI LIQUID ASSETS:-	TOTAL LIQUID ASSETS + TOTAL DEPOSITS WITH BANKS + MARKETABLE SECURITIES.
TOTAL INVESTMENTS:-	MARKETABLE SECURITIES + UNQUOTED INVESTMENTS + NON-FINANCIAL SUBSIDIARIES & AFFILIATES + FINANCIAL SUBSIDIARIES & AFFILIATES.
RISK WEIGHTED ASSETS:-	WEIGHTED TOTAL OF ASSETS APPLYING THE FOLLOWING PERCENTAGES:- 100% Non-OECD medium term deposits, marketable securities, bills discounted & short term loans, medium/long term loans, other loans, non-performing loans, loan-loss provisions, unquoted investments, non-financial subsidiaries & affiliates, fixed assets, other assets, financial guarantees / standby LCs / acceptances. 50% First mortgage loans, bid & performance bonds. 20% Government securities, other liquid assets, up to 1 year deposits with banks, short/other deposits with banks, government guaranteed / collateralised loans, LCs / bank & government guarantees. 10% T-Bills, bonding for banks & governments. 5% Interest rate swaps/bank & government LCs.
GROSS LOANS:-	GOVERNMENT GUARANTEED, FIRST MORTGAGE LOANS, BILLS DISC. & SHORT TERM, MEDIUM/LONG TERM LOANS, OTHER LOANS, NON-PERFORMING LOANS.
EQUITY:-	TIER ONE CAPITAL + ASSET REVALUATION RESERVE

RATINGS DEFINITIONS

Foreign and Local Currency Ratings

Foreign currency ratings refer to an entity's ability and willingness to meet its foreign currency denominated financial obligations as they come due. Foreign currency ratings take into account the likelihood of a government imposing restrictions on the conversion of local currency to foreign currency or on the transfer of foreign currency to residents and non-residents.

Local currency ratings for non-sovereign issuers are an opinion of an entity's ability and willingness to meet all of its financial obligations on a timely basis, regardless of the currency in which those obligations are denominated and absent transfer and convertibility restrictions. Both foreign currency and local currency ratings are internationally comparable assessments.

Foreign and local currency ratings take into account the economic, financial and country risks that may affect creditworthiness as well as the likelihood that an entity would receive external support in the event of financial difficulties.

Ratings assigned to banks and corporates are generally not higher than the local and foreign currency ratings assigned by CI to the relevant sovereign government. However, it may be possible for an issuer with particular strengths and attributes such as inherent financial strength, geographically diversified cash flow, substantial foreign assets, and guaranteed external support, to be rated above the sovereign.

The following rating scale applies to both foreign currency and local currency ratings. Short-term ratings assess the time period up to one year.

Long-Term Issuer Ratings

	Investment Grade
AAA	The highest credit quality. Exceptional capacity for timely fulfilment of financial obligations and most unlikely to be affected by any foreseeable adversity. Extremely strong financial condition and very positive non-financial factors.
AA	Very high credit quality. Very strong capacity for timely fulfilment of financial obligations. Unlikely to have repayment problems over the long term and unquestioned over the short and medium terms. Adverse changes in business, economic and financial conditions are unlikely to affect the institution significantly.
A	High credit quality. Strong capacity for timely fulfilment of financial obligations. Possesses many favourable credit characteristics but may be slightly vulnerable to adverse changes in business, economic and financial conditions.
BBB	Good credit quality. Satisfactory capacity for timely fulfilment of financial obligations. Acceptable credit characteristics but some vulnerability to adverse changes in business, economic and financial conditions. Medium grade credit characteristics and the lowest investment grade category.
	Speculative Grade
BB	Speculative credit quality. Capacity for timely fulfilment of financial obligations is vulnerable to adverse changes in internal or external circumstances. Financial and/or non-financial factors do not provide significant safeguard and the possibility of investment risk may develop.

- B Significant credit risk. Capacity for timely fulfilment of financial obligations is very vulnerable to adverse changes in internal or external circumstances. Financial and/or non-financial factors provide weak protection; high probability for investment risk exists.
- C Substantial credit risk is apparent and the likelihood of default is high. Considerable uncertainty as to the timely repayment of financial obligations. Credit is of poor standing with financial and/or non-financial factors providing little protection.
- RS Regulatory supervision. The obligor is under the regulatory supervision of the authorities due to its weak financial condition. The likelihood of default is extremely high without continued external support.
- SD Selective default. The obligor has failed to service one or more financial obligations but CI believes that the default will be restricted in scope and that the obligor will continue honouring other financial commitments in a timely manner.
- D The obligor has defaulted on all, or nearly all, of its financial obligations.

Short-Term Issuer Ratings

- Investment Grade**
- A1 Superior credit quality. Highest capacity for timely repayment of short-term financial obligations that is extremely unlikely to be affected by unexpected adversities. Institutions with a particularly strong credit profile have a "+" affixed to the rating.
- A2 Very strong capacity for timely repayment but may be affected slightly by unexpected adversities.
- A3 Strong capacity for timely repayment that may be affected by unexpected adversities.
- Speculative Grade**
- B Adequate capacity for timely repayment that could be seriously affected by unexpected adversities.
- C Inadequate capacity for timely repayment if unexpected adversities are encountered in the short term.
- RS Regulatory supervision. The obligor is under the regulatory supervision of the authorities due to its weak financial condition. The likelihood of default is extremely high without continued external support.
- SD Selective default. The obligor has failed to service one or more financial obligations but CI believes that the default will be restricted in scope and that the obligor will continue honouring other financial commitments in a timely manner.
- D The obligor has defaulted on all, or nearly all, of its financial obligations.

Capital Intelligence appends "+" and "-" signs to foreign and local currency long term ratings in the categories from "AA" to "C" to indicate that the strength of a particular bank is, respectively, slightly greater or less than that of similarly rated peers.
Outlook - expectations of improvement, no change or deterioration in a rating over the 12 months following its publication are denoted Positive, Stable or Negative.
Qualified - in cases where data and/or co-operation are such that it is not possible to formulate ratings to CI's high standards of robustness and reliability the letter "q" is appended to the ratings.

Financial Strength Ratings

CI's financial strength ratings provide an opinion of a bank's inherent financial strength, soundness and risk profile. These ratings do not address sovereign risk factors, including transfer risk, which may affect an institution's capacity to honour its financial obligations, be they local or foreign currency. Financial strength ratings also exclude support factors, which are addressed by foreign and local currency ratings, as well as CI's support ratings. However, financial strength ratings do take into account the bank's operating environment including the economy, the structure, strength and stability of the financial system, the legal system, and the quality of banking regulation and supervision. Financial strength ratings do not assess the likelihood that specific obligations will be repaid in a timely manner.

The following rating scale applies to the financial strength rating.

- AAA Financially in extremely strong condition with positive financial trends; significant strengths in other non-financial areas. Operating environment likely to be highly attractive and stable.
- AA Financially in very strong condition and significant strengths in other non-financial areas. Operating environment likely to be very attractive and stable.
- A Strong financial fundamentals and very favourable non-financial considerations. Operating environment may be unstable but institution's market position and/or financial strength more than compensate.
- BBB Basically sound overall; slight weaknesses in financial or other factors could be remedied fairly easily. May be limited by unstable operating environment.
- BB One or two significant weaknesses in the bank's financial makeup could cause problems. May be characterised by a limited franchise; other factors may not be sufficient to avoid a need for some degree of temporary external support in cases of extraordinary adversity. Unstable operating environment likely.
- B Fundamental weaknesses are present in the bank's financial condition or trends, and other factors are unlikely to provide strong protection from unexpected adversities; in such an event, the need for external support is likely. Bank may be constrained by weak market position and/or volatile operating environment.
- C In a very weak financial condition, either with immediate problems or with limited capacity to withstand adversities. May be operating in a highly volatile operating environment.
- D Extremely weak financial condition and may be in an untenable position.

Capital Intelligence appends "+" and "-" signs to financial strength ratings in the categories from "AA" to "C" to indicate that the strength of a particular institution is, respectively, slightly greater or less than that of similarly rated peers.

Outlook - expectations of improvement, no change or deterioration in a rating over the 12 months following its publication are denoted Positive, Stable or Negative.

Qualified - in cases where data and/or co-operation are such that it is not possible to formulate ratings to CI's high standards of robustness and reliability the letter "q" is appended to the ratings.

Support Ratings

CI's support ratings assess the likelihood that, in the event of difficulties, a bank would receive sufficient financial assistance from the government or private owners to enable it to continue meeting its financial obligations in a timely manner. Support ratings complement CI's financial strength ratings which, in effect, indicate the likelihood that a bank will fail due to inherent financial weaknesses and/or an unstable operating environment and therefore may require external support to avoid defaulting on its obligations. Neither financial strength ratings or support ratings take account of transfer and convertibility risks associated with sovereign events. The overall creditworthiness of an institution and default risk is captured by CI's foreign currency ratings. Foreign currency ratings take into account all factors affecting the likelihood of repayment including inherent financial strength, external support, the operating environment, and sovereign-related risks.

Although subjective, support ratings are based on a thorough assessment of a bank's ownership, market position and importance within the sector and economy, as well as the country's regulatory and supervisory framework and the credit standing of potential supporters.

The following rating scale applies to support ratings.

1. The likelihood of a bank receiving support in the event of difficulties is extremely high. The characteristics of a bank with this support rating may include strong government ownership and/or clear legal guarantees on the part of the state. The bank may also be of such importance to the national economy that state intervention is virtually assured. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is extremely strong.
2. The likelihood of support is very high. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is very strong.
3. The likelihood of support is high. The ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely support is strong.
4. The likelihood of support is moderate. There is some uncertainty about the ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely assistance.
5. The likelihood of support is low. There is considerable uncertainty about the ability and willingness of potential supporters to provide sufficient and timely assistance.

Credit Opinion: BMCE Bank

BMCE Bank

Casablanca, Morocco

Ratings

Category	Moody's Rating
Outlook	Stable
Bank Deposits -Fgn Curr	Ba2/NP
Bank Deposits -Dom Curr	Baa1/P-2
Bank Financial Strength	D+
Subordinate	Baa2

Contacts

Analyst	Phone
Anouar Hassoune/Paris	33.1.53.30.10.20
Antoine Yacoub/DIFC	971.44.01.9536
Mardig Haladjian/Limassol	357.25.586.586

Key Indicators

BMCE Bank

	[1]2007	2006	2005	2004	2003	Avg.
Total Assets (US\$ million)	13891.98	9999.59	8173.97	8419.81	7061.20	[2]19.98
Total Capital (US\$ million)	1234.41	996.48	853.28	819.42	718.58	[2]17.83
Return on Average Assets	1.46	1.13	1.07	1.07	0.71	1.09
Recurring Earnings Power [3]	2.58	2.03	2.04	2.02	1.79	2.09
Net Interest Margin	2.86	3.04	3.22	3.20	3.53	3.17
Cost/Income Ratio (%) [4]	55.18	60.62	59.80	61.89	68.93	61.28
Problem Loans % Gross Loans	5.01	6.27	7.80	8.81	9.12	7.40
Shareholders' Equity % Total Assets	7.42	8.28	9.06	8.97	9.34	8.61

[1] As of December 31. [2] Compound annual growth rate. [3] Preprovision income % average assets [4] Non-Interest Expense % Operating Income

Opinion

SUMMARY RATING RATIONALE

Moody's assigns a bank financial strength rating (BFSR) of D+ to Banque Marocaine pour le Commerce Exterieur (BMCE), which translates into a baseline credit assessment of Baa3. The rating reflects the bank's strong franchise in Morocco and moderate financial metrics, which are supported by comfortable liquidity but constrained by modest albeit constantly improving asset quality. The rating also takes into account the cyclical operating environment faced by banks in Morocco as well as in the new African markets where BMCE is expanding its activities. Finally, the rating reflects concentrations in the bank's loan book, the increasing maturity mismatches imperfectly mitigated by a still developing funding mix, mounting competition, and the operating and financial challenges arising from the bank's more ambitious foreign expansion, although the latter appears well under control.

BMCE's long-term global local currency (GLC) deposit rating, at Baa1, additionally reflects Moody's assessment of a very high probability of systemic support for the bank in the event of need, given (i) BMCE's size as Morocco's third-largest bank with a market share of approximately 15%; (ii) its importance to the country's payment systems and economy; and (iii) clear evidence of systemic support provided to Moroccan banks. Consequently, BMCE's GLC deposit rating is two notches higher than its Baa3 baseline credit assessment.

BMCE's foreign currency deposit ratings of Ba2/Not Prime are constrained by the foreign currency deposit ceiling

for Morocco.

Credit Strengths

- Well-established franchise in Morocco with growing retail banking activities, amid supportive economic conditions
- Adequate liquidity reflecting a good customer deposit base
- Improving risk management practices and asset quality metrics, amid ambitious local and overseas expansion plans, expected to bring enhanced geographic diversification
- Relationship with the bank's affiliates offers synergetic benefits
- Under-penetrated Moroccan banking system offers opportunities for growth

Credit Challenges

- Cyclical macroeconomic operating environment in Morocco, whose output remains dependent on a limited number of sectors prone to some variability
- Concentration risks in credit portfolios
- Expansion in countries with high operational risk could offset revenue enhancement and diversification benefits, although Africa appears as full of untapped opportunities for the bank
- Widening maturity mismatches point out to the imbalanced nature of the bank's funding continuum
- Mounting competition in the Moroccan banking sector, putting pressure on margins and fuelling race for volumes

Rating Outlook

All ratings carry a stable outlook.

What Could Change the Rating - Up

BMCE is currently firmly positioned within its rating level. Expected improvements both in performance and in its risk profile are unlikely to be sizeable enough to lead to positive rating pressure, at least in the short-to-medium term. At the same time, we do not expect to see significant shifts in Moroccan banks' domestic market shares; thus, any franchise value enhancements are likely to result from international expansion. That said, such enhancement can arise only in cases where (i) durable international expansion is carried out successfully in markets whose economies bear low correlation to the Moroccan market (affording diversification); and (ii) expansion is significant in terms of size and results in capturing material shares in the new markets.

Nonetheless, upward rating pressure could, in the longer term, be exerted in the event of: (i) sustainable improvements in the bank's domestic operating environment; (ii) a further decrease in problem loans (when measured in line with international norms and practices) and a concurrent increase in provisioning cover; (iii) a more sophisticated approach to asset-liability management; (iv) evidence that high current credit growth carries robust quality lending; and (v) a longer track record of higher profitability indicators, accompanied by better operating efficiencies.

BMCE's GLC deposit rating could move up in the event of: (i) an upgrade of the BFSR, (ii) an increase in the support assumptions, or (iii) an upgrade of Morocco's local currency deposit ceiling (LCDC).

The bank's foreign currency deposit rating is constrained by Morocco's foreign currency deposit ceiling and would rise in tandem with this ceiling up to a level equivalent to the GLC deposit rating.

What Could Change the Rating - Down

The BFSR could be negatively affected by: (i) a severe deterioration in the domestic operating environment; (ii) a weakening franchise, particularly in the bank's local market; (iii) deteriorating financial fundamentals; (iv) a reversal of the improving asset quality trend; and (v) elevated levels of risk assumed in new markets such that the bank's overall risk profile is affected.

A lowering of Morocco's LCDC or lower support assumptions could result in BMCE's GLC deposit rating being downgraded.

The bank's foreign currency deposit rating would be downgraded following a lowering of Morocco's foreign currency deposit ceiling. At this stage, we do not foresee any possible deterioration in the bank's performance or support assumptions as being severe enough to force BMCE's GLC deposit rating below the Ba2 level.

Recent Results and Developments

In 2007, the bank reported a 26% increase in total consolidated assets to MAD107.1 billion and a 55% increase in net consolidated income, driven mainly by robust credit growth, high revenues from fees and commissions, as well as record market-sensitive earnings. Sustained credit growth has been made possible by vast inflows of new deposits, captured by a wider branch network, at a time when liquidity in the Moroccan banking sector is ample in a low interest rate environment.

In early 2007, the bank launched a strategic alliance with AFH/Bank of Africa, acquiring a 35% stake to become one of the bank's major shareholders. Given that the bank's aggregate international investments (in Europe, Tunisia and sub-Saharan Africa) are starting to become material, we expect that in the medium term regional undertakings will (depending on their performance and the extent of their overall impact on results) have a positive impact on BMCE's geographic diversification, but will become an increasing challenge as far as the group's operations and resources are concerned. Overall, the net impact of BMCE's endeavour to become a leading regional player will become apparent only in a few years' time, and will ultimately be dependent on: (i) management capacity to improve efficiency in allocating resources, (ii) the ability of the bank's home market to deliver sustained revenues, and (iii) shareholders' willingness to accompany foreign deployment with capital.

DETAILED RATING CONSIDERATIONS

Detailed considerations for BMCE's currently assigned ratings are as follows:

Bank Financial Strength Rating

Moody's BFSR of D+ for BMCE is supported by the bank's strong market positioning in Morocco, complemented by fairly stable earning sources, adequate liquidity supported by a strong deposit base, improving asset quality indicators, declining direct investments gradually replaced by more granular credit exposures in the retail segment, and increasing operating as well as geographic diversification. However, these strengths are offset by constraints attached to a cyclical operating environment, some concentration by name and sector in the corporate banking book, widening maturity gaps reflecting a funding base still dominated by short-term deposits, pressure on internal resources at a time when the bank is ambitiously exploring new horizons, and growing domestic competition on price and volumes.

As a point of reference, the assigned D+ BFSR is in line with the outcome generated by Moody's bank financial strength scorecard. The outcome reflects moderate overall scores for the bank's financial metrics and liquidity. Concurrently, the scorecard's outcome of all Moroccan banks is constrained by weak concentration and corporate governance scores as well as by Morocco's volatile and still immature operating environment.

Qualitative Factors (70%)

Factor 1: Franchise Value

Trend: Improving

BMCE is Morocco's third-largest bank, holding about 15% of total banking assets in the relatively concentrated banking system. The bank enjoys a well-established franchise in its home market and is among the leading institutions in corporate banking activities, capital market operations and project finance. A significant portion of the bank's earnings is generated by the aforementioned business lines based in Morocco. However, the bank also has extensive retail operations with about 45% of its earnings arising from more stable sources, enhancing its franchise value assessment. BMCE's endeavour over the past four years to grow its branch network for deposit collection and enhanced access to retail borrowers have been bearing fruit since 2006 and, despite the cost of such expansion, is considered a positive rating driver.

Meanwhile, although the bank's operations beyond its domestic market are still not sufficient to signify geographic diversification, we expect that this is likely to change in the medium term - given BMCE's recent international investments and collaborations, both in Europe (for investment banking) and in other parts of Northern as well as sub-Saharan Africa (for investment and commercial banking alike). African operations, if well managed and controlled, appear full of untapped opportunities for the bank. That said, international diversification will need to be evaluated bearing in mind the emerging nature of the economies of all the countries into which BMCE is expanding. High correlations in the performances of the markets in which BMCE operates would constrain its geographic diversification assessment, which is not our base-case scenario. By 2010, it is expected that between 15% and 20% of the group's earning will be extracted out of foreign markets, which is materially higher than for peers. In the meantime, we expect that the group's resources (in terms of technology and human talent) will become more stretched, with heightened need for better efficiency, strong controls, and shareholders' clear commitment should the need arise.

BMCE scores C- for the value of its franchise.

Factor 2: Risk Positioning

Trend: Neutral

The main factors constraining BMCE's risk positioning assessment are some related-party exposures, significant borrower concentration and the bank's structural exposure to interest rate risks in the banking book, reflecting a balance sheet structure dominated by cheap short-term deposits used to fund longer tenor, mainly floating-rate credit portfolios. Interest rate risks are closely monitored though, and do not appear excessive. BMCE would benefit from increasing interest rates, and is currently well positioned given that interest rates in Morocco have reached historical lows. However, the bank's risk management framework has been materially strengthened over the past five years, and now compares favourably with that of domestic and foreign peers in emerging markets.

The bank is expected to report its financials under IFRS in 2008. Simultaneously, public financial disclosure has already materially improved in recent years. Adoption of IFRS is expected to lead to large improvements in the amount, granularity, and depth of public financial disclosure. BMCE's financial statements already include a wide range of explanatory notes providing readers with a large spectrum of analytical insights. Especially, the bank's most recent financial reporting has been emphasizing enterprise risk management issues, which is viewed as a significant paradigm shift from past rules-based accounting practices. This is a signal that risk culture and awareness has spread across the whole organization.

At the same time, concentrations and related-party exposures need to be viewed in the context of the limited number of large corporate borrowers in the country and the fact that BMCE's parent group is one of the largest in Morocco (limiting the bank's scope to avoid exposures to parent-group members). Multiple minority shareholdings and related-party exposures are a wider concern in the Moroccan banking sector raising corporate governance concerns and exerting negative pressure on ratings. That said, we note that BMCE has put in place appropriate senior-level management committees and structures, significantly improving corporate governance. Given the current ownership structure (one dominant and multiple minority shareholders), some concerns remain: such a configuration could potentially result in weaknesses in the board's capacity to balance the interest of all stakeholders (including creditors) and exercise independent oversight of management (though there are currently no signs to this effect). As a mitigating factor, BMCE is currently in the process of closing the gap with best international governance practices. In this regard, BMCE is increasing the number of independent board members, while setting up several other committees chaired by independent directors.

Improvements made with regard to the bank's risk management practices, alongside BMCE's leading role in aligning itself with the Basel II guidelines, mitigate the risks attached to related-party lending and the high credit risk inherent in the volatile markets where the bank is undertaking its ambitious expansion.

After adjusting the bank's market risk appetite score upwards, to reflect its declining exposures to unconsolidated affiliates, the still relatively limited overall weight of investments in new regional markets, as well as its lower bias towards market-driven earnings, the scorecard generates an adjusted D score for risk positioning.

Factor 3: Regulatory Environment

Please refer to Moody's Banking System Outlook for Morocco, published in December 2007, to obtain additional comments on the regulatory environment.

Factor 4: Operating Environment

Trend: Improving

This factor is also common to all banks in Morocco. The economic stability sub-factor captures the country's economic volatility based on the standard deviation of its nominal GDP growth rate over the past 20 years. The integrity and corruption index is based on data from the World Bank, which ranks approximately 200 countries worldwide. The legal system sub-factor derives from Moody's assessment of the jurisdiction implementation process in Morocco. The overall outcome of the operating environment category results in a D score.

Quantitative Factors (30%)

Factor 5: Profitability

Trend: Neutral

BMCE's 2007 results showed an increasing bottom-line profitability, with net consolidated income growing by 54.8% to MAD1.401 billion from MAD905 million, driven by high credit growth, sustained capital market activities and robust fees & commission income. Core earnings have been improving steadily: indeed, once unsustainable market-driven earnings are stripped out, the bank's recurring income stream increased by approximately 25%, in

line with the performance of the past three years.

BMCE's large proportion of capital market activities introduces an element of volatility into its revenue base, which is ignored in the analysis of its profitability, but remains a positive factor for building the bank's capital. Large market-sensitive incomes are also derived from the bank's stated policy to incrementally reduce its direct holdings of non-strategic investments outside the financial industry, an endeavour that was also pursued in 2007 and is likely to continue in 2008. As of March 2008, BMCE's portfolio of direct investments accounted for about MAD2.7 billion (excluding unrealised gains), or less than 33% of total equity.

As far as core banking operations are concerned, BMCE is unable to pursue a price-differentiation strategy in a low interest rate environment. Therefore, like peers, it has entered the volume game, thanks to its status as the third-largest banking group in the kingdom and the country's second-largest private-sector contender, its strong brand name, and its larger branch network. The bank's new strategic plans of targeting specific customer segments (including for mortgages and consumer financing), developing the domestic network to serve both retail clients and emerging SMEs, and introducing new services are aimed at enhancing interest and fee income, thus reducing the sensitivity of profitability to gains arising from capital market activities.

Although the bank, like its domestic peers, is subject to a material endowment effect in the scenario of an interest rate decline, this is not our base-case scenario as domestic rates are low at this stage of the Moroccan credit cycle: thus, should interest rates increase (and they have started to do so), Moroccan banks may benefit from the twin effects of rising volumes and wider margins. This comes at the right time, as Moroccan banks in general - and BMCE in particular - stand in the middle of an ambitious investment and development phase that places them apart from regional peers.

BMCE scores C+ for profitability.

Factor 6: Liquidity

Trend: Neutral

Given strict central bank requirements, rated Moroccan banks generally maintain good liquidity profiles. In this regard, Bank Al-Maghrib requires banks to maintain their liquid asset-to-short-term liabilities ratio above 100%. Hence, BMCE maintains a matched short-term asset-liability maturity position and relies mainly on low-cost deposits to fund its operations (deposits funded 76% of the bank's assets as at year-end 2007). Liquidity is ample, fuelled by a relatively lax monetary policy aiming at accompanying real growth, unabated remittances from Moroccans living abroad, heightened revenues from tourism, and a strict control over currency outflows. Therefore, given limited disintermediation and almost no sterilisation of liquidity inflows, those banks equipped with a large network of commercial outlets such as BMCE end up capturing increasing amounts of cheap deposits (58% being non-remunerated), which tend to remain sticky in the long term.

As the bank grows both organically and externally, and as lending tenors have widened gradually in the country, a funding continuum dominated by customer deposits appears imbalanced. In addition, capital is expected to become scarce, triggering either more conservative dividend policies and/or shareholders' injection of fresh capital; therefore, wider use of long-term funding has been considered as critical by BMCE, which is expected to continue substituting customer deposits with a wider variety of funding instruments. A powerful instrument that the bank is reviewing as an option for the management of both its capital and balance sheet is subordinated debt, which would alleviate pressure on regulatory capital and allow the bank to better match asset growth with term financing. In July 2008, the bank received shareholders' approval for the issuance of a MAD2 billion perpetual subordinated debt. However, this is expected to have a cost, which could be absorbed only if provisioning requirements, investment charges, and the costs of expansion remain under control.

BMCE scores B for liquidity.

Factor 7: Capital Adequacy

Trend: Neutral

BMCE has over the past five years managed to maintain a stable equity-to-total-assets ratio of just over 8%. In addition, overall capitalisation was enhanced in 2005 as BMCE launched its second MAD500 million (USD54 million) Tier II capital tranche (the first having taken place in 2003). At the same time, free capital remains curtailed by investments in fixed assets and affiliates, although pressure has been significantly alleviated since 2005 (when investments in unconsolidated affiliates started to decline gradually).

At 8.7% as per year-end 2007, overall reported capital adequacy under Basel II seems sufficient, but: (i) the bank acknowledges that going forward it will need to further strengthen its capital base in order to fund its planned international and local expansion (particularly bearing in mind the higher risks assumed in the course of its international expansion), and (ii) the Moroccan central bank has stated that pillar II application would trigger a minimum capital adequacy of 10%.

The recent decision to launch another MAD2 billion perpetual subordinated debt should help alleviate pressure on regulatory capital though, and meet the revised minimal capital adequacy ratio.

BMCE scores B for capital adequacy.

Factor 8: Efficiency

Trend: Improving

Despite evidence of some success in containing costs, BMCE's efficiency ratios remain weaker than the average for Morocco, particularly when compared with some other private-sector banks. This needs to be put into the perspective of branch expansion, deployment of foreign assets, and a number of structural investments, which should all bear fruit at various moments in the future. Nevertheless, it should be noted that efficiency ratios are improving despite both expansion costs and higher restructuring and provisioning charges. In the medium term, the bank hopes to benefit from cost synergies from its business affiliates (especially financial-related institutions), tighter cost monitoring after a period of heavy investments, enhanced revenues from both domestic and overseas activities, and business momentum in new business lines.

The 2007 results indicate a slight improvement in its consolidated cost-to-income ratio to 56.7% from 58.9% in 2006. That said, the improvement in cost efficiency appears marginal given the significant growth in net income.

BMCE scores C for efficiency.

Factor 9: Asset Quality

Trend: Improving

Reported NPLs according to the bank's year-end 2007 results indicate a continuation of previous years' improvements, with consolidated NPLs to gross loans declining to a relatively good 5.3% from 6.5% a year earlier (and 8.3% in 2003). The marked enhancement in asset quality is a result of stricter central bank requirements, the bank's concerted efforts to contain NPLs, better credit vetting procedures, good results achieved by the bank's remedial management division established in 2004, and sustained credit growth. Consequently, the bank NPL levels compare favorably against both the 7.9% reported sector average and the 5.4% reported average of other private-sector banks (YE2007 peer comparison, as per the central bank's data). Fast credit growth is probably understating NPL metrics: the new loan production over the past two years has not been tested by economic volatility yet. Therefore, we view positively BMCE's effort to maintain a relatively high provisioning coverage, standing at 89% at yearend 2007. We expect that BMCE's NPL ratio will decline below the symbolic line of 5% and that coverage of delinquent credits by loan loss reserves will exceed 90% by yearend 2008. These are positive rating drivers, alongside increasing portfolio granularity brought by stronger entrenchment into the retail segment of the market.

BMCE scores D for asset quality.

Global Local Currency Deposit Rating (Joint Default Analysis)

Moody's assigns a global local currency (GLC) deposit rating of Baa1 to BMCE. The rating is supported by BMCE's baseline credit assessment of Baa3, as well as by the rating of the underlying support provider, i.e. the A3 local currency deposit ceiling of Morocco.

Moody's assesses that there is a very high probability that BMCE would receive systemic support in the event of a stress situation, based on: (i) the bank's size (it is the third-largest bank in the country with approximately 15% market share) and its importance to the country's payment systems and economy; and (ii) clear evidence of systemic support provided to banks in the event of need, making Morocco a 'high support' country. The bank's GLC deposit rating thus receives a two-notch uplift from its baseline risk assessment.

Notching Considerations

Ratings for any junior obligations of BMCE should be notched off the fully supported deposit rating or GLC deposit rating because Moody's believes that there is no legal authority mechanism in place for Moroccan bank regulators to impose losses on subordinated creditors outside of a liquidation scenario.

Foreign Currency Deposit Rating

At Ba2/Not Prime, BMCE's foreign currency deposit ratings are constrained by the Moroccan foreign currency deposit ceiling.

ABOUT MOODY'S BANK RATINGS

Bank Financial Strength Rating

Moody's Bank Financial Strength Ratings (BFSRs) represent Moody's opinion of a bank's intrinsic safety and soundness and, as such, exclude certain external credit risks and credit support elements that are addressed by Moody's Bank Deposit Ratings. BFSRs do not take into account the probability that the bank will receive such external support, nor do they address risks arising from sovereign actions that may interfere with a bank's ability to honor its domestic or foreign currency obligations. Factors considered in the assignment of BFSRs include bank-specific elements such as financial fundamentals, franchise value, and business and asset diversification. Although BFSRs exclude the external factors specified above, they do take into account other risk factors in the bank's operating environment, including the strength and prospective performance of the economy, as well as the structure and relative fragility of the financial system, and the quality of banking regulation and supervision.

Global Local Currency Deposit Rating

A deposit rating, as an opinion of relative credit risk, incorporates the BFSR as well as Moody's opinion of any external support. Specifically, Moody's Bank Deposit Ratings are opinions of a bank's ability to repay punctually its deposit obligations. As such, they are intended to incorporate those aspects of credit risk relevant to the prospective payment performance of rated banks with respect to deposit obligations, which includes: intrinsic financial strength, sovereign transfer risk (in the case of foreign currency deposit ratings), and both implicit and explicit external support elements. Moody's Bank Deposit Ratings do not take into account the benefit of deposit insurance schemes which make payments to depositors, but they do recognize the potential support from schemes that may provide assistance to banks directly.

According to Moody's joint default analysis (JDA) methodology, the global local currency deposit rating of a bank is determined by the incorporation of external elements of support into the bank's Baseline Risk Assessment. In calculating the Global Local Currency Deposit rating for a bank, the JDA methodology also factors in the rating of the support provider, in the form of the local currency deposit ceiling for a country, Moody's assessment of the probability of systemic support for the bank in the event of a stress situation and the degree of dependence between the issuer rating and the Local Currency Deposit Ceiling.

National Scale Rating

National scale ratings are intended primarily for use by domestic investors and are not comparable to Moody's globally applicable ratings; rather they address relative credit risk within a given country. An Aaa rating on Moody's National Scale indicates an issuer or issue with the strongest creditworthiness and the lowest likelihood of credit loss relative to other domestic issuers. National Scale Ratings, therefore, rank domestic issuers relative to each other and not relative to absolute default risks. National ratings isolate systemic risks; they do not address loss expectation associated with systemic events that could affect all issuers, even those that receive the highest ratings on the National Scale.

Foreign Currency Deposit Rating

Moody's ratings on foreign currency bank obligations derive from the bank's local currency rating for the same class of obligation. The implementation of JDA for banks can lead to high local currency ratings for certain banks, which could also produce high foreign currency ratings. Nevertheless, it should be noted that foreign currency deposit ratings are in all cases constrained by the country ceiling for foreign currency bank deposits. This may result in the assignment of a different, and typically lower, rating for the foreign currency deposits relative to the bank's rating for local currency obligations.

Foreign Currency Debt Rating

Foreign currency debt ratings are derived from the bank's local currency debt rating. In a similar way to foreign currency deposit ratings, foreign currency debt ratings may also be constrained by the country ceiling for foreign currency bonds and notes; however, in some cases the ratings on foreign currency debt obligations may be allowed to pierce the foreign currency ceiling. A particular mix of rating factors are taken into consideration in order to assess whether a foreign currency bond rating pierces the country ceiling. They include the issuer's global local currency rating, the foreign currency government bond rating, the country ceiling for bonds and the debt's eligibility to pierce that ceiling.

About Moody's Bank Financial Strength Scorecard

Moody's bank financial strength model (see scorecard below) is a strategic input in the assessment of the financial strength of a bank, used as a key tool by Moody's analysts to ensure consistency of approach across banks and regions. The model output and the individual scores are discussed in rating committees and may be adjusted up or down to reflect conditions specific to each rated entity.

Rating Factors

BMCE Bank

Rating Factors [1]	A	B	C	D	E	Total Score	Trend
Qualitative Factors (70%)						D	
Factor: Franchise Value						C-	Improving
Market Share and Sustainability		x					
Geographical Diversification					x		
Earnings Stability			x				
Earnings Diversification [2]							
Factor: Risk Positioning						D	Neutral
Corporate Governance [2]				x			
- Ownership and Organizational Complexity	--	--	--	--	--		
- Key Man Risk	--	--	--	--	--		
- Insider and Related-Party Risks	--	--	--	--	--		
Controls and Risk Management			x				
- Risk Management			x				
- Controls			x				
Financial Reporting Transparency			x				
- Global Comparability			x				
- Frequency and Timeliness				x			
- Quality of Financial Information			x				
Credit Risk Concentration	--	--	--	--	--		
- Borrower Concentration	--	--	--	--	--		
- Industry Concentration	--	--	--	--	--		
Liquidity Management			x				
Market Risk Appetite		x					
Factor: Operating Environment						D	Improving
Economic Stability			x				
Integrity and Corruption				x			
Legal System					x		
Financial Factors (30%)						C	
Factor: Profitability						C+	Neutral
PPP % Avg RWA		2.72%					
Net Income % Avg RWA			1.38%				
Factor: Liquidity						B	Neutral
(Mkt funds-Liquid Assets) % Total Assets	-24.69%						
Liquidity Management			x				
Factor: Capital Adequacy						B	Neutral
Tier 1 ratio (%)			7.98%				
Tangible Common Equity % RWA	9.36%						
Factor: Efficiency						C	Improving
Cost/income ratio			58.53%				
Factor: Asset Quality						D	Improving
Problem Loans % Gross Loans				6.36%			
Problem Loans % (Equity + LLR)				31.47%			
Lowest Combined Score (9%)						D	
Economic Insolvency Override						Neutral	
Aggregate Score						D+	
Assigned BFSR						D+	

[1] - Where dashes are shown for a particular factor (or sub-factor), the score is based on non public information
[2] - A blank score under Earnings diversification or Corporate Governance indicates the risk is neutral

© Copyright 2008, Moody's Investors Service, Inc. and/or its licensors including Moody's Assurance Company, Inc. (together, "MOODY'S"). All rights reserved.

ALL INFORMATION CONTAINED HEREIN IS PROTECTED BY COPYRIGHT LAW AND NONE OF SUCH INFORMATION MAY BE COPIED OR OTHERWISE REPRODUCED, REPACKAGED, FURTHER TRANSMITTED, TRANSFERRED, DISSEMINATED, REDISTRIBUTED OR RESOLD, OR STORED FOR SUBSEQUENT USE FOR ANY SUCH PURPOSE, IN WHOLE OR IN PART, IN ANY FORM OR MANNER OR BY ANY MEANS WHATSOEVER, BY ANY PERSON WITHOUT MOODY'S PRIOR WRITTEN CONSENT. All information contained herein is obtained by MOODY'S from sources believed by it to be accurate and reliable. Because of the possibility of human or mechanical error as well as other factors, however, such information is provided "as is" without warranty of any kind and MOODY'S, in particular, makes no representation or warranty, express or implied, as to the accuracy, timeliness, completeness, merchantability or fitness for any particular purpose of any such information. Under no circumstances shall MOODY'S have any liability to any person or entity for (a) any loss or damage in whole or in part caused by, resulting from, or relating to, any error (negligent or otherwise) or other circumstance or contingency within or outside the control of MOODY'S or any of its directors, officers, employees or agents in connection with the procurement, collection, compilation, analysis, interpretation, communication, publication or delivery of any such information, or (b) any direct, indirect, special, consequential, compensatory or incidental damages whatsoever (including without limitation, lost profits), even if MOODY'S is advised in advance of the possibility of such damages, resulting from the use of or inability to use, any such information. The credit ratings and financial reporting analysis observations, if any, constituting part of the information contained herein are, and must be construed solely as, statements of opinion and not statements of fact or recommendations to purchase, sell or hold any securities. NO WARRANTY, EXPRESS OR IMPLIED, AS TO THE ACCURACY, TIMELINESS, COMPLETENESS, MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR ANY PARTICULAR PURPOSE OF ANY SUCH RATING OR OTHER OPINION OR INFORMATION IS GIVEN OR MADE BY MOODY'S IN ANY FORM OR MANNER WHATSOEVER. Each rating or other opinion must be weighed solely as one factor in any investment decision made by or on behalf of any user of the information contained herein, and each such user must accordingly make its own study and evaluation of each security and of each issuer and guarantor of, and each provider of credit support for, each security that it may consider purchasing, holding or selling.

MOODY'S hereby discloses that most issuers of debt securities (including corporate and municipal bonds, debentures, notes and commercial paper) and preferred stock rated by MOODY'S have, prior to assignment of any rating, agreed to pay to MOODY'S for appraisal and rating services rendered by it fees ranging from \$1,500 to approximately \$2,400,000. Moody's Corporation (MCO) and its wholly-owned credit rating agency subsidiary, Moody's Investors Service (MIS), also maintain policies and procedures to address the independence of MIS's ratings and rating processes. Information regarding certain affiliations that may exist between directors of MCO and rated entities, and between entities who hold ratings from MIS and have also publicly reported to the SEC an ownership interest in MCO of more than 5%, is posted annually on Moody's website at www.moody.com under the heading "Shareholder Relations - Corporate Governance - Director and Shareholder Affiliation Policy."

February 8, 2008

Banque Marocaine du Commerce Exterieur (Unsolicited Ratings)

Primary Credit Analyst:

Mohamed Damak, Paris (33) 1-4420-7322; mohamed_damak@standardandpoors.com

Secondary Credit Analyst:

Emmanuel Volland, Paris (33) 1-4420-6696; emmanuel_volland@standardandpoors.com

Table Of Contents

Rationale

Profile: A Midsize And Diversifying Universal Bank

Financial Performance: Above-Domestic-Average Asset Quality But Weak Capitalization

Banque Marocaine du Commerce Exterieur (Unsolicited Ratings)

Rationale

The public information ("pi"; unsolicited) rating on Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE) reflects the bank's strong overall commercial position, above-domestic-average asset quality, good liquidity, and improving

profitability. These elements are counterbalanced, however, by the bank's still weak capitalization given its risk profile, sizable--although being scaled down--equity participation portfolio, and increasing exposure to the risky real estate sector.

With consolidated assets totaling Moroccan dirham (MAD) 97.9 billion at June 30, 2007, BMCE is the third-largest bank in Morocco. The bank controls a market share of about 14% of the system's deposits. BMCE is increasingly focusing on leveraging its retail franchise and consolidating its good corporate banking position as well as achieving regional status. The FinanceCom group (equity stake of 38.6% at Dec. 31, 2007) remains the largest shareholder, while France's Crédit Industriel et Commercial (CIC; AA-/Stable/A-1+) has a 10% stake. In the first half of 2007, Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM; A+/Stable/A-1) bought a 5% stake in BMCE.

BMCE's asset quality is above the domestic average, with NPLs to total loans reaching 5.3% at June 30, 2007. The loan portfolio has been growing rapidly, however, mainly driven by retail- and real estate-related loans, which remain untested in our opinion. Should a correction take place in the real estate sector, BMCE's asset quality indicators could dip, but this is not our base-case scenario.

Profitability has been improving over the past three years, driven mainly by volumes, as margins have been contracting over the same period; and market-related gains, a portion of which are unsustainable in our opinion. Profitability is set to return to normal levels and to continue being pressured by the cost of business expansion.

BMCE's liquidity is sound as more than one-quarter of the bank's assets are placed in very liquid forms. The funding profile is reinforced by good access to cheap retail deposits. Capitalization remains weak given the bank's risk profile and still sizable equity participation portfolio (one-third of the bank's reported shareholders equity at June 30, 2007). On a positive note, this portfolio is being scaled down, freeing up capital, although a portion of the proceeds is reinvested in risky participations.

Profile: A Midsize And Diversifying Universal Bank

Primarily involved in corporate banking, BMCE has gradually diversified its activities to become a universal bank. It has several subsidiaries in leasing, factoring, credit insurance, consumer finance, asset management, and investment banking. The bank has significantly strengthened its market position in the retail and small and midsize enterprise (SME) segments. It has been actively and successfully promoting its image in retail banking, and has widened the scope of its consumer-lending products and mortgage loans, one of the major contributors to loan portfolio growth. In its quest for regional and international presences, BMCE already has investment banking subsidiaries in Tunisia (Axis Capital) and the U.K. (Medicapital PLC, licensed by the Financial Services Authority in 2007), and has

Counterparty Credit Rating

Local Currency

BBpi/--/--

recently bought a 35% stake in Bank of Africa (not rated). It plans to further develop its regional presence in other North African countries, particularly Libya and Algeria (both not rated). Standard & Poor's Ratings Services sees the bank's expansion strategy as risky owing to the challenging operating environments in the countries of destination. With respect to the bank's presence outside Morocco, we expect BMCE's affiliates in Europe to continue to provide it with good access to Moroccan expatriates.

BMCE's shareholding structure remains dominated by the FinanceCom group (38.6%) and France-based CIC (10%). Spain-based CAM acquired a 5% stake in the bank in the first half of 2007.

Financial Performance: Above-Domestic-Average Asset Quality But Weak Capitalization

BMCE's asset quality is above the domestic average. The bank's NPL ratio reached 5.3% at June 30, 2007, compared with 7.7% at Dec. 31, 2005, chiefly as a result of the rapid growth of its loan portfolio. The latter being driven mainly by real estate-related loans, asset quality figures could be impacted in the case of a correction of the booming real estate sector in Morocco, although this is not our base-case scenario. NPLs were adequately provisioned at June 30, 2007, with the provisions-to-NPLs ratio exceeding 85%. Standard & Poor's expects asset quality figures to continue on their positive trend assuming that the economic environment remains supportive.

BMCE enjoys a sound funding and liquidity profile, with customer deposits more than covering the loan portfolio. The bank still has room to leverage its balance sheet as very liquid assets still accounted for about one-quarter of assets at June 30, 2007, and the investment portfolio was dominated by government securities at the same date. The bank plans to further develop its branch network and attract additional cheap retail deposits. At June 30, 2007, about half of the bank's deposits were noninterest bearing. BMCE's exposures to interest rate and foreign exchange risk are under control as the structure of the bank's assets is skewed toward floating-rate exposures and foreign exchange transactions are essentially customer driven.

The bank still has a large portfolio of more than 50 equity participations, which amounted to MAD2.5 billion at June 30, 2007, or about one-third of total reported equity at the same date. The portfolio includes the bank's participations in unconsolidated entities, including its subsidiaries (about half of the portfolio). This portfolio has been scaled down in the past three years, however, in line with BMCE's stated objective of divesting any nonstrategic equity stakes. Divestment gains accounted for about 5% of the bank's total revenues in the first half of 2007. BMCE's profitability jumped in the first half of 2007 as a result of the capital gain from the selling of a 5% stake--held under its share buyback program--to CAM, which we deem as unsustainable. Profitability is set to return to normal levels and to continue being supported by the positive volume effect but pressured by the increasing cost of business expansion both inside and outside Morocco. Quality of earnings is set to remain good as the bank plans to further enhance its capacity to generate fees by leveraging its investment banking capabilities. Standard & Poor's expects noninterest income to remain at about 40%--excluding divestment gains--over the medium term, owing to the limited depth of the Moroccan and regional financial markets. Divestment gains are expected to support the bank's income diversification for the next few years, but in the longer term the add-on effect on expected core earnings will be unsustainable.

Even though well capitalized by local standards (with a regulatory capital ratio of 9.1%), we deem BCME's capitalization to be weak given the bank's large equity participation portfolio and plans to develop its regional reach. The bank's ratio of adjusted total equity to assets was 6.7% at midyear 2007. On a positive note, the equity

participation portfolio is being scaled down, freeing up capital, although a portion of the proceeds is invested in risky participations. The dividend payout is expected to remain relatively conservative in the foreseeable future.

Table 1

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Balance Sheet Statistics												
(Mil. MAD)	--Year ended Dec. 31--						Breakdown as a % of assets (adj.)					
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
ASSETS												
Cash and money market instruments	24,964	22,208	19,826	16,461	14,483	11,290	25.49	26.11	26.23	23.80	23.62	20.05
Securities	13,136	11,721	12,700	14,793	11,965	13,184	13.41	13.78	16.80	21.39	19.51	23.42
Trading securities (marked to market)	8,170	8,843	5,767	5,742	3,081	6,072	8.34	10.40	7.63	8.30	5.02	10.78
Nontrading securities	4,965	2,878	6,933	9,052	8,885	7,112	5.07	3.38	9.17	13.09	14.49	12.63
Customer loans (gross)	56,229	48,238	39,348	34,004	31,127	28,381	57.42	56.71	52.06	49.16	50.76	50.41
All other loans	56,229	48,238	39,348	34,004	31,127	28,381	57.42	56.71	52.06	49.16	50.76	50.41
Loan loss reserves	2,564	2,452	2,264	2,080	1,986	1,685	2.62	2.88	3.00	3.01	3.24	2.99
Customer loans (net)	53,665	45,785	37,084	31,924	29,141	26,696	54.80	53.83	49.07	46.15	47.52	47.41
Earning assets	85,147	74,283	64,783	59,853	51,963	49,301	86.95	87.34	85.72	86.53	84.74	87.56
Equity interests/participations (nonfinancial)	183	185	132	160	694	631	0.19	0.22	0.17	0.23	1.13	1.12
Inv. in unconsolidated subsidiaries (financial co.)	1,297	1,636	2,044	2,925	2,482	2,554	1.32	1.92	2.70	4.23	4.05	4.54
Intangibles (nonservicing)	21	21	24	25	463	500	0.02	0.03	0.03	0.04	0.76	0.89
Fixed assets	2,011	1,841	1,528	1,309	1,061	1,024	2.05	2.16	2.02	1.89	1.73	1.82
All other assets	2,669	1,677	2,263	1,598	1,494	925	2.73	1.97	2.99	2.31	2.44	1.64
Total reported assets	97,945	85,074	75,601	69,196	61,783	56,805	100.02	100.03	100.03	100.04	100.76	100.89
Less nonservicing intangibles+ I/O strips	(21)	(21)	(24)	(25)	(463)	(500)	(0.02)	(0.03)	(0.03)	(0.04)	(0.76)	(0.89)
Adjusted assets	97,924	85,053	75,576	69,171	61,320	56,305	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
Breakdown as a % of liabilities + equity												
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
LIABILITIES												
Total deposits	84,226	72,631	63,661	58,662	53,057	49,233	85.99	85.37	84.21	84.78	85.88	86.67
Noncore deposits	6,982	5,013	5,904	4,737	5,228	7,781	7.13	5.89	7.81	6.85	8.46	13.70
Core/customer deposits	77,244	67,618	57,757	53,925	47,830	41,452	78.86	79.48	76.40	77.93	77.42	72.97
Other borrowings	2,142	2,097	1,767	1,520	1,224	663	2.19	2.46	2.34	2.20	1.98	1.17
Other liabilities	3,611	2,818	3,183	2,546	1,505	1,200	3.69	3.31	4.21	3.68	2.44	2.11
Total liabilities	89,979	77,547	68,611	62,728	55,786	51,096	91.87	91.15	90.75	90.65	90.29	89.95
Total shareholders' equity	7,966	7,527	6,990	6,469	5,997	5,708	8.13	8.85	9.25	9.35	9.71	10.05
Minority interest-equity	399	410	376	305	292	246	0.41	0.48	0.50	0.44	0.47	0.43
Common shareholders' equity (reported)	7,567	7,117	6,614	6,164	5,705	5,462	7.73	8.37	8.75	8.91	9.23	9.61
Share capital and surplus	1,588	1,588	1,588	1,588	1,588	1,588	1.62	1.87	2.10	2.29	2.57	2.79
Reserves (incl. inflation revaluations)	5,164	4,695	4,291	3,900	3,714	3,699	5.27	5.52	5.68	5.64	6.01	6.51

Table 1

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Balance Sheet Statistics (cont.)												
Retained profits	815	834	736	676	404	178	0.83	0.98	0.97	0.98	0.65	0.31
Other equity	0	0	0	0	0	(3)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	(0.01)
Total liabilities and equity	97,945	85,074	75,601	69,196	61,783	56,805	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00	100.00
EQUITY RECONCILIATION TABLE												
Common shareholders' equity (reported)	7,567	7,117	6,614	6,164	5,705	5,462						
+ Minority Interest (equity)	399	410	376	305	292	246						
- Nonservicing Intangibles	(21)	(21)	(24)	(25)	(463)	(500)						
Adjusted common equity	7,945	7,506	6,965	6,443	5,534	5,208						
- Equity in Unconsolidated Subsidiaries	(1,297)	(1,636)	(2,044)	(2,925)	(2,482)	(2,554)						
Adjusted total equity	6,648	5,870	4,922	3,518	3,052	2,654						

Year-end financial statements are audited, consolidated, and compliant with national accounting standards. *Data as of June 30, 2007. Ratios annualized where appropriate. MAD--Moroccan dirham.

Table 2

Banque Marocaine du Commerce Extérieur P&L Statement Statistics												
(Mil. MAD)	--Year ended Dec. 31--						Adj. avg. assets (%)					
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
PROFITABILITY												
Interest income	2,974	5,167	3,118	2,800	2,724	2,752	6.50	6.43	4.31	4.29	4.63	5.13
Interest expense	1,811	3,050	1,112	1,015	942	1,027	3.96	3.80	1.54	1.56	1.60	1.91
Net interest income	1,164	2,116	2,006	1,784	1,782	1,725	2.54	2.64	2.77	2.73	3.03	3.22
Operating noninterest income	1,573	1,673	1,356	954	798	670	3.44	2.08	1.87	1.46	1.36	1.25
Fees and commissions	397	638	575	461	414	400	0.87	0.79	0.79	0.71	0.70	0.75
Equity in earnings of unconsolidated subsidiaries	10	22	13	18	67	37	0.02	0.03	0.02	0.03	0.11	0.07
Trading gains	N.A.	N.A.	647	496	283	223	N.A.	N.A.	0.89	0.76	0.48	0.42
Gains/ (losses) on liquidity portfolio securities	44	84	28	(113)	34	(42)	0.10	0.10	0.04	(0.17)	0.06	(0.08)
Other noninterest income	1,123	928	93	92	0	53	2.46	1.16	0.13	0.14	0.00	0.10
Operating revenues	2,737	3,790	3,361	2,738	2,580	2,395	5.98	4.72	4.64	4.20	4.39	4.46
Noninterest expenses	1,208	2,126	1,842	1,490	1,399	1,420	2.64	2.65	2.55	2.28	2.38	2.65
Personnel expenses	645	1,055	939	820	785	881	1.41	1.31	1.30	1.26	1.34	1.64
Other general and administrative expense	459	848	740	532	479	412	1.00	1.06	1.02	0.82	0.81	0.77
Depreciation	104	222	163	137	134	127	0.23	0.28	0.22	0.21	0.23	0.24
Net operating income before loss provisions	1,529	1,664	1,519	1,248	1,181	975	3.34	2.07	2.10	1.91	2.01	1.82
Credit loss provisions (net new)	165	264	352	241	518	603	0.36	0.33	0.49	0.37	0.88	1.12
Net operating income after loss provisions	1,364	1,400	1,167	1,007	663	372	2.98	1.74	1.61	1.54	1.13	0.69
Nonrecurring/special income	2	1	0	7	0	276	0.01	0.00	0.00	0.01	0.00	0.51
Nonrecurring/special expense	1	30	0	10	0	273	0.00	0.04	0.00	0.02	0.00	0.51

Table 2

Banque Marocaine du Commerce Extérieur P&L Statement Statistics (cont.)												
Amortization of goodwill and intangibles	4	9	7	6	37	37	0.01	0.01	0.01	0.01	0.06	0.07
Pretax profit	1,362	1,362	1,161	997	626	338	2.98	1.70	1.60	1.53	1.07	0.63
Tax expense/credit	500	456	384	295	203	147	1.09	0.57	0.53	0.45	0.35	0.27
Net income before minority interest	862	905	777	702	423	192	1.88	1.13	1.07	1.08	0.72	0.36
Minority interest in consolidated subsidiaries	47	71	41	26	19	13	0.10	0.09	0.06	0.04	0.03	0.03
Net income before extraordinary items	815	834	736	676	404	178	1.78	1.04	1.02	1.04	0.69	0.33
Net income after extraordinary items	815	834	736	676	404	178	1.78	1.04	1.02	1.04	0.69	0.33
CORE EARNINGS RECONCILIATION												
Net Income (before Minority Interest)	862	905	777	702	423	192						
- Nonrecurring/Special Income	(2)	(1)	(0)	(7)	0	(276)						
+ Nonrecurring/Special Expense	1	30	0	10	0	273						
+/- Tax Impact of Adjustments	1	(10)	0	(1)	0	1						
+ Amortization/ Impairment of Goodwill/ Intangibles	4	9	7	6	37	37						
Core earnings	865	934	784	711	460	227	1.89	1.16	1.08	1.09	0.78	0.42
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002						
ASSET QUALITY												
Nonperforming assets	3,000	2,994	3,042	2,964	2,809	2,413						
Nonaccrual loans	3,000	2,994	3,042	2,964	2,809	2,413						
AVERAGE BALANCE SHEET												
Average customer loans	49,725	41,435	34,504	30,532	27,918	26,409						
Average earning assets	79,715	69,533	62,318	55,908	50,632	48,335						
Average assets	91,509	80,337	72,399	65,490	59,294	54,176						
Average total deposits	78,429	68,146	61,162	55,860	51,145	46,790						
Average interest-bearing liabilities	80,548	70,078	62,805	57,232	52,089	47,315						
Average common equity	7,342	6,865	6,389	5,934	5,583	5,497						
Average adjusted assets	91,488	80,315	72,374	65,246	58,812	53,660						
OTHER DATA												
Number of employees (end of period, actual)	3,713	3,538	3,201	2,830	2,734	2,693						
Number of branches	358	336	235	232	219	217						
Off-balance-sheet credit equivalents	33,681	12,344	16,379	12,139	12,007	11,995						

Year-end financial statements are audited, consolidated, and compliant with national accounting standards. *Data as of June 30, 2007. Ratios annualized where appropriate. MAD--Moroccan dirham.

Table 3

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Ratio Analysis						
	--Year ended Dec. 31--					
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
ANNUAL GROWTH (%)						
Customer loans (gross)	33.13	22.59	15.72	9.24	9.68	2.78
Loss reserves	9.12	8.34	8.84	4.70	17.88	12.94
Adjusted assets	30.27	12.54	9.26	12.80	8.91	10.37
Customer deposits	28.47	17.07	7.11	12.74	15.39	7.36
Total equity	11.66	7.69	8.06	7.87	5.06	(1.21)
Operating revenues	44.44	12.74	22.77	6.11	7.72	0.73
Noninterest expense	13.65	15.39	23.66	6.48	(1.48)	3.66
Net operating income before provisions	83.78	9.53	21.72	5.67	21.12	(3.26)
Loan loss provisions	25.07	(24.88)	45.87	(53.40)	(14.21)	92.75
Net operating income after provisions	94.87	19.91	15.93	51.75	78.43	(46.50)
Pretax profit	100.05	17.30	16.41	59.21	85.05	(48.79)
Net income	90.42	16.51	10.68	65.98	120.65	(56.13)
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
PROFITABILITY (%)						
Interest margin analysis						
Net interest income (taxable equiv.)/avg. earning assets	2.92	3.04	3.22	3.19	3.52	3.57
Net interest spread	2.97	3.08	3.23	3.23	3.57	3.52
Interest income (taxable equiv.)/avg. earning assets	7.46	7.43	5.00	5.01	5.38	5.69
Interest expense/avg. interest-bearing liabilities	4.50	4.35	1.77	1.77	1.81	2.17
Revenue analysis						
Net interest income/revenues	42.52	55.85	59.67	65.17	69.06	72.03
Fee income/revenues	14.50	16.85	17.11	16.83	16.06	16.70
Market-sensitive income/revenues	1.60	2.22	20.08	13.98	12.28	7.53
Noninterest income/revenues	57.48	44.15	40.33	34.83	30.94	27.97
Personnel expense/revenues	23.56	27.84	27.94	29.95	30.44	36.78
Noninterest expense/revenues	44.13	56.09	54.81	54.41	54.22	59.29
Noninterest expense/revenues less investment gains	44.85	57.36	55.27	52.26	54.96	58.26
Net operating income before provision/revenues	55.87	43.91	45.20	45.59	45.78	40.71
Net operating income after provisions/revenues	49.83	36.93	34.73	36.78	25.72	15.52
New loan loss provisions/revenues	6.04	6.97	10.47	8.81	20.06	25.19
Net nonrecurring/abnormal income/revenues	0.07	(0.77)	0.01	(0.13)	0.00	0.14
Pretax profit/revenues	49.76	35.93	34.54	36.42	24.28	14.13
Tax/pretax profit	36.71	33.51	33.06	29.59	32.47	43.36
Core Earnings/Revenues	31.59	24.64	23.31	25.96	17.83	9.46
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
OTHER RETURNS						
Pretax profit/avg. risk assets (%)	N.A.	N.A.	2.75	2.61	1.54	0.78
Revenues/avg. risk assets (%)	N.A.	N.A.	7.97	7.18	6.34	5.53

Table 3

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Ratio Analysis (cont.)						
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
Net operating income before LLP/LLP	925.09	629.54	431.75	517.41	228.19	161.63
Net operating income before loss provisions/avg. risk assets (%)	N.A.	N.A.	3.60	3.27	2.90	2.25
Net operating income after loss provisions/avg. risk assets (%)	N.A.	N.A.	2.77	2.64	1.63	0.86
Net income before minority interest/avg. adjusted assets	1.88	1.13	1.07	1.08	0.72	0.36
Net income/employee (MAD)	475,517	268,653	257,653	252,371	155,891	67,778
Non-interest expenses/average adjusted assets	2.64	2.65	2.55	2.28	2.38	2.65
Personnel expense/employee (MAD)	355,756	313,065	311,368	294,783	289,401	311,494
Personnel expense/branch (mil. MAD)	3.72	3.70	4.02	3.64	3.60	4.07
Noninterest expense/branch (mil. MAD)	6.96	7.45	7.89	6.61	6.42	6.56
Cash earnings/avg. tang. common equity (ROE) (%)	25.10	15.71	14.12	14.12	11.07	6.81
Core earnings/average risk-weighted assets	N.A.	N.A.	1.86	1.86	1.13	0.52
Core earnings/average adjusted assets	1.89	1.16	1.08	1.09	0.78	0.42
Core earnings/ Average ACE (ROE)	22.38	12.90	11.69	11.87	8.57	4.33
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
FUNDING AND LIQUIDITY (%)						
Customer deposits/funding base	89.44	90.49	88.28	89.60	88.11	83.08
Total loans/customer deposits	72.79	71.34	68.13	63.06	65.08	68.47
Total loans/customer deposits + long-term funds	65.02	63.12	59.61	55.60	57.30	60.18
Customer loans (net)/assets (adj.)	54.80	53.83	49.07	46.15	47.52	47.41
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
CAPITALIZATION (%)						
Adjusted common equity/risk assets	12.05	N.A.	15.53	16.30	15.07	11.65
Internal capital generation/prior year's equity	22.91	7.04	6.99	7.40	3.04	(1.51)
Regulatory total capital ratio	9.10	12.80	12.62	10.36	10.40	11.81
Adjusted total equity/adjusted assets	6.79	6.90	6.51	5.09	4.98	4.71
Adjusted total equity/adjusted assets + securitizations	6.79	6.90	6.51	5.09	4.98	4.71
Adjusted total equity/risk assets	10.09	N.A.	10.98	8.90	8.31	5.94
Adjusted total equity plus LLR (specific)/customer loans (gross)	16.38	17.25	18.26	16.46	16.19	15.29
Common dividend payout ratio	N.M.	44.19	41.50	37.57	58.93	146.79
	2007*	2006	2005	2004	2003	2002
ASSET QUALITY (%)						
New loan loss provisions/avg. customer loans (net)	0.66	0.64	1.02	0.79	1.85	2.28
Loan loss reserves/customer loans (gross)	4.56	5.08	5.75	6.12	6.38	5.94
Credit-loss reserves/risk assets	3.89	N.A.	5.05	5.26	5.41	3.77
Nonperforming assets (NPA)/customer loans + ORE	5.34	6.21	7.73	8.72	9.02	8.50
NPA (excl. delinquencies)/customer loans + ORE	5.34	6.21	7.73	8.72	9.02	8.50
Net NPA/customer loans (net) + ORE	0.81	1.18	2.10	2.77	2.82	2.73
NPA (net specifics)/customer loans (net specifics)	0.81	1.18	2.10	2.77	2.82	2.73
Loan loss reserves/NPA (gross)	85.48	81.92	74.42	70.17	70.72	69.83

Table 3

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Ratio Analysis (cont.)

Year-end financial statements are audited, consolidated, and compliant with national accounting standards. *Data as of June 30, 2007. Ratios annualized where appropriate. MAD--Moroccan dirham. N.A.--Not available. N.M.--Not meaningful.

Ratings Detail (As Of February 8, 2008)***Banque Marocaine du Commerce Exterieur (Unsolicited Ratings)**

Counterparty Credit Rating

Local Currency

BBpi/--/--

Counterparty Credit Ratings History

26-Jan-1999

Local Currency

BBpi/--/--

Sovereign Rating

Morocco (Kingdom of)

Foreign Currency

BB+/Positive/B

Local Currency

BBB/Positive/A-3

*Unless otherwise noted, all ratings in this report are global scale ratings. Standard & Poor's credit ratings on the global scale are comparable across countries. Standard & Poor's credit ratings on a national scale are relative to obligors or obligations within that specific country.

Additional Contact:

Financial Institutions Ratings Europe; FIG_Europe@standardandpoors.com

This unsolicited rating(s) was initiated by Standard & Poor's. It may be based solely on publicly available information and may or may not involve the participation of the issuer's management. Standard & Poor's has used information from sources believed to be reliable, but does not guarantee the accuracy, adequacy, or completeness of any information used.

Copyright © 2008, Standard & Poors, a division of The McGraw-Hill Companies, Inc. (?S&P?). S&P and/or its third party licensors have exclusive proprietary rights in the data or information provided herein. This data/information may only be used internally for business purposes and shall not be used for any unlawful or unauthorized purposes. Dissemination, distribution or reproduction of this data/information in any form is strictly prohibited except with the prior written permission of S&P. Because of the possibility of human or mechanical error by S&P, its affiliates or its third party licensors, S&P, its affiliates and its third party licensors do not guarantee the accuracy, adequacy, completeness or availability of any information and is not responsible for any errors or omissions or for the results obtained from the use of such information. S&P GIVES NO EXPRESS OR IMPLIED WARRANTIES, INCLUDING, BUT NOT LIMITED TO, ANY WARRANTIES OF MERCHANTABILITY OR FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE OR USE. In no event shall S&P, its affiliates and its third party licensors be liable for any direct, indirect, special or consequential damages in connection with subscriber?s or others? use of the data/information contained herein. Access to the data or information contained herein is subject to termination in the event any agreement with a third-party of information or software is terminated.

Analytic services provided by Standard & Poor's Ratings Services (Ratings Services) are the result of separate activities designed to preserve the independence and objectivity of ratings opinions. The credit ratings and observations contained herein are solely statements of opinion and not statements of fact or recommendations to purchase, hold, or sell any securities or make any other investment decisions. Accordingly, any user of the information contained herein should not rely on any credit rating or other opinion contained herein in making any investment decision. Ratings are based on information received by Ratings Services. Other divisions of Standard & Poor's may have information that is not available to Ratings Services. Standard & Poor's has established policies and procedures to maintain the confidentiality of non-public information received during the ratings process.

Ratings Services receives compensation for its ratings. Such compensation is normally paid either by the issuers of such securities or third parties participating in marketing the securities. While Standard & Poor's reserves the right to disseminate the rating, it receives no payment for doing so, except for subscriptions to its publications. Additional information about our ratings fees is available at www.standardandpoors.com/usratingsfees.

Any Passwords/user IDs issued by S&P to users are single user-dedicated and may ONLY be used by the individual to whom they have been assigned. No sharing of passwords/user IDs and no simultaneous access via the same password/user ID is permitted. To reprint, translate, or use the data or information other than as provided herein, contact Client Services, 55 Water Street, New York, NY 10041; (1)212.438.9823 or by e-mail to: research_request@standardandpoors.com.

**Morocco
Credit Update**

BMCE Bank

Ratings

	Current Ratings
Support Rating	3
Sovereign Risk	
Foreign Currency	BBB-
Local Currency	BBB

Outlook

Sovereign	Foreign	Long-Term	IDR
			Stable

Financial Data

BMCE Bank

	30 Dec 07	31 Dec 06
Total Assets (USDm)	13,891.7	10,060.1
Total Assets (MADm)	107,149.8	85,073.9
Total Equity (MADm)	8,518.5	7,457.4
Net Income (MADm)	1,401.0	905.4
ROA (%)	1.46	1.13
ROE (%)	17.54	12.85
Equity/Assets (%)	7.95	8.77

Analysts

Sophie Martin-Glinel
33 (0)1 44 29 92 72
sophie.martinglinel@fitchratings.com

Sonia Trabelsi
+216 71 840 902
sonia.trabelsi@maghrebrating.com.tn

Related Research

- [BMCE Capital Gestion \(French Version\)](#)

Rating Rationale

- Fitch Ratings only assigns a sovereign Support Rating to BMCE Bank (BMCE).
- As a result of an aggressive expansion strategy launched in 2005 BMCE has 428 domestic branches and aims for 700 by 2010. While consolidating its presence on the corporate segment it now targets retail and professional clients. It also aims to establish a regional presence in Africa, mainly by increasing its stake in African Financial Holding/Bank of Africa to 51% by 2009 from 35%. Its UK-based Corporate & Investment bank sub., MediCapital Bank, will also help BMCE acquire new clients.
- Large trading gains, inflated by the gain on the sale of a 5% of its own equity stake to Caja de Ahorros del Mediterraneo (CAM; rated 'A+'/'F1'/Stable) in H107 for MAD696m, and capital gains on non-core equity stakes (MAD624m) once again enabled BMCE to post an extremely good but potentially volatile performance: operating income gained 24% and net profit 55%. Despite rising operating expenses, the cost/income ratio declined to 57%. Net loan loss provision charge was 70bps, quite a low level which may prove difficult to sustain as loans season.
- Dynamic lending growth and improving NPL collection enabled BMCE to record asset quality and coverage ratios of 5.25% and 87.4%, at end-2007 respectively, far better than peers', but most loans have not yet seasoned. Off-balance-sheet exposure soared in 2007 as BMCE started applying Basel II requirements. Customer and sector concentrations remain of some concern.
- Customer deposits are BMCE's major funding source (76.5%). Although deposits increase at a slower pace than lending, liquidity remains acceptable with 12.1% of assets invested in marketable securities. BMCE is a major market maker in local government bonds and holds a MAD4.5bn bond portfolio used for proprietary trading and asset-liability management purposes. Refocusing on strategic activities, it reduced its equity investment portfolio to MAD842m at end-2007.
- The Basel I core equity ratio was a very small 5.3% at end-2007. Early in 2008 BMCE issued MAD1bn of 10-year subordinated debt on the local market and a EUR70m perpetual subordinated debt pre-placed with the IFC. Extra Tier 1 capital relief was ensured by a 20% IPO of its consumer finance subsidiary Salafin in Q108. A further EUR50m of 10-year subordinated debt is to be issued and placed with Proparco (part of Agence Française de Développement), and there are plans to securitize part of BMCE's residential mortgage loan book.

Support

- BMCE is 37.5% owned by FinanceCom, a local holding company which Fitch is not in a position to assess the ability or willingness to provide support if needed. Given BMCE's strong franchise in Morocco, Fitch considers that support from the state would be forthcoming, but there are uncertainties regarding the sovereign's ability to do so.

Key Rating Drivers

- BMCE's ambitious development plans are not risk free, and management will have to prove its ability to achieve strong growth while further improving BMCE's equity base, core profitability and risk management.

Profile

BMCE is Morocco's third-largest bank by total assets, with a 14% market share of deposits and a 13.5% of loans in 2007.

Balance Sheet Analysis
BMCE BANK (C.)

	31 Dec 2007				31 Dec 2006		31 Dec 2005		31 Dec 2004	
	Year End USDm Original	Year End MADm Original	As % of Assets Original	Average MADm Original	Year End MADm Partial	As % of Assets Partial	Year End MADm Original	As % of Assets Original	Year End MADm Original	As % of Assets Original
	A. LOANS									
1. Customer Loans (s.t.)	3,483.9	26,872.2	25.08	23,431.8	19,991.4	23.50	17,220.6	22.78	15,500.3	22.40
2. Customer Loans (med. & l.t.)	4,160.4	32,090.3	29.95	28,942.0	25,793.7	30.32	19,863.7	26.27	16,423.5	23.73
3. Other	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
4. Loan loss reserves	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
5. Loan loss reserves (memo)	n.a.	n.a.	-	n.a.	2,484.2	2.92	2,295.1	3.04	2,114.1	3.06
TOTAL A	7,644.4	58,962.5	55.03	52,373.8	45,785.1	53.82	37,084.3	49.05	31,923.8	46.14
B. OTHER EARNING ASSETS										
1. Deposits with Banks	2,556.7	19,720.2	18.40	17,022.3	14,324.3	16.84	12,735.3	16.85	11,056.4	15.98
2. Realisable Securities	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
3. Other Investments	1,790.5	13,810.3	12.89	12,765.8	11,721.4	13.78	12,699.7	16.80	14,793.5	21.38
4. Equity Investments	109.2	842.2	0.79	1,239.1	1,636.0	1.92	2,175.6	2.88	3,085.5	4.46
TOTAL B	4,456.3	34,372.7	32.08	31,027.2	27,681.7	32.54	27,610.6	36.52	28,935.4	41.82
C. TOTAL EARNING ASSETS (A+B)	12,100.7	93,335.2	87.11	83,401.0	73,466.8	86.36	64,694.9	85.57	60,859.2	87.95
D. FIXED ASSETS	290.5	2,240.3	2.09	2,110.8	1,981.3	2.33	1,622.0	2.15	1,389.1	2.01
E. NON-EARNING ASSETS										
1. Cash and Due from Banks	1,048.2	8,084.8	7.55	7,984.2	7,883.5	9.27	7,090.3	9.38	5,404.6	7.81
2. Other	452.4	3,489.5	3.26	2,615.9	1,742.3	2.05	2,193.7	2.90	1,543.4	2.23
F. TOTAL ASSETS	13,891.7	107,149.8	100.00	96,111.9	85,073.9	100.00	75,600.9	100.00	69,196.3	100.00
G. DEPOSITS AND MONEY MARKET FUNDING										
1. Demand Deposits	5,929.0	45,731.3	42.68	42,284.9	38,838.4	45.65	32,767.5	43.34	28,677.1	41.44
2. Savings Deposits	1,610.3	12,420.2	11.59	11,702.7	10,985.1	12.91	9,793.0	12.95	8,548.8	12.35
3. Time Deposits	3,087.9	23,817.6	22.23	20,806.1	17,794.6	20.92	15,196.8	20.10	16,699.3	24.13
4. Inter-bank Deposits	1,185.4	9,143.6	8.53	7,078.5	5,013.3	5.89	5,903.6	7.81	4,737.3	6.85
5. Other	105.8	816.4	0.76	946.5	1,076.6	1.27	765.6	1.01	1,019.5	1.47
TOTAL G	11,918.4	91,929.1	85.79	82,818.6	73,708.0	86.64	64,426.5	85.22	59,682.0	86.25
H. OTHER FUNDING										
1. Subordinated Debt	130.0	1,002.6	0.94	1,011.5	1,020.4	1.20	1,001.3	1.32	500.0	0.72
2. Other Long-term Borrowing	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
3. Hybrid Capital	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
I. OTHER (Non-int. bearing)	738.9	5,699.6	5.32	4,293.9	2,888.1	3.39	3,536.4	4.68	2,988.7	4.32
J. LOAN LOSS RESERVES	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
K. OTHER RESERVES	n.a.	n.a.	-	n.a.	n.a.	-	n.a.	-	n.a.	-
L. EQUITY	1,104.4	8,518.5	7.95	7,988.0	7,457.4	8.77	6,636.7	8.78	6,025.6	8.71
M. TOTAL LIABILITIES & EQUITY	13,891.7	107,149.8	100.00	96,111.9	85,073.9	100.00	75,600.9	100.00	69,196.3	100.00
Exchange Rate		USD1 = MAD 7.7132			USD1 = MAD 8.4566		USD1 = MAD 9.2494		USD1 = MAD 8.2177	

Income Statement Analysis

BMCE BANK (C.)

	31 Dec 2007		31 Dec 2006		31 Dec 2005		31 Dec 2004	
	Income	As % of	Income	As % of	Income	As % of	Income	As % of
	Expenses	Total AV	Expenses	Total AV	Expenses	Total AV	Expenses	Total AV
	MADm	Earning Assts	MADm	Earning Assts	MADm	Earning Assts	MADm	Earning Assts
	Original	Original	Partial	Partial	Original	Original	Original	Original
1. Interest Income	2,514.9	3.02	2,843.4	4.12	3,214.1	5.12	2,879.4	5.05
2. Interest Expense	n.a.	-	n.a.	-	1,110.8	1.77	1,009.3	1.77
3. NET INTEREST REVENUE	2,514.9	3.02	2,843.4	4.12	2,103.3	3.35	1,870.1	3.28
4. Net Fees and Commissions	825.7	0.99	600.5	0.87	523.0	0.83	434.9	0.76
5. Other Operating Income	1,148.5	1.38	162.6	0.24	475.2	0.76	475.7	0.83
6. Personnel Expenses	n.a.	-	n.a.	-	939.1	1.50	820.1	1.44
7. Other Operating Expenses	2,538.0	3.04	2,125.7	3.08	903.0	1.44	669.6	1.17
8. Loan Loss Provisions	347.4	0.42	262.7	0.38	328.0	0.52	339.5	0.60
9. OPERATING PROFIT	1,603.7	1.92	1,218.1	1.76	931.4	1.48	951.5	1.67
10. Other Income and Expenses	559.9	0.67	143.6	0.21	223.3	0.36	37.1	0.07
11. PROFIT BEFORE EXCEPTIONAL ITEMS	2,163.6	2.59	1,361.7	1.97	1,154.7	1.84	988.6	1.73
12. Exceptional Items	n.a.	-	n.a.	-	6.2	0.01	8.6	0.02
13. PRE-TAX PROFIT	2,163.6	2.59	1,361.7	1.97	1,160.9	1.85	997.2	1.75
14. Taxes	762.5	0.91	456.3	0.66	383.8	0.61	295.1	0.52
15. PUBLISHED NET INCOME INCLUDING MINORITIES	1,401.1	1.68	905.4	1.31	777.1	1.24	702.1	1.23
16. Memo: FITCH NET INCOME	1,401.1	1.68	905.4	1.31	777.1	1.24	702.1	1.23

Ratio Analysis

BMCE BANK (C.)

		31 Dec 2007	31 Dec 2006	31 Dec 2005	31 Dec 2004
		Original	Partial	Original	Original
I. PROFITABILITY LEVEL					
1. Pre-Prov. Op. Profit/Total Assets (av.)	%	2.03	1.84	1.74	1.97
2. Operating Profit/Total Assets (av.)	%	1.67	1.52	1.29	1.45
3. Net Income/Equity (av.)	%	17.54	12.85	12.27	12.10
4. Net Income/Total Assets (av.)	%	1.46	1.13	1.07	1.07
5. Non-int. Exp./Net Interest Rev. + Other Operating Income	%	56.54	58.94	59.39	53.57
6. Net Interest Rev./Total Assets (av.)	%	2.62	3.54	2.91	2.86
II. CAPITAL ADEQUACY					
1. Internal Capital Generation	%	17.54	12.85	8.26	8.37
2. Equity/Total Assets	%	7.95	8.77	8.78	8.71
3. Equity/Loans	%	14.45	16.29	17.90	18.87
4. Capital/Risks - Tier 1	%	n.a.	12.97	n.a.	n.a.
5. Capital/Risks - Total	%	10.74	13.39	12.62	8.53
III. LIQUIDITY					
1. Liquid Assets/Deposits and Money Market Funding	%	30.25	30.13	30.77	27.58
2. Loans/Deposits and Money Market Funding	%	64.14	62.12	57.56	53.49
IV. ASSET QUALITY					
1. Provisions for loan losses/loans (av.)	%	0.66	0.60	0.89	1.04
2. Provisions for loan losses/Profit before Provisions and Taxes	%	13.84	16.17	22.03	25.40
3. Impaired Loans gross/loans gross	%	5.25	6.20	7.87	8.79
4. Loan Loss Reserves/Loans	%	4.59	5.15	5.83	6.21
5. Impaired loans net/Equity	%	n.a.	6.79	12.12	14.57